



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

Visite de parlementaires macédoniens

«La perspective d'une adhésion à l'Union européenne est pour nous d'une importance vitale»

Mme Karolina Ristova, Présidente de la Commission des Affaires européennes du Parlement macédonien, accompagnée d'une délégation parlementaire composée de M. Slobodan Chashule et M. Jusuf Arifi, membres de la Commission des Affaires européennes du Parlement macédonien, a été accueillie le lundi 27 juin 2005 par la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration à la Chambre des Députés.

Lors de l'entretien présidé par M. Ben Fayot ont notamment été évoquées les réformes que l'An-

cienne République Yougoslave de Macédoine est actuellement en train de réaliser en vue d'un rapprochement vers l'Union européenne. La coopération entre parlements nationaux dans le cadre de la COSAC (Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires) et le référendum luxembourgeois sur le Traité constitutionnel du 10 juillet 2005 étaient parmi les autres sujets abordés. La délégation parlementaire macédonienne a insisté sur l'importance vitale que représente pour ce pays la perspective d'une adhésion à l'Union européenne, ceci dans le but d'assurer la stabilité aux Balkans.



Les délégations macédonienne et luxembourgeoise

51^e session ordinaire de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale

«L'Europe est et reste un instrument indispensable de paix, de stabilité, de liberté et de prospérité»

À la première partie de la 51^e session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale qui a eu lieu à Paris du 13 au 15 juin 2005, le Luxembourg a été représenté par le président de la délégation luxembourgeoise, M. Marcel Glesener, et M. Charles Goerens, membres effectifs, ainsi que Mme Anne Brasseur et M. Norbert Hauptert, membres suppléants.

«Cette Assemblée et ses parlementaires constituent un lien pri-

vilégié entre la politique et le public. C'est donc ensemble qu'il faudra s'engager pour mieux communiquer, mieux faire passer le message que l'Europe est et reste un instrument indispensable de paix, de stabilité, de liberté et de prospérité et un modèle unique de développement économique et social.»

Avec ces mots M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, du Trésor, du Budget et de la Défense du Luxembourg, co-président du

Conseil de l'UEO, représentant la présidence de l'UEO/UE, a terminé son discours qu'il a tenu devant l'assemblée, le premier jour de la session et lors duquel il a fait le bilan des activités de la présidence luxembourgeoise.

Il a insisté entre autres sur le fait qu'il a tenu son engagement, donné en novembre dernier, à faire avancer la politique européenne de sécurité et de défense (PESD). Ce concept de gestion de crise, auquel le Luxembourg a attaché tant d'importance, a en effet progressé sous la présidence luxembourgeoise, ce que M. Frieden a illustré en insistant, d'une part, sur les opérations - assistance militaire, policière et surtout diplomatique - en Bosnie-Herzégovine, en République démocratique du Congo et prochainement au Soudan, et, d'autre part, sur la capacité de réponse rapide, basée sur treize groupements tactiques nationaux et multinationaux, capacité disponible à partir de janvier 2007.

Les principaux thèmes figurant à l'ordre du jour de la susdite session ont été:

- la mise en œuvre de la Décision no 27 et de la Directive no 120: l'octroi du droit de vote en commission aux délégations parlementaires des pays observateurs permanents et observateurs permanents assimilés

- la mise en œuvre de la stratégie européenne de sécurité - Réponse au rapport annuel du Conseil

- le projet de budget révisé de l'Assemblée pour 2005 - Avis du Conseil

- la coopération en matière de sécurité entre l'UE et son proche voisinage à l'Est avec l'intervention de Mme Govhar Bakhshaliyeva, Première Vice-Présidente de l'Assemblée nationale de la République d'Azerbaïdjan

- le développement de la coopération interparlementaire dans les Balkans

- le programme européen d'acquisition de technologie (ETAP) - Réponse au rapport annuel du Conseil

- les opérations réseau centrées: les capacités européennes

- la lutte contre le terrorisme international: aspects de défense

- le développement de la PESD et l'Objectif global 2010 - Réponse au rapport annuel du Conseil

- la ratification du Traité établissant une Constitution pour l'Europe: suivi parlementaire et orientation de l'opinion publique

- les développements dans le Grand Moyen-Orient

- la maîtrise des armements et la non-prolifération: les moyens satellitaires de vérification

- la présentation des Groupes interparlementaires européens de l'espace par le Sénateur François Roelants du Vivier, Président de la Commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat belge, Président du Groupe parlementaire belge de l'espace.

En outre, l'assistance a pu suivre au cours de la deuxième séance de mardi matin

- les discours de M. Stjepan Mesić, Président de la République de Croatie, et de Mme Ioulia Timochenko, Premier Ministre de l'Ukraine,

au cours de la quatrième séance de mercredi matin

- le discours de M. Jack Straw, Ministre des Affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni, Président désigné du Conseil de l'UEO, représentant la présidence britannique entrante de l'UEO/UE (discours prononcé par Sir John Holmes, Ambassadeur du Royaume-Uni en France)

et au cours de la cinquième séance de mercredi après-midi

- le discours de M. Frank Asbeck, Directeur du Centre satellitaire de l'UE, Torrejón.

L'Assemblée a adopté lors des cinq séances de cette première partie de sa 51^e session une décision, une résolution et huit recommandations au Conseil.



M. le Ministre Luc Frieden, co-président du Conseil de l'UEO, entouré des membres de la délégation luxembourgeoise, M. Charles Goerens, Mme Anne Brasseur, M. Norbert Hauptert et M. Marcel Glesener.



Session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN

Présentation interactive de l'«Aube noire» comportant la simulation d'une attaque terroriste nucléaire



(de gauche à droite) M. Fred Sunnen, Mme Lydia Mutsch, M. Marc Spautz, Mme Colette Flesch, M. Jean-Pierre Koepp

M. Marc Spautz, Président de la délégation, M. Fred Sunnen, Mme Lydia Mutsch, Mme Colette Flesch

et M. Jean-Pierre Koepp ont représenté la Chambre des Députés lors de la session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, qui s'est déroulée à Ljubljana (Slovénie) du 27 au 31 mai 2005.

semblée parlementaire de l'OTAN, qui s'est déroulée à Ljubljana (Slovénie) du 27 au 31 mai 2005.

Lors de la séance plénière, près de 300 parlementaires, venant d'une quarantaine de pays, y compris des délégués de la totalité des 26 États membres de l'OTAN, des membres de 13 délégations associées auprès de l'AP-OTAN et de 11 autres délégations ayant le statut d'observateur parlementaire, ont participé à une présentation interactive de l'«Aube noire» préparée par le Center for Strategic and International Studies de Washington et comportant la simulation d'une attaque terroriste nucléaire.

Les parlementaires ont également profité de l'occasion pour poser des questions à M. Jaap de Hoop Scheffer, Secrétaire général de l'OTAN et Président du Conseil de l'Atlantique Nord, et ont suivi des allocutions de M. France Cujkati, Président de l'Assemblée nationale de la République de Slovénie, de M. Dimitrij Rupel, Ministre des Affaires étrangères de la République de Slovénie et de M. Janez Janša, Premier Ministre de la République slovène.

Les membres de l'Assemblée parlementaire ont adopté une déclaration

sur la situation en matière de sécurité dans le Darfour (Soudan), saluant les efforts déployés par l'Union africaine pour mettre fin à ce conflit et soutenant vigoureusement l'action menée par la communauté internationale pour instaurer la paix au Darfour. L'Assemblée encourage en outre l'Union européenne et l'OTAN à travailler ensemble dans un esprit de coopération et de complémentarité pour fournir le soutien logistique et financier nécessaire dans des domaines tels que le transport aérien stratégique, la formation au commandement et au contrôle, la planification des opérations, l'utilisation du renseignement et la police.

Une autre déclaration approuvée par les parlementaires vise les récents événements en Ouzbékistan, les membres de l'Assemblée condamnant le recours disproportionné à la force par les unités de sécurité ouzbèkes contre des manifestations d'opposants et contre des civils à Andijan ou ailleurs.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Troisième partie de la Session ordinaire de 2005

Ont été présents à la troisième partie de la session ordinaire de 2005 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui s'est tenue à Strasbourg, du 20 au 24 juin 2005. M. Marcel Glesener, Président de la délégation, Mme Lydie Err, Vice-Présidente, et M. Charles Goerens, membres effectifs, MM. Norbert Hauptert et Jean Huss ainsi que Mme Anne Brasseur, suppléants.

Après l'ouverture de la première séance de cette troisième partie par le discours du Président de l'Assemblée, M. René van der Linden, il a été procédé à la vérification des pouvoirs des nouveaux membres de l'Assemblée.

L'Assemblée a encore adopté le procès-verbal de la réunion de la Commission permanente à Lisbonne en juin 2005 et approuvé le rapport d'activités du Bureau et de la Commission permanente présenté par M. Marcel Glesener avant de passer à l'ordre du jour, dont les points culminants des huit séances étaient les suivants:

- médias et terrorisme,
- l'environnement et les objectifs du Millénaire pour le développement,
- la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement,
- contribution de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) au développement économique en Europe centrale et orientale avec l'intervention de M. Jean Lemierre, Président de la BERD,
- situation au Proche-Orient,
- situation actuelle au Kosovo,
- disparition et assassinat de nombreuses femmes et filles au Mexique,

- respect des obligations et engagements de la Fédération de Russie,

- fonctionnement des institutions démocratiques en Azerbaïdjan,

- suivi de la Résolution 1359 (2004) sur les prisonniers politiques en Azerbaïdjan,

- contrôle démocratique du secteur de la sécurité dans les États membres,

- abolition des restrictions au droit de vote et

- pour une meilleure réponse aux besoins de santé mentale en Europe.

En dehors de la communication de M. Diogo Freitas do Amaral, Ministre des Affaires étrangères du Portugal et Président du Comité des Ministres, l'Assemblée a écouté:

- les interventions de M. Chaudhry Amir Hussain, Président de l'Association des parlements asiatiques pour la paix (APAP), Président de l'Assemblée nationale du Pakistan, et de M. José de Venetia, Président du conseil consultatif de l'APAP, Président de la Chambre des représentants des Philippines,

- le discours de M. Adnan Terzić, Président du Conseil des Ministres de la Bosnie-Herzégovine,

- la déclaration de M. Terry Davis, Secrétaire général du Conseil de l'Europe et

- le discours de M. Jaap de Hoop Scheffer, Secrétaire général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Au cours de cette troisième session de 2005 se sont tenus un débat d'actualité sur la situation dans les Républiques d'Asie centrale, d'une part, ainsi que deux discussions selon la procédure

d'urgence, d'autre part. Ces dernières ont eu pour sujet le suivi du Troisième Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement du Conseil de l'Europe (Varsovie, 16 et 17 mai 2005) et le processus de réforme constitutionnelle en Arménie.

Reste à signaler qu'avant la reprise de la séance du mercredi après-midi, 22 juin, a eu lieu une cérémonie commémorative du 50^e anniversaire du Prix de l'Europe. Ce prix, créé en 1955 par l'Assemblée parlementaire est la plus haute distinction décernée aux collectivités locales pour leur action européenne. Il est constitué d'un trophée itinérant, d'une médaille, d'un diplôme et d'une bourse pour un voyage d'études de jeunes de la commune lauréate. L'Assemblée parlementaire a souhaité donner un caractère symbolique à son choix de cette année-ci en distinguant pour la première fois une ville russe, à savoir Kaliningrad qui fêtera cette année son 750^e anniversaire.

En tant que point culminant de cette 3^e partie il faut retenir la célébration, le 23 juin 2005, du 50^e anniversaire de la première session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale qui s'était tenue au Palais de l'Europe en 1955. Au cours de cette cérémonie officielle sont intervenus parmi bon nombre de personnalités, M. Marcel Glesener, en sa qualité de Président du groupe fédéré des démocrates-chrétiens et des démocrates européens, ainsi que M. Charles Goerens en tant que Président honoraire de cette Assemblée.

L'Assemblée a adopté dix recommandations et douze résolutions en rapport avec les sujets à l'ordre du jour.

Visite du «Kannerland» et de l'Internat Sainte Marie

Dans le cadre de visites dans les domaines des seniors, des enfants, de la jeunesse et des personnes handicapées, la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse, représentée par Mme Marie-Josée Frank, présidente, Mme Claudia Dall'Agnol, vice-présidente, et M. Marc Angel, s'est rendue le 24 mai 2005 au «Kannerland» et à l'Internat Sainte Marie pour s'in-

former sur place du fonctionnement de ces structures. Ces visites ont eu lieu sur proposition de la Ministre de la Famille pour compléter les travaux législatifs sur le plan pratique. Les responsables des institutions ont donné un aperçu de l'organisation de leur maison et ont invité les député(e)s à visiter les lieux suite à un échange de vues.



Une délégation de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse en visite au Kannerland...



... et à l'Internat Sainte Marie à Luxembourg.



Le Président de la Chambre des Députés a reçu le Secrétaire général de la CGFP et le Président de la Cour des Comptes



En date du 30 mai 2005, le Président de la Chambre des Députés Lucien Weiler a reçu le nouveau secrétaire général de la CGFP M. Romain Wolff. Lors de leur entretien, M. Wolff a exposé au Président de la Chambre la stratégie générale de la CGFP en tant que grand syndicat de la fonction publique luxembourgeoise.

Le Président et le Secrétaire général ont ensuite abordé quelques grands thèmes de l'actualité: le référendum en France, la présidence luxembourgeoise, la stratégie de Lisbonne, les négociations salariales dans la fonction publique, le projet de loi sur la double nationalité. Le Président de la Chambre s'est dit convaincu que le nouveau secrétaire général va continuer la politique de clairvoyance de son illustre prédécesseur.

* * *

M. Marc Gengler, le nouveau Président de la Cour des Comptes vient d'être reçu le 6 juillet 2005 par le Président de la

Chambre des Députés, M. Lucien Weiler qui l'a félicité pour sa nomination et s'est dit convaincu qu'il assumera sa haute tâche avec compétence et engagement.

Les deux Présidents se sont ensuite entretenus sur les relations entre les deux institutions ainsi que sur le travail futur de la Cour des Comptes.



14^e session annuelle de l'AP-OSCE

Trente ans depuis Helsinki: Défis à venir

La 14^e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (AP-OSCE) placée sous le thème «Trente ans depuis Helsinki: Défis à venir» a eu lieu à Washington DC du 1^{er} au 5 juillet 2005. La Chambre des Députés y a été représentée par M. Paul Helminger, Mme Viviane Loschetter et M. Patrick Santer.

M. Paul Helminger, en sa qualité de chef de délégation, a assisté à la réunion de la Commission permanente. Dans son allocution de bienvenue, le président en fonction de l'AP-OSCE, M. Alcee L. Hastings a, en faisant référence au 30^e anniversaire de la signature des documents d'Helsinki par la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, souligné que les principes y inscrits sont aujourd'hui plus que d'actualité. L'orateur a estimé qu'il faut sérieusement œuvrer afin de mettre un terme à la crise politique que traverse actuellement l'OSCE. Il a insisté sur l'importance des missions d'observation d'élections où quelque 300 parlementaires originaires des États membres de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE ont, en tant qu'experts, observé et commenté le déroulement des processus électoraux dans les différents États membres de l'OSCE.

Le trésorier M. Jerry Grafstein a souligné que l'Assemblée parlementaire a réussi à respecter les

limites budgétaires et que 99,1% des contributions annuelles obligatoires ont été versées. L'orateur a précisé, suite à une intervention par le membre azerbaïdjanais, que la gestion financière a été approuvée par les auditeurs de KPMG, même si la relation entre, d'un côté, les coûts et, de l'autre, les dépenses n'a pas été analysée.

Le Secrétaire général M. Spencer Oliver a souligné l'importance primordiale des missions d'observation d'élections organisées par l'Assemblée parlementaire de l'OSCE. Il a informé les membres présents que le site informatique de l'AP-OSCE est quotidiennement mis à jour et comporte ainsi des informations toujours actualisées.

Le Comité permanent a examiné plusieurs rapports concernant des missions particulières (Biélorussie et le conflit du Haut-Karabakh) et l'observation d'élections (République du Kirghizistan et la République de Moldova).

Dans son exposé, M. Dimitrij Rupel, Ministre slovène des Affaires étrangères et président en exercice de l'OSCE, a identifié les nouveaux défis en matière de sécurité, notamment dus à l'élargissement de l'Union européenne et de l'OTAN, que l'OSCE doit pouvoir maîtriser pour assurer le rôle qui est le sien.

MM. Paul Helminger et Patrick Santer ont participé aux travaux

de la Commission des Affaires politiques et de la Sécurité. Y ont été analysés et soumis au vote un projet de rapport portant sur les défis de l'OSCE en matière politique sécuritaire, ainsi que des points additionnels sur le terrorisme suicidaire, la situation en Abkhazie (Géorgie), la République de Moldova et la nécessité de ne pas sacrifier les droits de l'Homme dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

À l'ordre du jour des réunions de la Commission des Affaires économiques, de la Science, de la Technologie et de l'Environnement, à laquelle a assisté Mme Viviane Loschetter, figuraient les interventions de plusieurs parlementaires notamment sur le blanchiment d'argent et la lutte contre la corruption.

Les travaux de la Commission de la Démocratie et des Droits de l'Homme ont porté sur la lutte

contre la participation à la traite des êtres humains ou à l'exploitation et la violence sexuelles exercées par les forces internationales de maintien de la paix, la nécessité de renforcer le code de conduite applicable aux membres des missions de l'OSCE. Ont également été soumis au débat l'amélioration de l'efficacité des activités de l'OSCE en matière de surveillance électorale, ainsi que le financement du bureau des institutions démocratiques et des droits de l'Homme.

Mme Viviane Loschetter a également participé à une séance de travail ayant eu pour objet le traitement égalitaire homme-femme.

La session annuelle s'est terminée par une réunion plénière au cours de laquelle a été adoptée la déclaration de Washington réitérant les principes fondamentaux de droit international public tels qu'inscrits dans l'acte final d'Helsinki de 1975. Y figurent également des recommandations d'ordre administratif et politique. L'assemblée parlementaire de l'OSCE a proposé finalement d'inviter l'autorité nationale palestinienne de pouvoir participer à ses travaux en tant qu'observateur.

M. Alcee L. Hastings a été réélu pour le terme d'une année aux fonctions de Président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE.



(de gauche à droite) M. Paul Helminger, Mme Viviane Loschetter, M. Patrick Santer



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

d'Chamber online op
www.chd.lu

NOUVELLES LOIS

5251 - Projet de loi

sur les contrats de garantie financière portant

- transposition de la directive 2002/47/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juin 2002 concernant les contrats de garantie financière;

- modification du Code de commerce;

- modification de la loi du 1^{er} août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles;

- modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- modification du règlement grand-ducal du 18 décembre 1981 concernant les dépôts fongibles de métaux précieux et modifiant l'article 1^{er} du règlement grand-ducal du 17 février 1971 concernant la circulation de valeurs mobilières;

- abrogation de la loi du 21 décembre 1994 relative aux opérations de mise en pension;

- abrogation de la loi du 1^{er} août 2001 relative au transfert de propriété à titre de garantie

Le projet de loi sur les contrats de garantie financière a pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive 2002/47/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juin 2002 concernant les contrats de garantie financière (directive Collatéral).

Sans pour autant harmoniser le droit des sûretés en tant que tel, la directive Collatéral vise à assurer l'efficacité des sûretés financières en obligeant les États membres à modifier leur droit matériel afin de reconnaître l'efficacité des sûretés, tant en limitant les exigences formelles susceptibles d'être prévues par les droits nationaux au titre de conditions de validité ou d'opposabilité des contrats de sûreté qu'en prévoyant des procédures d'exécution rapides et non formelles.

Traditionnellement, le droit luxembourgeois permet le recours à des garanties sous la forme de sûretés réelles sans transfert de propriété (nantissement) principalement sous la forme d'un gage. Le mécanisme du gage présente toutefois un formalisme assez lourd pour sa constitution, nécessitant un acte écrit et une dépossession réelle du débiteur, ainsi qu'une certaine lourdeur dans la mise en œuvre (enchère, intervention du juge).

Une comparaison des dispositions nationales actuelles et de la directive montre qu'une très grande partie fait déjà partie de notre législation, allant parfois plus loin, parfois moins loin.

Les contrats de garantie financière ont connu un grand développement ces dernières années, parallèlement à la très forte croissance des transactions financières dont ils assurent la sécurité et garantissent la bonne fin.

Le présent projet de loi, tout en maintenant l'acquis de la législation luxembourgeoise lorsqu'elle présente un degré de modernité allant au-delà du minimum requis par la directive, vise à regrouper dans un seul acte juridique les aspects relatifs à l'efficacité des différents types de contrats de garantie financière et ce, quel que soit le type d'instrument financier qui en constitue l'assiette. Ceci remédie ainsi à l'inconvénient de la législation actuelle qui est dispersée à travers différents textes de loi avec pour conséquence un manque de transparence.

Les auteurs du projet de loi poursuivent les trois objectifs suivants:

le regroupement de toute la législation en matière de contrats de garantie financière en un seul texte,

le maintien de l'acquis de la législation luxembourgeoise en ce qui concerne les dispositions qui vont au-delà du contenu de la directive et

la création d'un niveau de sécurité et de solidité juridiques largement similaires pour les différents types de contrats de garantie financière en éliminant certaines «inégalités» entre les différents types dues à leur introduction à des époques différentes.

Le projet de loi a été avisé par la Chambre de Commerce, le Conseil d'État, ainsi que la Banque Centrale Européenne.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 25.11.2003	
Rapporteur: M. Norbert Haupt	
Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Laurent Mosar):	
02.05.2005	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
09.06.2005	Examen de l'avis de la Banque centrale Examen de l'avis du Conseil d'État
07.07.2005	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 12.07.2005	

5254 - Projet de loi

relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses

Le projet de loi sous rubrique a pour objet la transposition de la directive 1999/45/CE concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses. Il vise également à transposer les rectificatifs à cette directive, ainsi que la directive 2001/60/CE de la Commission du 7 août 2001 portant adoption du progrès technique de la directive 1999/45/CE.

À noter que la directive 1999/45/CE du 31 mai 1999 vient abroger la directive précédente 88/379/CEE du Conseil du 7 juin 1988 concernant le rapprochement des dispositions législatives à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses qui a été, quant à elle, transposée en droit national par la loi du 10 juillet 1995 relative à la classification et à l'étiquetage des préparations dangereuses, loi que le présent projet de loi entend abroger par conséquent.

Bien qu'il existe des dispositions communautaires qui régissent certaines préparations dangereuses

dans les États membres, il n'en demeure pas moins que certaines disparités en matière de classification, d'emballage ou encore d'étiquetage continuent d'exister, disparités que la directive à transposer entend lever garantissant ainsi un meilleur fonctionnement du marché intérieur de la Communauté européenne. En effet, ces disparités constituent une entrave aux échanges et créent des conditions inégales de concurrence affectant directement le fonctionnement du marché intérieur.

La directive que le projet 5254 transpose en droit interne entend éliminer ces entraves en rapprochant les législations des États membres en vigueur en la matière. Le projet contribue en outre à garantir un niveau de protection élevé en matière de santé, de sécurité, de protection de l'homme et de l'environnement en réglementant la classification, l'emballage et l'étiquetage des préparations dangereuses ainsi que de certaines préparations qui peuvent présenter un danger sans pour autant être classées comme dangereuses au sens de la directive lors de leur mise sur le marché.

Le projet prévoit entre autres des principes généraux de classification et contient des dispositions particulières relatives à l'étiquetage et à l'emballage applicables à certaines préparations.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 01.12.2003	
Rapporteur: M. Ali Kaes	
Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Marcel Glesener):	
20.04.2004	Désignation d'un rapporteur Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
12.01.2005	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
06.07.2005	Examen du 2 ^e avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 12.07.2005	

5293 - Projet de loi

portant approbation de l'instrument amendant la Convention relative à la création du Bureau Européen des Radiocommunications (BER), fait à Copenhague, le 17 décembre 2002

Le projet de loi 5293 porte approbation de l'instrument d'amendement à la Convention relative à la création du Bureau Européen des Radiocommunications (BER), fait à Copenhague, le 17 décembre 2002.

Lors de sa réunion d'avril 2002 à Copenhague, le Conseil du Bureau Européen des Radiocommunications a décidé la fusion du Bureau Européen des Radiocommunications et du Bureau Européen des Télécommunications en un seul organisme permanent appelé Bu-

reau Européen des Communications (BEC).

La fusion des deux organismes correspond aux nouvelles données réglementaires en vigueur dans l'Union européenne, évite la création d'un troisième organisme compétent en matières postales et doit permettre d'importantes économies d'échelle.

Le Bureau Européen des Communications est un centre de compétences en matière de poste et de communications électroniques chargé d'aider et de conseiller la présidence et les comités de la Conférence Européenne des administrations des Postes et Télécommunications (CEPT), association regroupant depuis 1992 les administrations en charge de la réglementation P&T.

Le BEC est doté de la personnalité juridique et jouit de la pleine capacité nécessaire à l'exercice de ses fonctions et à la réalisation de ses objectifs et peut en particulier, conclure des contrats, ester en justice et passer des accords avec les États ou des organisations internationales.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 29.01.2004	
Rapporteur: M. François Maroldt	
Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications (Président: M. Lucien Thiel):	
19.10.2004	Examen du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État Désignation d'un rapporteur
09.06.2005	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
30.06.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 12.07.2005	

5297 - Projet de loi

transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts

En décembre 1997, sous l'impulsion de la présidence luxembourgeoise, un accord a pu être trouvé par les Quinze, accord portant sur un paquet de trois mesures de coordination fiscale comportant:

- la mise en place d'un code de conduite sur la fiscalité des entreprises,
- l'adoption d'une directive concernant les paiements d'intérêts et de redevances entre sociétés associées d'États membres et
- l'adoption d'une directive sur la fiscalité de l'épargne.

Au Conseil européen de Santa Maria da Feira des 19 et 20 juin 2000, le système de coexistence fut abandonné au bénéfice d'un système d'échange d'informations généralisé. Cependant, pendant une période transitoire un nombre limi-

té d'États membres - en l'occurrence le Luxembourg, l'Autriche et la Belgique - seraient autorisés à remplacer le système de l'échange d'informations par un système de retenue à la source, sous condition de transférer une part appropriée des recettes provenant de son application à l'État de résidence des bénéficiaires de paiements d'intérêts.

Le 21 janvier 2003, les Ministres des Finances et de l'Économie de l'Union européenne sont finalement parvenus à un accord global sur la fiscalité de l'épargne. Cet accord des Quinze restait lié à l'adoption de mesures équivalentes par les pays tiers énumérés dans les conclusions du Conseil européen de Feira de juin 2000, à savoir la Suisse, le Liechtenstein, Andorre, Monaco, Saint-Marin et les États-Unis d'Amérique.

Les pays tiers ne souhaitant pas pratiquer l'échange d'informations se verraient obligés d'appliquer exactement les mêmes taux de retenue à la source que le Luxembourg, l'Autriche et la Belgique, et ceci pendant la même période et à partir du même moment.

Ce ne serait qu'au moment où le Conseil européen devrait constater à l'unanimité qu'il y a accord avec l'ensemble des pays tiers visés pour passer à l'échange généralisé d'informations entre autorités fiscales que le Luxembourg, l'Autriche et la Belgique renonceraient à l'application d'une retenue à la source et passeraient, eux aussi, à l'échange d'informations sur demande tel qu'il a été défini par la convention 2002 de l'OCDE.

La place financière luxembourgeoise s'est ralliée au contenu de la directive 2003/48/CE, dans la mesure où elle ne mettait pas en question, dans une première phase, le maintien du secret bancaire, et plaçait le Luxembourg à pied d'égalité avec les autres centres financiers d'envergure à l'intérieur de l'Europe ou au-delà de ses frontières.

Il convient encore de noter que le projet de loi de transposition comporte, à son article 9, une clause d'exemption de l'application de la retenue à la source. Effectivement, le bénéficiaire de paiements d'intérêts peut, soit fournir à sa banque un certificat de son autorité fiscale établissant qu'il y a eu déclaration et imposition de ses revenus dans l'État de sa résidence fiscale, soit donner mandat spécial à sa banque de procéder à la communication des revenus visés par la directive à l'autorité fiscale de son État de résidence. L'agent payeur, donc la banque, ne peut pas prendre elle-même l'initiative d'une telle communication: celle-ci ne peut être déclenchée que sur instruction spécifique du bénéficiaire du paiement d'intérêts. En même temps, la banque est tenue d'offrir à son client le choix entre l'application de la retenue à la source et au moins une des deux alternatives. C'est donc le bénéficiaire, et lui seul, qui décide de l'application de la retenue à la source ou de la transmission à son autorité fiscale des informations relatives à ses revenus de l'épargne.

Selon la directive 2003/48/CE, tous les États membres, sauf le Grand-Duché de Luxembourg, la Belgique et l'Autriche, appliqueront l'échange d'informations dès l'entrée en vigueur des dispositions de la directive. Afin de préserver l'anonymat des clients vis-à-vis des autorités fiscales, les trois pays précités appliqueront quant à eux une retenue à la source qui s'élèvera:

- à 15% pendant les trois premières années,
- à 20% pour les trois années suivantes, et
- à 35% par la suite.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 09.02.2004

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Laurent Mosar):

03.01.2005 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

Désignation d'un rapporteur

13.01.2005 Examen des articles
Examen de l'avis du Conseil d'État

Examen des divers autres avis

01.02.2005 Proposition et vote de plusieurs amendements

Examen des articles

23.03.2005 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.04.2005

Loi du 21 juin 2005

Mémorial A, N°86, page 1540

5334 - Projet de loi modifiant

1. la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle

2. le Code des assurances sociales

3. la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail

4. la loi modifiée du 21 février 1976 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Administration de l'emploi et portant création d'une Commission nationale de l'emploi

5. la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds de chômage; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet

6. la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs

Le projet de loi 5334 et le projet de loi 5322 - ce dernier étant devenu la loi du 21 décembre 2004 modifiant 1. le Code des assurances sociales 2. la loi modifiée du 24 mars 1989 sur le contrat de travail - s'inscrivent dans le contexte du déficit des Caisses de maladies et des mesures à prendre pour remédier à cette tendance, surtout en ce qui concerne l'invalidité. Ainsi, la loi précitée a changé essentiellement les dispositions du Code des assurances sociales en exigeant par exemple pour la 10^e semaine de maladie sur une période de référence de 20 semaines un avis motivé du médecin traitant sur l'état de santé de l'assuré. Cet avis, appelé formulaire R4, doit permettre au Contrôle médical de la sécurité sociale d'aiguiller l'assuré vers le système de prise en charge adapté: soit par l'assurance maladie,

soit par l'assurance pension, soit dans le cadre des mesures de réinsertion professionnelle.

En cas d'incapacité de travail pour le dernier poste, interviennent alors les mesures proposées dans le présent projet de loi qui concernent surtout la procédure de reclassement.

Le projet entend améliorer le système de prise en charge mis en place par la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle en adaptant certaines dispositions qui se sont révélées inadaptées dans l'application pratique de la loi en question.

Les nouvelles dispositions contribueront à l'accélération des procédures prévues en matière de sécurité sociale en les coordonnant avec les règles protectrices du droit du travail. Par ailleurs, elles favoriseront la réinsertion professionnelle au profit des travailleurs qui se voyaient refuser la pension d'invalidité, tout en présentant une incapacité de travail pour exercer leur dernier poste de travail.

Pour remédier aux inconvénients qui se sont révélés dans l'application pratique de la loi précitée du 25 juillet 2002, le présent projet propose de découpler le déclenchement de la procédure de réinsertion professionnelle de l'introduction d'une demande en invalidité par le travailleur. Selon les dispositions actuellement en vigueur (Art. 1^{er} de la loi du 25 juillet 2002) bénéficie d'un reclassement interne ou externe: «le travailleur (...) qui n'a pas été reconnu invalide au sens de l'article 187 du Code des assurances sociales mais qui (...) présente une incapacité pour exercer son dernier poste de travail.»

La première innovation du présent projet de loi consiste en une reformulation de l'article 1^{er} permettant à l'organe qui constate l'incapacité du travailleur, en l'occurrence le Contrôle médical de la sécurité sociale, de saisir sur base d'un avis motivé établi par le médecin traitant, la Commission mixte en vue de l'ouverture d'une procédure de reclassement.

Alors que le projet de loi dans sa version initiale avait prévu la saisine de la Commission mixte par le Contrôle médical, sans l'intervention du travailleur, un amendement de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, visant un consentement éclairé des parties concernées, a introduit l'assentiment du travailleur pour ladite saisine.

La procédure à suivre se résume comme suit: si, sur base d'un avis motivé établi par le médecin traitant, le Contrôle médical de la sécurité sociale estime que le travailleur est susceptible de présenter une incapacité de travail pour son dernier poste de travail, il saisit le secrétariat de la Commission mixte du dossier en accord avec l'intéressé et envoie une copie à l'employeur. Le secrétariat vérifie les conditions d'ouverture de la procédure de reclassement et la Commission mixte saisit, le cas échéant, le médecin de travail compétent. Celui-ci convoque et examine l'intéressé dans un délai de 15 jours.

Trois cas de figure sont possibles:

Le médecin de travail retient une incapacité de travail pour le dernier poste de travail. Le dossier, avec l'avis motivé du médecin de travail, est transféré à la Commission mixte qui prend une décision relative aux mesures de réinsertion professionnelle applicables. L'employeur reçoit une copie du document de saisine de la Commission mixte. Au cas où la Commission mixte décide le reclassement externe, le travailleur est inscrit d'office comme demandeur d'emploi auprès de l'Administration de l'emploi à partir du jour suivant la notification de la décision.

Le médecin de travail retient une capacité de travail pour le dernier

poste. Le Contrôle médical de la sécurité sociale et la Commission mixte en sont informés par avis motivé et l'indemnité pécuniaire est retirée au travailleur.

L'intéressé refuse de se soumettre à l'examen médical du médecin de travail dans le délai prévu. Le médecin de travail en informe la Commission mixte et le Contrôle médical de la sécurité sociale. Ce dernier informe la caisse de maladie compétente et l'indemnité pécuniaire est à nouveau retirée.

Une deuxième innovation du projet consiste dans la précision que la personne demandant le bénéfice des mesures de réinsertion professionnelle doit se trouver dans une relation de travail. Les conditions d'accès à ces mesures définies à l'article 1^{er} sont précisées en ce sens. Cette référence au contrat de travail élimine les assurés volontaires, les bénéficiaires du RMG et les bénéficiaires de l'indemnité de chômage.

À noter que si le salarié refusait de donner son accord à la saisine de la Commission mixte, il serait tenu de reprendre le travail, sous peine de perdre tous les droits à indemnisation.

En cas de reclassement le projet prévoit également une limitation de la réduction du temps de travail: cette réduction ne peut dépasser 50% par rapport au temps de travail fixé au contrat en vigueur avant la première décision de reclassement. Exceptionnellement et sur décision de la Commission mixte cette réduction peut atteindre 75%, sur demande motivée de l'employeur et sur avis du médecin-conseil de l'Administration de l'emploi.

Le projet comporte encore diverses autres innovations ponctuelles concernant e.a. le calcul de l'indemnité compensatoire.

Dépôt par M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 28.04.2004

Rapporteur: M. Romain Schneider

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

28.10.2004 Désignation d'un rapporteur

03.02.2005 Présentation et examen du projet de loi

17.03.2005 Présentation d'amendements par M. le Ministre de la Sécurité sociale

22.03.2005 Examen et adoption d'amendements parlementaires

26.04.2005 Présentation et adoption d'une proposition d'amendement

12.05.2005 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Examen des propositions d'amendements introduites par le groupe ADR

01.06.2005 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.06.2005

Loi du 1er juillet 2005

Mémorial A, N°97, page 1718

5355 - Projet de loi

concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles

Le projet de loi 5355 constitue un complément indispensable à la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles qui, dans plusieurs de ses articles, élargit la compétence des communes dans le domaine de la protection de la nature et demande un renforcement de la démarche scientifique. Ainsi, ce projet de loi a un double objectif:

1. La promotion du partenariat entre l'État et les syndicats de communes dans le domaine de la protection de la nature. Les communes sont des partenaires incontournables pour le Ministère de l'Environnement dans la conduite de sa politique de protection de la nature. Elles présentent en effet de nombreux avantages, dont notamment une gestion de proximité et une structure politique et administrative proche de la population.

Ce projet de loi entend ainsi associer les syndicats de communes à la mise en œuvre des objectifs de la loi du 19 janvier 2004 en créant le cadre pour la mise en place d'un partenariat entre l'État et les communes et en se donnant une structure de gestion adéquate, le comité de coordination.

Ce partenariat est concrétisé sous forme de conventions à signer entre le Ministre de l'Environnement et les syndicats de communes œuvrant dans le domaine de la protection de la nature.

Il importe de noter que ce partenariat ne met aucunement en cause les missions de l'Administration des Eaux et Forêts en matière de protection de la nature. Bien au contraire, son rôle de coordinateur au niveau national de la politique de protection de la nature s'en trouve renforcé.

2. Le renforcement de la démarche scientifique dans le domaine de la protection de la nature. Étant donné que le développement d'une politique de protection de la nature efficace doit être basé sur des données scientifiques, ce projet de loi entend faire de la collecte de données scientifiques une priorité.

De plus, les obligations de suivi scientifique pour la mise en œuvre du réseau de zones protégées d'intérêt communautaire (réseau «Natura 2000») nécessitent une amélioration du travail scientifique tout comme une meilleure coordination entre tous les acteurs concernés: le Ministère de l'Environnement, l'Administration des Eaux et Forêts, le Musée National d'Histoire Naturelle, les communes, les fondations d'utilité publique, les organisations non gouvernementales, l'Université de Luxembourg, etc. Ce projet de loi vise donc également à créer un observatoire de l'environnement naturel, dont les principales missions seront le suivi et la coordination des travaux dans le domaine de la protection de la nature.

Dépôt par M. Charles Goerens, Ministre de l'Environnement, le 10.06.2004

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement (Président: M. Roger Negri):

03.03.2005 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

24.03.2005 Entrevues avec des représentants de la LNVL, de NATURA, de l'Association des Forestiers Luxembourgeois et du Mouvement écologique

21.04.2005 Réexamen de l'article 4

10.05.2005 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.06.2005

5360 - Projet de loi

concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle

5361 - Projet de loi

relatif aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) et portant modification de l'article 167, alinéa 1 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Par le biais de la directive 2003/41/CE, un grand pas a été franchi vers la création d'un marché intérieur des retraites professionnelles. En soumettant les institutions de retraite professionnelle (IRP) à des conditions d'activité précises, la directive assure un degré élevé de protection des affiliés et des bénéficiaires des fonds de retraite tout en garantissant l'efficacité de l'investissement. Ces règles s'alignent autour des axes suivants:

1. assurer un degré élevé de protection des affiliés et des bénéficiaires des fonds de retraite,
2. permettre aux institutions d'accepter l'affiliation d'une société située dans un autre État membre et gérer un régime de retraite pour celle-ci,
3. permettre aux IRP d'appliquer une stratégie d'investissement adaptée aux caractéristiques de leurs régimes de retraite,
4. respecter les prérogatives des États membres en matière de protection sociale et de régime de retraite.

La technique de transposition de la directive 2003/41/CE

La transposition de la directive au Luxembourg concerne surtout trois textes légaux.

Les auteurs des projets de loi proposent de ne pas réunir l'ensemble des textes en une seule loi, mais de préserver l'autonomie des textes de loi existants tout en les coiffant d'une loi fixant un cadre général pour l'activité des IRP. Ce cadre général fait l'objet du projet de loi 5360 concernant les activités et la surveillance des IRP, tandis que le projet de loi 5361 relatif aux IRP sous forme de sepcav et d'assep propose une série d'adaptations au cadre légal applicable aux IRP sous forme de sepcav et d'assep.

L'objet du projet de loi N° 5360

Le projet de loi 5360 poursuit trois objectifs:

1. réglementer l'activité des IRP de droit luxembourgeois et de droit étranger,
2. renvoyer aux législations prudentielles pour le détail des conditions d'agrément et de

fonctionnement des IRP de droit luxembourgeois et

3. désigner les autorités luxembourgeoises compétentes pour faire fonctionner les mécanismes de coopération introduits par la directive.

Comme supports juridiques nationaux éligibles sont retenus les fonds de pension sous forme de sepcav et assep, ainsi que les fonds de pension soumis au contrôle prudentiel du Commissariat aux Assurances. En ce qui concerne les IRP de droit non communautaire, l'exercice au Grand-Duché est accepté si ces IRP sont soumis à une surveillance prudentielle jugée équivalente et si le respect de la loi sur les régimes complémentaires de pension est assuré.

Sont exclues du champ d'application du présent projet les activités de retraite professionnelle exercées par des entreprises d'assurances luxembourgeoises ou communautaires sous le régime prudentiel des entreprises d'assurances ou qui pourraient éventuellement être exercées par des banques, entreprises d'investissement ou OPCVM luxembourgeois ou d'origine communautaire.

Quant aux autorités de contrôle, il faut distinguer entre la situation où le Luxembourg est le pays d'origine et celle où le Luxembourg est le pays d'accueil. Pour ce qui est des sepcav et des assep, l'autorité de compétence est la CSSF, lorsque le Grand-Duché est l'État d'origine. En ce qui concerne les fonds de pension soumis au contrôle du Commissariat des assurances, c'est ce dernier qui est l'autorité compétente. L'Inspection générale de la Sécurité sociale (IGSS) est par contre l'autorité compétente en ce qui concerne les activités pouvant être exercées au Grand-Duché par des institutions d'autres États membres de l'Espace économique européen. Il appartient à l'IGSS de veiller au respect du droit social et du travail luxembourgeois par les régimes de retraite complémentaires gérés par des IRP étrangères pour des entreprises luxembourgeoises.

L'objet du projet de loi N° 5361

Le projet de loi 5361 adapte d'une part le cadre légal applicable aux fonds de pension (loi modifiée du 8 juin 1999 créant les fonds de pension sous forme de sepcav et d'asep) en vue de le rendre conforme aux dispositions de la directive à transposer et apporte d'autre part un certain nombre de modifications destinées à améliorer le fonctionnement des fonds de pension.

Le projet sous rubrique permet aux IRP de proposer leurs services, en dehors des entreprises, également directement aux professions indépendantes et dans certains cas même aux salariés, sauf si la législation sociale de l'État membre d'accueil ne permet pas cette forme d'épargne-retraite professionnelle.

Dépôts par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 01.07.2004
Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Laurent Mosar):

16.06.2005 Désignation d'un rapporteur
Présentation des projets de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
22.06.2005 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Votes en séance publique:
29.06.2005

5363 - Projet de loi

portant approbation du Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes

Le lancement du premier Spoutnik par l'URSS en 1957 constituait une première tentative d'exploration de l'espace extra-atmosphérique. Il ouvrait la voie à d'autres possibilités d'exploration et suscitait en même temps des questions relatives à la conquête de l'espace et les perspectives qu'elle pourrait ouvrir, notamment sur le plan militaire. Consciente des dangers d'une éventuelle exploitation à des fins militaires et d'éventuels conflits provoqués par une concurrence internationale, l'Assemblée Générale des Nations Unies a, au courant de l'année 1963, adopté la Déclaration sur les principes légaux régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique. Celle-ci a jeté les fondements du traité qui fait l'objet du présent projet de loi. Ce Traité, appelé communément Traité de l'Espace, a été signé par le Luxembourg, mais à ce jour il n'a pas encore été ratifié.

Depuis la création de la Société Européenne des Satellites et la mise sur orbite du premier satellite géostationnaire, le Grand-Duché de Luxembourg doit être considéré comme un État spatial. L'hypothèse où les activités spatiales sont exercées non pas directement par le Gouvernement mais par une entité nationale non gouvernementale est d'ailleurs expressément envisagée par le Traité de l'Espace. L'article VI du Traité pose le principe de la responsabilité des États, que les activités dans l'espace extra-atmosphérique soient entreprises par des organismes gouvernementaux ou par des entités non gouvernementales. Les activités spatiales conduites par des entités privées sont donc autorisées, à condition toutefois qu'elles fassent l'objet d'une autorisation et d'une surveillance continue de l'État de la juridiction duquel relève l'entité en question.

Du fait des activités spatiales très importantes conduites par la SES, l'État luxembourgeois doit être considéré comme un État spatial et il est dès lors opportun de procéder à la ratification du Traité de l'Espace qui constitue le cadre juridique pour toute activité en matière d'exploitation de l'espace extra-atmosphérique. Non seulement il définit un certain nombre de principes qui sont en faveur des petites nations, mais il pose encore les fondements d'une responsabilité étatique et internationale dans le domaine des activités exercées dans l'espace extra-atmosphérique.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre délégué aux Communications, le 09.07.2004

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications (Président: M. Lucien Thiel):

09.06.2005 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Désignation d'un rapporteur

07.07.2005 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
12.07.2005

5371 - Projet de loi

autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre d'activités de jour avec atelier protégé pour personnes handicapées physiques à Bissen

Le projet de loi a pour objet d'autoriser l'État à participer au financement d'un centre d'activités de jour avec atelier protégé pour personnes handicapées physiques que l'a.s.b.l. Fondation du Tricentenaire projette de réaliser et d'exploiter à Bissen. Le nouveau centre d'activités de jour portera la dénomination «Centre Jean Heinisch» en mémoire de l'honorable Doyen de la gare, originaire de Bissen, et père fondateur de la Fondation du Tricentenaire.

Le centre projeté qui a une capacité d'accueil de 80 places pour personnes handicapées physiques a pour vocation d'offrir des services suffisamment larges pour correspondre au mieux aux attentes et aux besoins de ses futurs usagers et à leurs différents degrés d'autonomie.

L'atelier protégé constitue une activité économique au sens de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées qui a reconnu un véritable statut de salarié avec tous les droits et obligations y attachés aux citoyens handicapés exerçant une activité salariale, y compris ceux occupés dans des ateliers protégés. Le service d'activités de jour qui est une unité à vocation thérapeutique intégrera des activités de soutien et de conseil en individuel et en groupe. De nombreuses professions, telles que l'ergothérapie, la kinésithérapie, l'art-thérapie, l'orthophonie et la psychologie y seront représentées. Ces services bénéficieront d'infrastructures appropriées comprenant une salle «snoezelen», une salle d'hydrothérapie, une salle de physiothérapie ainsi qu'une salle de gymnastique adaptée permettant de travailler la psychomotricité.

Le coût total du projet est évalué à 13.693.448,81 euros à la valeur 600,88 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1^{er} octobre 2004. La participation financière de l'État au coût des travaux, premier équipement compris, s'élève à 80% ou 10.954.759,05 euros, ce qui rend obligatoire l'autorisation du législateur en vertu de l'article 80 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État portant exécution de l'article 99 de la Constitution.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 26.07.2004

Rapporteuse: Mme Marie-Josée Frank

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse (Présidente: Mme Marie-Josée Frank):

14.10.2004 Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

Désignation d'un rapporteur
05.07.2005 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
12.07.2005

5376 - Projet de loi

portant approbation du Protocole relatif à l'adhésion de la Communauté européenne à la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne «EUROCONTROL» du 13 décembre 1960, telle qu'amendée à plusieurs reprises et coordonnée par le Protocole du 27 juin 1997 et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 8 octobre 2002

Le projet de loi vise l'approbation du Protocole relatif à l'adhésion de la Communauté européenne à la Convention internationale de Coopération pour la sécurité de la navigation aérienne «Eurocontrol» du 13 décembre 1960, telle qu'amendée à plusieurs reprises et coordonnée par le Protocole du 27 juin 1997 et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 8 octobre 2002. Les modifications apportées par le Protocole et l'Acte final permettent notamment l'adhésion de la Communauté européenne en tant que telle à l'organisation «Eurocontrol» fondée en 1960.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 07.09.2004

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission des Transports (Président: M. Roland Schreiner):

11.05.2005 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
02.06.2005 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
09.06.2005

5395 - Projet de loi

portant engagement à durée indéterminée du personnel du Service rééducatif ambulatoire (SREA)

Le projet de loi 5395 portant engagement à durée indéterminée du personnel du Service rééducatif ambulatoire (SREA) a pour objectif:

1. d'instaurer des équipes stables et formées dans le domaine du handicap, les départs et les changements fréquents, provoqués par une situation de travail précaire, étant peu propices à un climat de travail serein,
2. de respecter la législation sur les contrats de travail,
3. de documenter la volonté politique de favoriser l'intégration d'enfants à besoins spéciaux, telle qu'elle est stipulée par la loi du 14 mars 1973 citée ci-dessus.

Pour atteindre ces buts, le projet propose donc de créer la base légale nécessaire pour convertir les contrats à durée déterminée de tous les agents temporaires du SREA actuellement en service en contrats à durée indéterminée.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 10.11.2004

Rapporteur: M. John Castegnaro

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

(Président: M. Jos Scheuer):

28.06.2005 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
05.07.2005

5396 - Projet de loi

portant approbation

- de la révision 2, entrée en vigueur le 16 octobre 1995, de l'Accord concernant l'adoption de conditions uniformes d'homologation et la reconnaissance réciproque de l'homologation des équipements et pièces de véhicules à moteur, fait à Genève, le 20 mars 1958 et approuvé par la loi du 1^{er} août 1971, (Accord concernant l'adoption de prescriptions techniques uniformes applicables aux véhicules à roues, aux équipements et aux pièces susceptibles d'être montés ou utilisés sur un véhicule à roues et les conditions de reconnaissance réciproque des homologations délivrées conformément à ces prescriptions);

- de l'Accord concernant l'établissement de règlements techniques mondiaux applicables aux véhicules à roues, ainsi qu'aux équipements et pièces qui peuvent être montés et/ou utilisés sur les véhicules à roues et des Annexes A et B, faits à Genève, le 25 juin 1998

Le projet de loi a pour but d'approuver:

- une deuxième révision, entrée en vigueur le 16 octobre 1995, de l'Accord concernant l'adoption de conditions uniformes d'homologation et la reconnaissance réciproque de l'homologation des équipements et pièces de véhicules à moteur, fait à Genève le 20 mars 1958,

- l'Accord concernant l'établissement de règlements techniques mondiaux applicables aux véhicules à roues, ainsi qu'aux équipements et pièces qui peuvent être montés et/ou utilisés sur les véhicules à roues et les Annexes A et B, faits à Genève, le 25 juin 1998.

L'Accord de 1998, qui fonctionne sous l'égide de la Commission Economique pour l'Europe des Nations Unies (CEE/NU), porte sur l'établissement de règlements techniques mondiaux applicables aux véhicules à roues, ainsi qu'aux équipements et pièces qui peuvent être montés ou utilisés sur des véhicules à roues. Sa portée est donc la même que celle de l'Accord de 1958 en ce qui concerne le domaine d'application et il fonctionnera en parallèle. L'Accord introduit un système qui permet l'inscription de règlements techniques mondiaux à un recueil mondial. L'objectif en est d'arriver à des règlements assurant un niveau élevé de sécurité, de protection de l'environnement, de rendement énergétique et de protection contre le vol.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 15.11.2004
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Transports
(Président: M. Roland Schreiner):
11.05.2005 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
02.06.2005 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
09.06.2005

5403 - Projet de loi modifiant

1) Le Code des assurances sociales;

2) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3) la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension

Les objectifs du projet de loi peuvent être résumés comme suit:

1) Le projet de loi a principalement pour objet de redresser les effets malencontreux générés par les interférences, pour partie neutralisantes, de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats, entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2004, et de la loi de même date modifiant 1. la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales; 2. le Code des assurances sociales, entrée en vigueur le 15 août 2004 par application des règles de droit commun.

Afin d'éviter une mise à néant des effets de la réforme de l'autorisation d'établissement en ce qui concerne le volet «sécurité sociale», le présent projet reprend les articles du Code des assurances sociales modifiés par les deux lois du 9 juillet 2004 et coordonne les modifications législatives respectives.

2) En deuxième lieu, le projet modifie l'article 293 CAS relatif aux délégués des juridictions sociales.

Conformément à des propositions de texte formulées par le Conseil d'État dans son avis relatif à un projet de règlement grand-ducal concernant les organes de l'Union des caisses de maladie, cet article est modifié afin d'y insérer le mode de nomination, le nombre et la durée des fonctions des délégués aux juridictions sociales.

3) Enfin, il est profité du présent projet pour procéder à un toilettage de texte de certains articles du CAS, de la loi du 3 août 1998 instituant les régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires et les communes ainsi que de la loi de coordination du 28 juillet 2000.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 24.11.2004

Rapporteur: M. Romain Schneider

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

27.01.2005 Désignation d'un rapporteur

17.03.2005 Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

26.04.2005 Examen d'amendements
Présentation d'un projet de rapport

21.06.2005 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
05.07.2005

5409 - Projet de loi

portant modification de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances

Le présent projet de loi vise à transposer, dans la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances, la directive 2002/92/CE du Parlement Européen et du Conseil du 9 décembre 2002 sur l'intermédiation en assurance.

Cette directive a pour objet d'organiser le marché intérieur des intermédiaires d'assurances, notamment en leur permettant de fournir leurs services en régime de libre prestation de service ou en régime de libre établissement dans les autres États membres de l'Espace économique européen. En outre, la directive se propose de renforcer la protection des preneurs d'assurances en imposant des conditions financières, d'assurance ou de garanties aux intermédiaires ainsi qu'en accentuant les obligations d'informations précontractuelles à l'égard de leurs clients.

La directive établit également l'obligation pour les États membres d'enregistrer les intermédiaires d'assurances et de soumettre leur activité, en sus des conditions précitées, à des conditions de connaissances et d'honorabilité professionnelles.

Du fait que la législation luxembourgeoise reconnaisse, depuis 1853 déjà, les intermédiaires d'assurances, la transposition de la directive 2002/92/CE n'entraîne pas, comme c'est le cas pour certains États membres, des changements profonds dans l'organisation des professions d'intermédiation d'assurance. En fait, la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances soumet déjà les agents et courtiers d'assurances à l'obligation d'un agrément ministériel préalable, essentiellement national. La transposition des dispositions de la directive 2002/92/CE dans la législation luxembourgeoise modifie les dispositions relatives aux intermédiaires d'assurances contenues dans la loi susmentionnée.

Vu qu'au Luxembourg les connaissances professionnelles des candidats agents ou courtiers sont déjà vérifiées soit sur base de titres et d'expérience, soit sur base d'épreuves écrites, et comme l'honorabilité professionnelle est déjà vérifiée, notamment au regard de l'extrait du casier judiciaire du candidat et qu'aujourd'hui déjà une assurance couvrant leur responsabilité civile professionnelle est demandée aux courtiers d'assu-

rances, la présente loi n'introduit que peu de nouveautés dans le droit national.

Les changements envisagés portent entre autres sur la création d'une nouvelle catégorie d'intermédiaires, à savoir les sous-courtiers d'assurances, et la création d'un registre accessible à distance renseignant tous les intermédiaires agréés. En plus, ces intermédiaires vont être obligés de fournir aux clients certaines informations précontractuelles. Une autre modification concerne l'extension de la mission du Commissariat aux Assurances. Ce dernier sera chargé dorénavant de recevoir et de traiter les réclamations et plaintes dirigées non seulement, comme l'exige la directive, contre les intermédiaires d'assurances, mais également contre les entreprises d'assurances.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 29.11.2004

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

09.12.2004 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur

12.05.2005 Examen de l'avis du Conseil d'État

22.06.2005 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
29.06.2005

5414 - Proposition de loi

portant révision des articles 37, alinéas 2 et 6, 51, paragraphe (3) et 107, paragraphe (4) de la Constitution

Cette proposition de loi constitutionnelle a uniquement pour objet de remplacer, à la suite de la révision de l'article 114 de la Constitution par la loi du 19 décembre 2003, le renvoi, dans les articles 37, 51 et 107 de la Constitution, à l'alinéa 5 de l'article 114, par un renvoi à l'alinéa 2 dudit article.

En effet, la disposition sur la majorité qualifiée de deux tiers des suffrages des députés requise pour une révision constitutionnelle, qui dans l'ancienne version de l'article 114 figurait à l'alinéa 5, figure, sous une forme modifiée, à l'alinéa 2 de l'article 114 révisé.

Dépôt par M. Paul-Henri Meyers, Député, le 09.12.2004

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président: M. Paul-Henri Meyers):

02.03.2005 Examen de l'avis du Conseil d'État

09.03.2005 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Premier vote constitutionnel:
15.03.2005

Second vote constitutionnel:
16.06.2005

Loi du 21 juin 2005

Mémorial A, N° 87, page 1638

5416 - Projet de loi

portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Argentine en vue de l'exemption réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune dans le domaine de l'exploitation d'aéronefs en trafic international, signée à Luxembourg, le 24 juin 2004

Contrairement à la plupart des conventions de non double imposition conclues par le Luxembourg, la Convention avec l'Argentine ne vise qu'un type particulier d'exploitations commerciales, à savoir l'exploitation d'aéronefs en trafic international. Cette restriction est due à la position adoptée par les représentants argentins qui ont été d'avis que les relations sont actuellement concentrées sur ce secteur.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.12.2004

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

12.05.2005 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

26.05.2005 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
08.06.2005

5434 - Projet de loi

portant création d'un lycée-pilote

La présente loi a pour objet la création d'un lycée-pilote public. Elle doit permettre la mise en place d'une structure pédagogique disposant, par rapport aux établissements traditionnels, d'une autonomie accrue tant pour l'organisation de ses horaires que pour le regroupement des matières enseignées, les méthodes d'enseignement et d'évaluation et le mode de travail des enseignants.

Elle élargit ainsi, au niveau d'un projet pilote, l'éventail de l'offre et des moyens d'innovation dont dispose l'école publique.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 20.01.2005

Rapporteur: M. Jos Scheuer

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

(Président: M. Jos Scheuer):

16.03.2005 Présentation et examen d'un projet de règlement grand-ducal déterminant le fonctionnement du lycée-pilote

02.06.2005 Examen du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Désignation d'un rapporteur

09.06.2005 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

14.06.2005 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
05.07.2005

5444 - Projet de loi

relative aux prospectus pour valeurs mobilières et

- portant transposition de la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation, et modifiant la directive 2001/34/CE;

- portant modification de la loi du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de surveillance du secteur financier;

- portant modification de la loi du 23 décembre 1998 concernant la surveillance des marchés d'actifs financiers;

- portant modification de la loi du 30 mars 1988 concernant les organismes de placement collectif;

- portant modification de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;

- portant modification de la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque;

- portant modification de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

La directive 2003/71/CE, appelée aussi directive prospectus, vise à compléter la codification entreprise par la directive 2001/34/CE concernant l'admission de valeurs mobilières à la cote officielle du point de vue du prospectus. Un prospectus est un document d'information contenant toutes les données nécessaires pour permettre aux investisseurs de porter un jugement correct sur l'actif et le passif, la position financière, les profits et pertes et les perspectives de l'émetteur, ainsi que sur les droits attachés aux titres offerts au public ou admis à la négociation sur un marché réglementé.

L'objectif poursuivi par la directive prospectus est de permettre aux sociétés de lever, plus aisément et à moindre coût, des capitaux dans toute l'Union européenne, sur la base de l'aval unique donné par l'autorité de l'État membre d'origine, ainsi que de renforcer la protection offerte aux investisseurs en assurant que tous les prospectus, où qu'ils soient émis et approuvés dans l'Union européenne, leur fournissent l'information claire et complète dont ils ont besoin pour prendre leur décision d'investissement.

La directive instaure un passeport européen unique pour les émetteurs, ce qui signifie qu'un prospectus, une fois approuvé pour l'offre publique ou l'admission à la négociation sur un marché réglementé par l'autorité compétente d'un État membre donné, devra être accepté partout dans l'Union

européenne. Cette approbation sera toutefois conditionnelle à la satisfaction de normes européennes communes relatives au contenu de l'information à publier et aux modalités de publication. La directive doit permettre une information de qualité aux investisseurs et un accès facile aux documents.

La Bourse de Luxembourg est la deuxième place de cotation dans le monde en matière obligataire, après le New York Stock Exchange, avec plus de 24.000 lignes de cotation obligataires. La part de marché de la Bourse de Luxembourg est estimée à 60% en Europe en matière de cotation d'obligations internationales cotées et à 30% si l'on considère tous les types de cotation, y compris les obligations domestiques. Il est donc essentiel que la place financière luxembourgeoise soit opérationnelle. Les concurrents se sont déjà manifestés pour essayer de reprendre les parts de marché que la Bourse de Luxembourg a accumulées depuis 40 ans. C'est notamment le cas de Londres, Zurich et Dublin qui misent sur une redistribution des cartes. Ces propos expliquent la transposition rapide et le travail accéléré de la Commission des Finances et du Budget afin d'être prêt au 1^{er} juillet 2005.

Transfert de compétences

Le fonctionnement des institutions luxembourgeoises est fondamentalement bouleversé, puisque le projet de loi prévoit que c'est à la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF), et non plus à la Bourse de Luxembourg, que reviennent les nouvelles compétences introduites dans le domaine de l'approbation des prospectus, en ce qui concerne les dispositions de la première partie du projet de loi et pour les offres au public visées au chapitre I de la seconde partie, c'est-à-dire les offres au public de valeurs mobilières non couvertes par la partie I. Jusqu'à présent, les compétences de la CSSF en la matière se limitaient aux offres publiques sans cotation.

La Bourse de Luxembourg, pour sa part, restera l'entité compétente devant approuver les prospectus soumis aux dispositions du chapitre 2 de la partie II, c'est-à-dire les admissions de valeurs mobilières non couvertes par la partie I à la négociation sur un marché réglementé opéré par la Bourse. Quant aux admissions de valeurs mobilières sur un «marché alternatif» (partie III), c'est l'opérateur de ce marché qui sera compétent pour l'approbation des prospectus.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 22.02.2005

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Laurent Mosar):

16.06.2005 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

22.06.2005 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.06.2005

Loi du 10 juillet 2005

Mémorial A, N° 98, page 1726

5449 - Projet de loi

portant modification:

- de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;
- de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;
- de la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire;
- de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

La loi du 19 juillet 2004 a eu comme objectif de réformer la loi du 12 juin 1937, étant donné que les dispositions élaborées dans les années 30 en matière de développement urbain et d'aménagement communal n'ont plus répondu à une politique d'urbanisme moderne. De nos jours, cette dernière est en effet conditionnée par des concepts nouveaux, tel que le développement durable. En outre, il a fallu tenir compte des exigences découlant de ces concepts, telles que la mixité fonctionnelle et une densification compatible avec le contexte urbain donné.

La loi précitée a eu comme autre ambition de fournir aux futurs utilisateurs un instrument adapté à l'évolution actuelle en matière d'aménagement permettant une mise en valeur harmonieuse et durable de toutes les parties du territoire de chaque commune.

Le projet de loi 5449 a l'ambition de redresser un certain nombre d'insécurité juridiques ayant découlé de l'application de la loi, insécurité qui sont notamment subies par les communes ainsi que par certains corps de métier qui avaient prédit un blocage pur et simple des activités dans le secteur immobilier et du secteur de la construction.

Les principaux objectifs du projet de loi sous examen sont au nombre de deux. Premièrement, il s'agit de débloquent une situation dans laquelle nombre de communes ne se sont plus vues en mesure d'octroyer des autorisations de construire sur base des PAG «ancien régime» qui sont encore les leurs, par crainte d'enfreindre les dispositions contenues dans la loi du 19 juillet 2004 et relatives à l'obligation apparemment généralisée d'élaborer des PAP. Le deuxième objectif du présent texte, découlant du premier, est d'établir une différenciation claire et nette entre les anciens PAG et leur exécution, d'une part, et les PAG «génération 2004» et leur exécution, d'autre part. C'est en effet ainsi qu'il sera possible de relancer l'octroi d'autorisations de construire sur base des anciens PAG encore en vigueur dans l'ensemble des communes luxembourgeoises. En même temps, c'est ainsi que le mode d'exécution des deux générations différentes de PAG, reflétant des conceptions divergentes en matière d'urbanisme et d'aménagement, pourra être maintenu en accord avec le type de PAG auxquelles s'appliquent: le mode «ancien» pour les PAG «anciens», et le mode «2004» pour les futurs PAG élaborés sous l'empire de la loi du 19 juillet 2004.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 25.02.2005

Rapporteur: M. Fred Sunnen

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire (Président: M. Marco Schank):

06.05.2005	Présentation et examen du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
12.05.2005	Examen d'une nouvelle proposition de texte gouvernementale
18.05.2005	Continuation
24.05.2005	Continuation
17.06.2005	Désignation d'un rapporteur Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
22.06.2005	Décision à prendre au sujet du point restant en suspens Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.06.2005

5455 - Projet de loi

portant fusion des communes de Kautenbach et de Wilwerwiltz

Le présent projet de loi a pour objet de réaliser la fusion des communes de Kautenbach et de Wilwerwiltz, conformément à l'article 2 de la Constitution et à l'article 2 de la loi communale. La nouvelle commune portera le nom de «Kiischpelt».

Ladite fusion est le résultat d'une longue concertation et coopération préalable au niveau des communes de Kautenbach, de Wilwerwiltz et d'Eschweiler. Cette coopération a pris son décollage en 1994 avec la création d'un syndicat intercommunal pour l'enseignement scolaire auquel la commune d'Eschweiler a adhéré en 1996. Le syndicat a entrepris la réalisation d'une école centrale à Wilwerwiltz et entend compléter l'infrastructure par un centre sportif, une restauration scolaire et une structure d'accueil. Cette collaboration fructueuse a incité les responsables communaux à étendre leur coopération à d'autres domaines et projets.

Par sa décision du 5 décembre 2002 le conseil communal d'Eschweiler s'est retiré des discussions en vue d'une éventuelle fusion entre les trois communes. Les pourparlers ont continué entre les deux communes restantes pour finalement aboutir aux décisions respectives de leurs conseils communaux des 28 mars 2003 et 14 mars 2003 de fusionner. Un programme commun des projets à réaliser prioritairement dans le cadre de la fusion a été élaboré. Ce programme a été présenté au Ministre de l'Intérieur lors d'une entrevue du 22 janvier 2004.

Conformément à l'article 5 de la Charte européenne de l'autonomie locale du 15 octobre 1985, ratifiée par la loi du 18 mars 1987, les conseils communaux ont organisé le jour des élections législatives nationales du 13 juin 2004 un référendum au sujet de la fusion des deux communes à la suite des élections communales ordinaires d'octobre 2005. La convention avec l'État relative à la fusion fut signée par les membres concernés du Gouvernement en date du 25 février 2005.

Il est à noter que le projet de fusion correspond, dans une large mesure, aux vues du Gouvernement, qui s'est prononcé favorablement au principe de la fusion volontaire de communes à taille réduite afin

de pouvoir répondre aux défis en matière d'offre qui se posent aux communes.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 25.03.2005
Rapporteur: M. Marco Schank

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire (Président: M. Marco Schank):

18.05.2005 Discussion reportée à une date ultérieure
24.05.2005 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
08.06.2005 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.06.2005

5456 - Projet de loi

relative à la revalorisation du site de Höhenhof

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'autoriser la revalorisation du site de Höhenhof afin de réaliser certains projets, conformément à l'article 79 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État. Sont ainsi prévus l'extension du tarmac entre le Cargo-Center et la nouvelle aérogare, et l'aménagement de certaines zones en vue de la réalisation ultérieure du déplacement du dépôt pétrolier ainsi que d'un parking de dissuasion souterrain raccordé à l'autoroute A1 et à l'arrêt du futur train-tram. Le coût total du présent projet de loi se chiffre à 61 millions d'euros.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics et M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 05.04.2005
Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission des Transports (Président: M. Roland Schreiner):

11.05.2005 Désignation d'un rapporteur
02.06.2005 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.06.2005

5457 - Projet de loi

relative à la transformation et à l'extension de l'Annexe Jenker du Lycée Technique Mathias Adam à Differdange

Le projet de loi a pour objet les travaux de rénovation nécessaires à la remise en état de l'annexe Jenker du Lycée Technique Mathias Adam à Differdange, annexe qui accueille les classes du régime préparatoire créé audit Lycée tech-

nique. L'ancienne école communale Jenker, reprise par l'État en 1994, se trouvait dans un état de vétusté à cette époque et seule une réhabilitation immédiate et complète était de nature à garantir la sécurité des élèves. La remise en état de l'annexe avait été initialement envisagée dans le cadre de la reconstruction même du Lycée Technique Mathias Adam, mais fut finalement abandonnée à cause des difficultés rencontrées dans la recherche d'un site approprié. Le Gouvernement s'est aujourd'hui rendu compte que l'état général des installations existantes, les conditions de sécurité, de salubrité et d'accueil sont déplorables à un point tel qu'une réhabilitation urgente ne devient pas seulement une question de sauvegarde d'espace scolaire, mais également une question de dignité à l'encontre des élèves qui sont parmi les plus démunis dans notre système scolaire.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 06.04.2005

Rapporteur: Mme Nelly Stein

Travaux de la Commission des Travaux publics (Président: M. Lucien Clement):

02.05.2005 Présentation d'amendements par M. le Ministre de la Sécurité sociale
Désignation d'un rapporteur
24.05.2005 Examen de l'avis du Conseil d'État
01.06.2005 Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.06.2005

5464 - Projet de loi

relative aux mesures constructives préparatoires de la liaison Micheville

Depuis le début des années 90, les autorités françaises ont cherché à relancer leur région frontalière au réseau autoroutier luxembourgeois. Ce n'est qu'en novembre 2001 lors du sommet de la Grande Région à Mondorf-les-Bains que les parties ont retenu que «sur le plan transfrontalier, la liaison Micheville poursuit l'objectif de la création d'une liaison routière de haut niveau entre le bassin des agglomérations de Micheville, de Villerupt, de Russange et d'Audun-le-Tiche du côté français et l'autoroute Esch/Alzette-Luxembourg (A4) du côté luxembourgeois afin de permettre aux navetteurs de la Lorraine venant travailler chaque jour au Grand-Duché d'approcher la Ville de Luxembourg et ses zones périphériques par une route rapide, sûre et confortable.»

Par le présent texte, le Gouvernement luxembourgeois est autorisé à faire procéder à la réalisation de la première partie de la liaison Micheville comprenant la construction de la seule structure portante du tunnel sous la zone urbanisée du site de Belval/Ouest, de l'accès Sud au site de Belval-Ouest donnant sur le Square-Mile avec raccordement provisoire sur le CR 168, les déviations de réseaux d'infrastructures souterraines et aériennes y relatives, la réalisation des études nécessaires concernant ces parties du projet ainsi que celle des études concernant les ouvrages et les infrastructures à réaliser ultérieurement dans le cadre de la même liaison. La réalisation de l'ensemble de la liaison routière connaîtra un deuxième

projet de loi concernant le passage sous les voies ferrées, la partie en territoire français, la technique spéciale du tunnel, le contournement de la cité Raemerich, les nouveaux échangeurs autoroutiers d'Ehlerange et de Lankelz, les déviations des lignes de haute tension, le déplacement des voies ferrées ARCELOR et les autres déplacements de réseaux.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 18.04.2005

Rapporteur: M. Ali Kaes

Travaux de la Commission des Travaux publics

(Président: M. Lucien Clement):

02.05.2005 Présentation du projet de loi

Désignation d'un rapporteur

24.05.2005 Examen de l'avis du Conseil d'État

01.06.2005 Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.06.2005

5472 - Projet de loi portant

1. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne

sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas pour ce qui est des Antilles Néerlandaises des 13 mai 2004 et 27 août 2004;

2. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas pour ce qui est d'Aruba des 13 mai 2004 et 9 novembre 2004;

3. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et Jersey des 13 mai 2004 et 19 novembre 2004;

4. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et Guernesey des 13 mai 2004 et 19 novembre 2004;

5. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Île de Man des 13 mai 2004 et 19 novembre 2004;

6. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements

d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Îles Turks et Caïcos des 23 novembre 2004 et 1^{er} avril 2005;

7. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et Anguilla des 23 novembre 2004 et 21 janvier 2005;

8. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Îles Cayman des 23 novembre 2004 et 31 mars 2005;

9. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et le territoire d'outre-mer du Royaume-Uni, Montserrat des 23 novembre 2004 et 7 avril 2005;

10. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Îles Vierges Britanniques des 23 novembre 2004 et 11 avril 2005;

11. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

En date du 3 juin 2003 le Conseil a adopté une directive en matière de fiscalité des revenus de l'épargne (directive 2003/48/CE du Conseil). Cette directive a pour objet de permettre que les revenus de l'épargne, sous forme de paiement d'intérêts effectués dans un État membre de l'Union européenne en faveur des bénéficiaires résidents fiscaux d'un autre État membre, soient effectivement imposés conformément aux dispositions législatives de ce dernier État membre.

Selon ce texte, tous les États membres, sauf le Luxembourg, la Belgique et l'Autriche, appliqueront un échange d'informations dès l'entrée en vigueur des dispositions. Afin de préserver l'anonymat des clients vis-à-vis des autorités fiscales, les trois pays précités appliqueront quant à eux une retenue à la source.

L'entrée en vigueur est conditionnellement subordonnée à la conclusion d'accords avec les pays tiers ainsi qu'avec les territoires dépendants ou associés, afin d'éviter le risque d'une délocalisation de l'épargne dans les enclaves fiscales ou en dehors du territoire de l'Union européenne.

La Chambre des Députés a voté en date du 12 avril 2005 le projet de loi transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts. Parallèlement, elle a adopté une motion invitant le Gouvernement:

«à veiller au respect scrupuleux des dispositions de l'article 17 paragraphes 2 et 3 de la directive,

à différer la publication et, partant, l'entrée en vigueur de la loi de transposition de la directive jus-

qu'au moment où les dispositions précitées se trouvent remplies par l'ensemble des pays et territoires visés par la directive.».

Des accords avec la Suisse (signé le 26 octobre 2004), Andorre (signé le 15 novembre 2004), le Liechtenstein, Saint-Marin et Monaco (signés le 7 décembre 2004) ont été conclus directement avec l'Union européenne.

Dix accords avec des territoires dépendants ou associés font l'objet de la présente procédure de ratification.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 09.05.2005

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

12.05.2005 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

26.05.2005 Examen de l'avis du Conseil d'État

Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 31.05.2005

Loi du 21 juin 2005

Mémorial A, N°86, page 1547

d'Chamber
online op

www.chd.lu

mat de Rubriken



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions

- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Ordre du jour

1. Ordre du jour
2. 5444 - Projet de loi relative aux prospectus pour valeurs mobilières et
 - portant transposition de la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation, et modifiant la directive 2001/34/CE;
 - portant modification de la loi du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de surveillance du secteur financier;
 - portant modification de la loi du 23 décembre 1998 concernant la surveillance des marchés d'actifs financiers;
 - portant modification de la loi du 30 mars 1988 concernant les organismes de placement collectif;
 - portant modification de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
 - portant modification de la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque;
 - portant modification de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale)
3. 5409 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances
(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale)
4. 5360 - Projet de loi concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle
5361 - Projet de loi relatif aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) et portant modification de l'article 167, alinéa 1 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale)
5. 5444 - Projet de loi relative aux prospectus pour valeurs mobilières et
 - portant transposition de la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation, et modifiant la directive 2001/34/CE;
 - portant modification de la loi du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de surveillance du secteur financier;
 - portant modification de la loi du 23 décembre 1998 concernant la surveillance des marchés d'actifs financiers;
 - portant modification de la loi du 30 mars 1988 concernant les organismes de placement collectif;
 - portant modification de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
 - portant modification de la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque;
 - portant modification de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (suite)

(Vote et dispense du second vote constitutionnel)
6. 5409 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances (suite)
(Vote et dispense du second vote constitutionnel)
7. 5360 - Projet de loi concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle (suite)
(Vote et dispense du second vote constitutionnel)
8. 5361 - Projet de loi relatif aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) et portant modification de l'article 167, alinéa 1 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (suite)
(Vote et dispense du second vote constitutionnel)
9. Interpellation de M. Jean Huss au sujet du projet de réglementation «REACH» proposé par la Commission européenne
(Discussion générale - Motions - Vote)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Jeannot Krecké et Lucien Lux, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Neen.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

1. Ordre du jour

Wat eisen Ordre du jour vun haut de Mëtteg ubelaangt, wollt ech op de Wonsch vun der Regierung hiweisen, fir d'Projet-de-loie 5444, 5409, 5360 an 5361 virum Här Huss senger Interpellatioun ze évaucüieren.

Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Ech géif proposéieren, dass mer déi zwee éischt Projeten der Rei no huelen, déi zwee lescht mateneen. D'Regierung kann awer en bloc herno, wa mer se all diskutéiert hunn, op se alleguerten zesummen äntworten.

Voilà, mir kommen dann zum éischte Projet, dem Projet 5444 iwwert d'Valeurs mobilières. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Meisch, d'Madame Mutsch an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Lucien Thiel, an déi aner si gebieden, wann den Här Thiel bis d'Wuert ergraff huet, fir dann och nozelauschteren.

Une voix.- Jo, Här President.

Une autre voix.- Ha!

2. 5444 - Projet de loi relative aux prospectus pour valeurs mobilières et

- portant transposition de la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation, et modifiant la directive 2001/34/CE;

- portant modification de la loi du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de surveillance du secteur financier;

- portant modification de la loi du 23 décembre 1998 concernant la surveillance des marchés d'actifs financiers;

- portant modification de la loi du 30 mars 1988 concernant les organismes de placement collectif;

- portant modification de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;

- portant modification de la loi du 15 juin 2004

relative à la société d'investissement en capital à risque;

- portant modification de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Thiel (*CSV*), *rapporteur*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir sollen haut e puer Gesetzer stëmmen, déi eis Finanzplaz interesséieren - awer ausser hir kaum een an dësem Land, huelen ech un. Dat obwuel mir säit engem Véirelsjorhonnert e gudden Deal vun eisem Wuelstand de Banken an hirem Emgeréits verdanken. Et huet mech dofir och weider net verwonnert, wéi de Journalist, dee gëschter Moien de Chambersprogramm vun dëser Woch um Radio virgestallt huet, kee Pipjeswuert iwwert d'Dagesuerdnung vun haut verluer huet,...

(Hilarité)

...esou wéi wann et iwwerhaupt keng Sëtzung um Krautmaart géng ginn.

Wéi dat esou am Liewen ass, geet dat Gutt a Virdeelhaft mat der Zäit nun eemol an d'Normalitéit iwwer. Et gëtt zu enger Selbstverständlechkeet, déi héchstens dann d'Éier vun der Press an hire Schlagzeile kritt, wann eemol eppes schif geet oder wann déi Selbstverständlechkeet op eemol kippt, well ee vergiesst hat, och heiansdo no hir ze kucken. Dann ass et awer dacks gär ze spéit fir nach d'Kéier ze kréien.

Deen éischte Projet, iwwert dee mer haut ze befannen hunn, soll déi Europa-Direktiv, déi europäesch Direktiv ëmsetzen, déi prezisiert, wat alles an deem Prospekt ze stoen huet, dat all Kéiers dann oppgeluecht muss ginn, wann e Wäertpabeier émettéiert, also op de Maart bruecht gëtt an op d'Bourse geet, fir offiziell gehandelt a cotéiert ze ginn.

Dës Direktiv aus dem Joer 2003 ass net déi éischt wat de Prospekt ubelaangt. Si ersetzt vill méi eng aner Direktiv vun 1989, mat där zwar en éischten Ulaaf fir en europäesche Pass geholl gi war, ouni datt een awer deemools vun enger wierklecher Prospekt-Harmoniséierung schwätze konnt. D'ernéiert bréngt déi Direktiv eng Rëtsch vu Präzisiounen zu enger Direktiv vun 2001, notament wat déi verschidde Kategorien, souwuel vun Emetteure wéi och vu Klienten, ugeet.

An alleréischter Hisiicht geet et ëm den EU-Pass fir d'Prospekter, déi, wa se an engem Land vun den zoustännegen Autoritéiten approuvéiert sinn, vun elo un automatesch fir d'ganz Unioun gëllen. Bis haut war et esou, datt de Prinzip vun der géigesäiteger Unerkennung gespilt huet, wat natierlech bedeit huet, datt déi sëllegen national Bestëmmungen an den Einzelstaaten hu misse vu jiddfer Emetteur berücksichtegt ginn. Domat ass et elo mam europäesche Pass fir d'Prospekter Gott sei Dank eriwuer.

Dat huet zwee grouss Virdeeler. Eng Kéier fir deen, dee sech un de Kapitalmaart wendt, fir sech Sue fir seng Entreprise ze verschafen, andeem hien Obligatiounen, also Schuldverschreibungen erausgëtt, déi dann op der Bourse gehandelt kënnen ginn. Duerch déi eenheetlech Regelung geet an Zukunft een an datselwecht Prospekt duer fir Zougang zu sämtleche Finanzmäert an Europa ze kréien - wat natierlech vill manner Opwand an domat eng seriö Käschtenspuernis fir d'Emittente bedeit.

Dann awer och e Virdeel fir de Client, fir deen de Marché a seng Produiten elo mat deem standardiséierte Prospekt vill méi iwwersichtlech a méi transparent ginn.

Mä net jiddfer Entreprise, déi sech um Kapitalmaart iwwer Obligatiounen finanziere wëllt, ass gehalen, esou e Prospekt ofzefaassen a virzeleeën. Wann et sech ëm Emprunté vu weineger wéi 2,5 Milliounen Euro iwwer e Joer handelt, brauch ee kee Prospekt, wat natierlech e Virdeel fir d'PMEen a fir déi sou genannte Start-ups ass, déi jo net grad ëmmer an de Sue schwammen.

Eng ähnlech Distinction gëtt um Niveau vun de Klienten, also vun den Investisseure gemaach. Nieft dem Client tout court, wéi Dir an ech, hoffen ech fir lech,...

(Hilarité)

...erkennt d'Gesetz och de sou genannten „qualifizierten Investor“ un, bréngt et deen elo an d'Spill, dee gewësse Virrechter huet, well hien e Finanzprofi muss sinn an domat censéiert ass, ze wëssen, wat hien op der Bourse keeft. Dofir gëtt hien dann och op enger spezieller Lescht bei der zoustänneger Iwwerwaachungsinstanz, dat heescht bei der CSSF geféiert.

Ervirzehiewe bleiwen nach zwou Neierungen, déi sech speziell op Lëtzebuerg bezéien.

Engersäits bréngt d'Afféierung vum Europapass fir d'Emissiounsprospekter eng Kompetenzverlagerung bei eis mat sech, asoufern net méi wéi bis elo eis Bourse selwer fir d'Approbatoun vun de Prospekter zoustänneg ass, mä d'CSSF, op d'mannst wat d'Prospekter mam europäesche Pass ubelaangt. Dat ënnersträicht natierlech vis-à-vis vun dobaussen d'Seriositéit, mat där Lëtzebuerg un déi Sujeten erueget, a verstärkt domat ouni Zweifel d'Vetraue vun den internationalen Opérateuren an eis Finanzplaz.

Op där anerer Säit gëtt eng zousätzlech Kategorie, nämlech déi vun dem „alternative Maart“ als spezifesch Lëtzeburger Regime agefouert, mat där dem internationale Charakter vun eiser Finanzplaz Rechnung gedroe soll ginn. Wat heescht dat? Déi Sektoun, oder deen alternative Maart ass fir all déi Opérateure geduecht, notament déi japanesch, déi eenzel Konditiounen um Pass net erfëlle kënnen, well bei hinnen aner Regeln zum Beispill a puncto Kontabilitéit gëllen. Géif hinnen dës Dier net opgemaach, missten si sech eng aner Finanzplaz fir hire Marché sichen, amplaz hir Emissiounen op eiser Bourse handeln ze loossen.

Och wann, wéi ech éinscht be dauert hunn, den Interessi fir dës Direktiv an hir Ëmsetzung an der Öffentlechkeet net ganz grouss ass, sollt een awer wëssen, datt se vun enger ganz besonnencher Bedeutung, grad fir eis Finanzplaz ass. Vläch ass et net weider bekannt, datt eis Bourse mat déi éischt Gei weltwäit bei der Cotatioun vun internationalen Obligatiounen spillt. Iwwer 24.000 Titren, datt sinn der e ganze Koup, ginn an der Neipaart gehandelt. Domat ass Lëtzebuerg Nummer zwee weltwäit an Nummer eent an Europa. Oder a Maartundeel ausgedréckt, eis Bourse huet zwee Drëttel Paris de marché an Europa an e gudden Drëttel weltwäit mat hiren Obligatiounen. Do kann ee scho verstoen, firwat ebe just an där Neipaart op dës Ëmsetzung gegammst ginn ass.

Wann een esou eng Spëtzeleistung wéi eis Bourse bei den Obligatiounscotatiounen huet, huet een net nëmme Frënn, mä virum allem Konkurrenten. Kee Wonner, datt déi drop lauerer, datt deen éischten aus der Klass e Feeler mécht, fir sech da selwer dem Maart als Alternativ ubidden ze kënnen. Dir kënnt et gleewen, datt se zu London, zu Zürich an och zu Dublin ganz genee verfolgegen, wat sech bei eis a puncto Prospekt deet, an ob mir et géife fäerdeg bréngen, déi Direktiv nach virum Summer ëmzesetzen. D'Geroumiers, mir wieren net amstand

dozou, koug net vun ongeféier op deene Plazen op an ass bestëmmt net oni Hannergedanke vun deenen un Brutschele gehale ginn, déi hire Maartundeel ganz gären op eis Käschte vergréissere géifen.

An anere Wieder, et geet hei em e Stéck, em eist Stéck vun engem Kuch, un deem net nëmmen eis Bourse, mä eis ganz Finanzplaz ziert. Dofir ass dat, wat mir haut maachen, esou wichteg fir eis Zukunft. Dofir huet de Statsrot matgespillt, wéi et drëm goug, déi lescht Amendementer nach séier duerchzebréngen, woufir hie vun hei aus e spezielle Merci verdéngt. Dofir recommandéieren ech lech dést Gesetz ze stëmmen, zu deem ech fir main Deel d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun heimat abrëngen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Hâr Thiel. Den éischte Riedner ass den honorabelen Hâr Meisch. Hâr Meisch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Meisch (DP).- Merci, Hâr President. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'alleréischdem dem honorabele Rapporteur, dem Hâr Lucien Thiel, villmools Merci ze soen an him ze félicitéieren fir déi Explikatiounen, déi en hei ginn huet, awer och scho fir sai schrëftleche Rapport, dee ganz detailléiert war an dee probéiert huet, a kuerze Wieder ze resüméieren, em wat et hei geet.

Et geet jo em d'Emsetzung vun enger Direktiv aus dem Joer 2003, déi nach eng Kéier zréckkënn op d'Aart a Weis wéi déi Prospekter müssen ausgesinn. Do hate mer schonn eng Direktiv 2001, déi ass elo nach eng Kéier affinéiert ginn a komplettéiert ginn, an d'Zil dovunner ass et eben och, nach eng Kéier méi Transparenz ze kréien, awer och, wéi et richtig gesot ginn ass, d'Käschte fir d'Emetteuren erofzedrécken, andeems mer kloer Konditiounen hunn euopawäit wat am Prospekt muss stoen. Op där anerer Säit awer och, wann de Prospekt vun engem Memberstat bis ewell unerkannt ass, dat dann déi separat Unerkennung eben net méi noutwenneg ass, dass se dann eben och automatesch an all deenen anere Memberstaten unerkannt ass.

Dat ass ze begrëssen, ganz besonnesch eben och aus där Ursaach eraus well mer wëssen, dat ganz vill Obligatiounen grad hei zu Lëtzebuerg placéiert ginn. Et ass hei op d'Wichtigkeet vum Marché obligataire fir d'Finanzplaz higewise ginn an och op dee grouss Volumen, deen hei traitéiert gëtt, och am Verglach zu Europa, respektiv weltwäit.

An duerfir kënnen mer frou sinn, dat mer déi Direktiv do, zwee Joer no-deems se uegholl gouf, hei zu Lëtzebuerg kënnen émsetzen. Dat erméiglecht eiser Bankplaz do mat Zäiten drop kënnen ze reagéieren an eventuell nach fir do vun engem gewëssene kompetitive Virdeel op aner Länner kënnen ze profitéieren.

Dat gesot, well ech am Numm vun der DP-Fraktioun hei och eis Zoustëmmung abréngen an ech hoffen, dat mer fir dese Projet dann eng grouss Majoritéit och an diesem Haus wäerte kréien.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Hâr Meisch. Nächst Riednerin ass déi honorabel Madame Lydia Mutsch.

(Brouhaha général)

Da komme mer direkt zum honorabelen Hâr Henckes. Hâr Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Hâr President, ech wollt just nëmmen den Accord vun eiser

Fraktioun zu diesem Projet de loi ginn, dee ganz wichteg ass, well en eng etlech Prezisiounen gëtt. An ech wollt och dem Rapporteur Merci soe fir sai gudden Bericht.

M. le Président.- Merci, Hâr Henckes. Domat ass d'Diskussioun vun diesem Projet de loi ofgeschloss. Mir kommen dann direkt zur Diskussioun vum Projet 5409. D'Wuert huet de Rapporteur, nees den honorabelen Hâr Lucien Thiel.

3. 5409 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.- Hâr President, Kolleeginnen a Kolleegen, och bei diesem zweete Projet geet et em d'Emsetzung vun enger europäescher Direktiv, och bei diesem Projet geet et em d'Verdéiwung vum Bannemaart an em de sou genannten europäesche Pass, deen den Exercice vun enger bestëmmter Aktivitéit queesch duerch Europa erlaabt. An och bei diesem Projet geet et em de Finanzsecteur, mä méi prezis em den Assurancéberäich an em déi Aktivitéit, déi an der offizieller Sprooch „Intermediation“ heescht.

Den Zweck vun der Direktiv ass et dem Tëschenhandel am Assurancégeschäft en ähnliche Statut ze ginn, wéi den Assurancé selwer, déi scho säit geraumer Zäit hiren EU-Pass hunn an déi op Grond vun där besonnescher Natur vun hirem Geschäft enger Rétsch vun nationalen an europäesche Regelen ennerworf sinn, mat deenen aner Métieren sech net erëmzeflecke brauchen.

D'Emsetzung vun der Direktiv iwwert d'Assurancéintermediation geschitt iwwer eng Ofännerung vum 91er Gesetz, dat d'Verséicherungswiese bei eis reglementéiert. Alles wat intermédiaire an deem Beräich ass, also Agenten a Courtieren an elo neierdengs och Sous-courtieren, all déi kréien elo d'Dier zu Europa grous opgemaach an daerfen sech an Zukunft de ganzen EU-Maart ennernt den Nol räissen, insofern se Loscht drop hunn.

Eppes weltbewegend Neies bréngt déi Emsetzung eigentlech net, well all déi Oploen, déi d'Direktiv den Agenten a Courtieren an europäesche Plang mécht, gëtt et scho laang um nationalen Niveau heiheim. Schliesslech kenne mir des Aktivitéit vum Courtier a vum Agent noweislech scho säit iwwer 150 Joer an eisem Land, Zäit genuch fir dee Métier schrëttweis ze reglementéieren an zum Beispill dofir ze suergen, dat déi, déi sech him verschreiwen och déi néideg Honorabilitéit a virun allem déi néideg Fachkenntnisser hunn, wa se op d'Clienten lassgelooss ginn.

Dofir ännert des Direktiv eigentlech net ganz vill un deem wat mir scho längst kennen. Wierklech nei ass, ausser der Schafung vun der Kategorie vun de Sous-courtieren, dat éischstens an der Zukunft dee Register, deen et scho laang bei eis gëtt, muss op Distanz kënnen agesi ginn, och aus dem Ausland.

Zweetens, dat d'Agenten an d'Courtieren hire Clienten eng Rétsch vun Informatiounen muss liwweren, eier déi eng Police bei hinnen ennerschreiwen.

An drëttens, dat d'Iwwerwachungsinstanz vum Secteur, de Commissariat aux Contrôles des Assurances d'Roll vum Ombudsmann fir den Assurancéberäich iwwerhuele muss, wéi et jo scho méi laang de Fall fir d'CSSF am Banksecteur ass.

Doduerch dat och elo d'Agenten an d'Courtieren, déi eng fir hir Verséicherungsgesellschaft, déi aner fir déi Assurancen, deenen hir Pro-

dukter si un de Mann oder un d'Fra bréngen wëllen, iwwert d'Grenzen ewech a ganz Europa aktiv kënnen ginn, soll de Bannemaart e Stéck weider Realitéit ginn. Dat ass op alle Fall den Haaptbut vun der Operatioun. An engems soll awer och dofir gesuergt ginn, dat de Client vu sengem Assurancen-Démarcheur ronderem informéiert a gutt berode gëtt, dat souwuel wat d'Assurancéprodukter ubelaangt, wéi och d'Verséicherungsgesellschaft selwer, déi des Produkter ubitt.

Allerdéngs geet déi Direktiv net esou wäit, dat si total harmoniséiert. Si beschränkt sech op eng Rétsch europäesch Basisregelen a léisst den Nationalstaten dernief e gewëssene Sputt, wann et drëm geet, den Zougang zum Métier am Detail ze regelen an nach méi streng Oploen zum Beispill a puncto Informatioun vum Client ze maachen. A si erlaabt virun allem den Einzelstaten - mam Argument vum sou genannten „intérêt général“ - auslänneschen Intermediären, déi am Kader vun der „libre prestation de service“ (LPS) op hirem Territoire operéieren, zousätzlech Contrainten opzeerleeën.

Esou vill Spillraum huet natierlech sai Gudd, well en der Konkurrenz téischt den eenzelne Länner Plaz léisst. Hie kann awer och dozou féieren, dat versicht gëtt mat allerhand Schikanereien ennernt dem Virwand vun Knätschgummisbegrëff „intérêt général“, d'Protektionsbarrière géint d'Konkurrenz vun dobaussen opzeierichten. Et war jo net fir d'éischt, dat op esou Tricken zréckgegraff géif ginn.

Op jiddfer Fall heescht dat fir d'Intermediären, also d'Agenten an d'Courtieren, déi vun hirem europäesche Pass Gebrauch maache wëllen, dat si sech permanent um Lafenden hale müssen, och a virun allem iwwert dat, wat esou ronderem geschitt, ier dass si sech da bei hiren LPS-Virstéiss richteg ueleë kënnen.

Op déi Aart a Weis dierft dést Gesetz dozou bäidroen, dat de Professionalismus och am Beräich vun dem Assurancétschenhandel nach méi Opdriff kritt, wat um Enn natierlech nëmmen dem Client zegutt komme kann.

Dofir an och well heimat en neien aus eiser Perspektiv zwar klengen awer dach émmerhin e Schrëtt weider a Richtung Integratioun vum europäesche Wirtschaftsraum gemaach gëtt, recommandéieren ech lech des Emsetzung ze stëmmen, genesou wéi meng Fraktioun dat och wäert maachen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Hâr Thiel. Als éischte Riedner ass den honorabelen Hâr Claude Meisch ageschriwwen. Hâr Meisch!

Discussion générale

M. Claude Meisch (DP).- Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll nach eng Kéier dem Rapporteur Lucien Thiel villmools Merci soe fir sai schrëftlechen an och sai mündleche Rapport hei zu engem Gesetzesprojet, dee jo wéineg Neierunge fir déi nationale Législatioun mat sech bréngt, mat Ausnahm, dat eben d'Kategorie vum Sous-courtier hei kloer définéiert gëtt, mat enger Rei vun Extensiounen fir d'Missiounen vum Commissariat aux Assurances. Ech fannen dést e gudden Projet an d'Demokratesch Partei wäert deem zoustëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Hâr Meisch. Dann déi honorabel Madame Mutsch.

Mme Lydia Mutsch (LSAP).- Hâr President, am Numm vun eiser Fraktioun géif ech och dem Rapporteur Merci soe fir sai ganz prezise Rapport. Och mir kënnen mat diesem Projet d'accord sinn, zemoos wou déi Recommandatiounen vum Statsrot jo vun en alleguerte respektéiert gi sinn. Ech wëll dann och am Numm vun eiser Fraktioun de positiven Accord zu diesem Projet mat op de Wee ginn.

M. le Président.- Merci, Madame Mutsch. Dann den honorabelen Hâr Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Hâr President,...

M. le Président.- Hâr Henckes, Dir wësst Är Zäit ass kuerz bemies.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Leider. Ech wäert dofir versichen et kuerz ze maachen.

Ech liesen am Rapport, dat d'Iddi vun de Pensiounsfongen zu Lëtzebuerg net vill Succès fonnt huet, an dat gëtt och mat diesem Projet de loi net besser. Ech bedauere just nëmmen, dat zum Beispill am Artikel 6-3 an am Artikel 26-2 Modalitéte virgesi sinn iwwert d'Statuten, wou d'Actionnaires, dat heescht d'Compagnies d'assurances, elo solle mat integréiert ginn, wa se de Règlement de pension...

Une voix.- 't ass schlëmm, wann een en Dag net hei war!

(Interruptions)

Une autre voix.- Dir sidd am falschen Text

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Wat? Nach een.

Une troisième voix.- Dir sidd am falsche Film, Hâr Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- 't ass gutt, da wäert ech mer elo erlaben...

(Interruptions et hilarité)

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Hâr Henckes, dat ass wann een en Dag net hei ass, da kënnt een nawell gären duerchernen.

M. Ben Fayot (LSAP).- Dir musst méi oft an d'Chamber kommen, Hâr Henckes!

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Ech entschëllege mech, Hâr President.

(Interruptions)

Dir musst mech e bësselchen entschëllegen, dat war elo e bësselche séier gaangen, mä vu dat mer hei am Zwou-Minuten-Takt all méiglech Gesetzer stëmmen, kann dat emol virkommen.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Et ass nâischt, Hâr Henckes, dat kënnt jiddferengem passéieren.

Sout, domat ass d'Diskussioun...

(Interruption)

Huet d'Regierung d'Wuert gefrot?

(Interruption)

Méi spéit, d'accord.

Domat ass d'Diskussioun vun diesem Projet de loi och ofgeschloss a mir kommen zum nächste Projet de loi an - wei kënnt et anescht sinn - och do ass den honorabelen Hâr Lucien Thiel Rapporteur.

4. 5360 - Projet de loi concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle

5361 - Projet de loi relatif aux institutions de retraite professionnelle

sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) et portant modification de l'article 167, alinéa 1 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.- Jo, Merci, Hâr President. Ech wëll dem Hâr Henckes sain Aifer fir d'Pensiounsfongen net bremsen, duerfir maachen ech et da kuerz och mat deem leschten.

(Hilarité)

Fir den Triptyque voll ze maachen, wëllt mer dann eng drëtt Direktiv haut émsetzen. Dat ass vun deenen drai, iwwert déi mer haut diskutéieren, wuel déi, déi am meeschte weit, an dat net nëmme well mer gläich zwee Gesetzer brauchen, fir se ze implementéieren.

Är Finanz- a Budgetskommission, Hâr President, huet sech erlaabt, déi zwee Gesetzesprojeten an engem an deemselwechte Rapport ze behandeln, well et sech och em een an deemselwechte Sujet handelt. Dat ee gläich zwee Gesetzer duerfir brauch, ass méi eng Formsach an ännert nâischt um Fong, wéi mer elo gläich gesi wäerten.

Mir hu laang missen hei zu Lëtzebuerg op des Direktiv iwwert „d'Aktivitéiten an d'Iwwerwachung vun den Aarrichtunge fir d'berufflech Altersversuergung“ - dat ass dee schrecklechen Titel - waarden. Dee ganzen Titel ass e bëssen trapech an der Bréisseler Bürokratesprooch, an duerfir, wann Der erlaabt, géif ech fir de Rescht vu menger Interventioun nëmme méi vu Pensiounsfongen schwätzen, och wann dat net ganz richtig ass, well et gëtt och Produkter, déi keng Fonge sinn an déi deemselwechten Zweck déngen.

Et gouf e ganz spezielle Grond, dat grad mir op déi Direktiv hei geggammst hunn. Scho säit Mëtt den 90er Joren, wéi sech d'Währungsunion a mat hir d'Harmoniséierung vun de Spillregelen, notament deenen am steierleche Beräich, ofgezeechent hunn, stoungen d'Pensiounsfongen op der Lee vun de Projekte vun eiser Finanzplaz. Där hir Responsabel waren sech bewusst, dat d'EU-Dampfwalz deen een oder anere vun hire Créneauë platt maache kënnt, an dat Ersatz misst geschafe ginn, wann een de Fortbestand vun der Finanzplaz ofsécheren wëllt.

Eng vun deene Pisten, déi deemools an d'A gefaasst goufen, war déi vun de Pensiounsfongen. Et war ee sech bewusst, dat d'Vereezelung vun eiser Gesellschaft fréier oder spéider e Problem fir eis traditionell Altersversuergung géif ginn, an dat ee mat Zäit no Léisunge misst sichen, fir dat Lach, dat sech do opdeet, ze stoppen.

Deemools koug d'Iddi op, fir vun der Presenz vun deene sëllegen auslännesche Banke bei eis ze profitéieren, fir Lëtzebuerg zu engem Zentrum fir Pensiounsfongen ze maachen - an zwar Pensiounsfonge fir Entreprises am europäeschen Ausland, deenen hir Pensiounsreserven dann hei géifen administréiert, verwalt ginn. Schliesslech ass eis Finanzplaz mat ganz Europa vernetzt, huet iwwerall e gudden Numm als héich professionelle Geldcenter a steet am Ruff, méi séier a méi flexibel wéi anerer ze sinn, wann et drëms geet, sech un nei Maarkonditiounen unzepassen.

Duerfir ass am Juni 1999, e puer Deeg virun de Chamberwahlen, e Gesetz gestëmmt ginn, dat eemoel wäit a breet war - an nach haut ass -, well et quasi all Formë vun Zousazpensiounen méiglech mécht.

A well och eis Assurancen e Stéck vum grousse Kuch wollten hunn, kruten si och hiren eegene Pensionsvehikel deemools, esou datt schliesslech all Mënsch op der Plaz parat fir dat grousst Pensionsgeschäft war.

Do huet just nach eppes gefeelt, ier mer konnte lassleeden, an dat war de Maart. D'Ouvertür vum europäesche Wirtschaftsraum, mat där 1999 fest gerechnet gi war, huet op sech waarde gelooss, an zwar ganz genau véier Joer laang. Eréischt am Juni 2003 koum déi Direktiv, déi de Marché opmaachen a paneuropäesch Pensionsfonge méiglech maache sollt. Et ass déi Direktiv, em där hir Emsetzung et haut hei geet.

Am Mëttelpunkt vun der Direktiv steet alt erëm eng Kéier den EU-Pass, dës Kéier fir d'Pensionsfongen an ähnlech Bank- oder Versicherungsprodukter. Et geet drëms, eischtens de Fournisseur vum Zousazpensiounen hir Aktivitéit um europäesche Plang ze reglementéieren, zweetens hinnen ze erlaben, europawäit hir Produkter unzebiden, an drëttes eng maximal lwwerwaachung vun hiren dach awer méi delikaten Aktivitéiten zum Gudde vun deenen ze assuréieren, em deenen hir Altersversuergung et schliesslech geet.

Et kann net weider verwonneren, datt grad d'Bénéficiaire vun de Pensionsfongen eng zentral Roll an der Direktiv spillen, well souguer dann, wa si selwer net direkt zu deem Kapital bäigedroe sollten hunn, aus deem hir Zousazpensiounen herno bezuelt ginn, handelt et sech dach awer em Suen, déi fir si meeschtens vun hiren Entrepreneuren op d'Sait geluecht gi sinn an déi domat hinnen zoukommen. Et ass dës Eegeart, déi aus de Pensionsfongen e ganz besonnescht Finanzprodukt mécht, nämlech eng kommerziell Wuer mat enger sozialer Dimensioun.

Duerfir och déi strikt Regeln, souwuel wat d'Informatioun vun de spéidere Pensionsempfänger wéi och d'Précautioun bei der Verwaltung vun de Fongen an dem Beuechte vun de jeeweilige Pensionsansancen an den eenzelne Länner ubelaangt.

Wann een all déi sëllege Oploen erfëllt, déi an dësem spezielle Fall ganz bestëmmt berechtigt sinn, kann een als Opérateur seng Fongen iwwert d'Grenzen ewech a ganz Europa vermaarten. Dat heescht, eng Lëtzebuerger Bank oder Assurance ka Clienten - an der Regel Entrepreneuren, déi Zousazpensioune fir hir Belegschaften schaffen wëllen - queesch duerch ganz Europa zerweieren, an déi ugesammelt Kapitalien hei zu Lëtzebuerg verwalten. Dat hate mir schonn deemools mat dem 99er Gesetz an der Nues, an dat soll elo definitiv duerch dës Direktiv ofgesichert ginn.

Datt mir gläich zwee Gesetzter brauchen, fir déi Direktiv emsetzen, huet wuel wéineger mat där hirer evidenten Wichtigkeet fir eise Finanzsektor, wéi mat formale Contrainten ze dinn. Mir hunn, wéi gesot, schonn eng zimlech ausgefeilte Gesetzgebung iwwert „d'Pensionsfongen a Form vu sepcav an assep“, wéi d'Gesetz vun 1999 heescht.

Fir déi, déi net esou kënneg si mat deenen Ofkierzungen, „sepcav“ steet fir „société d'épargne-pension“ a bezeichent déi Pensionsfongen, déi vun hirer Ausrichtung hier méi un Investmentfongen erukommen a sech virun allem fir de Modell vun der „defined contribution“ prétéieren, bei där d'Zousazpensioun net fixe ass, mä sech nom dem abezuelte Kapital riicht. „assep“ steet fir „association d'épargne-pension“, déi méi op eng Versécherung erausleeft an déi en „defined benefit“, also eng am Viraus festgeluechte Rent versprécht.

An d'Gesetz vun 1999 hat dës Direktiv, déi véier Joer duerno koum,

souzesoe virewechgeholl. Haut geet et drëms, dat Gesetz un déi Direktiv unzepassen. D'Regierung huet sech duerfir entschuet, net an deem alen Text erëmzipiddelen, mä der besserer lwwersicht halber en duerch en neien ze ersetzen.

Dat wëllt heeschen, de Projet 5361 léist also eist 99er Pensionsfongegesetz of, derbanst de Projet 5360 éischer op e méi breet Kadergesetz erausleeft, dat iwwert de rege Beräich vun „assep“ an „sepcav“ erausgeet an zum Beispill och déi Assurancéprodukt ofdeckt, déi deemselwechten Zweck dënge wéi d'Pensionsfongen.

An deem Kadergesetz gëtt dann och prezisiert, wéi eng Instanz fir wéi eng Zort vun Opérateure bei eis zoustänneg ass. Déi Kontrollinstanz spillen eng wichteg Roll, well d'Direktiv dach nach munchen Detail den Nationalstaaten, an domat deenen hiren lwwerwachungsorganen iwwerléisst.

Zoustänneg si bei eis gläich dräi Instanzen: d'lwwerwachungskommissioun vum Finanzsektor, d'CSSF, fir d'„assep“ an d'„sepcav“, déi zu Lëtzebuerg a vu Lëtzebuerg aus operéieren; dann d'Assurancékontrollkommissariat, fir déi Pensionsprodukt, déi duerch e groussherzogliche Reglement vun 2000 agefouert goufen; a schliesslech d'Inspektioun vun der sozialer Sécherheet, besser bekannt ënnert dem Kierzel IGSS, fir all Zousazpensioun, déi vu baussen eran, dat heescht vun auslännesche Fournisseuren enger Lëtzebuerger Clientèle offrëiert ginn.

Vläicht stellt elo deen een oder deen anere vun lech sech d'Fro, ob et net méi einfach géing an ob en eenzelne Controller et net och géif doen. Déi Fro ass berechtigt a si spillt och an dat eran, op wat ech elo ofschléissend nach wëll agoen, nämlech op déi Grënn, firwat et eiser Finanzplaz trotz allen Efforté bis elo net gelongen ass, sech als Pensionsfongeporz international ze positionéieren an ze imposéieren.

Ganzer 13 Pensionsfonge vun éischer bescheidenem Ausmooss ass alles, wat mer bis elo opzeweisen hunn. Dat bleift wäit hannert den Hoffnungen an Erwaardungen zréck, déi sengerzäit un d'99er Gesetz geknëppt goufen, an duerfir gëtt et eng Rëtsch vun Erklärungen.

Et läit op der Hand, datt d'Feele vun engem EU-Pass fir Zousazpensiounen all déi Joren eng grenzüberschreidend Fongenaktivitéit quasi onméiglech gemaach huet. Op d'mannst dee Steen ass elo mat dëser Direktiv aus dem Wee geraumt, an de Maart ass elo op - wann och vläicht nëmme an der Theorie, well an der Praxis wäerte mir eis nach un esou munchen protektionistesche Barrieren an deenen eenzelne Länner stoussen.

Mä et wär falsch, d'Ursaache fir dee mëssgléckten Départ an dat grousst Pensionsfongegeschäft eleng deene luesen Europäer an d'Schong ze schubsen, oder deene protektionisteschen Noperen, déi natierlech probéieren, d'Kapital vun den Zousazpensioune fir hir national Economien ze reservéieren, amplaz se an d'Ausland offléissen ze loossen.

E bësse muss mer d'Schold och scho bei eis selwer sichen - virun allem bei eiser zimlech zweegespléckter Astellung, déi deemools zum Virschäi koum, wéi mir deeselwechten Dag d'Pensionsfongegesetz an d'Gesetz iwwert d'Zousazpensioune gestëmmt hunn, déi jo bezeichnenderweis och enner zwee verschidde Ministère gefall sinn.

Wéi et nämlech drëm gongt de Mammenhaiser vun eise Banken hei zu Lëtzebuerg, Lëtzebuerg als dee Standuert fir d'Pensionsfongeverwaltung ze verkafen, an d'Mammen doropshin hiren Duechtere gesot hu si sollten dann emol

ee Modell bei sech selwer bastelen, hunn eise Banken net grad dat néidegt Versteedsdemech bei eisen Autoritéite fonnt. Déi haten offensichtlech Schwieeregkeeten sech alleng...

■ **Une voix.** - Dat kann dach net sinn!

■ **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.** - Dach. Här Grethen, an Dir wësst et och.

Déi haten offensichtlech Schwieeregkeeten sech alleng scho mam Prinzip vun de Pensionsfongen unzefrënnen, an hunn esou vill Oplage gemaach, datt schliesslech kaum nach ee Loscht hat e Fong fir sech op d'Been ze setzen.

Hei knuppe ganz kloer zwou ënnerschiddlech Mentalitéiten openeen. Op där enger Sait déi europäesch, déi nach zu engem gudde Deel vum Bismarck senger Sozialversuergung geprägt ass, an op där anerer Sait den angelsächesche Modell, dee méi op déi individuell Ofsécherung an domat op fräiwëlleg Virsuergung setzt. Mä déi Kulturkollisioun ass eis jo net friem; an dat net eréischt, säitdem datt den Här Blair versicht huet dem europäesche Sozialmodell de Fouss ze setze fir en duerch seng sou genannt liberal Moderniséierung vun Europa ze ersetzen.

Wéi gesot, nach sinn net all Barrieren heiheem an och dobaussen aus dem Wee geraumt sinn, mä op d'mannst gëtt mat der Emsetzung vun dëser Direktiv en entscheidende Schritt an déi Richtung gemaach fir déi mir eis schonn deemools décidéiert haten, wéi mir 1999 eist Pensionsfongegesetz gemaach hunn. Elo kënt et dorop un déi Ouvertür voll fir eis ze notzen a Profit doraus ze schloen, datt eis Finanzplaz sech a puncto Pensionsfongen dach iergendwéi scho waarm gelaf huet.

Emmerhi si mer amgang eis an der Fachwelt als Standuert fir eng ganz speziell Variant vum Pensionsfongen ze positionéieren, déi sou genannt „pension pooling funds“, bei deene méi Pensionsfongen, beispillsweis vun engem Grupp, hirt Kapital zesummeleeren en vue vun enger méi effikasser Gestiou.

Grous Multinationale sinn op der Sich no deem richtege Standuert fir hir eenzel national Pensionsregime ze regroupéieren. Mir leien do am Moment net schlecht an der Course, mä mir hunn awer mat redoutabele Konkurrenten ze dinn, wéi zum Beispill mat eiser Erzival Dublin. Eng vun de Konditiounen, fir datt mir dat Renne maachen, ass och datt mir um leschte Stand vun der europäescher Législatioun sinn. Dofir ass et esou wichteg, datt mir dës Direktiv elo emsetzen.

Eng aner Pensionsfongespezialitéit vun der Plaz schéngt eise Modell vun de „fonds multi-employeurs“ ze ginn, deen an deem neie Gesetz verankert gëtt. Déi „fonds multi-employeurs“ ergänze gewëssermoossen d'„pooling funds“ no ennen. Si sinn op déi méi kleng Entrepreneuren zugeschnitten, déi, wa si sech zu méi zesummendinn, duerch eng gemeinsam Gestiou vun hire Pensionsfongen hire Leit ähnlech Leeschtungen offrëiere kënnen wéi déi grousse.

Et ass also net wéi wann nach guer näischt a puncto Pensionsfonge geschitt wier. Mir si parat, fir de grenzüberschreidende Pensionsfonge-Maart unzegoen, deen dat wuel gréisste Geschäft an der Zukunft fir d'Finanzmaert wäert ginn.

Déi Direktiv, déi mer haut emsetzen, mécht eis d'Paart a gutt Stéck méi wäit op. Un eisen Opérateure läit et elo dat Beschit doraus ze maachen; dat Beschit fir sech, fir eis Finanzplaz an domat och e bësse fir eis alleguer. An dofir wäert Dir och net weider verwon-

ner si wann ech den Accord vu menger Fraktioun zu deenen zwee Gesetzter hei abréngen an lech Merci soen, datt Dir nogelauschert hutt. Op d'mannst deenen, déi nogelauschert hunn.

Merci.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Thiel. Den Här Meisch ass den éische Riedner. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

■ **M. Claude Meisch (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen, a mäi Virriedner huet et gesot, datt op Grund vun der demographescher Entwécklung, op Grund vum Fait, datt mer ëmmer manner aktiv an ëmmer méi pensionéiert Leit hunn, datt dat Verhältnis sech zu Gonschten ebe vun deene Pensionéierten entwéckelt, datt do eng ganz Rei vu Problemer op d'Länner duerkommen, déi an eise Entwécklungsstadium si wéi a Westeuropa, an datt mer eis do musse Froe stellen, datt mer eis Froe musse stelle fir d'Zukunft an d'Ofsécherung an d'Sécherheet am Allgemenge vun eise Pensionsystem.

Et gëtt mat Sécherheet do keng Allheilmittel, mat Sécherheet keng Solution miracle, mä datt mer awer musse kucke vläicht méi onofhängeg ze gi par rapport zu där demographescher Entwécklung, eis méi resistent dozou ze maachen, an do kann een Deel Eegeversuergung, een Deel Zousazversuergung och duerch de Patron nëmme hëllefen, fir eis Zukunft do besser ze preparéieren.

Et ass net, datt mir dat alleng hei zu Lëtzebuerg maachen, et ass sou, datt déi Diskussiounen do queesch uechter Europa an uechter aner Länner lafen an dofir ass et jo och esou, dass ee grousse Marché eben opgaangen ass an an Zukunft nach wäert opgoen, dee vun eben de sou genannte Pensionsfongen, an dofir ass et ze begrëissen, datt mir dat Gesetz, wat 1999 hei gestëmmt ginn ass...

■ **M. le Président.** - Här Jaerling, wollt Dir eng Fro stellen?

■ **M. Aly Jaerling (ADR).** - Neen.

■ **M. le Président.** - Dann ass et gutt. Ech hat gemengt, well Dir lech esou haart...

■ **M. Claude Meisch (DP).** - Ech géing dem Här Jaerling awer gären op d'Fro antweren.

■ **M. Aly Jaerling (ADR).** - Ech hunn den Här Meisch gelueft.

■ **M. Claude Meisch (DP).** - Ma dat ass gutt, dat kënt Dir méi oft maachen. Macht et net nëmme hei am Haus, macht et och dobaussen, Här Jaerling.

(Hilarité)

Ech wëll nach eng Kéier ënnersträchen, datt et wichteg ass, datt mir dat Gesetz vun 1999 hei punktuell nach eng Kéier adaptéieren. Wat nämlech ganz besonnesch wichteg ass, dat ass, datt mir de Leit Vertraue ginn, datt wa si fir sech selwer virsuergen, datt wann hire Patron zousätzlech virsuergt, datt dat e séchere Wee och ass, fir seng eegen Altersversuergung kënnen ze garantéieren. An et ass jo och ee vun den Hauptpunkten an dësem Projet de loi de Schutz vun deene Mechanismen, awer och vun deene Versécherter selwer.

Wat och gutt ass a wat zousätzlech Chancé fir d'Bankplaz Lëtzebuerg ka bréngen, dat ass, datt hei de Marché an engem gewëssene Sënn harmoniséiert gëtt, datt mer och do gréisstendeels déi Spillregeln, déi gëllen, net nëmme fir Lëtzebuerg definéieren, mä datt mer déi upassen un déi anere Länner. Dat kann, mat deem Know-how gekoppelt, dee mir hei op ei-

ser Bankplaz hunn, awer och mat deenen Ambitioune an deenen Efforten, déi mat Sécherheet hei op der Bankplaz och nach amgaange sinn entwéckelt ze ginn, dozou féieren, datt dee Secteur do, dee vläicht wéi de Rapporteur gesot huet nach net sech esou développéiert huet wéi hei 1999 am Haus och gehofft ginn ass a gemengt ginn ass, datt mer awer déi Entwécklung do net wäerte verpassen an nach déi nächst Jore kënnen nohuelen.

Dat gesot, wëll ech dem Rapporteur Merci soen an d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun bréngen, an och nach eng Kéier hoffen, datt dës Projet dann och hei wäert eng Majoritéit fannen.

Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Meisch. Den honorabelen Här Negri huet d'Wuert.

■ **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Rapporteur Lucien Thiel Merci soe fir seng excellent Aarbecht, hien huet wierklech ee gudde Rapport gemaach an „just in time“, fir dass mir do nach fäerdeg ginn elo fir den 1. Juli. Ech hoffen, dass mir on dem Wee och dann elo hei wierklech zu Lëtzebuerg een Zentrum kréie fir Pensionsfongen. An deem Sënn wëll ech den Accord vun eiser Fraktioun ginn.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Negri. Den honorabelen Här Bausch.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Mir sinn och mam Projet d'accord.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Bausch. Här Henckes, elo ass Ären Tour.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Loosst elo den Här Henckes looszwätzen!

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt en Extrait vun dem Rapport virlesen: «L'idée des fonds de pension à la luxembourgeoise n'a pas connu le succès qu'on avait pu espérer. Les quelques fonds de pension qui existent n'ont pas la masse critique permettant d'établir à Luxembourg un savoir-faire et une renommée. La question se pose dès lors quelles étaient les raisons de ce relatif échec.»

Et muss een hei festhalen, datt de Projet de loi vun der Iddi hier zwar gutt ass, well mir mussen eng Transpositioun vun enger Direktiv virhuelen, mä datt mir erëm hei d'Konditiounen vum Echech mat aprogramméiert hunn. Wann een nämlech vergläicht wat an Holland, an England, a Portugal oder an der Belsch zum Beispill leeft, da gesäit een, datt mir hei eng lwwerreglementatioun hunn, déi een an anere Länner net fënn, a wou dann natierlech och den Echech bei de Commerciaux wäert zimlech flagrant ginn.

Ech wëll nure kuerz e puer Artikelen nennen, déi net an der Rei sinn, déi een a soss kenger Législatioun fënn, ënnert där Form: dat ass den Artikel 6-3 a 26-2, wou d'Statuten, d'Modalités d'établissement et de modification du règlement de pension virgesi sinn. Mir verstinn net, firwat datt d'Assurancen, déi meeschtens Actionnaire hei sinn, muss gefrot ginn an Accord ginn, do wou den Employeur an d'Salariat en Accord fonnt hunn. Dat gëtt et a kengem anere Land.

Da sinn déi Artikelen 68 bis 71 iwwert de Règlement de pension net kloer, vill ze vill komplizéiert an der Prozedur. Do gesäit een och, datt

am Ausland déi Saache vill méi einfach duerchgezu gi sinn.

Et muss een och bedauern, datt bei der Exekutioun Strofbestimmunge virgesi sinn, souguer bei enger Erreur matérielle. Och datt fénnert een a kengem anere Land.

Den Artikel 100 zum Beispill weist där Infractionne vir, an et misst ee scho bal Masochist si fir zu Lëtzebuerg ënnert deene Konditiounen Gestionnaire vu sengem Fong ze ginn.

Et kann dach net sinn, datt dat, wat mer zum Beispill am Blanchiment virgesinn hate fir Affekoten, wou d'Intentioun muss virleien, hei net berücksichtegt ginn ass, an datt eng einfach Erreur matérielle duergeet.

Da muss ee beim Artikel 108-2 virgesinn, datt do anscheinend déi non communautaire Fonge viséiert sinn. Ech froen de Rapporteur, firwat déi communautaire Fongen an dësem Gesetz op dësem Punkt excluéiert sinn.

Deen drëtten Punkt, dat ass d'Mise en œuvre, dat ass den 23. September 2005 vun dësem Joer. Dat ass ee relativ kuerzen Délai - en ze vill kuerzen Délai a mengen Aen -, fir kënnen hei sech konform zum Gesetz ze setzen. Zumools mat deene ville Prozeduren an Dokumenter, déi mussen erstallt ginn.

Aus deem Grond kënnen mer mat dësem Projet net d'accord sinn. Mir wäerten ons dofir enthalten.

M. le Président. - Merci, Här Henckes. Dann huet d'Regierung d'Wuert. De Budgetminister, den Här Luc Frieden.

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. - Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt zu deene véier Projeten zesumme schwätzen, well am Fong gehéieren déi véier zesummen.

Déi véier verstärken d'Gesetzgebung vun eiser Finanzplaz. Dat ass gutt fir d'Finanzplaz, dat ass gutt fir eist Land, well d'Finanzplaz ass ee vun den Haaptpilliere vun der Lëtzebuurger Economie an et ass och eng vun de groussen Einnahmequelle vum Lëtzebuurger Stat. An duerfir mengen ech ass et gutt, datt ee sech ëmmer rëm mat deem Sujet ofgëtt.

Et ass duerfir net d'Minuttenzuel, Här Rapporteur, déi ausschlaggebend ass fir d'Wichtigkeet vun de Projet-de-loien, mä et ass de Contenu vun deene Projet-de-loien. An duerfir géing ech gären lech, Här Rapporteur Thiel, an och deenen anere Kolleegen aus der Finanzkommissioun, Merci soe fir déi Sujete seriö behandelt ze hunn.

Ech géing och bei de Mercie wëllen dem honorablen Här Huss Merci soen, datt en d'accord war, datt mer seng Interpellatioun no dësem Projet-de-loien huelen, well ech muss ee Fliger huele fir op eng Sitzung vun der europäescher Agence vun der Sécherheet vun de Baussegrenzen ze goen. A vu datt de Fliger geschwé flitt, sinn ech frou, datt mer konnten déi Projeten hei am Ufank vun der Sitzung huelen. An duerfir wollt ech him fir dat Versteesdemech Merci soen.

Déi Projeten haut beweisen och d'Diversitéit vun der Finanzplaz. Et ass ee Projet iwwert déi international Pensiounsfongen, et ass ee Projet iwwert d'Assurancen, an et ass ee Projet, deen d'Kapital ass fir eis Bourse, nämlech dee vun de Prospekter vun de Valeurs mobilières. An et ass och grad déi Diversifizéierung vun der Finanzplaz, déi d'Regierung wëllt weiderdriewen. Well wann een op vill Standbeener déi Finanzplaz opbaut, dann ass se muercher vulnerabel an da kréie mer se weider ausgeweit, wéi mer dat gären hätten.

Mir hätte gären op dëser Finanzplaz Rechtssécherheet fir nei Produkter; Rechtssécherheet, wat mer heimadde schafen, mä déi awer net ausschléisst, datt ee

Flexibilitéit an déi Gesetzgebungen about, do wou verschidden Optioune méiglech sinn.

An ech deelen absolut net déi Analys, déi zum Schluss elo den Här Henckes gemaach huet, andeem en hei vun Iwwerreglementéierung schwätzt. Et kann een alles am Liewen natierlech, wéi dat beim ADR net ontypesch ass, pessimistesches gesinn. Et si sécherlech eng Rei Problemer, fir datt mer déi Gesetzgebung esou déveélopéiert kréie wéi mer dat gären hätten, mä ech si vläicht méi optimistesches. Ech liesen zum Beispill an der „Neue Zürcher Zeitung“ vum 25.6., dat war viru véier Deeg: „boomendes Fondsgeschäft in Luxemburg“. Do ginn dann dräi hollännesch, belsch Banken zitieret, déi bal all hir Fongen aus Holland op Lëtzebuerg bruecht hunn. „Luxemburg wieder die Nummer 1.“

Ech ginn lech gären deen Artikel. Et gesäit een, datt de Wuesstum vum Nettoverméige vun de Fongen zu Lëtzebuerg méi schnell geklommen ass wéi an anere Länner. Dat ass och d'Resultat vun enger gudder Gesetzgebung, vun enger Gesetzgebung, déi mer permanent adaptéieren. An do wou mer Schwierigkeete feststellen, do mussen mer kucken, datt mer déi Schwierigkeeten dann duerch erëm eng Kéier Adaptatiounen vu Gesetzgebungen verbesseren.

Eis Gesetzgebung ass gutt. Duerch dës Gesetze vun haut gëtt se nach besser. Mir kréien elo nei Méiglechkeeten, déi sech zesummen mussen gesinn am Secteur vum „private banking“, wou iwwermer déi europäesch Quellesteierregelung ufänkt, déi also och eist Bankgeheimnis bäibehält. An all déi Saachen zesummen, dee ganze juristesche Kader, deen erlaabt et elo der Regierung fir op eng méi aktiv Aart a Weis d'Promotioun, d'Explikatioun vun der Finanzplaz op de Marchéen dobaussen ze maachen.

Mir sinn eng international Finanzplaz. Mir mussen also kucken, datt mer internationaalt Geschäft op Lëtzebuerg kréien, an duerfir hu mer eis och engagéiert, och ech perséinlech, fir an deenen nächste Méint selwer mat den Akteuren vun der Finanzplaz d'Veermaarte vun der Finanzplaz dobaussen ze maachen. Dat geet schohn u mat zwou Promotiounsreesen am Hierscht, déi eng an Amerika, déi aner an d'Vereenegt Arabesch Emirater, fir do och ze erkläre wat mir als Lëtzebuerg kënnen ubidden.

Et ass e Marché mat enger haarder Konkurrenz an duerfir muss een erkläre wat ee mécht, an dat kann d'Regierung zesumme mat den Akteuren vun der Finanzplaz. Dës Instrumenter hëllefen eis dobäi. An duerfir soen ech der Chamber Merci, datt se hei schéngt eng ganz breet Zoustëmmung zu dësem Projeten ze ginn.

Merci.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung vun deene véier Projets de loi, déi mer bis elo diskutéiert hunn.

5. 5444 - Projet de loi relative aux prospectus pour valeurs mobilières et

- portant transposition de la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation, et modifiant la directive 2001/34/CE;

- portant modification de la loi du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de surveillance du secteur financier;

- portant modification de la loi du 23 décembre 1998 concernant la surveillance des marchés d'actifs financiers;

- portant modification de la loi du 30 mars 1988 concernant les organismes de placement collectif;

- portant modification de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;

- portant modification de la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque;

- portant modification de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (suite)

Fir d'éischt de Projet de loi relative aux prospectus pour valeurs mobilières; dat ass d'Nummer 5444.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Also datt hei ass net dee Projet, wou den Här Henckes sech wollt enthalten.

(Hilarité)

De Projet de loi 5444 ass eestëmmege uegheoll mat 60 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Patrick Santer), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Martine Stein-Mergen), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mmes Nelly Stein (par M. Lucien Clement), Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Marco Schank), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Fernand Diederich), John Castegnaro, M. Emile Calmes, Mme Lydia Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, M. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens (par M. Claude Meisch), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

6. 5409 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances (suite)

Da komme mer zum Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances; dat ass d'Nummer 5409. Et dauert ee Moment, bis mer d'Elektronik um Stand hunn.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5409 ass mat 60 Jo-Stëmme uegheoll.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Patrick Santer), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Laurent Mosar), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mmes Nelly Stein (par M. Norbert Haupt), Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Marco Schank), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, M. Emile Calmes, Mme Lydia Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, M. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Carlo Wagner), MM. Charles Goerens (par M. Emile Calmes), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

7. 5360 - Projet de loi concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle (suite)

Da komme mer zum Vote iwwert de Projet de loi concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle; dat ass den 5360.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5360 ass uegheoll mat 55 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiuonen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Patrick Santer), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Lucien Thiel), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mmes Nelly Stein

(par M. Lucien Clement), Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Marco Schank), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Fernand Diederich), John Castegnaro, M. Emile Calmes, Mme Lydia Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, M. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens (par M. Emile Calmes), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Wëllt ee seng Abstentiuon motivéieren? Den Henckes huet et gemaach, mä déi aner?

(Interruption)

Hien huet et en bloc gemaach, fir lech alleguerten. Très bien.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Merci.

8. 5361 - Projet de loi relatif aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcev) et d'association d'épargne-pension (assep) et portant modification de l'article 167, alinéa 1 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (suite)

Da komme mer zur Ofstëmmung vum leschte Projet de loi relatif aux institutions de retraite professionnelle; dem 5361.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass uegheoll mat 55 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiuonen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Laurent Mosar), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Lucien Thiel), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Marie-Josée Frank), Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Marco Schank), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, M. Emile Calmes, Mme Lydia Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, M. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens (par M. Henri Grethen), Henri Gre-

then, Paul Helming, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Interpellatioun iwwert de Projet REACH vum honorabelen Här Huss. Bei dëser Interpellatioun ass d'Riedezäit nom Modell 2 festgeloucht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Oberweis, den Här Calmes, den Här Negri an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo den Interpellant, den honorabelen Här Jean Huss.

9. Interpellation de M. Jean Huss au sujet du projet de réglementation «REACH» proposé par la Commission européenne

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG), interpellateur. - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir hu gëschter hei iwwer Europa diskutéiert, haut diskutéiere mir dann nach eng kéier iwwer Europa...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Ech bieden ëm Opmierksamkeit fir den Här Huss.

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG), interpellateur. - ...awer méi spezifesch iwwert déi nei europäesch Chemikaliëgesetzgebung, an dat ass eng ganz vaste an eng ganz komplex Problematik. Et ass warscheinlech eng vun deene gréisste Gesetzgebungen, déi jee an Europa gemaach gi sinn.

Et geet dobäi, wa REACH duerchgesat gëtt, an engem positive Sënn dorëmmer, fir engersäits d'Ëmwelt ze schützen viru Chemikalien, anersäits awer och d'Leit, déi op der Aarbechtsplaz sinn, ze schützen. Et geet also och ëm d'Aarbechtsplazsicherheit viru Chemikalien. An drëtens geet et ëm Gesondheetsschied, déi duerch Chemikalië kënnen verursaacht ginn, an déi een also misst preventiv vermeiden, andeem een eng gutt Chemikaliëpolitik géif maachen.

Ech wëllt dës Interpellatioun zum Thema REACH aleede mat folgendem däitschen Zitat: „Zum ersten Mal in der Weltgeschichte ist nun jedes menschliche Wesen vom Augenblick der Empfängnis bis zum Tode der Berührung mit gefährlichen Stoffen ausgesetzt. In den nicht ganz zwei Jahrzehnten, in denen die synthetischen Mittel zur Schädlingsbekämpfung im Gebrauch sind, haben sie sich so gründlich über die ganze belebte und unbelebte Welt verteilt, dass sie eigentlich überall vorkommen. (...) Man hat diese chemischen Stoffe in Fischen weltabgeschiedener Bergseen gefunden, in Regenwürmern, die im Boden wühlen, in Vogeleiern und im Menschen selbst, denn sie werden jetzt von der überwiegenden Mehrheit der Menschen gleichgültig welcher Altersstufe im Körper gespeichert, sie sind bereits in der Muttermilch und wahrscheinlich auch in den Geweben des ungeborenen Kindes vorhanden.“

Dëse kuerzen Text, Dir Dammen an Dir Hären, stamt aus der däitscher Iwwersetzung vun engem Buch ënnert dem Titel „Silent Spring“, op Däitsch „Der stumme

Frühling“ - hei ass dat Buch - aus dem Joer 1962, an dat ass publizéiert ginn an den USA.

D'Autorin vun dësem Buch war déi amerikanesch Biologin Rachel Carson, a si huet doranner gewarnt virun den negative Folge fir Ëmwelt a mënschlech Gesondheet, déi vun nei entwéckelte synthetesch Chemikalien, haaptsächlech vu Pestizide géingen ausgoen.

Si hat deemools gewarnt virun Aartestierwen an Aarteschwund; si hat gewarnt viru Krankheeten, wéi Allergien, Kriibs, Fertilitéitsproblemer an neurologesch Erkrankungen, déi vun dese synthetesch Chemikalië kéinten ausgoen, a wann een d'Realitéit vun haut objektiv kuckt, da muss ee leider soen, dass si mat hiren deemolege Warnungen net ganz onrecht behalen huet.

Zënter 1962 awer si vun der chemescher Industrie onzähleg nei synthetesch Substanzen a Substanzklassen entwéckelt an am Bauwiesen, a Konsumartikelen an esou virun, op de Marché bruecht ginn. Kee weess haut genau wéi vill, mä et sinn der offiziell iwwer 100.000, an no de Schwéiermetaller an de Pestizide sinn 1962 bis haut zum Deel genausou problematesch Substanzen entwéckelt ginn, vu Lésemëtzel iwwer Holzschutzmittel an Insektiziden, bis hin zu sou genannte Weichmacher, Flammenschutzmittel an esou virun.

An d'Ausbreedung vun all dese Chemikalië bis an déi entleeënsten a verstoppten Ecker vun eiser Welt, vun den Amazonasflëss bis an d'Gletscherséie vun Alaska, ass also zënter 1962 monter weitergaangen, an och mir Menschen als lescht Glidd vun der Nahrungskette sinn haut alleguere vun der Uräicherung vun esou Substanzen an eisem Organismus befall.

Am Joer 2004 haten sech beispillhaft eng Partie Europaparlamentarier an duerno och 14 europäesch Ëmwelt- a Gesondheitsministeren zu Budapest Blutanalysen op verschidde Chemikalië maache gelooss, an d'Resultater dovunner waren alles mä net berouegend!

An hirem Blut si vu ronn 100 ënersichte Substanzen der an der Moyenne tësche 40 a 50% erëmfonnt ginn, an dat obschonn d'Blutanalys eleng sécher net dat bescht Instrument ass fir d'Uräicherung vu Chemikalien am Kierper ze moossen.

Och hei zu Lëtzebuerg hu sech op Initiativ vu Greenpeace e puer Leit, dorënner eisen Ëmweltminister, ënersichte gelooss, an och bei dësen Analyse konnten eng Partie vun esou problematesche chemesche Réckstänn opgedeckt ginn.

Ass dës Uräicherung an eisem Organismus geféierlech, a wa jo, wéi geféierlech ass si dann? Wat fir Krankheete kënnen eventuell dorraus entston? Entweder chronesch Erkrankungen, vläicht esouguer Kriibs oder aner Erkrankungen? Ech wäert herno dorobber zréckkommen.

An de Medien an an der öffentlecher Meinung gëtt vu Problemer mat der Chimie meeschtens just geschwat, wann et zu chemesche Katastrophe komm ass, wéi zum Beispill an de 50er Jore Minamata a Japan, Seveso an de 70er Jore an Italien, an den 80er Jore Bhopal an Indien, oder zum Beispill nach d'lescht Joer oder d'virlescht Joer zu Toulouse a Frankräich, wou et zu enger Explosioun do an der chemescher Industrie komm ass.

E gewëssent Interesse, Opmierksamkeit a Bekanntheetsgrad an de Medien an an der Öffentlechkeet kruten och nach esou Skandalen wéi zum Beispill den Holzschutzmittelskandal an Däitschland, deen haut och nach undauert, virun allem fir déi betraffe Leit undauert, déi haut nach krank sinn, oder zum Beispill de Jorzéngte schonn undauernde Skandal vum Asbest, deen an de kommen Jore nach wäert 10.000 wann

net 100.000 vun Doudegen an Europa fuerderen, oder zum Beispill och d'Affäre vun den FCKWen, déi laang Jore zur progressiver Verdünnung vun eiser Ozonschicht gefouert hunn, an doduerjer zu vermehrt Hautkriibs oder sou genannte Melanomen.

An all dese bekannte Fäll aus der Vergaangenheet hunn déi betraffe Fabrikanten a chemesch Industrie laang Zäit oder souguer bis haut wéi am Fall vum Bhopal absolut onverantwortlech an deelweis kriminell reagéiert. Si hu sech domm gestallt, si hunn evident a bekannt Risiko verniedlecht, si hu jorelaang gemauert, zum Deel well si hir Produkter einfach nach e puer Joer profitabel wollten ofsetzen, oder well si grouss finanziell Entschiedungsprozesser gefaart hunn. Bref, si hunn oft einfach jorelaang weidergemaach bis si endlich vun der Politik gestoppt goufen, an dat ganz kloer op Käschte vun Ëmwelt an Déierewelt an op Käschte vun der Gesondheet vu ville betraffene Leit.

E lescht aktuell a rezent Beispill, Dir Dammen an Dir Hären, ass d'Land Nicaragua, an doranner d'Stad Chinandega mat senger Bananepflanzungen, wou elo virun dräi Deeg an der internationaler Press ze liese war - ech weisen lech dat hei -, vu Méideg, dem 27. Juni, wou do zu Dag komm ass, dass 20.000 Leit, déi do an deene Bananepflanzge geschafft hunn, op eng schwéierst Aart a Weis duerch de Pestizid Nemagon an hirer Gesondheet geschiedegt gi sinn. Zum Beispill kënnt do 30-mol méi oft Uteruskriibs vir bei Frae wéi soss a ganz Nicaragua, si Feelgebueren, Doutgebueren, Mëssgebueren, Sterilitéit, Hautproblemer, an 1.000 Leit vun deenen 20.000 si bis haut scho gestuerwen.

Mä och do erëm eng kéier ass datselwecht Verhale vun de grouse chemesche Multien, an dësem Fall Dow Chemical, Occidental Chemical, Shell an esou virun, an och vun de Bananepflanzgebesëtzer Chiquita an esou virun: Si maache guer näischt; si maachen, wéi wann et si guer näischt géif ugoen, an dat ass eng Affär, déi um Niveau vun esou Saache wéi deenen doten absolut skandaléis ass.

Souwäit, Dir Dammen an Dir Hären, just ee kuerze Résumé an e puer Stéchwierder iwwer e puer méi vergaangen oder rezent Skandalen vun der chemescher Industrie, déi an der Öffentlechkeet, an de Medien eng gréisser Roll gespillt hunn.

Vill manner, nach vill ze vill wéineg bekannt ass awer haut de Risiko, sinn Ëmwelt- a Gesondheitsgefore vun eisem alldieglechen Èmgank mat Chemikalien, déi all Dag a ganz niddrege Konzentratiounen vun eis iwwert d'Haut, iwwert d'Ootmug oder iwwer eis Ernährung noweisbar opgeholl ginn, an zum Deel noweisbar och an eisem Organismus gespäichert ginn.

Iwwert dësen allgemenge mä och individuelle Gesondheitsrisiko kann engem haut keen Aarbechtsmedeziner an och keen Toxikolog, dee sech e bësse seriö hëlt, eng sécher a berouegend Informatioun ginn. Eischens, well et iwwer dausende vu Chemikalien, déi haut um Marché sinn, déi a Baumaterialië sinn, déi a Konsumartikelen sinn, keng oder héchstens ongenügend Informatiounen an Date gëtt, oder d'chemesch Industrie, wa si esou Daten huet, si bis haut net öffentlech gemaach huet.

E puer Zuele just iwwert dat heitegt Feele vun Informatiounen an Daten: Fir déi wäit verbreetste Substanzen, déi all Joer zu iwwer 1.000 Tonnen hiergestallt a vermaart ginn, sinn et just 14% wou e sou genannte Basisdatensatz öffentlech bekannt ass. Iwwerhaupt keng

Informatioun, dat heescht guer keng Daten iwwert d'Chemikalië gëtt et fir ronn 15% dovun. Virun allem iwwert déi sou genannten Altstoffe, dat heescht zéngdausenden, déi virun 1981 schonn hiergestallt a vermaart goufen, gëtt et haut nach nëmme ganz wéineg Informatiounen, an eng ähnelech desolat Situatioun ergëtt sech op der Aarbechtsplaz an der Praxis vum Èmgank mat sou genannte Gefahrstoffe an de Betriber, wou sou genannte Sicherheitsdatenblätter d'Belegschaft vun de Betriber solle schützen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hat nach de leschte Weekend d'Geleeënheet zu Würzburg an Däitschland an engem internationale Kongress iwwer REACH deelzehuelen an do Zuelen ze héieren iwwert d'Qualitéit vun dese sou genannte Sicherheitsdatenblätter. Vu qualifizéierten Ëmwelt- an Aarbechtsmedeziner ass do gesot ginn, dass just ronn 20% vun deene Sécherheitsdateblieder gutt wieren, 40% géife Feelere enthalten a 40% wiere carrément ongenügend.

A souguer en däitschen Aarbechtsmedeziner vun der chemescher Industrie vun der BASF huet op deem Kongress vu schätzungsweise 20% feelerhaften Informatiounen geschwat, an, wat nach méi problematesch ass, hien huet op Statistiken higewisen, wou an Däitschland just 12% vun de Firmen, déi mat esou Gefahrstoffen ëmginn, doriwwer iwwerhaupt seriö informéiert wieren.

Eng Fro: Sinn dann esou Zuelen eventuell eng Erklärung dofir, firwat datt grad och haut europawäit esou vill Leit op hirer Aarbechtsplaz krank ginn, chronesch krank ginn, eventuell Kriibs kréien, an emgéiert awer europawäit prozentual nëmme ganz wéineg Leit als beruffkrank oder invalid unerkannt ginn, well de Lien zur Expositioun mat Chemikalien net gemaach gëtt oder net ka gemaach ginn? Sinn déi wéineg chemesch bedéngte Beruffserkrankungen, déi als solch unerkannt ginn - hei a Lëtzebuerg sinn et der 2 bis 3%, no de Statistiken -, eventuell nëmme d'Spëtz vun engem Äisbierg?

Et muss een ëmmerhi wëssen, dass an Europa ronn 23% vun de Salarieën, dat sinn 32 Milliounen Leit, eleng kriibserregende Chemikalien op der Aarbechtsplaz ausgesat sinn. Wéi vill dramatesch Einzelschicksaler - ech denken zum Beispill un d'Asbestproblematik - si sécherlech domadder verbonnen, mä och wéi vill onnëtz Ausgaben am Gesondheitssecteur a wéi vill Belaaschtung fir d'Krankeeseen, well et si grad esou chronesch schwéier Erkrankungen, déi an der Behandlung am deierste sinn.

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net nëmme bei Chemikalien, déi op der Aarbechtsplaz eenzel oder a Kombinationscocktailen zum Asaz kommen, wou haut de Schong dréckt. Ech hat am Ufank drop higewisen, dass allgemeng, dat heescht insgesamt an eiser Ëmwelt, an der Otemloft, de Biedem, de Gewässer, Nahrungsmittel, Kleeder, Baumaterialien, Miwwel, Kosmetik, ëmmer méi Chemikalien am sou genannte Niedrigdosisberäich enthalte sinn, ënner anerem och an eise Wunnengen, am Hobbyberäich an esou virun.

A well dës Chemikalien doranner net permanent festgebundene bleiwen, trieden se ënner bestëmmte Konditiounen, Temperaturbedingungen beispillsweis, aus, a féieren zur Belaaschtung vun allem, wat mir zu engem gesonde Liewen awer bräichten, nämlech eng gesond Loft fir ze ootmen, eng gesond Ernährung an esou virun. An dës Belaaschtung erkläert och déi Uräicherung mat esou Substanzen an eisem Organismus, wou haut kee seriösen Toxikolog méi ka behaupten, esou Chemikaliëcocktaile wieren absolut onbedenklech. Héchstens kann haut dozou gesot ginn, dass mer iwwert déi Gesondheitsrisiken ze wéineg wëssen.

Zwee Aspekter erlaben haut awer dovunner auszegoen, dass déi emfassend Presenz an Uräicherung vu Chemikalien negativ Konsequenzen op eis Gesondheet huet. Eischens epidemiologesch Daten, op déi sech och d'Europäesch Kommissioun baséiert huet, fir REACH auszuschaffen, an déi noweisen, dass zum Beispill Asthma an Allergien an deene vergaangenen zwee, dräi Jorzéngte ganz staark zougeholl hunn a weider nach zouhuelen.

Datselwecht gëllt fir verschidde Kriibszorten, zumools fir hormonell bedéngte Kriibszorte wéi Broschkriibs, Hodekriibs, Prostata an esou virun, déi mat hormonell wirksame Chemikalien, de sou genannten „endocrin disrupters“, a Verbindung bruecht ginn. Dozou gehéiere vill Pestiziden an aner chloréiert oder broméiert Substanzen, déi eis ëmginn.

Et gëtt an dëser Ëmweltepidemiologie och nach higewisen op eng Zounahm vun Hirntumoren a Leukämie, virun allem bei Kanner, all Joer ëm 1 bis 1,5%. Et ginn och haut ëmmer méi Liene gesinn tëschent der chronischer Expositioun mat Chemikalien an neurodegenerativen Erkrankungen wéi Alzheimer oder Parkinson oder neuropsychiatreschen Entwécklungen wéi Depressionen, Hyperaktivitéit bei Kanner, Autismus bei Kanner an esou virun. Schliesslech schéngt och d'Chimie eng gréisser Roll dobäi ze spillen, dass haut ronn 15% vun alle Koppelen an Europa keng Kanner méi kënnen kréien.

Zweete Punkt: Niewent epidemiologeschen Date gëtt et och ëmweltmedezinesch Erfahrungen an och Schätzungen vu kritesche Wëssenschaftler, an do spillen natierlech keng Grenzweierter aus der Aarbechtsmedeziner oder aus der Akuttoxikologie eng Roll, mä do gëtt als Ausléiser vu Krankheete virun allem e Mix aus immunologesche Mechanisme genannt, haaptsächlech Inflammation, genetesch ongenüsch Konstellatiounen, individuell Suszeptibilitäte vun den einzelnen Leit, altersgeschwächt an esou virun.

Laut Ëmweltmedeziner, déi zum Beispill och vom 13. bis de 15. Juni bei eiser Lëtzeburger Konferenz iwwer Ëmwelt a Gesondheet hei zu Lëtzebuerg dobäi waren, géifen ëmmer méi Leit ëmmer méi empfindlech op niddreg Konzentratiounen vu Wunnegëfter, Pestiziden, Schwéiermetaller an esou viru reagéieren, an eng Partie vun hinnen, déi sou genannt MCS-Krank, „multiple chemical sensitivity“, géife souguer op extrem niddreg Konzentratiounen vun all deene Produkte reagéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, wat synthetesch-chemesch Substanzen alles bei der Gesondheet kënnen urichten, sief un engem leschten, mä beunrouegende Beispill erläuert, an zwar um Beispill vun Intelligenz- a Gehirproblemer vun eise Kanner. Do misste vläicht grad och emol d'Schoulpolitiker hei am Sall e wéineg nolauschten.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

D'lescht Joer am Juni huet eng Etüd vum WWF, dem World Wide Fund For Nature, nei wëssenschaftlech Etüden zesummegefaasst, déi noweisen, dass neurotoxisch, dat heescht gehirnschiedend an nerverschiedend wierkend Chemikalien d'Intelligenz vun de Kanner géifen aschränken. Vum Bläi ass dat bekanntlech schonn zënter 20 Joer mindestens bekannt, mä zum Beispill och PCBen, déi extrem laanglieweg sinn, a vun deene mer scho virun dräi Joer hei geschwat hunn, well d'Fësch an einzelne Flëss domadder belaascht sinn, oder zum Beispill och broméiert Flammenschutzmittel, déi sech an Televisiounsapparater, Computeren, Videoen an esou viru befannen a vun do kënnen ausgaan, oder an Autossëtzer, a Polstermiwwel, oder souguer a Matratzen, gehéieren nieft villen aneren zu neurotoxischen wirksamen Chemikalien.

An, Dir Dammen an Dir Hären, kuckt Iech emol am Rapport d'activité vum Ministère vun der Santé a vum Statslabo un, wéi oft vun eiser Lëtzebuerger Ëmweltambulanz, déi mat beschränkte Mëtzel awer eng ganz gutt Aarbecht mécht, zum Beispill esou neurotoesch Flammeschutzmëtzel a Kannermatratzen oder a Polstermattchen fonnt ginn.

An déi Ëmweltambulanz gëtt bekanntlech just vum Dokter an en Haus bestallt fir ze moossen, wann onerklärelech an net therapierbar Gesondheetsproblemer, zum Beispill esou neurotoesch, Asthma oder bestänneg Infektiounen, virleien, déi dann awer, wann déi Analyse gemaach gi si vun der Ëmweltambulanz a wann eppes fonnt ginn ass, a ganz ville Fäll verschwammen, wann déi inkriminiert Miwwelstécker oder zum Beispill déi Kannermatratzen duerch onbelaaschtere ersat gi sinn.

Do kënn Der nofroen an der Praxis vun der Ëmweltambulanz. Si huet eng ganz Rätsch vu Fäll, wou beispillsweis Kannermatratzen zu Asthma an zu Otemwee-problemer gefouert hunn, a 14 Deeg nodeem déi Matratzen ewechgeholl gi sinn an duerch onbelaaschtere ersat gi sinn, sinn op eng Kéier och d'Otemwee-problemer bei deene Kanner fortgaangen.

Wat awer seet eis déi WWF-Etüd méi genau iwwer neurotoesch Chemikalien an eventuell Gehirnschied bei Kanner? Ech zitëiere just kuerz dorauer: „Die Erkenntnisse offenbaren in erschreckender Weise, dass Chemikalien, denen wir alle ausgesetzt sind, die Gehirnentwicklung und die Motorik von Kindern schädigen können, und zwar schon in Konzentrationen, die bereits im menschlichen Blut nachgewiesen wurden.“

Et gëtt do geschwat vu weltwäite Beobachtungen u Kanner, an nient méi schwache Gedächtnisleschtungen, verminderte visuelle Erfahrungs Capacitäten a méi niddregen Intelligenzquotiente gëtt do och bericht iwwer neuropsychiatresch Verhalensstéierungen, wéi zum Beispill wat ech gesot hunn, Autismus, Hyperaktivitéit, Opmiersamkeetssyndromer, bei deene gläichfalls also eng Belaaschtung schéngt mat eng Roll ze spillen.

En héichkarátege Wëssenschaftlergremium aus den USA huet geschat, datt ronn 10% vun allen neurologesche Stéierungen ganz oder deelweis duerch Chemikalië verursaacht wieren. An engem Presseinfo vun deemselwechten WWF vum 8. Juni 2004, ënnert dem Titel „Verdummen Chemikalien unsere Kinder?“, warnt also des grouss weltwäit täteg Ëmweltorganisatioun virun der Neurotoxizitéit vu villen alldeegleche presente Chemikalien a verlaangt, datt d'chemesch Industrie déi geféierlechste vun esou Stoffen endlech aus de Produkter eraushëlt, an datt déi europäesch Politik méi schnell wéi bis elo misst virsiichteg handeln nom Principe de précaution, fir esou Substanzen ze verbidden an duerch madder problematescher ze ersetzen.

Dir Dammen an Dir Hären, wann ech elo gläich méi konkret op den techneschen Inhalt vu REACH ze schwätze kommen, well REACH wellt vum Prinzip hier jo déi negativ Konsequenze vun all deene Chemikalien op Ëmwelt a Gesondheet besser an de Grëff kréien, an dat Zil ënnerstëtzt mir als Gréng selbstverständlech, da muss ech op dës Plaz awer gläich aschränkend soen, datt engersäits bei REACH dës neurotoesch Gesondheetsrisiken iwwerhaapt emol net matconsideréiert ginn, wat eng vun de grouss Schwächen ass vu REACH, an datt zum Zweete bei REACH och zum Beispill déi virun erwähnten, nei wëssenschaftlech Methode bei der Risikoanalyse, zum Beispill immunologesch Analysen, genetesch Analysen, individuell Suszeptibilitätsanalysen an anerer iwwerhaapt net zum Dro

kommen, wat och eng weider entscheidend Schwächt vum REACH-Programm ass.

Esou datt trotz REACH, an och wann an zwielef Joer, am Joer 2017, de Registréierungsprozess endlech ofgeschloss soll sinn, bis dohin an och nach duerno weiderhi Gesondheetsproblemer duerch synthetesch Chemikalië wäerte viru bestoen; ofgesinn emol vun der Tatsaach, datt den Délai fir eng ofschléissend Registréierung eréischt an zwielef Joer, am Joer 2017, och net grad eng attrayant Perspektiv ass. Op dës zwéi Punkten ënner anerem misst REACH, wann et dann hoffentlech en dynameschen a lernfähige Prozess soll sinn, op jidde Fall nogebessert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, trotz dëse méi fundamentalen aus Siicht vum Gesondheeschutz wichtige Kritiken un där virleierender Versioun vu REACH ass et urgent, datt de REACH-Prozess endlech ufängt an a Gang kënn.

Fir déi heibannen oder dobaussen, déi elo net wüsse wat REACH genau heescht, sief kuerz erwähnt, datt REACH ofgeleet ass vun den englesche Wierder „registration“ also Enregistrement, „evaluation“ also Risikoaschätzung an „authorisation of chemicals“ also der Maartzouloossung vu Chemikalien.

Vereinfacht ausgedréckt ass REACH also eng nei oder iwwerhaapt emol eng méi emfaassend europäesch Chemikaliëgesetzgebung, wou et also un éischter Plaz emol ëm den Enregistrement geet, dat heescht ëm eng Bestandopnahme vun de Chemikalien, virun allem vun deene ronn honnerttausend, déi scho virun 1981 um Marché waren. Nom schrittweisen Enregistrement soll et dann - wann néideg - schrittweis zur Evaluatioun, dat heescht zur Risikoaschätzung an dann eventuell zur definitiver Zouloossung oder awer zu Aschränkungen oder eventuell zu Verbueder kënnen kommen. D'Zilsetzung vu REACH kënn mir also nëmme begrëssen.

Wat de genauen definitiven Inhalt vu REACH ubetrëfft, deen eréischt am Joer 2006 ënner eisträichescher Présidence wahrscheinlich wäert ofgeschloss kënnen ginn, sou wëlle mer do awer ofwaarden, wat finalement bei REACH erauskënn. Virun allem fir ze gesinn, ob et der chemescher Industrie geléngt REACH nach weider ze verwässern, wéi dat bis haut schon de Fall ass, oder awer ob et ëmgekéiert den ONGe vun Ëmwelt a Gesondheet an den europäeschen Dokteschorganisatiounen, de Gréngen an de fortschrittlichen anere Kräften am Europaparlament geléngt, déi elo virleidend verwässert REACH-Versioun erëm op- oder nozebesseren, datt dat Ganz iwwerhaapt e Sënn mécht.

Wa REACH wierklech an de kommanden zéng an 20 Joer endlech e wesentleche bessere Schutz vun Ëmwelt a mënschlecher Gesondheet soll garantéieren, da si mir do als Politiker alleguete gefuerdert a virun allem och eis sechs Europapolitiker. An dann dierft et eigentlech net sinn, datt en Deel vun hinne reng industrieorientéiert Amendementer, wéi se zum Beispill vun engem CDU-Représentant, dem Här Nassauer vun der hessescher CDU virubuecht ginn, och nach ënnerstëtzt.

Dir Dammen an Dir Hären, de REACH-Prozess ass mat dësem Dag, mat dëser Interpellatioun zu REACH nach laang net eriwuer. Eis Lëtzebuerger Présidence mat hirer Equipe ëm den Här André Weidenhaupt a mat der Madame Joëlle Welfring huet u sech bis elo eng wäitgehend ganz gutt an zolidd Aarbecht gemaach. Mä elo an de kommande sechs bis zwielef Méint komme mer an déi leschte Ligne droite virun der Entscheidung. A mir wäerten als Gréng genauestens verfolge wat sech an den zoustännege Kommissiounen vum Europaparlament wäert dinn a mir

wäerten op jidde Fall och genauestens d'Ofstëmverhale vun eise sechs Europaparlamentarier verfolge, fir an der Offenlechkeet duerzestellen, wien aktiv fir Ëmwelt a Gesondheet antrëtt a wien ëmgekéiert just d'Positione vu grouss chemesche Konzerne op Käschte vun Ëmwelt a Gesondheet ënnerstëtzt.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hat dës Interpellationsdemande scho virun e puer Méint agereicht, fir ze wüsse wéi d'Lëtzebuerger Présidence den Dossier REACH iwwerhaapt wéilt ugoen. Wa se elo eréischt um Schluss vun der Lëtzebuerger Présidence haut hei an der Chamber ka stattfannen, sou ass dat awer u sech guer kee Problem, well éischten déi décisive Endphasen vun den Debatten am Europaparlament an am Conseil eréischt an Hierscht an am Winter wäert stattfannen an zweetens well et wichtig ass, datt d'Lëtzebuerger Regierung och no senger Présidence am Europäesche Conseil weiderhin eng fortschrittlech an eng responsabel Haltung anhëlt.

Dofir wäert ech zum Schluss vu menger Interventioun och e puer Motiounen virleeen, déi engersäits sollen hëllefen déi aktuell Versioun vu REACH erëm e wéineg ze verbessern oder nozebesseren an déi anerersäits sollen dofir surgen, datt Lëtzebuerg sech uerdentlech virbereet op déi Situatioun wa REACH definitiv a Kraaft trëtt, well dann op eis Regierung eng ganz Partie vun Evaluatiounen, dat heescht vu Risikoaschätzungsfuerderungen, mä och vu Berodungsfuerderungen vu Lëtzebuerger Entrepreneuren, haaptsächlech vu klengen a mëttleren Entrepreneuren, vu PMEen, wäerten zoukommen.

Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nach e puer lescht Zuelen a Meinunge virzeweise firwat REACH längst iwwerfällig ass, firwat et am Fong e risege Skandal ass, datt domadden net scho viru 25, 30 Joer oder méi Joren ugefaange ginn ass.

Laut den Aussoe vun der OCDE - an dat si bekanntlech jo net onbedéngt Okofundamentalisten - vum Programme sur les produits chimiques aus dem Joer 2000 - dee Programm huet 74 Säiten - gëtt et «des milliers de produits chimiques utilisés dans le monde dont les risques n'ont pas fait l'objet d'une évaluation approfondie». Do gëtt geschwat vu ronn 4.000 chemesche Substanzen, déi weltwäit a Quantitéit vun iwwer 1.000 Tonne pro Joer géife vermaart ginn an ech zitëieren nach eng Kéier: «À la fin de 1999» also viru knapp fënnf Joer «quelque 150 évaluations de substances chimiques produites en grande quantité étaient terminées, 250 autres étaient en cours.»

Also vun deene 4.000 weltwäit am meeschte verbreete Substanzen si just 150 Risikoaschätzungen do. An esou kënn et dann och zur Konklusioun vun der OCDE, d'selwecht wéi bei REACH, ech zitëieren nach eng leschte Kéier: «Les données sur la toxicité des substances pour l'environnement et la santé publique devraient être disponibles en 2020.» Dat heescht vum Datum vum OCDE-Bericht aus dem Joer 2000 a ronn 20 Joer.

Datt dës onhaltbar Situatioun esou laang, datt heescht bei REACH bis mindestens den Zäitraum 2016-2017 kann undauern, ass sécherlech skandaléis vu Säite vun de grouss chemeschen Industrien, mä och vu Säite vun der virherrschender Politik europä - a weltwäit, well d'Rachel Carson a sengem Buch „Der stumme Frühling“ 1962 scho virun deenen negativen Folgen gewarnt huet; a si war net déi Eenzeg. Déi ganzen Zäit - iwwer déi lescht 20, 30 Joer - hunn och aner Leit, Wëssenschaftler, Toxikologen, Biochemiker, Biologen an och

ONGen ëmmer erëm do viru gewarnt, mä déi chemesch Konzerne sinn einfach ëmmer erëm gewäerde gelooss ginn, si konnten ëmmer weider an ëmmer nei synthetesch Substanzen entwéckelen an op de Maart bréngen, egal ob se ëmwelt- a gesondheetsschiedlech waren oder net.

Well dat bis haut esou war - an dat seet souguer d'Europäesch Kommissioun an enger Iddi méi diplomatesche Wierder, wéi ech elo hei, an hirem Wäissbuch iwwer d'Chemikalië vum Februar 2001, an dëst Wäissbuch ass jo bekanntlech d'Grundlag vum REACH-Prozess -, dofir ginn haut ëmmer méi Krankheeten a Verbindung bruecht mat onkontrolléierten sech ausbreedende Chemikalien.

Am Anhang I vun dësem Kommissionswäissbuch gëtt beispillsweis méi genau op eng Krankheet higewisen, nämlech op Allergien, déi bekanntlech ëmmer méi zohuelen. Zitat aus deem Wäissbuch vun der Europäescher Kommissioun: „Allergiekosten werden in Europa auf 29 Milliarden Euro pro Jahr geschätzt. Chemikalien dürfen hier durch direkte Auslösung von Allergien oder durch Erhöhung der Empfindlichkeit gegenüber natürlichen Allergenen, zum Beispiel Pollen, eine wichtige Rolle spielen. Eine US-Studie hat gezeigt, dass die Häufigkeit von Asthma seit den 70er Jahren um 40% gestiegen ist. Wenn dank der neuen REACH-Strategie nur ein Bruchteil dieser 29 Milliarden Euro an Allergiekosten gespart werden kann, wären die Kosten der Strategie bereits gedeckt.“

A mir wëssen alleguete, datt bis viru kuerzem an deelweis bis haut nach vu manchen Chemiehändler geklot gëtt, REACH wier fir si vill ze vill deier; eng Ausso, déi awer spëitstens no enger kierzlecher vun der Industrie selwer gesponsort Etüd, der KPMG-Etüd, absolut onserio ginn ass.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hat viru gesot, datt ëmmer scho Wëssenschaftler gewarnt hunn, mä haut ginn déi Warnungen ëmmer méi haart an ëmmer méi emfaassend. Esou ass net méi spéit wéi d'lescht Joer zu Paräis en dramateschen Appel vun internationale Wëssenschaftler lancéiert ginn, de sou genannten „Appel de Paris“ an hei ass deen Appel, ech hunn e matbruecht, an en heescht „Déclaration internationale sur les dangers sanitaires de la pollution chimique“.

Doranner gëtt nach eng Kéier schärfstens gewarnt virun dëse Geforen an de bisherege Laisseraller a Saache Vermaartung a Verbreede vu Chemikalië gëtt veruertelt. Et gëtt do gewarnt virun ëmmer méi Kriibs, ëmmer méi Sterilitéit an ëmmer méi Missbildungen, virun ëmmer méi Allergien an Otemwee-Erkrankunge wéi Asthma. Et gëtt do gewarnt virun enger weiderer Zounahm vun den neurodegenerativen Erkrankungen an Erkrankunge vum Immunsystem. Et gëtt och gewarnt viru Gefore fir Ëmwelt a fir eise Klima an et kënn dann zum Schluss vun dësem Appel de Paris zu folgender Deklaratioun an dräi Artikelen, déi ech Iech well zitëieren; si si ganz kuerz:

«Nous, scientifiques, médecins, juristes, humanistes, citoyens, convaincus de l'urgence et de la gravité de la situation, déclarons que,

Article 1: Le développement de nombreuses maladies actuelles est consécutif à la dégradation de l'environnement

Article 2: La pollution chimique constitue une menace grave pour l'enfant et pour la survie de l'homme

Article 3: Notre santé, celle de nos enfants et celle des générations futures étant en péril, c'est l'espèce humaine qui est elle-même en danger.»

Dir Dammen an Dir Hären, dat kléngt ganz dramatesch, mä déi

éischt Ennerzeechner vun dësem Appel waren nëmme Wëssenschaftler a Medeziner, dorënner bis haut ronn eng Dose Nobelpräisträger, dorënner och de Kofi Annan, an dorënner den Daachverband vu sämtlechen europäeschen Dokteschorganisatiounen. Nodrëglech hunn och vill besuergte Politiker, ONGen an esou viru, sech dësem Appel vum Mee 2004 ugeschloss, esou dass am Moment praktesch eng Millioun Leit deen Text schon ënnerschriwwen hunn.

Niewent hiren dräi Deklaratiounen, an dat huet grad och mam virleien- de Projet REACH ze dinn, verlaangen dës Wëssenschaftler a Medeziner e puer konkret Mesuren, vun deenen ech just déi wichtegst hei ka resüméieren:

Éischt Mesure: De sofortige Verbot vun alle Substanzen, déi wëssenschaftlech nogewise kriebserregend sinn, déi zu genetesch Verännerunge féieren oder déi d'mënschlech Fruchtbarkeit a Frostellen, an d'Uwendung vum Substitutionsprinzip bei all deene Substanzen.

Zweet Mesure: D'Uwendung vum Principe de précaution bei alle chemesche Produkter a Substanzen, déi ganz laanglieweg, dat heescht persistent sinn, déi sech uräicheren an déi toesch sinn. An evidenteweis och vis-à-vis vun deene Substanzen, déi héich persistent an héich uräicherungsfähig sinn, an dëst ouni nach länger ze waarde bis 100%eg oder 101%eg sécher nogewisen ass, datt dat esou ass. Well et géing drëm goe fir preventiv irreversible Gefore fir Ëmwelt a Gesondheet ofzeweieren.

D'Risikoaschätzung, dat heescht d'Evaluatioun an déi eventuell Festleueung vu Grenzwäerter, wann net direkt op all dës Substanzen kéint verzichten ginn, misst sech dann awer op jiddfer Fall orientéieren un den empfindlechste Liewewiesen, an dat wiere kleng Kanner an de Fötus während der Schwangerschaft.

An enger drëtter Mesure gëtt gefuerdert, datt europawäit schnellstens konkret chiffriert Réduktiouns- a Substitutionspläng missen erstellt ginn, esou wéi dat zum Beispill Schweden, Dänemark an Norwegen viru Jore scho gemaach hunn, par rapport zum Asaz vu Pestiziden. An datt schnellstens Alternative missten erschafft an op de Marché bruecht ginn.

Si plädéiere weiderhi fir eng méi grouss an emfaassend penal a finanziell Haftung vun de grouss chemeschen Entrepreneuren a fir eng international Juridictioun an dësem Sënn.

An enger sechster a leschter Mesure plädéieren se am europäesche Kader vu REACH fir eng drastesch Verschäerfung a Verstärkung vun der virleierender Versioun vu REACH a fir eng absolut Prioritéit vum Virsuerge- a vum Substitutionsprinzip.

Esouwäit, Dir Dammen an Dir Hären, dës Appel.

Ech hat viru schon erwähnt, datt REACH eng ganz emfaassend komplex a komplizéiert Matière ass, an ech mengen, datt et hei op dës Tribün net nënnen aus Zäitgrënn net Plaz ass an och net méiglech ass, op all Detailler, op all Zuelen an op all méi technokratesch Beschreiwungen anzegoen. Ech wëll an ech kann dat dofir just a ganz groussen Zich hei erklären.

Eileng scho fir d'Komplexitéit an den ëmstriddene Charakter vu villen einzelnen Dispositiounen ze illustréieren, wéilt ech drop hiweisen, datt nodeem d'chemesch Industrie et fäerdeg bruecht huet, mat Hëllef vu Blair, Schröder a Chirac, déi éischt Versioun vu REACH ofzeschwächen an op wichtige Punkten ze verwässeren, elo par rapport zu dëser Versioun, zu dëser verbesserten Versioun nach weiderhi ronn 5.000 Amendementer am Europaparlament virleien, déi an 20 Sproocher mussen iwwer-

sat ginn. Eleng an der Émweltkommissioun vum Europäesche Parlament sinn et der ronn 1.200. Datselwecht géllt fir d'Industriekommissioun. An der Kommissioun fir de Binnemarché leien 900 Amendementer vir, an der Kommissioun fir d'Ekonomie sinn et der 450, an da kommen der och nach aus Fënneg oder sechs weidere Kommissiounen.

Wat finalement dobäi wäert erauskommen, ass am Moment nach guer net ofzegesinn. Mä dat wäert ofhänke vun de majoritäre Positiounen an deene verschiddene politesche Fraktiounen. Woubäi haut scho kloer schéngt, leider, datt déi Haaptbremser vu REACH aus de Reie vu konservative Chrëschtde-mokraten an Deeler vun de Liberale kommen. Esou huet zum Beispill eleng deen Här Nassauer, vun deem ech virdu scho geschwat hunn, vun der CDU, 267 industrieinspiréiert Amendementer era-bruecht, während emgekéiert den Här Sacconi, de sozialistesche Rapporteur am Umweltausschuss, eng Verstärkung a Verbesserung vun där aktueller REACH-Versioun wëllt erreechen.

Wat ass emstridden? Émstridde bleiwen haut esou wichteg Froe wéi d'Virsuergflicht vun de Chemiesteller par rapport zu all hire Produkter oder de Prinzip vun der noutwendeger Autorisatioun a Substitioun, wann Alternative verfügbar sinn.

Emstridden ass och de Stellwäert vun Déiereversich, fir de Gesondheitsrisiko beim Mënsch kënnen anzuschätzen. Vu ville Säiten, och vun de Gréngen, gétt verlaangt, datt et do schnellstens zu enger drastischer Miniméierung an zum lwwerhuele vun alternativer Methoden, zum Beispill vu mënschlechen Zellkulture muss kommen. A grad och hei zu Lëtzebuerg duerch d'Efforté vun der ALPA an deene leschten zéng Joer sinn do interessant Entwécklungen amgaangen, wou-zou een d'ALPA muss félicitéieren.

Ganz emstridde bleift och d'Fro, awéiwäit wat fir oder wéi vill Date musse geliewert gi bei enger Substanz, déi quantitativ net grad esou an d'Gewicht fällt, vun där „just“ 1 bis 10 to pro Joer a Produzent op de Marché kënn. An eisen Ae missten och do, well et sech och do em problematesch Stoffe kann handelen, zumindest seriö Basisdaten op den Dësch kommen.

Deeselwechte Sträit gétt et och par rapport zur Dateliwwerung a Risiko-schätzung vu Substanzen, déi niewent aneren a fäerdege Produkter a Konsumartikelen enthalte sinn, an dat och wa se zum Beispill an d'Europäesch Unioun importéiert ginn.

Émstridde bleiwe bei der Registréierung och déi zäitlech an déi substanzbezunne Prioritéiten, a finalement gétt et och nach Sträit doriwier, awéiwäit d'chemesch Industrie d'Recht soll behalen, bestëmmten Daten därfer geheim ze halen, oder inwiewäit emgekéiert d'Uwender an och d'Ennverbraucher, dat heescht de Konsument, d'Recht op Informatioun, dat heescht op e seriöen Etiquetage vun alle Produkter soll zougestane kriegen.

Vum Spéitsommer un a virun allem am September sollen d'Décessiounen an deene wichtegsten, an de fiederféierende Kommissiounen vum Europaparlament falen. Am Oktober soll dann eng éischt Liesung an der Plénière vum Europaparlament stattfannen, an duerno wäert dann Enn des Joers och nach den Europäesche Conseil Stellung bezéien, duerno d'Europäesch Kommissioun versichen eng nei Versioun ze maachen, ier et dann 2006 méiglecherweis zur definitiver REACH-Versioun wäert kommen.

Am Résumé also nach eng Kéier: Déi wichteg Zilsetzung vu REACH, esou wéi dat am Kommissiounswäissbuch gefuerdert gouf, ënnerstëtzen déi Gréng selbst-

verständlech, well si an eisen Aen elementar Voraussetzungen fir eng endlech besser Émwelt- a Gesondheitspolitik sinn.

Et si virun allem zwee grouss Prinzipien, déi do vu Wichtigkeet sinn: Éischtens datt esou schnell wéi méiglech all Informatiounen iwwert d'Risikopotenzial vun de chemesche Substanzen a Produkter mussen op den Dësch kommen an datt d'Beweislaascht am Konfliktfall och emgekéiert gétt.

Bis elo hunn d'Behörde misse be weisen, ob eng Substanz schiedlech wier oder net; elo soll hei d'Be-weislaascht emgekéiert ginn. Dat ass u sech eng gutt Saach, wann dobäi allerdéngs nach eng on-ofhängeg drétt Kontrollinstanz ageschalt gétt, fir och esou Saachen ze kontrolléieren.

An deen zweete Prinzip, dee bei REACH soll gellen, deen och ganz gutt ass, dee mer och ënnerstëtzen, deen ass, ech wëll mol so wéi en op Englesch genannt gétt: „no data - no market“, wat fir eis e ganz wichtige Prozess ass. Dat heescht, wa vun de chemeschen Industrie keng oder keng zefridde stellend Informatiounen geliewert ginn, kann et och net zur Evaluatioun an zur Genehmegung vun enger Substanz kommen. Dat sinn déi zwee wichtegst Prinzipien vu REACH, déi mer also ënnerstëtzen, an déi wierklech e Fortschritt sinn.

Déi grouss chemesch Industrie hat am Ufank - e kuerzen Historique - eng Zäit laang heftegst Lobby-Aarbecht gemaach fir REACH ganz zu Fall ze bréngen, wat dunn awer net méiglech war. Duerno huet se mat der Erpressung vun Delokalisatioun an Ofbau vun Aarbechtsplaze versicht Drock ze maachen, fir de REACH-Projet op wichtige Punkten ze verwässeren. An des Lobby-Aarbecht geet och haut nach virun, fir méiglechst weineg Informatiounen ze liiweren a fir méiglechst weineg geféierlech Substanzen mussen ze substituieren a vum Markt ze huelen. E wierklechen Émwelt-, Verbrauchers- a Gesondheeschutz schéngt do häerzlech weineg eng Roll ze spillen.

Et muss een allerdéngs emgekéiert och positiv ervirhiewen, datt net all Industrie, net all Firma esou stur ass. Sou huet sech während de REACH-Diskussiounen erausgestallt, datt eng Partie, zum Beispill nordeuropäesch Firmen, oder och asiatesch grouss Firmen duerch-aus opgeschlosse waren, fir direkt ze reagieren a geféierlech chemesch Substanzen aus hire Produiten erauszehuelen.

Och vun Uwenderfirmen, deene sou genannten „down users“, déi vun de grouss chemesche Firme beliwwert ginn, komme lues a lues positiv Signaler. Esou huet zum Beispill kierzlech nach déi europäesch Bauindustrie, déi an Europa ronn 26 Milliounen Aarbechter beschäftigt, an engem rezente Positiounspabeier REACH begréisst a gefuerdert, datt d'REACH erëm misst opgebessert ginn, fir ze garantéieren, datt geféierlech Substanzen a Produkté gëfe substituieret an duerch Alternativen ersat ginn. An och d'kosmetesch Industrie aus Europa, d'Colipa, huet REACH begréisst a fäert souguer, datt hir Produiten net ënnert d'REACH-Veruerdung gëfe falen.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass wichtig, datt d'Uwender, d'Utilisateursfirmen vu Chemikalien a Produkter, also déi Firmen, déi tëschent der chemescher Industrie an dem Endverbraucher mussen operéieren, ufänken ze erwächen. Ënnert hinne gétt et gréisser Firmen, mä grad och vill Mëtzel- a Klengbetriber, a grad si geroden a Konflikt mat de Verbraucher, wa geféierlech Substanzen an Alldagsproduiten oder a gängege Konsumartikele virkommen. An dat ass jo leider haut ëmmer méi heefeg de Fall, esou wéi mer dat duerch d'Aarbecht vun eiser Émweltambulanz hei zu Lëtzebuerg eleng kënnen feststellen.

Wa REACH a Kraaft ass, da misst an eisen Aen op jidde Fall eis Regierung eng Zort „task force“, eng Cellule de compétence asetzen, déi sech domadder géif beschäftegen, fir engersäits deesen Uwenderbetriber, virun allem de PMEe berodend ze hëllef, a fir gläichzäitig all aner Froen och ze behandelen, déi vun där neier europäescher Chemikalienagence zu Helsinki herno wäerten op eis zoukommen, zum Beispill eis Prezenz an europäeschen Expertegruppen an d'Mataarbecht mat dëser Agence, oder och déi eventuell Evaluatiounspflichte vu chemesche Substanzen, déi kéinten op eis zoukommen.

An dësem Sënn wëll ech och hei eng Motioun abréngen, déi ech bis elo eleng ënnerschriwwen hunn, wou ech aner Fraktiounen gefrot hunn, ob se da bereit wieren se ze ënnerstëtzen. Ech hunn hinnen och eng Kopie dovunner ginn. Hei ass also déi Motioun, Här President.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant l'évolution en cours du processus REACH et que le vote définitif sur REACH aura lieu probablement en 2006;

- considérant que notre pays devra alors faire face dans l'après-REACH à de nouveaux défis non négligeables;

- considérant que les firmes utilisatrices de produits chimiques et notamment les PME auront besoin d'informations détaillées et de conseils adéquats;

- considérant, d'autre part, que la collaboration prévue de notre pays avec l'Agence européenne pour les produits chimiques située à Helsinki exigera de la part de nos administrations un engagement sérieux relatif à la participation dans les comités d'experts et dans le travail d'évaluation de produits chimiques;

- considérant que dès maintenant un «Practical Preparation Programme» pour REACH vient de commencer ses travaux et que le Luxembourg a intérêt à y collaborer dès le début;

invite le Gouvernement

- à se donner de suite les moyens budgétaires et de personnels compétents nécessaires afin d'être à même de répondre à ces nouveaux défis;

- à mettre en place une «cellule de compétence» travaillant activement dans ce sens.

(s.) Jean Huss.

Dir Dammen an Dir Hären, an enger zweeter Motioun wëllt ech nach eng Kéier op déi wichtegst Punkten zrëckkommen, wou mir mengen, datt déi aktuell REACH-Versioun misst nogebessert ginn. Ech hunn do just e puer Punkten erausgeholl - et hätt een nach vill méi kënnen erwähnen - an ech hu versicht, déi an enger Motioun festzehalen, an där d'Regierung invitéiert gétt, an deem zukünftige Prozess an deenen nächste Méint sech un europäesche Plang dofir anzusetzen, fir datt wierklech déi geféierlechst Produkter verbuede ginn, wann Alternativen do wieren, oder datt mindestens hiren Usage an der Zäit misst limitéiert ginn.

Fir och eng Partie Substanzen mat an den Evaluatiounsprozess eranzehuelen, zum Beispill Substanzen, vun deenen ech scho virdu geschwat hunn, neurotoxesch Substanzen beispillsweis, an och fir datt de Public wierklech e seriöt an emfaassend Informationsrecht kriit. Sou Saachen hunn ech do dragesat. Ech hunn der e puer nëmmen erausgeholl. Dat ass also och eng Motioun, déi an déi Richtung soll goen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que les substances préoccupantes devraient être interdites si des alternatives plus sûres sont disponibles;

- considérant qu'un grand nombre de substances toxiques, neurotoxiques ou allergènes ne sont toujours pas répertoriées dans la catégorie des substances extrêmement préoccupantes;

- considérant que la sûreté des produits chimiques importés n'est pas toujours garantie;

- considérant que le public n'est pas suffisamment informé sur les produits chimiques existants, ne permettant pas de porter un jugement avisé, de comparer les produits aux alternatives disponibles et d'effectuer un acte d'achat éclairé;

- considérant qu'un certain nombre d'informations indispensables, notamment le nom des auteurs de l'enregistrement, les catégories de tonnage et les données concernant l'exposition ou encore les fiches de données de sécurité permettant de tracer les produits préoccupants tout au long de la chaîne de fabrication, restent confidentiels;

invite le Gouvernement

- à agir au niveau européen afin:

d'interdire les substances préoccupantes si une alternative plus sûre est disponible;

de limiter l'usage des substances préoccupantes dans le temps;

de soumettre un plus grand nombre de substances à la procédure d'autorisation, notamment celles contenant des allergènes cutanés et respiratoires puissants ou affichant une neurotoxicité et immunotoxicité;

de garantir la sûreté de tous les produits, y compris les produits importés;

de renforcer le droit à l'information du public sur l'usage de substances dangereuses dans les produits par un étiquetage adéquat;

de faire appel à des stratégies limitant strictement l'expérimentation animale et promouvant des méthodes alternatives;

de lancer une campagne d'information sur les risques réels des produits préoccupants.

(s.) Jean Huss.

A schliesslech hätt ech och nach eng drétt Motioun, eng Motioun, déi méi praktesch op eis Lëtzebuerg Praxis geménzt ass, an déi virun allem dofir antrétt, eng breet offiziell, dat heescht vun der Regierung offiziell gesteiert, Informatiounscampagne ze lancieren, fir besonnesch eis Kanner - well d'Kanner reagieren am sensibelste par rapport zu esou chronesch Chemikalienexpositionen - ze schützen virun esou negative Konsequenze vun Alldagschemikalien.

Hei ass, Här President, och déi Motioun, déi wéi gesot och op ass, wann aner Fraktiounen déi wëllen ënnerstëtzen.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant que les enfants sont une catégorie de la population particulièrement sensible aux substances préoccupantes;

- considérant que les enfants peuvent être exposés aux sources de pollution à l'intérieur des logements et dans les différents établissements qu'ils fréquentent, notamment les crèches, écoles, cantines, halles de sport, etc.;

- considérant qu'un grand nombre de produits de consommation courante destinés aux enfants, notamment les jouets, couleurs, friandises, etc., peuvent contenir des substances préoccupantes;

- considérant que certaines études démontrent que les enfants exposés à certains polluants courent deux fois plus de risques de maladies des voies respiratoires;

invite le Gouvernement

- à lancer une campagne d'information pour sensibiliser les parents et les institutions aux risques de l'indoor pollution et de certaines substances préoccupantes.

(s.) Jean Huss.

■ M. le Président.- Jo, ech stelle fest, et ass eng Ënnerschréft drop; et stinn awer fënneg Nimm drop. Da sinn et also...

■ M. Jean Huss (DÉI GRÉNG), interpellateur.- Also, et ass esou: Wann aner Fraktiounen bereet sinn dat ze ënnerstëtzen, dann huele mir déi Nimm vun der grénger Fraktioun ewech; wann dat net de Fall ass, da sinn et natierlech déi gréng Kolleegen, déi dat da wäerte maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen elo zum leschte Punkt vun dëser Interpellatioun, e Punkt, dee ganz kloer mam Projet REACH ze dinn huet, deen awer de Kader vun der aktueller Diskussioun iwwer REACH eng kleng Iddi sprengt, well en eng aner Problematik mat an d'Spill bréngt.

Aus deem, wat ech bis elo gesot hunn, geet jo ganz sécher ervir, datt fir déi Gréng de Substitiounsprinzip vu gréisserer Wichtigkeet ass, well géfteg Substanzen ganz einfach aus Grénn vum Émwelt- an Aarbechtsschutz an aus Gesondheetsgrénn musse verbuede ginn an duerch Alternativen ersat ginn.

Wie seet Alternativen, dee seet Alternative mussen entwéckelt ginn, dee seet och Fuerschung an Innovatioun, an domadder och Kreatioun vun neie sënnavollen Aarbechtsplazen. Ob et em d'Erfuerschung oder d>Weiderentwécklung vun neien Testmethoden, medezineschen Testmethoden, toxikologeschen Testmethode geet, fir zum Beispill Déiereversich drastesch ze miniméieren, oder ob et em méi global Produktinnovatiounen geet, all des Entwécklungen schafen nei Tätigkeiten, nei Produkter, nei Techniken, nei Dëngschtleeschungen an domadder och nei Aarbechtsplazen.

Eng Partie Beispiller aus der Vergaangeneit: Zum Beispill de Verbuet vun de PCBen, de Verbuet vun den FCKWen, vu kuerzkettege Chlorparaffinen oder vum Holzschutzmittel PCP hu gewisen, datt et méiglech ass, wann et da gewollt ass, manner problematesch Solutiounen ze sichen an ze fanen.

Just e klengt, e ganz rezent Beispill aus dem Beräich vun den Holzschutzmitteln, vun deene souwisou duerch d'Biozidrichtlinie vun 1998 déi meeschte sollen ab 2008 verbuede ginn. Do huet elo zum Beispill viru kuerzem e Laboratoire zu Toulouse a Frankräich en neit Holzschutzmittel entwéckelt ënnert dem Numm Asam, wat d'Ofkierzung ass fir «Anhydride succinique d'alkénoate de méthyle» - e schwéieren Numm. Dës Substanz gétt hiergestallt aus Raps a Sonnenblumeneulech, ass 100% planzlech, 100% ontosexesch, mä ganz wirksam. D'Europäesch Kommissioun ënnerstëtzt dës Entwécklung am Intérêt vun Émwelt a Gesondheet, mä och am Intérêt vu ville Kleng- a Mëttelentreprisen.

Et kéint een och op aner Beispiller an aner méiglech Alternative verweisen. Et gétt der an der Tëschenzäit ëmmer méi an op ëmmer méi Gebidder. An des Entwécklung ass hoffentlech just den éischten Deel vun enger Entwécklung hin zu enger méi nohalteger, zu enger méi ekologescher, ofbaubarer a manner toxescher Chimie.

Mä net nëmme wéi gesot aus Émwelt- a Gesondheetsgrénn ass esou eng Entwécklung onverzichtbar, mä och aus energiepolitesche

Grënn. Wann ee weess, wéi vill vun der aktueller Chimie nach ëmmer op Pétrol oder Kuel opgebaut ass, a wann ee virun allem beim Pétrol viraus ka gesinn, wéi schnell et do zu Versuerungsenkpäss, zu Mängel an zu ëmmer méi héije Präisser riskéiert ze kommen, da misst een eleng och schonn aus deem Grond ufänken ëmzedenken, an no alternative Léisungen an deem just geschilderte Sënn vu méi Naturchemie ze sichen.

REACH, Dir Dammen an Dir Hären, ass eng vun deene wichtegsten, wann och äusserst komplexen europäesche Gesetzgebungen. Den Usaz dovunner am Wäissbuch war ganz richtig. Ob allerdéngs ab deenen nächste Joren Umwelt a Gesondheet besser viru geféierleche Chemikalië kënne geschützt ginn, hänkt vun eis all of, hei zu Lëtzebuerg an Europa virun allem och vun den Entwécklungen am Europaparlament an de kommende Méint.

Bleift déi aktuell scho verwässert Fassung, dann ass et héchstens e klengen, mä ongenügende Schrëtt no vir. Gëtt duerch d'Industriobby de Projet nach weider verwässert, da muss ee leider soen: „Außer Spesen nichts gewesen.“

Nëmme wann et geléngt iwwer positiv Amendement déi aktuell Version erëm ze verbesseren, ka REACH wierklech e gréissere Succès ginn, e Succès deen eng Partie Plus-valué géif mat sech bréngen: zum Éischtens e bessere Verbraucherschutz, zum Zweetens e besseren Umwelt- an Arteschutz, zum Drëtten e bessere Gesondheetsschutz an doduerch eng verbessert Situation vun de Krankesenen, an zum Schluss zum Véierten eng nei, modern, innovativ a responsabel Chemikaliëpolitik, déi eigentlech och an haaptsächlech am global verstanenen Intérêt vun der europäescher Chemieindustrie selwer misst sinn an déi qualitativ nei Vermarktungschancen op sämtleche Weltmäert géif opmaachen.

Dir Dammen an Dir Hären, dat war eng laang Interpellation. Ech gesinn, dat waren elo 45 Minutten. Ech soen Iech Merci, datt Der mer nogelauschert hutt, an ech si gespaant, wat déi aner Fraktiounen, awer och wat d'Regierung dozou ze soen huet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Huss. Den éischte Riedner ass den Här Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis (CSV).- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären. D'chemesch Produkter begleeden eis, mir brauchen se. Duerch hir Produktioun an hiren Asaz belaaschten si awer eis Atmosphär, eise Buedem an eise Waasser. Mir Mënsche liewen awer an där Biosphär, an duerfir ass et nëmme richtig an och wichtig, dass elo eppes ënerholl gëtt, fir dass eben déi dräi Liewensressourcë méi geschount ginn.

Dése Projet de réglementation, dee mer elo grad an enger exemplarescher Virlesung vum honorabele Jean Huss erkläert kritt hunn, stellt eng Suite vun dem Wäissbuch zur Strategie iwwert déi zukünfteg europäesch Politik am Beräich vun der chemescher Substanzindustrie duer. E Beweis méi, wéi néideg et ass, Europa ze hunn, well ouni Europa kënnt mer do näischt erreechen. REACH ass e Beweis, dass Europa leeft. Déi REACH-Direktiv soll dann, wa se a Kraaft trëtt, déi méi wéi 40 aktuell Direktiven a Verordnungen ersetzen.

D'Kärstéck vun dem REACH ass et, en integréierte System zur Registréierung, zur Evaluatioun an zur Zouloosung vun de chemesche Substanzen opzebauen. De Pro-

blem besteet awer doranner, dass et zurzäit kaum Informatiounen zu de Gesondheits- an Umwelttrisiken vun den agesate chemesche Substanzen an der Europäescher Union gëtt. Am Moment géllt 1981 als Stéchdatum, also e Joer vun hei aus 24 Joer zrëck. Déi bis 1981 op de Maart bruechte Chemikalië gëllen als „present“, all déi, déi no 1981 agefouert goufen, als „nei“.

Den Ennerscheid tëschent deenen éischten an deenen zweete läit doranner, dass nëmme déi nei Substanzen, dat sinn der ronn 3.000, virun hirer Aféierung op de Maart op eventuell Risike fir Mënsch an Ëmwelt getest goufen. Wéi d'Handhabung vun deenen ale Chemikalien ass, dat sinn der ëmmerhi bal 100.000, ass bis haut nach net geregelt! Dat huet mat sech bruecht, dass déi Substanze vu virun 1981 weider ongeprüft am Handel sinn a keng nei entwéckelt ginn - dat misst jo de Fall sinn -, déi dann och méi ëmweltfrëndlech wieren.

Nodeems awer am Joer 1993 eng Verurderung iwwert d'Registréierung vun neie Substanzen agefouert gouf, goufen der 141 vun deenen 3.000 Substanzen ausgewielt, fir méi eng seriö Risiko-bewäertung. 141 vun 3.000! An da muss ee bedenken, dass vun 141 der haut genau 27 de ganze Wee vun der Bewäertung duerchlaf hunn! Do gesäit een also, wéi wichtig dat hei ass, an dass déi europäesch Gesetzgebung fir chemesch Produkter net méi up-to-date ass; duerfir besteet Handlungsbedarf.

Ee fundamentaalt Element vun dem REACH ass et sécherlech, dass elo d'Entreprises, déi chemesch Substanzen herstellen oder importéieren, an d'Responsabilitéit geholl ginn. Si mussen déi mat der Nutzung verbundene Risike fir de Mënsch an d'Ëmwelt bewäerten an déi Mesuren ergräifen, fir deene vun hinnen erkannte Risike virzebeugen. Well am Moment läit d'Entscheidung, ob d'Substanze solle gepréift ginn oder net, ganz bei de Verwaltung vum den eenzelne Länner, an net bei de Produzenten.

Dës Prozedure vun de Produzenten oder vun de Verwaltunge sinn an der Regel laangwierig an och käschtenintensiv. Mat REACH muss net méi de Stat, d'Verwaltungen, mä ëmgedréint elo mussen dann déi eenzel Produzente fir d'Sécherheet vun hire Substanzen, déi op de Maart gesat solle ginn, den Noweis erbréngen.

Vun deenen 100.000 chemesche Substanzen, déi um Maart sinn, sollen dann déi 30.000, déi am meeschte gebraucht ginn, nei bewäert ginn. Dat sinn déi, déi am Moment ouni ausreechend Gesondheits- an Umwelttester an Émlaf sinn an déi mir alleguer och benotzen. Déi restlech 70.000 sollen nëmme da bewäert ginn, wa sech eventuell Gesondheits- oder Ëmweltrisikoen astelle kéinten.

Fir dës Bewäertung hunn dann d'Produzente jee no Substanz dräi, sechs oder eelef Joer Zäit. Duerno gëtt evaluéiert, wéi eng Substanzen da vum Maart definitiv erfogeholl mussen ginn. De Grondgedanken ass also deen, dass et elo un der chemescher Industrie ass, an net méi un de Verwaltunge, fir d'Onbedenklechkeet vun der Weiderveraarbechtung vun hire Substanzen nozeweisen. Eréischt dann dierf weider produzéiert an och verkaaft ginn. Duerno mussen dann déi Substanzen, déi géfteg sinn, aus dem Verkäier gezu ginn.

Awer nach di mir eis immens schwéier, well vill Entreprene argumentéieren, de REACH kéint zu enger héijer Aarbechtslosegkeet an Europa féieren. Si schwätze souguer vum Doud vun der europäescher chemescher Industrie. Deem ass awer net esou. REACH stellt fir déi europäesch Industrie, chemesch Industrie wuelverstanen, eng eemoleg Geleehheet duer, d'Vertraue vun de Konsumenten erëm zrëckzegewannen.

Och wa REACH Supplementärkäschte fir d'chemesch Industrie bedeit, esou fällt dat awer net an d'Gewiicht, wann ee weess, dass déi Industrie en Émsaz vun honnerte vu Milliarden Euro am Joer huet. Dës Méikäschte muss een och da volkswirtschaftlech emol eng Kéier gesinn. Dat heescht jo, dass duerch Nieweneffekter ganz vill Sue kënne gespuert ginn, notament am Gesondheitsberäich.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an deem Projet de réglementation REACH stiechen e puer Virdeeler ervir. Den Här Huss huet der genuch erzielt, ech huelen der just zwee, dräi hei eraus.

D'Registréierung vun de chemesche Substanze géllt als e wichtegt Element vun dem REACH. Chemikalien, déi a Mengen iwwer eng Tonn pro Fabrikant oder Importateur an och pro Joer hiergestallt oder importéiert ginn, mussen an enger zentraler Datebank erfaasst ginn. Déi soll zu Helsinki geschafe ginn, an do sollen och all déi Daten dann dem Konsument vermittelte ginn, fir dass hien, wann en eng Substanz asetzt, weess, wat en dann an de Grapp hält.

D'Émsetze vum Substitutiousprinzip, eng fundamental Iwwerleeung vun Europa. Wann eng geféierlech Substanz duerch eng manner geféierlech ersat ka ginn, da soll dat geschéien.

D'Beweislaascht, dat ass schonn e puermol hei ugeklungen, soll ëmgedréint ginn. Elo sollen net méi d'Verwaltungen, mä d'Produzenten dës Beweislaascht erbréngen.

REACH geet och net zu Laaschte vun der Industrie. Dat huet d'Etüd vun der KPMG gesot. D'Käschte vun der Bewäertung vun den 30.000 Substanzen, déi mer elo grad ugesprach haten, belafen sech op ongeféier 1,9 bis 3,2 Milliarden Euro. Dat entsprécht manner wéi 0,05% vum Joresémsaz aus dem Joer 2001 vun de 50 gréissten europäesche Chemiekonzerne. Also ech géif do bal soen, Peanuts.

Amplaz nei a besser a méi ëmweltfrëndlech Produkter ze entwéckelen, halen d'Produzenten awer léiwere un den ale vu virun 1981 fest. Hei muss gesot ginn, REACH geet méi wäit. Haut gëtt relativ weening an d'Fuerschung investéiert, awer dat wäert sech ännere mussen. Duerch REACH gëtt méi investéiert fir méi ëmweltfrëndlech Substanzen ze entwéckelen, well d'Industrien sech doduerch sécherlech och nei Wettbewerbsavantages op der Weltebene verschafe kënnen.

D'Vergaangenheet beweist eis, dass d'Substitioun vun anere Produkter dacks mat engem Verbuet verbundene war, an duerno huet sech awer erausgestallt, dass et de richtige Schrëtt war. Huelen mer de Fall vun der Ozonschicht, vun den ozonschichtzerstéierend Aerosolen. Dee Moment wou en Ersatz do war, dunn ass et op der Front vun der Ozonschicht besser ginn. Mir kréien de Problem vun der Ozonschicht lues awer sécher an de Grëff. Wou e Wëllen ass, do ass och e Wee. An hei muss ech och soen, dass d'Universiteit mat hirer Faculté scientifique agebonne muss ginn. Do läit Potenzial an dat ka staark agebonne ginn.

Am Bauwiesen, an der Holzveraarbechtung, an der Automobilbranche, an der Textilindustrie, an der Landwirtschaft, am Ëmwelt- an och am Gesondheitssecteur wéi och am Computerberäich, iwwerall kommen d'Mënsche mat chemesche Substanzen a Kontakt. Vum klengste Kand bis zu der eelster Bomi komme mer allegueren all Dag mat Chemikalien a Kontakt. A mir wësse just net, wat mer deelweis an der Hand hunn, wat mer anootmen a wat ons Ëmwelt belaascht.

Duerch déi nei Reglementatioun REACH, wa se dann a Kraaft triede soll an een, zwee Joer, kënne vill finanziell Méttel duerch den Asaz vum manner geféierleche Substanzen agespuert ginn. De Risiko fir ons Gesondheet gëtt vill méi kleng. Ech hunn e puer Etüden nogelies gehat, déi behaupten, bis 2030 kéinte mir an der Europäescher Gemeinschaft bis zu 50 Milliarden Euro eleng am Gesondheitsberäich aspieren. D'Krankheeten, déi op de Kontakt mat geféigte Chemikalien zrëckzuführen sinn, kënnen daitlech zrëckgoen.

Mëttlerweil kënnen am mënschleche Kierper ongeféier 300 Substanzen nogewise ginn, déi viru 50 Joer nach mol guer net bekannt waren. Och eisen Umweltminister huet dat jo a sengem eegenen Aderlass gesot kritt, wat alles a sengem Blut schwëmmt. Dës Substanze kënne beim Mënsch zu engem erhéichte Kriibsrisiko, zu méi Allergien an zu Entwécklungsstörung feieren.

Duerch REACH kënnen dës Risike bedeitend verkleinert ginn. Mir kréien allegueren ee verbesserten Ëmweltschutz duerch manner geféigte Chemikalien, déi eis Ëmwelt belaaschten. Sécherlech klëmmt och domadder eis Liewensqualität - an dat ass jo eppes, wat mer als eppes Wäertvolles ugesinn -, well mer jo manner Pestiziden asetzen.

Dat alles féiert zu enger méi grouser Transparenz. D'Leit kréien déi néideg Informatiounen iwwert dat wat se kafen a kënnen och dann hire Choix treffen, wa se an engem Geschäft sinn. Si mussen sech da keng Gedanke méi maachen, ob déi verschidde Produkter, déi se kafen, an der Rei sinn, also vun der europäescher Agence zu Helsinki getest gi sinn.

Als een Nodeel - dat muss mer awer unerkennen - kéint eventuell drop higewise ginn, dass de bürokrateschen a finanziellen Opwand vun de Betriber kéint wuessen. Grad déi Kleng- a Middelbetriber, deene mussen mer dann zur Hand goen andeems mer hinnen dann hëllefende Prozess ze erlichteren.

Zum Schluss vu mengen Ausféierung wëll ech awer ënnersträichen, dass d'CSV-Fraktioun dese Projet de réglementation REACH ganz an der Logik vun der Lissabon-Strategie gesäit an och vum Kyoto-Protokoll.

Firwat? Do geet et jo awer ganz eendeiteg ëm dat vernetzent Zesummespill tëschent de sozialen, de wirtschaftlechen an och den ëmweltpolitesche Komponenten. A mengen ugeféierte Virdeeler gesäit een, dass et erëm d'Europäesch Union ass, déi am Beräich vun dem Schutz vum Mënsch an der Biodiversiteit staark Akzenter setzt.

A mir sinn eis sécher, dass wa mir et elo aféieren, déi aner Wirtschaftsblicke an den nächste Joren och en Émdenke wäerte matmaachen. D'Mënsche verlaangen allegueren no méi Schutz fir hir Gesondheet an och fir hir Biosphär. Laut den Émroen ënnerstetzen 72% vun de Leit doraus dass déi europäesch Ëmweltpolitik. Souguer 80% vun de gefrote Mënschen halen d'Ëmweltpolitik als ee wäertvollt Element vun hirem Alldag.

Mir hunn dat gesi bei der Entschwiefelung vun de Kuelekraaftwierker, beim Asaz vum dem onverbläite Bensen an dem propperen Diesel, wéi och bei der Aféierung vum Katalysator oder elo beim Partikelfilter oder bei dem Bau vu Kläranlagen a Recyclingparks. De Mënsch wëllt einfach sech selwer geschützt gesinn an och seng Ëmwelt. A grad dat seet jo den europäeschen Traité am Kapitel III am Beräich Ëmwelt. Do gëtt kloer an daitlech op den europäesche Volet higewisen, deen hei ugesprach ginn ass.

D'CSV-Fraktioun wëllt dann awer och nach eng Kéier der Lëtzebuerger Présidence vun der Europäescher Union vun deene leschte

sechs Méint e grouse Merci auschwätzen. Si huet et fäerdeg bruecht, no heftegen an och kontroversen Diskussiounen am Dossier REACH, eng gutt Viraarbecht ze leeschten. Dat beweist einfach, dass och e klengt Land an der Europäescher Union ka ganz Grousses bewegen. Elo mussen da Groussbritannien an och Éisträich beweisen, dass déi Steilvorlage vun eis, bei hinnen ëmgesat ka ginn an dat am Sënn vum Schutz vum Mënsch a vu senger Ëmwelt.

Ech soen Iech da Merci fir d'No-laaschten.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den honorabele Här Emile Calmes ageschriwwen. Här Calmes, wann ech gelift.

M. Emile Calmes (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sou wéi mäi Virgänger dat hei elo gesot huet, ass et richtig, datt et sech beim REACH ëm eng Proposition de règlement handelt vum Europäesche Parlament a vum Conseil, wou et ëm den Enregistrement, d'Evaluatioun an d'Autorisatioun vun chemesche Substanzen geet, esou wéi ëm d'Restriktionen, déi sech op dës Substanzen sollen uwinnen an ëm d'Schaffung vun enger Agence européenne vun dese chemesche Produkter.

Dës Proposition de règlement baséiert sech op d'Wäissbuchstrategie pour la future politique dans le domaine des substances chimiques aus dem Joer 2001.

D'Zil vun där Strategie hei ass selbstverständlech - wéi esou oft an deenen Domänen hei - eng nohalteg Entwécklung.

Et gëllt och en lwwerbléck iwwert déi Onmass vu chemesche Substanzen ze behalen, den Impakt op d'Gesondheet an d'Ëmwelt ze evaluéieren an da schlussendlech och op ee Minimum ze reduzéieren.

Säit 1981 muss all nei chemesch Substanz - éier se op de Maart kënt - op hire Risiko fir Ëmwelt a Gesondheet iwwerpréift ginn. Sou goufe säit 1981 insgesamt iwwer 2.700 deser Neisubstanze kommerzialiséiert. Déi sou genannten „substances existantes“, dat heescht déi, déi et virun 1981 gi sinn, an dat maachen awer ëmmerhin 99% vun alle chemesche Substanzen aus, ënnerleien hirersäits awer dann net dese Virschrëften, sou dass hir respektiv Gefor op d'Gesondheet oder fir d'Ëmwelt oft am Däischtere leie bleift.

D'Wäissbuch vun 2001 proposéiert deemno eng Strategie, déi an deem Beräich soll méi Transparenz schaffen, e bessere Schutz fir d'Gesondheet an d'Ëmwelt ustrieff, gläichzäitig d'Déiereversich reduzéiere wëllt, ouni awer op där anerer Säit d'Kompetitivitéit vun der europäescher Chemieindustrie op d'Spill wëllen ze setzen. Et muss een nämlech wëssen, dass 1,7 Millioune Leit an deem Domän hei schaffen, also insgesamt iwwer 3 Millioune Aarbechtsplazen hei drun hänken. Et dierfe bei där ganzer Strategie och keng nei Hindernisser am Kader vun der OMC opgebaut ginn, dat sinn alles Ziler, mengen ech, déi Sënn maachen an déi een op d'mannst, och wann een se net deelt, awer ka verstoen.

Et handelt sech deemno ëm eng relativ schwierig Aufgabe, well d'Ziler hei dach awer relativ héich gestach si ginn, de Pensum, dee bevirsteet, enorm ass a well hei muss mat verschiddeenen an oft entgéegengesaten Intéréte jongléiert ginn. Dat alles a viles méi mécht REACH zu engem relativ komplizéierten Dossier, deen haut - véier Joer nom Wäissbuch - nach ëmmer kontrovers diskutéiert gëtt.

Dat Wäissbuch gesäit ënner anem vir, d'Industrie fir d'Sécherheet responsabel ze maachen, eng Er-laabnis fir all als geféierlech age-stufte Substanz ze verlaangen - an

et gëtt geschat, dass et där eng 1.500 wäerte sinn -, d'Substitution, also den Ersatz vun deene Risikosubstanzen duerch mander geféierlecher ze ersetzen an eng adequat Informatioun vun der Bevëlkerung an ee weltwäite sécher Gebrauch vun de chemesche Substanzen.

Säit Oktober 2003 läit dës Proposition de règlement REACH elo um Dësch an d'Reaktiounen hunn och net op sech waarde gelooss, virun allem säitens vun der Chemiesindustrie. Et ass vill iwwert de finanziellen Impakt spekuléiert ginn: d'Kommissioun rechnet mat engem Käschtepunkt zwëschen 2,8 a 5,3 Milliarden Euro. Verschidden Etüden hunn dann awer och een Horrorzeenario beschriwwen bei deem d'Käschte géife bis op 180 Milliarden Euro eropklammen! Déi allerzest Etüden, déi vu mengem Virriedner hei ugefuert gi sinn, hunn dann erëm eng gewësse Rou an d'Spill bruecht a sinn zur Schlussfolgerung komm, dass allgemeng déi Dépensen dach awer ze verkraafte wieren. Déiselwech Etüd verheemlecht awer net, dass besonnesch Kleng- a Mëttelbetriber duerch déi nei Contrainte seriö finanziell Schwierigkeete kënnen kréien.

De Minister Lux, deen déi Etüd hei den 12. Mee als Argument geholl huet, fir all finanziell Ängshter vum Dësch ze raumen, soll sech bewusst sinn, dass d'Chemiesindustrie net nëmme - wéi mir dat oft alleguer mengen - aus grouse Multinationale besteet, mä och aus enger ganzer Rei vu Kleng- a Mëttelbetriber. Sou gëtt gesot, dass an Europa nieft deene grouse Multien eng ronn 36.000 Kleng- a Mëttelbetriber sinn, déi 96% vun de chemeschen Entrepreneuren ausmaachen an déi awer dann zwar nëmme op där anerer Säit 28% vun der Gesamtproduktioun leeschten. Déi Betriber einfach esou ze ignoréieren, mengen ech, kann net am Sënn vun der Kompetitivitéit sinn.

Et muss ee sech awer och an dëser Situatioun bewusst sinn, dass hei net nëmme Produzenten vu chemesche Substanzen betraff sinn, mä och eng ganz Rësch vu Betriber, déi dann erëm dës Substanz als Matière première verschaffen.

Eng aner vun den Hauptpräoccupatiounen vun der Chemiesindustrie ass déi vun der Confidentialitéit vun hiren Donnéeën. Wëlle mir eis Betriber hei an Europa konkurrenzfähig halen, esou muss ee Mëttelwech tëscht der totaler Transparenz an dem Secret de production fonnt ginn. Hei wäert d'Roll vun der virgenannter Agence européenne de produits chimiques vu wesentlecher Bedeitung sinn.

REACH wërf nach eng ganz Rei aner Froen op, esou ass gemengt a gefaart ginn, dass déi finanziell Mëttel, déi d'Betriber an Zukunft müssen an d'Application vun deem Règlement stiechen, der Fuerschung herno wäerte feelen; mäi Virriedner huet dat hei bemierkt. Och mir wësse wéi wichteg d'Fuerschung ass, wëlle mer an der Zukunft kompetitiv sinn. Eiser Meinung no d'ärf hei net iwwert d'Zil erausgeschoss ginn an et muss opgepasst ginn, d'Betriber net iwwerbelaschten.

D'Importateuren vu chemesche Substanzen an d'EU müssen ebenfalls d'Sécherheet vun deene Substanzen iwwerpräiwen.

Am Allgemengen ass et esou, dass eng Substanz muss enregistriert ginn, wa méi wéi eng Tonn pro Joer dovun produziéiert an importéiert gëtt. Eng speziell Prozedur ass virgesi fir den Enregistrement vu chemesche Substanzen, déi sech a fäerdeg Produkter befannen. Nëmme déi Substanzen, déi als geféierlech gëllen an déi normalerweis fräigesat ginn, müssen enregistriert ginn. Hei besteet allgemeng nach Opklärungsbedarf wat d'Definitioun vun där natierlecher Fräisetzung konkret an der Praxis dann och bedeit.

Den Enregistrement betrëfft deemno eng ganz Palette vu chemesche Substanzen, woubäi mer haut nach net wëssen, wéi vill dat der duerstellen. Et gëtt geschwat vun 30.000, vu 70.000 oder souguer, wéi mäi Virriedner dat hei gesot huet, vun 100.000 verschiddene Substanzen. Net heivu betraff sinn da Substanzen, déi fir Forschungszwecker gebraucht ginn. Polymere sinn an enger eischer Phase ebenfalls ausgeschloss.

Experté sinn der Meenung, dass och Metaller, d'Alliagen, d'Mineralien, den Offall oder recycléiert Produkt misste vum obligatoreschen Enregistrement ausgeklammert ginn. Et gëtt gefaert, dass d'Metallindustrie, déi op grouss Volumé vun importierter Matière première ugewiesen ass, kéint geschwächt ginn. Dëst kéint och de Fall fir d'Pabeierindustrie zum Beispill sinn, déi säit der Erfindung vun der Press ouni gréisser Stéierfall grouss Quantitéite vu Substanzen zu engem apparment harmlose Produkt verschaffen.

Allgemeng kann ee sech d'Fro stellen, ob ee systematesch all méiglech Substanzen soll oder muss enregistriieren, onofhängeg vum Risiko, deen et duerstellt. Mussen da bis zu 100.000 Substanzen enregistriert ginn, wat anscheinend da bis zu eelef Joer wäert daueren, fir déi all ze enregistriieren? Ass d'Quantitéit, eng Tonn pro Joer, dee pertinenteste Kritär, oder misst net den estiméierte Risikofacteur méi ausschlaggebend sinn? Ech mengen et misst sech op alle Fall an enger eischer Phase op déi Substanz konzentriert ginn, wou gefaert gëtt, dass een negativen Impakt op d'Gesondheet oder d'Ëmwelt besteet. Dee Kritär gëtt jo an der nächster Phase, nämlech där vun der Evaluatioun, ugewannt.

D'Prozedur vum Enregistrement riskéiert eng zäitopwändeg ze ginn, ouni de Käschtepunkt ze vergiessen. Eng Léisung, déi virgeschloe ginn ass, ass déi vun der „one substance - one registration“, OSOR genannt. Deemo kéinten d'Betriber Donnéeën iwwer eng an déiselwech Substanz, déi se verschaffen, austauschen. Dat géif déi ganz Prozedur rationaliséieren, d'Käschte senken, wat deene Kleng- a Mëttelbetriber géif zegutt kommen, an och Zäit gewinnen. Natierlech misst dann een Accord tëschent deene concernéierte Betriber bestoen, notament wat d'Opdeelung vun de Käschte betrëfft. Ech mengen dat wier eng Méiglechkeet, déi een net soll ignoréieren, an et wier interessant emol kloer d'Meenung vun der Regierung zu dësem OSOR-System ze héieren.

No der Etapp vun dem Enregistrement kennt dann déi vun der Evaluatioun. Hei kéint ee virun allem op d'Roll vun der Agence européenne des produits chimiques zréckkommen, déi hei eng ganz grouss Roll ze spille kriit, an där hirer Relatioun mat de Memberstaaten. Ech erënnere drun, dass et zwee Typen vun Evaluatioun ginn: déi vun den Dossier, déi vun de Memberstate gemaach solle ginn, an déi vun de Substanzen. Fir ze verhënnere, dass an deenen eenzelne Memberstaaten ënnerschiddlech Kritären ugewannt ginn, wat zu enger Distorsioun vun der Konkurrenz innerhalb vun Bannemaart géif féieren, brauche mer eng staark Agence, déi och ee Wuert bei der Evaluatioun vun den Dossier muss kënnen matschwätzen. An der Koordinatioun muss d'Agence eng zentral Roll spillen.

REACH gesäit am Moment vir, dass all Memberstat sech eng Verwaltung muss ginn, déi déi néideg Kompetenzen a Ressourcen huet, fir den Obligatiounen nozekommen. Dat heescht, dass mir eng Verwaltung bräichten, déi déi vun der Chemiesindustrie agerechten Dossier evaluéiert. Ass Lëtzebuerg dorop virbereet a wie géif dës Evaluatiounen hei zu Lëtzebuerg maachen? Mir hu jo eng Partie Verwaltungen, déi hei a Fro kommen.

Déi drëtt Etapp ass déi vun der Autorisatioun. Nëmme déi Substanzen, déi als geféierlech anzestufe sinn, wéi kribserregend, bioakkumulativ oder mutagène Substanzen, brauchen eng Autorisatioun, fir kënnen enner gewësse Konditiounen op dem Maart zougelooss ze ginn. Et gëtt geschat, dass eng ronn 1.500 Substanzen a Fro kommen. D'Autorisatioun besteet awer net einfach doran, dass no der Evaluatioun ee Stempel einfach nëmme dodrop gedréckt gëtt. Neen, et ass dëst och eng relativ laangjäreg Prozedur wou notament gekuckt gëtt, wéi sécher d'Risiko bei där virgesinner Utilisatioun enner Kontroll sinn, ob et Ersatzméiglechkeete ginn an esou weiter. Et wäerten all déi Jore plus ou moins 25 nei Substanzen pro Joer op d'Lëscht vun deene Substanzen bäikommen, déi enger Autorisatioun ennerleien.

De Moment gesäit REACH nach eng Partie Onzoulänglechkeete vir. Sou kann eng Substanz, déi sech op där Lëscht befënnt, déi also eng Autorisatioun bräicht, fir an der EU op de Maart ze kommen, ouni Autorisatioun exportéiert ginn. Dëst kann, mengen ech, net am Sënn vun Respekt vun der Ëmwelt sinn, wat jo eng global Démarche a sech awer misst sinn.

Den Import aus engem Drëttstat vun engem fäerdeg Produkt, deen dann esou eng Substanz enthält, déi wa méiglech nach an der EU produziéiert gëtt a virdrun exportéiert ginn ass, ennerläit dann och kenger Autorisatioun. Ech mengen, dass ass kee Modell, deen Europa kann ustriewen. Mir produziere Substanzen, déi eis ze geféierlech si fir domat ze schaffen, exportéieren se dann an Drëttlänner wéi China, Indien, Sudan, oder wat weess ech, déi sei da verschaffen. Mir importéieren dann erëm déi fäerdeg Produkter hei zréck, déi da genau déi Stoffen enthalten.

M. le Président. - Här Calmes, erlaabt Der eng Fro vum Här Huss?

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG), interpellateur. - Et ass keng Fro. Ech mengen et ass just ee kuerzt Beispill, fir dat ze illustréieren, wat Der elo gesot hutt, wat wichteg ass.

Hei an Europa ass schon zënter 20 Joer DDT verbueden. Déi chemesch Firmen, déi en hei hiergestallt hunn, d'ärfen en hei also net méi vermaarten, mä si vermaarten en awer nach a Länner vum Tiers-Monde.

Wat geschitt dann? An de Länner vum Tiers-Monde ginn dann - a verschiddene Länner vum Tiers-Monde - Teppacher domadder behandelt, géint d'Insekten. Déi Teppacher, Orientteppacher beispillsweis, déi kommen dann op de fräie Weltmaart an déi lande bei eis an eisen Zëmmeren. An eis Ëmweltambulanz, déi moosse geet an d'Haiser a munche Fäll, déi fénnt an deenen Teppacher genau deen DDT erëm, deen hei schon zënter 30 Joer verbueden ass, deen do awer nach d'ärf ugewannt ginn. Et lant erëm alles bei eis, wéi gesot, an eisen Haiser oder op eisen Tellere.

M. Emile Calmes (DP). - Ech mengen déi Problematik, déi den Här Huss hei usprécht, ass allgemeng bekannt. An déi hu mer jo och am Kader vun Montréal-Protokoll diskutéiert, wou et ëm d'CFCE geet, déi mir dann an deene Länner, déi Signataire si vun deem Protokoll, eis hei selwer verbidden, a wou mir jo awer ëmmerhin um gude Wee sinn, dës Problem ze lösen, wou awer nach esou vill Reserven a Stocken do sinn, déi dann nach an anere Länner wéi Indien an Drëttwältlänner kënnen gebraucht ginn.

Chinandega hutt Dir hei genannt. Ech war selwer do an dat wat ech do ze héiere krut - ech kann dat nëmme bestätegen, wat Dir hei gesot hutt. Dat wat an de Bananplantage vu Gëfter ugewannt gëtt, dass dramatesch fir déi Leit, déi domat musse liewen. An net nëmme fir déi Leit, déi domat musse liewen, mä wann Der gesitt, wou iwwerall Banane geplanzt si ginn a wou 20 Joer duerno näischt méi geschitt, well de Buedem herno an engem Ausmooss verseucht war an och ni méi eppes wäert wuessen, dann ass dat scho besuergniserregend.

An d'ärfir géif et dann och nach feelen, wa mir enner Ëmstänn dann déi Produkter, déi bei eis hei net erlaabt sinn, an dat wollt ech hei soen a mengem nächste Saz, och nach an der Drëter Welt iergendwou géifen entsuergen. Dat wier eng Suerg, déi dann nach enner Ëmstänn géif dobäikommen. Ech mengen, dass dat net de Modell ass, deen eis europäesch Ministeren gären hätten. D'ärfir sinn ech iwwerzeugt, dass si och op deem Niveau hir Aarbecht wäerte maachen. D'ärfir kéint een u sech d'Fro stellen, ob dee leschte Freiden um Conseil vun den europäeschen Ëmweltministere iwwert dee Sujet hei geschwat ginn ass an ob déi Diskussioun opgeworf ginn ass, fir eventuell Paradoxen hei kënnen ze vermeiden.

Wéi gesot, eent vun den ultimativ Ziler vu REACH ass natierlech d'Substitution, dass heescht déi geféierlech Substanzen duerch mander geféierlech Substanzen ze ersetzen, wann et nëmme geet. De Minister Lux, mengen ech, an hien huet dat jo bekannt ginn, ass ee ferverten Anhänger vun esou enger Mesure. Mir alleguer ennerstetzen hien an där Démarche.

Ofschléissend kann een da soen: D'DP deelt voll a ganz d'Objektiver, sou wéi se am Wäissbuch vun 2001 opgestallt goufen, mat un eischer Stell dem Schutz vun der Gesondheet an der Ëmwelt. D'DP erënnert drun, dass och d'Erhale vun der Kompetitivitéit, awer och vun der europäescher Chemiesindustrie, eent vun den Objektiver war. Mir sinn der Meenung, dass mat REACH en Emdenke bei der Chemiesindustrie a bei anere Produzenten erbäizeféieren ass. Mir sinn awer och der Meenung, dass am Sënn vun der nohalteger Entwécklung déi wirtschaftlech Kompetenz net aus den Ae verluer soll ginn, zumools de finanziellen Impakt op Kleng- a Mëttelbetriber net ze ennerschätzen ass.

Wéi bereet Lëtzebuerg sech op déi Défien hei vir? Wéi wëlle mir konkret eis Kleng- a Mëttelbetriber op REACH virbereeden? Ech wier frou wann den Här Krecké eis kéint genau erklären, wéi se déi national „helpdesks“ wäerten duerstellen, wéi se wäerte funktionéieren a wéi wäit se eis Kleng- a Mëttelbetriber kënnen ennerstetzen. Sinn déi „helpdesks“ nach am Stadium vun der Iddi oder ass déi Iddi an der Zwëschenzäit schon op iergendeng Manéier ausgeräift? Ech mengen et wier falsch ze waarden, bis REACH dann eng Kéier a Kraaft ass. Mir müssen eis am Virfeld virbereeden, fir am Moment vun Akraafttriede vu REACH prett ze sinn.

Mir sinn och der Meenung, dass de Succès vu REACH och vun enger staarker Agence européenne des produits chimiques wäert ofhänken. Selbstverständlech d'ärf d'Fuerschung net vernoléisseg ginn, well dat d'Léisung jo vun alle Problemer ass.

Et soll een och den OSOR, „one substance - one registration“, net verwerfen. Wéi ass d'Haltung vun der Regierung hei derzou?

Et muss ee sech bei REACH, wéi déi Proposition de règlement am Moment ausgesäit, sécherlech nach e puer aner Froen stellen. Zum Beispill déi, ob de Kritär vun der Quantitéit, eng Tonn pro Joer, ee pertinente Kritär ass. Bréngt et

eppes, praktesch alles wëllen ze enregistriieren? Misst net méi geziilt op d'Risikofacturen gekuckt ginn?

Riskéiere mer net iwwert d'Zil erauszeschéissen, wa mer dat alles wëlle maachen, wat mer eis virhuelen? Misst net och méi global gekuckt ginn a probéiert ginn, op internationaler Basis, méi fir d'Gesondheet an d'Ëmwelt ze errechen a vläicht an internationale Programmer mat anere Länner net nëmme um europäeschen Niveau eleng ze schaffen? Ech hunn hei en Numm stoen, „Global HPV Portal“. Ech weess elo net wat et heescht, mä dat schéngt esou eppes wéi Kyoto ze sinn um Niveau vun de chemesche Substanzen.

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG), interpellateur. - Här Calmes, Dir hutt gesot, ob et néideg wier fir all déi Substanzen ze enregistriieren, ob et net géif duergoen fir déi geféierlechste ze ënnersuchen. De Problem ass, ier ee ka soen, dass eppes geféierlech ass, muss ee wëssen, wat dran ass. Dat heescht, et muss ee fir d'éischt emol den Enregistrement maachen. Et muss ee wëssen, wat fir eng Substanzen do sinn, ier ee kann evaluéieren, ob ee Risiko besteet oder net, an dofir ass dee Prinzip do geholl ginn.

M. Emile Calmes (DP). - Dat ass richteg. Ech mengen, dass soll ee systematesch bei neie Produkter maachen, mä mir hunn nach esou vill opzeschaffen aus der Vergaangenheet, dass ech fäerten, dass wa mir alles wëlle matenee maachen, mir riskéieren iwwerhaapt net virunzekommen. Dofir sinn ech folgender Meenung: Wann ee weess, wéi vill Produkter nach an der Vergaangenheet zustane komm sinn, déi virun dëser Reglementatioun hei leien, fäerten ech, dass mir déi Aufgab net kënnen erleedegen. Dofir mengen ech, muss ee sech awer op eng Haaptpartie Saache konzentriieren.

Et sti jo also nach eng Partie Froen hei op, an et wier interessant der Regierung hir Meenung gewuer ze ginn, wat mer jo elo wäerte maachen, net nëmme déi vum Ëmweltminister, dee sech an d'Blutt kucke gelooss huet, mä selbstverständlech - esou wéi ech dat scho virdrun hei gesot hunn - och déi vum Wirtschaftsminister, dem Här Krecké.

Ech soen lech Merci fir d'No-lauschteren.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Här Calmes. Den nächste Riedner ass den Här Roger Negri. Här Negri wann ech gelift.

M. Roger Negri (LSAP). - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir Häre Ministeren, op der „Agence Europe“ vu gëschter, dem 28. Juni 2005, konnt een nolliesen, dass um Débat d'orientation vun Conseil européen de l'environnement de 24. Juni enner der Présidence vun eiselem Ëmweltminister Lucien Lux ee Konsens konnt fonnt ginn am Kader vun der REACH-Diskussioun iwwert déi geféierlechste chemesch Produkter.

Hei soll d'Genehmigungsprozedur renforcéiert gi fir d'Ëmwelt besser ze schützen an zugläch d'Innovatioun an dësem Secteur ze promouvéieren. Dat Ganzt gëtt koordinéiert iwwer eng Agence européenne des produits chimiques. Des Weidere gouf sech op eng Lëscht vu 1.500 vun deene geféierlechste chemesche Produkter geneegt, déi genehmigungspflichtig ginn. Dëst misst elo och d'Industrie méi rassuriere fir am Dossier REACH an nächster Zäit Neel mat Käpp ze maachen.

Ech wëll eiselem Ëmweltminister vun dëser Plaz félicitéieren, net nëmme fir dës Succès am Dossier REACH, mä och fir seng excellent

Aarbecht während der gesamter Présidence.

Här President, REACH heescht - wéi meng Virriedner schonn erkläert hunn - „Registration, Evaluation and Authorisation of Chemicals“, also d'Registrierung, d'Bewertung an d'Zouloosung vu chemesche Stoffe.

Ee kuerzen Historique: Sait 1967 gëtt et Gesetzer am Chemikalierecht, also d'Gesetzgebung fir geféierlech Substanzen, wat an der Praxis heescht, dass op geféierleche Produiten een Doudekapp oder een anert Zeechen drop ass.

1976 koum d'Direktiv 76/769/CEE vum 27. Juli eraus iwwert d'Mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses vu chemesche Substanzen. Dobäi geet et dorëm ze verhënneren, dass geféierlech Substanzen onni weideres ënner d'Leit kommen, zum Beispill Plastikweichmacher a Spillsaachen, wat zurzäit diskutéiert gëtt.

Enn der 80er Joren, ufank der 90er Joren ass entscheet ginn, dass ier nei chemesch Produiten op de Marché kommen, dës solle getest ginn. 1993 ass decidéiert ginn, datt dat jo net nëmme fir nei Produitë ka gëllen, mä och fir déi al Produitë soll gëllen. Dobäi huet ee virun allem déi erausgewielt, an dat ass essentiell, déi an héijem Volume produziéiert ginn, High Volume Production Chemicals - HVPCen.

2001 ass d'Wäissbuch, de Livre blanc zur zukünfteger europäescher Chemikaliépolitik publizéiert ginn. Hei geet et ëm Folgendes: De Vorsorgeprinzip - principe de précaution - ass méi staark verankert. D'Industrie ass verantwortlech an huet d'Charge de preuve. De Schutz fir Mënsch an Ëmwelt gëllt als Prioritéit. Een neien Elan fir d'Wettbewerbsfäegkeet fir d'EU-Chemiesindustrie gëtt ugestriift. D'Ewechkomme vun Déiereversich muss erreecht ginn. D'WTO-Kompatibilitéit gëllt als Zil. Dat heescht, datt d'EU-Reglementierung vun Importer esou muss sinn, datt si wettbewerblech Handelskonflikter vermeit.

Am Oktober 2003 koum ënnert der italienescher Présidence der EU-Kommissioun hire REACH-Vorschlag op den Dësch. Dëse gouf vun Ufank u souwuel am Conseil Compétitivitéit wéi och am Conseil Environnement behandelt. Dowéinst ass ee Groupe ad hoc Produits chimiques gegrënnt ginn.

Am Europaparlament gëtt et néng Kommissiounen, déi sech mat REACH beschäftegen. Dovunner sinn der dräi en coopération renforcée: d'Ëmwelt, d'Industrie an de Marché intérieur. Dovunner huet d'Commission de l'Environnement de Chef de file. De Conseil ass relativ positiv zu REACH age stellt. Et kann ee soen, dass eng Majoritéit vun Länner dofir sinn.

Wat ass dann elo REACH genee? Am Débat iwwert déi nei EU-Chemikaliéveruerdnung geet et oft just ëm kuerzfristeg Käschten, déi mat REACH op d'Firmen duerkommen. Virun allem gëtt et Bedenke bei den Industrië virum Hannergrond vun der momentaner wirtschaftlecher Stagnatioun an Europa. Dëst huet dozou gefouert, dass dee fréiere Kommissiounsentwurf schonn ofgeschwächt gouf.

Trotzdem huelen d'Kontroversen ëm d'Chemikaliépolitik net of, mä ginn ëmmer erëm genäert u methodesch fragwürdigen Industriestudien, déi REACH als wirtschaftsfeindlech oder iwwerdrifwe bürokratesch ofstempelen. Aus deene leschte respektiven Etüde geet ervir, an dat ass och nach vun der EU-Kommissioun um Lëtzebuerger Workshop vun der EU-Présidence confirméiert ginn, dass d'Hiersteller vu Substanzen, déi a klengen Tonnage produziéiert ginn, méi Problemer mat REACH wärten hunn.

Bei REACH geet et ëm eng Informatioun, déi et erméiglecht, fir

d'Notzung vu Chemikalië méi sécher ze maachen. REACH ass ee flexible System, mat deem bestoend Informationslücke bei Altstoffen op eng käschteneffizient an harmoniséiert Aart a Weis zouge-maach kënne ginn.

De potenzielle Risiko vu chemesche Stoffe an hiren Ofbauproduiten fir Mënsch an Ëmwelt ass sait Jorzéngten een Dauerbrenner. Regelméisseg sinn nei Stoffe oder hir Wirkungen am Bléckfeld vum Débat public. E puer Beispiller: Heiansdo geet et ëm allergieauslösende Duftstoffe an Kosmetikgeschir oder hormonell wirksam Weichmacher a Kunststoffproduiten oder fortpflanzungsschiedeg Méttel a Frigoen. Een zukunftsfaegen Emgang mat Chemikalië géif also virun allem dem Usager, dem Aarbechtnehmer an dem Environnement zegutt kommen.

REACH schaaft ee méi staarken Ureiz, fir dass Firmen sech mat der sécherer Uwendung vu Stoffe aussernee setzen. D'Kommunikatioun tëschent deenen Zweek, nämlech dem Hiersteller an dem Uwender vu Chemikalien, gëtt daitlech verbessert. Do doniewent ginn och déi verschidde Responsabilitéits-schnëttstelle méi kloer geregelt.

Heieraus ergi sech folgend Virdeeler: manner Haftungsrisiko fir d'Entreprises, manner Imageverloscht, kee Wettbewerbsvirdeel méi fir Stoffe, deenen hir Geféierlechkeet net ka beuereelt ginn, d'Vermeide vu Schied op der Aarbechtsplaz an och am Privatberäich, Käschtenaspuerungen am Gesondheitsberäich an am Ëmweltschutz.

Aus enger däitscher Etüd an deem Kontext geet ervir, dass d'Käschte vun de Schied duerch Chemikalië pro Awunner zwëschen 0,5 a 5 Euro pro Joer leien.

Wat kascht REACH, a wat bréngt REACH? D'Käschte maachen net méi wéi een hallwe Prozent, 0,5% vum Émsaz aus vun der Chemieindustrie pro Joer. Si belafen sech insgesamt op 2,3 Billiounen, dat sinn 10⁹ Euro. D'Käschte kënnen nach erfogest ginn, zum Beispill duerch alternativ Testmethoden - QSARs - ëm ronn 0,9 Billiounen Euro, oder duerch esou Virschléi wéi OSOR - „one substance - one registration“ -, déi ee Minus vu 4 bis 24%, jee no Zeenario, kënne bréngen. Dat heescht, dass fir ee Produit europawäit eng eenzeg Registrierung néideg ass.

D'Argumentatioun vun der Industrie géint REACH war: D'Produit verschwannen um Marché an d'Chemieindustrie verlagert sech ausserhalb vun Europa. De Géigendeel schéngt de Fall ze sinn, wéi déi lescht KPMG-Etüd bestätegt, déi d'Secteur vun der Automobil-, der Elektronik- an der Verpackungsindustrie a Beräicher wéi Zement-, Pabeier-, Zékn- an Eisenindustrie analyséiert huet.

REACH wäert sech positiv op d'Wettbewerbsfäegkeet auswirken, an zwar éischtens: REACH gëllt och fir importéiert Stoffe, dat heescht, datt déi europäesch Stoffhiersteller, déi scho vill Daten iwwer hir Produiten hunn, sech doraus ee Wettbewerbsvirdeel kéinte vis-à-vis vun Importateure verschafen.

Zweetens, den „first mover“-Virdeel. Op dem Sommet vu Johannesburg 2002 ass decidéiert ginn, dass gesondheits- an ëmweltschiedlech Auswierkunge vu Chemikalië bis 2020 miniméiert solle ginn. Méttelfristeg besteet do duerch weltwäit souwisou d'Noutwendegkeet vun enger verbesserter Chemikaliékontroll.

Wat ass dann elo d'Envergere vun der Registrierung vu Chemikalien duerch REACH? Duerch d'REACH-Reglement, dat an der Virbereedung ass, soll dat europäesch Chemikalierecht grondleend reforméiert ginn an de REACH-System soll agefouert ginn. De Kär vun deser neier Politik ass den Emgang mat den Altstoffen, zu deenen ee bal keng Informatiounen huet. An deene leschte 50 Joer si méi wéi

100.000 nei Chemikalien op de Marché komm, déi nach ni op hir Ëmwelt- a Gesondheitsverträglichkeet getest gi sinn. Dovunner gëtt et der 30.000, déi iwwer eng Tonn pro Joer produziéieren. Nëmme nei Stoffe sinn op hir Ëmwelt- a Gesondheitsproblemer getest ginn. Dat sinn ongeféier 3.500 Stoffe.

De REACH-System verlaangt vum jeeweilegen, deen de Stoff an de Verkäier bréngt, also dem Hiersteller oder dem Importateur, dass hie fir d'Sécherheet vu senge Chemikalië selwer verantwortlech ass, an dass hien déi fir d'Bewertung dofir néideg Daten och selwer beschaaft. Am Däitschen heescht dat „Beweislastumkehr“ oder am Franséischen „renversement de la charge de la preuve“.

Registrierungspflichteg an domadder vum REACH-System grondsätzlich ernaasst sinn d'Chemikalien, déi ab enger Tonn pro Joer produziéiert ginn. Den Empfang vun den Daten, dee bei der Registrierung néideg ass, riicht sech no der Quantitéit, dem Volume vum produziéierten Stoff. Sou ergëtt sech, dass an enger Quantitéit vun zéng Tonne pro Joer d'Flicht besteet, fir Stoffsécherheitsberichte opzustellen (CSR, Chemical Safety Reports). Doranner stinn ënner anere och Virschléi fir d'Risikominimiséierung. Duerch dës „risk-based approach“ soll d'ganz Industrie, ob kleng oder grouss, ob se vill oder wéineg produziéiert, mat deenen nämlechen Daten, dem sou genannte Grunddatensatz, virregistriert ginn. Et ass kloer, datt déi kleng Industrien e groussen Opwand muss bedriewen, fir déi néideg Daten ze kréien.

Et gëtt an där Hisiicht zwou Zorte vu Chemieindustrien:

D'Hiersteller an d'Importateuren, déi mussen d'Registrierung maachen an déi néideg Informatiounen zur Verfügung stellen.

Dann zweetens, d'Downstream-users, dat sinn d'Uwänner. Si kréien duerch REACH méi Informatiounen a kënnen dowéinst méi sécher mat Chemikalien op der Aarbechtsplaz ëmgoen, hir Mataarbechter besser informéieren a méi sécher a manner geféierlech Produiten doraus maachen.

D'Agence européenne des produits chimiques fir d'Evaluatioun vu chemesche Produiten, doriwuer muss europawäit an och hei zu Lëtzebuerg nogeduecht ginn. Wéi geschitt dann des Evaluatioun vun de Chemikalien an Zukunft nom REACH-Reglement? Et gëtt eng europäesch Chemikalienagence geschaf. Si kritt hire Sëtz zu Helsinki, kritt 250 Mataarbechter, an hir Missioun ass d'Harmoniséierung vun de Chemikalien europawäit ze regléieren.

Wat heescht dann elo d'REACH-Direktiv fir Lëtzebuerg? Hei zu Lëtzebuerg gëtt et bal keng Industrien, déi als Hiersteller ënner REACH falen. Et gëtt allerdéngs e puer Importateuren, also Downstream-users. Esou wéi REACH haut definéiert ass, wärten allerdéngs awer och eis Glas-, Zement- an Eisenindustrie als Hiersteller vu Stoffe betruuecht ginn. Dat muss een a Fro stellen, well déi stelle jo am Prinzip keng geféierlech Produiten hier.

Hei gëllt et, elo de Perimeter vu REACH esou ze délimitéieren, dass nëmme déi Produiten erageholl ginn, déi och Sënn maachen. Fir de Kader vu REACH richteg anzuschätzen, soll gesot ginn, dass chemesch Stoffe, déi eng echt geféierlech Nuisance fir Mënsch an Ëmwelt hunn, an dëst Reglement kommen. De Bënsin an den Diesel, d'Plastik-Polymeren, d'Medikamente, d'Kosmetika an d'Nahrungsmittelmittelzusatz sinn net a REACH.

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Déi hunn eege Reglementer.

■ M. Roger Negri (LSAP).- Jo.

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Eege Reglementatiounen.

■ M. Roger Negri (LSAP).- Okay.

D'Agence zu Helsinki huet niewent dem feste Personal verschidde Comitéen, déi sech mat der Evaluatioun vu Chemikalië beschäftegen. Déi Comitée si mat Leit aus de Memberstate besat. Hei ass et wichteg, dass de Lëtzebuerger Stat de Lien zwëschen der Industrie an der europäescher Agence hierstellt. Am Chemikaliëberäich besteet zu Lëtzebuerg den Ament ee Comité interministériel, aus der Santé, dem Environnement, dem Travail an der ASTA.

Des Weidere brauche mir hei zu Lëtzebuerg eng Produktgesetzgebung. Lëtzebuerg huet am Moment eng Prozessgesetzgebung, an dëst duerch d'Kommodo-Inkommodo-Gesetz. Mir brauchen eng Cellule fir d'Berodung, fir dass d'Betriber sech net fir alles op Helsinki wenne mussen, wat jo an der Praxis och net méiglech wäert sinn. Et wier denkbar fir déi Agence, déi sech hei zu Lëtzebuerg ëm REACH bekümmert, an eng bestehend Verwaltung oder an een CRTE ze integréieren, ënnert der Form vun enger Agence des produits chimiques, esou wéi am Energiesecteur, wou d'Agence de l'Énergie besteet.

Här President, um Niveau vun der EU-Kommissioun lafe momentan déi sou genannte REACH Implementation Projects. Lëtzebuerg ass hei leider net aktiv an net representéiert. En Accord politique op europäeschem Niveau zu REACH wäert an der leschter Halschent 2005 ënnert der englescher EU-Rotspräsidentenschaft um Niveau vum Conseil kommen. Da läit et un den Éisträicher oder un de Finnen, fir dat Ganzt ofzeschléissen. Dëst geet elo séier, a mir si gefuerdert hei zu Lëtzebuerg ze handelen a mat Zäit déi richteg Akzenter ze setzen.

Ech soen lech Merci fir d'No-lauschteren.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Merci, Här Negri. Als nächste Riedner ass den Här Aly Jaerling ageschriwwen. Här Jaerling!

■ M. Aly Jaerling (ADR).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Här Huss emol félicitéiere fir seng Initiativ, dëst wichteg ëmweltpolitescht Thema haut hei kënnen ze debatéieren.

Dat hei ass en Thema, wat am Fong an d'Kompetenze vu mengem Parteikolleg Roby Mehlen fällt, dee leider haut verhënnert ass. Dofir fällt dës Ried och vläicht net esou ausféierlech aus, wéi dat normalerweis de Fall wier.

■ Une voix.- Ooohhh!

■ Une autre voix.- Ech hunn en awer gesi gëschter.

■ M. Aly Jaerling (ADR).- Geféiert, Madame?

■ La même voix.- Ech hunn e gesinn.

■ M. Aly Jaerling (ADR).- Ech och nach, ech hunn en och gëschter gesinn.

■ Une autre voix.- Aahh!

■ M. Aly Jaerling (ADR).- E war gëschter scho verhënnert.

■ M. le Président.- Loosst den Här Jaerling ufänke mat senger Ried!

■ M. Aly Jaerling (ADR).- Nodeem eng Rei Experten hei dat Thema kloer ëmress hunn an och méi an den Detail gaange sinn, wëll ech versichen, mat menge bescheidene Kenntniser dat Wesentlech iwwert de Projet REACH hei virzebréngen an aus eiser Sicht virzedroen.

Et geet jo also hei haaptsächlech ëm d'Umeldung, d'Préifung an d'Zouloosung vu Chemikalien, vun em déi 30.000 chemesch Stoffe, déi um Maart sinn. Bei 90% vun deene Produite leien absolut keng Risikodate vir, dat heescht si sinn am Fong guer net iwwerpréift ginn,...

■ Une voix.- Et gëtt der vill méi!

■ M. Aly Jaerling (ADR).- ...an déi aktuell europäesch Chemiegesetzgebung geet beileiwen net duer fir déi Geforen ofzewenden, déi vun dese Produiten op d'Mënschlech an d'déierlech Gesondheet, awer och op d'Ëmwelt iwwerdreue kënne ginn.

REACH ass en Dokument vun em déi 1.200 Säiten. Déi Texter, déi doranner verfaasst sinn, solle 40 verschidde bestehend gesetzelch Veruerdnungen ersetzen, fir e bessere Schutz vu Mënsch an Natur kënnen ze garantéieren. REACH soll och schlussendlech keng EU-Richtlinn ginn, mä eng Veruerdnung, déi an deene 25 Länner soll Gültgkeet kréien.

Wéi wichteg dëst Thema ass, gesi mer dorunner, datt eleng am EU-Parlament sechs Kommissiounen méi oder wéineger mam REACH-Projet beschäftegt sinn, ënner anere d'Ëmweltkommissioun, d'Kommissioun fir de Verbraucherschutz, mä och d'Kommissioun fir d'Industrie an d'Kommissioun fir de Bannemaart. Dës Tatsaach eleng ënnermauert net nëmme, datt de Projet REACH wichteg ass, mä och datt verschidden Interessegebieder vun deem Projet betraff sinn.

Deen neie System gëtt eis eng besser Kontroll iwwert d'Produktioun, den Import an d'Benutzung vu Chemikalien. Et ass awer e System, deen op d'Informatioun iwwert des chemikalesch Stoffe opgebaut ass an op den Zougang zu desen Informatiounen. Dat ass e Projet, deen op d'Preventioun opgebaut ass, also op de Précautionsprinzip. Ze vill oft hu mer eréischt hannendrun oder ganz oft souguer vill ze vill spéit erausfonnt, wéi geféierlech deen een oder deen anere vun deene chemesche Stoffe ass. Elo mussen déi méiglech Konsequenze fir Mënsch an Natur virdrun esou wäit wéi méiglech ënnersicht ginn, an des Informatiounen mussen dann och hannerluecht ginn.

Et feelen eis haut vill Informatiounen iwwert déi chemesch Produkter, déi schonns am Ëmlaf sinn, a souguer eng Rei vun hinne si guer net zougänglech. Dofir ass déi Informatiounspflicht net nëmme fir déi nei Produiten, déi op de Maart kommen, wichteg, mä och fir déi Produiten, déi schonns um Maart sinn.

Am Zesammenhang mat der Analys iwwert d'Konsequenze vu chemesche Stoffe fir Mënsch an Natur muss sech och d'Fro gestallt ginn, ob do, wou se agesat ginn, dës Stoffe net duerch manner schiedlech Méttel kënnen ersat ginn. De REACH-Projet ka laangfristeg dozou féieren, datt manner schiedlech Stoffe an der Industrie agesat ginn. Mä wéi bei al Projet, dee Mënsch an Natur betrëfft, därefer mer net d'Konsequenze vergiesse, déi de REACH-Projet fir d'Wirtschaft huet.

Onni Zweifel mussen d'Betriber e groussen Effort bréngen, wann dese Projet soll emgesat ginn. Dofir muss gekuckt ginn, dass desen Effort esou kleng wéi méiglech fir d'Betriber ass, besonnesch och, fir dass e fir déi Kleng- a Méttelbetriber finanzéierbar bleift.

D'Schwierigkeet besteet wéi ëmmer doranner eng Balance ze fannen tëschent den Intérêt vum de Betriber an dem Ëmwelt- a Verbraucherschutz. Mir plädéieren dofir an deem Zusammenhang fir de Précautionsprinzip. Dem Schutz vum Mënsch an Natur muss awer d'Prioritéit erhale bleiwen.

Do derniewent daerfen déi Kleng- a Mëttelbetriber awer net iwwerfuert ginn an och wa mer deesen neie System fir noutwenneg halen, sollt hien dach esou ausgeluecht ginn, dass dees Betriber sou mann wéi méiglech Problemer kréien, fir déi nei administrativ Belaaschtung kënnen ze verkraaften.

Här President, ech wëll elo nach op zwee méi spezifesch Punkten agoen, déi eis um Häerz leien.

Als Éischt daerfe mer net vergiesse, datt den neie System eis nei Informatiounen soll liwweren. Des Informatiounen mussen mer jo dann awer och iergendwou hierkréien.

Et misst vun der EU also fir d'éischt versicht ginn, op bestoend Informatiounssystemer an Informatiounsmaterial aus deene verschidene Staaten zrëck kënnen ze gräifen a se dann an engem Dateikonzept ze sammelen, fir e Maximum vun Donnéeën zur Verfügung ze hunn.

Fir ze wëssen ob e Produit schiedlech ass fir Mënsch an Natur, muss dese Produit fir d'éischt getestet ginn. Des Produkter kann een natierlech net um Mënsch testen, wat mat sech bréngt, dass normalerweis op Déiereversich muss zrëckgegraff ginn.

Mir sinn der Meinung, datt Déiereversich souwäit wéi méiglech ageschränkt wann net souguer verbuede musse ginn. Leider ass an deem Zusammenhang d'Reglementatioun, déi vum REACH-Projet virgesinn ass, net konkret an net konsequent genuch.

Déiereversich mussen op jidde Fall da verbuede ginn, wann et eng alternativ Méiglechkeet gëtt chemesch Stoffe ze teste wa keng Date virleien.

Nëmmen eng strikt a konkret Reglementatioun kann Déiereversich op e Minimum reduzéieren, respektiv ganz verbidden. Des Reglementatioun muss direkt an de REACH-Projet integréiert ginn a bindend sinn.

En anere Punkt, deen ech an deem Kontext opwerfe wëll, ass deen, datt am Zusammenhang mat deem Projet eng eenheetlech Kennzeechnung fir Chemikalien europawäit agefouert hätt kënnen ginn. Esou eng eenheetlech Kennzeechnung géif eng besser Informatioun vum Bierger a Konsument sécherstellen.

Des Weidere wëll ech drun erënnere, datt et wichteg ass, dass de Grondprinzip vun der Responsabilitéit vum Hiersteller vu Chemikalien net daerf a Fro gestallt ginn. Souwuel de Verursacherprinzip wéi d'Beweislaaschtëmkehrung daerfen duerch den neie REACH-System net a Fro gestallt ginn.

Nëmmen duerch e responsabiles Betrib kann de Risiko duerch chemesch Stoffe fir Salaréien, de Konsument an d'Ëmwelt esou kleng wéi méiglech gehale ginn; awer och iwwert de Wee vu gutt informéierte Bierger a Konsumenten. Et ass also wichteg fir déi Informatioun och dem Konsument weider ze reechen. An e Maximum un Informatioun kann nëmmen dozou hëllefen den Émgang mat deene Produkter ze regléieren an och de Mënsch virdrun ze warnen.

Wichteg ass och déi europäesch Agentur fir chemesch Stoffe, där hir Aufgaben awer kloer ofgegrenzt musse ginn, fir ze garantéieren, dass duerch eng enk Zesummenaarbecht vun allen Akteuren eng praktikabel kloer ëmweltorientéiert awer och betriebsfrëndlech Emsetzung vun der Chemiepolitik garantiert ka ginn.

An och national gesinn, muss déi

Datenerfaassung iwwert d'Chemikalië funktionnéieren. Si muss koordinéiert ginn an hire Contenu muss zu all Moment iwwerprüfbar sinn.

D'Recommandatiounen vu REACH missten awer och op hir Vereinbarkeet mat de Grundsätz vum der Subsidiaritéit iwwerprüft ginn.

Datt se ëmgesat solle ginn, oder musse ginn, ass kloer, d'Aart a Weis awer misst deenen eenzelne Länner iwwerlooss ginn am Kader vun deenen hire gesetzleche Bestëmmungen. An do wou keng Bestëmmunge sinn, missten der onbedéngt geschaf ginn am Interesse vum Mënsch, dem Déier an der Ëmwelt.

Wat elo dem Här Huss seng dräi Motiounen ubelaangt, esou ginn déi an déi Richtung wou mir och geduecht hunn. An ech mengen et ass déi richteg Richtung. Et ass dat, wat am Fong erwünscht ass, wat an deem Kontext mat der Emsetzung vu REACH soll festgehale ginn an dofir hu mir och kee Problem fir déi dräi Motiounen ze stëmmen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Jaerling. Dann huet elo d'Regierung d'Wuert. Den Här Ëmweltminister Lucien Lux.

Schwätzt den Här Wirtschaftsminister och?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*. - Ech maachen lech déi Freed, Här President.

M. le Président. - Ech freee mech och drop, Här Minister.

(Interruption)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*. - Dem President géif ech eng Freed maachen, Dir géif ech keng Freed maachen.

(Interruptions et hilarité)

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*. - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wäert versichen, zesumme mat dem Kolleeg Jeannot Krecké, kuerz op dees Debatt anzegoen, ouni dem Versuch ze erleien am Detail op déi eenzel Punkten, déi souwuel vum Interpellant wéi och vun deenen anere Riedner hei skizzéiert gi sinn.

Ech wëll awer net vergiesse, fir dem Kolleeg Jean Huss ze féliciteieren fir déi Debatt hei, déi sécherlech, sou wéi hien et gewünscht hat, hätt kënnen am Ufank vun eiser Présidence stattfannen, mä ech mengen, si ass och elo nach utile, well u sech déi entscheidend Momenter vun der Reglementatioun REACH, déi stinn eréischt virun der Dier. An ech mengen kënnen ze soen, ouni dass de Kolleeg Jean Huss mech wäert dementéieren, dass den Esprit, souwuel wat de Fong wéi och d'Method ubelaangt, déi mer an deene leschte sechs Méint geschaf hunn, gréisstendeels deem entsprécht, wat sai Souci war.

Wann ech haut de Moien d'Zensur kritt hu vu dem Europäesche Büro vun den Ëmwelt-ONGen iwwert d'Lëtzeburger Présidence, déi, mengen ech, muer public gemaach gëtt an deem ech net wëll virgräifen, well dat hir Aufgab soll sinn, da wëllt ech awer just ee Saz virliesen, deen se an der Konklusioun soen zu der Aarbecht vun der Lëtzeburger Présidence am Zusammenhang mat der Reglementatioun REACH: „Finally, the Luxembourg Presidency did an excellent job in achieving transparency in its work, combined with good technical capacity and by setting the right priorities and keeping a fair balance.“; ech mengen et ass dat déi Aarbecht.

An ech wëll virun allem och eise Fonctionnairen, déi am REACH-Grupp an am Virfeld an och während de Conseil mat eis geschafft hunn, dee Saz do gäre weiderginn, well et weist, mengen ech, dass mer vun Ufank un, wat déi grousse Prinzipien ubelaangt, de richtige Wee gaange sinn.

Mir hunn och, wat d'Method ubelaangt - an dat huet eis allen zwee, dem Här Krecké a mir, vun Ufank u wichteg geschéngt -, op jidderee gelauschert.

Et gëtt där Présidence - an ech fäerten och e bëssen déi, déi elo virun der Dier steet -, do geet et mam Kapp riicht doduerch. An et gëtt därer - an déi Lëtzeburger Présidence war eng dovunner -, déi all Saite nogelauschert huet, souwuel deene Memberlänner, déi mat eis wollte schwätzen zu deem Thema, wéi awer och den ONGen, wéi och der Industrie, wéi och an deem Workshop, deen mer gemaach hunn hei zu Lëtzebuerg, wou jiddereen zu Wuert komm ass.

An ech mengen, dass dat vun der Method hier wichteg ass fir zu engem ausbalancéierte Resultat ze kommen, dat souwuel déi wichtigste Zilsetzung vu REACH ass, nämlech de Gesondheetsschutz fir d'Konsumenten awer och fir déi Leit, déi an der Chemieindustrie schaffen, an awer och op där anerer Säit d'Praktikabilitéit, dat heescht, dass mer nëischt maachen, wat komplett niewent de Realitéit läit a sech och net an d'Froe vu Kompetitivitéit a Finanzéierbarkeet areit.

Ech géif och mengen, dass et eis am Laf vun deene Wochen a Méint wichteg war - an déi lescht Wochen hunn eis do gutt Resultater bruecht -, kloer ze maachen, dass REACH net den Doud vun der Chemieindustrie géif bedeuten an dass et vun de Prinzipien hier wichteg war kloer ze maachen, dass am Géigendeel eng moderniséiert, eng op Gesondheetsschutz an op de Précautionsprinzip bauend Chemieindustrie an eisen Ae mëttel- a laangfristeg e „gain de productivité“, e „gain de compétitivité“ géing bedeuten an dass mer duerch esou eng Richtlinn Virreider um Niveau vun de chemesche Produkter an der Welt kënnen ginn.

Ech mengen déi Asiicht do hu mer ëmmer erëm marteléiert op all deene Plazen, wou mer dat maache konnten. Souwuel déi Studien, déi vun der Kommissioun gemaach gi sinn - de Kolleeg Negri ass drop agaangen -, wann ee gesäit, dass de Coût vun der REACH-Reglementatioun op 0,1% vum Joresumsatz vun der EU-Chemieindustrie an enger Studie vun der Kommissioun berechent ginn ass, a wann een dann dergéint gehalen huet déi 50 Milliarden Euro, déi gerechent gi sinn, déi an deenen nächsten 30 Joer kënnen eleng um Niveau vum Gesondheetsschutz gespuert ginn, ech mengen da war deen Débat wichteg.

Hien huet zu Recht d'KPMG-Studie nach eng Kéier dohinner geluecht, déi jo ausgerechent, géif ech bal soen, vun der Chemieindustrie selwer kommen ass, dofir net konnt verréideresch sinn an deem Mooss, dass et elo de Prinzip gewiescht wier: Wie mech bezillt, dee kritt dat, wat e gären héiert.

Hei mengen ech ass och kloer gemaach ginn an deene Secteuren, déi hei studéiert gi sinn, dass d'Horrorzeenarien, déi eng Zäit gesechent gi sinn, kënnen ad acta geluecht ginn.

Fir dat wat fir eis an deenen nächste Méint um Spill steet, ass zu Recht gesot ginn, dass mir hei zu Lëtzebuerg eis elo relativ schnell mussen zesummesetze fir ze kucken, wat mer aus der Reglementatioun national maachen. Eng Rei vun Décisiounen stinn do aus an

et ass zu Recht gesot ginn: Wa mer et fäerdeg bréngen, am Conseil, nom Avis vum Europaparlament Oktober-November, wa mer dann am Dezember am Conseil ënnert de Briten, déi sech dat fest virgehall hunn, zu engem Accord kommen, dann, wéi gesot, no den techneschen Iwwersetzungen an anere Saachen, déi ze maache sinn, kéint et ënnert den Éisträicher oder de Finnen zu enger definitiver Position commune kommen. Et ass ëmmer kloer ze wëssen, dass dat hei e Reglement ass, wat d'application directe ass, esou dass mer also scho misste kucken, dass mer fir den 1.1.2007 missten déi do Décisiounen huelen.

An ech géif och mengen, dass mer an deenen zwou Kommissiounen, souwuel där vun der Economie wéi vun der Ëmwelt, eis sollten à Réunion-jointen dann heiansdo gesinn, fir praktesch ze kucken, wat dat heescht. Mir sinn haut net an der Lag fir ze soen, wat déi national Autoritéit ass, déi sech dann drëm këmmert. Schafe mer eng nei Agence, déi sech dann zesummesetzt op enger interministerieller Ebene vun deene Ministèren, déi betraff sinn? Dat sinn net nëmmen déi zwee, déi haut de Mëtten hei vertrauede sinn. Dat ass och d'Santé, dat ass och den Travail, dat ass och den Här Boden mat de Classes moyennes, respektiv och mat der Agriculture. Dat ass also mengen ech eng Décisioun, déi mer dann an deenen nächste Wochen ze huelen hunn. Baue mer, wéi gesot, op eng nei Agence? Setze mer op bestoend Verwaltungen, Ëmweltverwaltungen oder anerer?

Ech mengen déi Décisiounen sinn dann ze huelen, wéi och déi finanziell Moyenen, déi mer brauchen. Ech mengen dat ass jo an der zweeter Motioun och nach eng Kéier ervirgehewen, déi finanziell Moyenen, déi mer brauchen, fir dat dann an d'Wee ze leeden.

Mir hunn, wann ech gesot hunn, vum Fong hier, a wat den Esprit war vun deem wat mer gemaach hunn, souwuel de Wirtschaftsminister an de Kompetitivitéitsconseil, déi jo praktesch parallel ëmmer getagt hu par rapport zum Conseil Environnement, am Environnementsconseil virun allem gesot op de Prinzip vu Précaution an de Prinzip vun der Substitioun. Ech mengen dat war e bëssen déi Method, déi mer haten, dass mer do haaptsächlech déi Saache beaarbecht hunn, während am Kompetitivitéitsconseil - an de Wirtschaftsminister wäert drop agoen - méi op déi Froe vun der Praktikabilitéit, vun der Aart a Weis wéi d'Agence soll schaffen, wat fir eng Wirkung dass se soll hu par rapport zu den nationalen Autoritéiten an esou weider, agaangen ass.

Iwwert de Précautionsprinzip mengen ech ass alles hei gesot ginn. Dat ass ee vun deene wichtigsten. Dofir mengen ech wëlle mer eng nei Richtlinn um Niveau vun de Chemikalien hunn. Si ass d'Basis eleng schonn am Artikel 1, wou den Objet definéiert gëtt. Si, mengen ech, ass ee vun den haaptsächleche Prinzipien an der Politik vum Livre blanc vun 2001 gewiescht. Si gëtt dokumentéiert duerch d'Beweislastumkehr, déi mer hei maachen, dass d'Preuve bei der Industrie läit. Si ass mengen ech wichteg opgrond vun der Responsabilitéit, déi d'Industrie kritt, fir all déi Informatiounen, déi se dohinner leet, an och déi Gestiou vun de Risquen, déi proposéiert sinn. All déi Punkte ware fir eis wichteg.

Schlussendlech ass de Prinzip vun der Substitioun ee vun deene Prinzipien, déi natierlech méi an der Diskussioun stinn, déi och mengen ech méi contestéiert sinn. Ech mengen, dass de Substitiutionsprinzip d'Konsequenz selwer ass vun deem wat de Regime vun der Autorisation bedeit. An et ass och op deem Niveau do wou d'Propositionen vun der Kommissioun sécherlech net esou wäit ginn, wéi

mer dat alleguer mengen a wéi et och um Niveau vun dem Conseil Environnement vu ville Länner nach eng Kéier dohinner geluecht ginn ass.

Mir wëllen also weider encouragéieren, dass de Prinzip vun der Substitioun verstäerkt soll ginn, innerhalb vum Autorisationsregime. Ech mengen dat ass déi Aufgab, déi mer kritt hunn, och e Freiden am Ëmweltconseil an deem Débat d'orientation, deen mer haten.

Zu der Situatioun zu Lëtzebuerg, wéi gesot, hunn ech gesot, dass déi zwee Ministère bis elo dat gutt zesumme pilotéiert hunn, eis Fonctionnaire gutt zesumme geschafft hunn. Dat wëlle mer och weider maachen. Et soll do kee Broch elo entstoen, dohinter dass d'Lëtzeburger Présidence eriwuer ass, dass et erëm gëtt wéi et e bësse virdru war, wou u sech zu Bréissel kee sech esou richtig ëm REACH gekëmmert huet. Mir hunn also wierklech en catastrophe missen do eis Equipe, d'Ressource-humainen dohinter setzen, an ech mengen et soll net e Broch ginn, dass mer elo mar erëm ufänken opzehalen.

Et ass richtig bemierkt ginn, dass mer an der Interimstrategie net aktiv mat derbäi sinn. Ech mengen, dat ass eng Fro, déi sech elo muss stellen, ob mer net, esou wéi zum Beispill déi däitsch Regierung et gemaach huet, et fäerdeg bréngen, fir en Accord wierklech elo schonn ze fannen, an deem Moment, tëschent der Regierung op där enger Säit, der Chemieindustrie an och der IG Chemie op där anerer Säit.

Dat heescht d'Fro ass, ob mer net am Hierscht oder Ufank d'nächst Joer eis schonn zesummesetzen, souwuel mat der Industrie, déi betraff ass, awer och mengen ech mat de klengen a mëttleren Industrien, op déi den Här Calmes zu Recht higewisen huet, an natierlech och mat de Gewerkschaften, fir ze kucken inwieweit dass mer hei zu Lëtzebuerg e Modus vivendi, eng Plattform fannen, fir déi Emsetzung do esou gutt wéi méiglech iwwert d'Bühn ze kréien. Mir haten ee ganz interessanten Hearing gehat och bei dem europäesche Gewerkschaftsbond, deen all déi Froen aus der Sicht vun de Salaréien opgeworf huet. Ech mengen mir sollten si also net op der Säit loossen, wa mer elo eis nach eng Kéier zesummesetzen.

Wat elo d'Motiounen ubelaangt, wëllt ech nach kuerz op déi agoen. Här Huss, wat déi éischt Motioun ugeet, déi eis invitéiert eng ganz Rei vu Saachen ze maachen, fir déi mer an deene leschte Wochen a Méint geschafft hunn. Villes, wat hei steet, mengen ech huet zu deenen Zilsetzungen an Orientéierung gehéiert, déi à la base ware vun der Aarbecht, déi mer gemaach hunn.

Dofir géingen de Jeannot Krecké an ech proposéieren, dass een déi Motioun géif souwuel an d'Ékonomies- wéi an d'Ëmweltkommissioun verweisen. Mir géingen hei d'Versprechen ofginn, dass am Oktober, wa mer erëm an déi zwee Conseilé ginn, wou ech unhuelen, dass d'britesch Présidence, am Virfeld vläicht vun engem Accord politique am Dezember, en Débat wäert féieren, dass mer virun deene Conseilen an déi zwou Kommissiounen kommen oder eng Commission jointe maachen, wat mengen ech nach méi intelligent wier, fir ze soen: Wou si mer drun? Wéi wëlle mer eis an deene Conseilen do positionéieren?

Mir haten dat iwwregens, jiddefalls an der Ëmweltkommissioun, och schonn am Virfeld vun deenen anere Conseilé gemaach, wou mer informéiert hunn iwwert déi Aarbechten an iwwert déi Positionen, déi mer géingen huelen. Esou dass mer also déi Motioun géingen dohinner verweisen, net wëlle froen, dass se soll ofgelehnt ginn, well ech mengen et sinn eng Rei vu Saachen dran, déi ganz richtig sinn.

Et sinn awer eng Rei vun anere Saachen dran, déi een hannerfroer kann. Ech mengen, et ass och fir eis schwéier eis haut esou prezis op Saachen ze positionéieren, wann een net weess wéi d'britesch Présidence elo wëllt un d'Saach erugeen. Ech mengen en Imperatiiv Mandat géing et eis och vläicht schwéier maachen an deenen Diskussiounen, déi mer elo an deenen nächste Wochen a Méint nach ze féieren hunn.

Déi zweet Motioun, do géinge mer der Chamber proposéieren se ze akzeptéieren, well dat mengen och richtig ass. Mir sinn am Zesammenhang hei, ëmmer erëm muss een dat soen, vun engem Règlement d'application directe. Et gëtt also net nach eng laang Diskussioun vun nationaler Transposition a vu fréckelen hei a fréckelen do. Ech mengen dat ass hei net méi erlaabt. Esou dass mer eis scho müssen am Laf vum nächste Joer preparéieren, fir d'Saachen zu Lëtzebuerg och a Gang ze kréien.

Dat Eenzegt, Här Huss, wat mer géinge proposéieren, dat wier beim zweeten Tret amplaz vun enger «cellule de compétence» en Term ze huelen, dee méi generell wär, en attendant dass mer eis definitiv do fixéieren; ze soen also: «à mettre en place une coordination interministérielle».

Ech mengen dat léisst alles op wat noutwendeg ass a wat mer brauchen an deenen nächste Wochen a Méint hei zu Lëtzebuerg.

Schlussendlech déi drëtt Motioun. Mer géinge proposéieren déi un d'Gesondheetskommissioun, un d'Kommissioun vun der Sécurité sociale an der Santé ze verweisen. Dat ass nämlech eng Kompetenz vun dem Gesondheitsminister. Deen ass awer de Mëtten net hei. Ech mengen et wär onfair elo hei eppes unzehuele wat eng Aufgab ass, déi sech un hie went. Dofir géinge mer mengen, dass de Gesondheitsminister d'Geleeënheet soll kréien an der Kommissioun, bei Geleeënheet vun enger vun deenen nächste Sëtzungen, dann och zu där Motioun seng Meinung ze soen an ze kucken, inwieweit dass hien dat wëllt ëmsetzen.

Ech mengen, „indoor pollution“ an och d'Émweltambulanz, dat ass eng Kompetenz vun dem Gesondheitsminister, an et soll een him also och d'Geleeënheet ginn, fir kënnen dann zu där Motioun do an der Kommissioun, a vläicht herno bei enger anerer Geleeënheet, déi sech sécherlech bitt, nach eng Kéier drop zréckzekommen.

Fir eis wär et sécherlech interessant no deem Débat vun de Mëtteg, dee wéi gesot net deem Esprit vu Precautionsprinzip demontéiert huet, vu wierklech der Noutwendegkeet vun enger Modernisierung, vun der Noutwendegkeet net all deenen Däiwel-un-d'Wandmole-Strategien, déi gemaach gi sinn, deenen Horrorzeenarien, déi gemaach gi sinn, ze erliewen, mä wierklech riicht weider ze goen an eiser Attitud, an och de Substitutionsprinzip, sou wäit en ëmmer technesch praktikabel ass, sou wäit en ekonomesch verstännege ass - et ass kloer, dass do net alles geht -, mä esou no wéi méiglech un d'Wahrung vun deem Prinzip ze kommen. Ech mengen, dass deem Esprit de richtege war.

Ech mengen, dass mer op sinn, fir souwuel an eng Commission jointe wéi och hei an de Plenum - dee Moment wou et wierklech da fir en Accord politique am Conseil am Dezember interessant gëtt - eng Kéier zréckzekommen an ze soen, wéi mer eis als Regierung zu deene Froen, déi dann nach opbleiwen, wëlle positionéieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'Wuert huet dann de Wirtschaftsminister.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech maachen et kuerz, leet Aert Gewëssen direkt a Rou.

Ech wollt awer soen, dass den Här Huss mech net enttäuscht huet. Hien huet éischtens e Sujet opgegraff, deen him um Häerz läit - dat weess ech säit längerem duerch déi Aarbecht, déi hie mécht. Hien huet och mat moult détails gewisen, dass hie sech ëm esou Saache bekëmmert. Och wann ech net ëmmer konnt mat him d'accord sinn, huet hien awer a ville Beräicher och eng Kenntnis, déi méi wäit geet wéi meng - dat muss ech éierlech agestoen -, sou dass ech fannen, dass deen Débat awer utile war.

Déi meescht froe mech jo awer: „Wat ass REACH?“ Ech mengen, Dir hutt et op alle Fall fäerdeg bruecht deen Dossier, wat e ganz wichtige Dossier ass op europäeschem Plang, awer hei zu Lëtzebuerg mol e bëssen op d'Kaart ze setzen. Dee Mérite muss een lech wierklech looslen.

Ech mengen, et ass och e Paradebeispill op zwee Punkten. Den éischten ass deen: Hei gesi mer richtig, wéi dat Verhältnis vun deenen dräi Pillieré bei Lissabon ka sinn. Hei hu mer wierklech en Zesummespill vu Froe vu Santé, Environnement, mat Wirtschaftlechkeet, an dat huet domadder mat Aarbeitsplazen ze dinen.

Dofir fannen ech, well et e Beispill ass, dass mer och dofir muss kucken, dass mer propper erauskommen - och op europäeschem Plang. Et ass net egal, wéi mer dat do meeschten. Ech kommen op deen zweete Punkt herno zréck.

Ech mengen och, dass, sou wéi et ugepaakt ginn ass vun eiser Säit aus, et eng Trame hat, mat där och wierklech probéiert ginn ass déi zwee Voleten esou ze belichten; wann Der esou wëllt, andeem dass ech den Deel Emploi e bësse mat ofgedeckt hunn.

Dir wësst, dass dat doten eng Proposition ass, déi vun zwou Direction-généralé komm ass, déi eng Entreprise, déi aner Environnement, an dass mer dat dann och an zwee Conseilé maachen. Deen een huet méi eng wirtschaftlech Ausrichtung, deen anere méi eng Émweltausrichtung.

Mir hunn eis och dofir als Ministere déi Aarbecht opgedeeilt. Wat mer och gemaach hunn, dat ass, mir hunn déi Leit, déi do uewe setzen, déi dräi Stéck, zu enger Équipe jointe zesummegefaasst. Dat heescht, déi Equipe huet als Block geschafft an et ass net eng Equipe vum...

Une voix.- Et sinn der véier!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Pardon, ech hat deen een net gesinn.

(Hilarité)

Une voix.- Entschëllegt!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Et ass net esou, dass deen ee Minister seng Leit geschéckt huet an deen anere seng, wéi dat oft de Fall ass, mä mer hunn awer an deem Fall probéiert eng Equipe ze maachen, déi zesummeschafft an op déi mir och allen zwee zréckgegraff hunn.

Ech hu gesot, dass et e Paradebeispill ass an zweefacher Hisicht, och wat d'„better regulation“ ubelaangt. Also, ech muss soen, wat hei dobäi erauskënnt, doru gëtt déi ganz Diskussioun «mieux légiférer» en Europe jugéiert.

Wann hei eppes erauskënnt, wat net praticable ass; wann hei eppes erauskënnt, wat sech herno als absurd an der Praxis weist, da soen ech lech, da war déi ganz Diskussioun, déi mer gefouert hunn elo

während Méint ënner eiser Présidence haaptsächlech, mä déi awer elo nach weidergeet, sennlos.

Ech mengen, een éischte wichtige Schrëtt ass, dass een eng Transparenz kritt, doduerch dass ee mol een Text huet, op deen ee sech beruffe kann, an net déi 40 Texter wéi et bis elo war. Et muss ee bei deem doten Dossier - wat e ganz komplizierten Dossier ass, an deem een op widderspréchelech Informatiounen stousse kann - wierklech Effektivitéit weisen.

Här Huss, Dir hutt eng Rei Saachen zitëiert, eng Rei Wëssenschaftler zitëiert, bei deenen dat de Fall ass. Den Här Calmes huet et och ënnerstrach: Do ass dat eent bewise ginn a säi Contraire. Dir hutt haaptsächlech - an dat verstinn ech - aus deenen Étuden, déi lech méi sachlech schéngen aus Ärer Siicht, zitëiert. Mä Dir kritt genau datselwecht zitëiert aus aneren Étuden.

Et hat ee wierklech d'Impressioun bei iwwer 50 Études d'impact - 50 études d'impact! - dass deen, dee bezuelt huet, och gesot huet, wat drasteet, well et war esou wäit ausenauer heiansdo, dass een un der Objektivitéit muss zwiewelen, esou dass een och mengen ech en anere Wee muss fannen. Ech mengen, do huet net nëmmen eng Säit d'Wouerecht gepacht. Ech mengen, d'Wouerecht läit iergendwou an der Mëtt.

Dat Eenzegt, wat ech fonnt hunn a wat ech och schon als Ausso gemaach hunn, dat ass: „better regulation“ gesäit jo och vir, dass am Virfeld soll gekuckt ginn ëmmer Études d'impact ze maachen, an net dass elo Direktiven einfach an d'Landschaft gesat ginn an herno gëtt gekuckt, ob dat dote praticable ass, mä ech mengen, mir si bei 50 ukomm, an ech hunn d'Ausso gemaach an hu gesot, dass et elo duergeet.

Ech mengen, déi nächst Étud hält eis d'Décisioun net ewech, déi politesch Décisioun, déi mer ze huelen hunn. Dofir soen ech, et wieren der elo genuch um Dësch vun där enger a vun där anerer Säit.

Et kann een och net soen, hei wier laanscht d'Leit ewech geschafft ginn. Ech hunn nach seelen eppes gesinn, wou esou vill Dialog gefouert ginn ass. Ech weess net, Dir hutt dat wahrscheinlech verfollegt.

Ech muss soen, d'Europaparlament huet ganz vill Aarbecht gemaach. Et sinn néng Kommissiounen, néng Stéck, déi sech dorëm bekëmmern. Ech hunn dat do nach ni an engem Dossier gesinn. Ech selwer war dräimol present a Kommissiounen. Dräimol! Dat kënnt Der och nofroen. Dat ass seelen. An de Lucien Lux ass natierlech op senger Säit och nach gaangen. Mä ech war eleng dräimol do, plus am Workshop wou ech present war, esou dass ech mengen, dass mer mat der Société civile, mat der Industrie, mat jiddferengem wierklech probéiert hunn ze schwätzen.

Ech mengen, do huet déi Lëtzeburger Présidence als Grupp, also Block e risege Mérite doranner. Dee Mérite hunn net déi Ministeren, well mir hunn déi Gespréicher net gefouert. De Mérite huet déi Equipe; déi Equipe, déi och am Europaparlament, wéi ech op alle Fall do war, an der Wirtschaftskommissioun, also an der Industriekommissioun an deem Fall, ganz staark gelueft ginn ass fir déi Sachlechkeet, mat där se geschafft huet. Ech mengen, dat soll een einfach zur Kenntnis huelen.

Et ass sécher, dass et muss praticable sinn. Et ass gradesou sécher, dass eng Rei staark gesondheetsschiedlech Elementer eben net kënnen herno gebraucht ginn.

Et ass sécher, dass et muss praticable sinn. Et ass gradesou sécher, dass eng Rei staark gesondheetsschiedlech Elementer eben net kënnen herno gebraucht ginn.

Bon, ech hu gesot, et gëtt e Mëttelwee fonnt. Hei muss opgepasst ginn, wat mat de PMEë geschitt. Den Här Calmes huet sech Suerger dorëms gemaach, an dat ass richtig. Dir hutt gefrot, wat mat den Helpdesken ass. Ech gesinn déi Helpdesken um Niveau, an ech hunn hinnen et ugekënnegt, vun deenen zwou Chamberen, der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce, ugesiedelt. Wéi ech dat probéiere mat hinnen ze organiséieren, weess ech nach net, mä ech gesi se op alle Fall do ugesiedelt.

Wann et sech erausstellt, dass och déi vun der Landwirtschaft noutwendeg ass, da soll een déi mat abauen, well déi huet och hei zu engem Deel matzespillen. Dofir mengen ech, misst een hinnen d'Moyené ginn. Et misst ee sech och eens ginn, wéi een do virgeet. Et huet kee Waert, dass mer do sechs verschidde Berodungsgremie schafen.

Mir probéieren dat op enger Säit ze maachen, mä mir sinn nach net esou wäit, Här Calmes, dass ech lech definitiv soe kann, wéi sech dat do fënnt. Dir hutt eng Rei Saachen ugeschwat. Wann ech soen, et dierf net zu enger onméiglecher Bürokratie kommen, dann ass et och, well mir heirobber jugéiert ginn. Hei si vill Discoursé gehale ginn, wéi gesot, iwwer „better regulation“. Dat hei muss herno och esou sinn.

Där Geschicht vun OSOR sinn ech ganz favorabel gesénnt, well ech fannen, et kann net sinn, dass do all Kéiers all Eenzelnen deemselwechten Dénge muss follegen. Mä do sinn eng Rei administrativ Elementer, déi gekläert muss ginn. Ech mengen, do si mer zwar op engem gudden Wee.

Ee lescht Wuert iwwer d'Agence. Dir hutt et ënnerstrach, déi Agence soll op Helsinki kommen. An eisem Conseil ass wierklech gesot ginn, dass déi renforcéiert soll ginn. Mä mir hunn awer drop gehalen, dass déi national Capacitéen och missten erhale ginn. Dat heescht, et war jo ëmmer e bësse gefrot ginn, wourobber d'Gewicht am meeschte geluecht gëtt, a wéi een awer kéint kucken, dass eng Regelung erauskënnt, déi an alle Länner d'selwecht applizéiert gëtt, dass een net besser huet an enge Länner den Enregistrement ze maache wéi an aneren. Dofir ass gesot ginn, dass e Renforcement vun der Agence zu Helsinki soll geschéien, mä dass een déi Capacité nationale soll oprechterhalen, an dat probéiere mer ze maachen.

Dofir hu mer lech dee Wuertlaut och proposéiert, deen den Här Lux an Ar Motioun wollt eraleeën. Et wier elo am Moment och wierklech net fair lech ze soen, mir hätte schon eng Solutioun. Mir hu se nach net! Mä Dir hutt Recht, vu dass et ee Règlement ass d'application tout de suite, kënnen mer net warden. Et ass net wéi bei enger Direktiv, bei där een dann nach ee Joer huet, ier een et ëmsetzt.

Ech mengeschon, dass hei eng propper Aarbecht vun eise Leit geleescht ginn ass, och am Sënn, wéi - mengen ech - Dir et kënnt verstoen, wa mer och net an alle Punkten lech vläicht Satisfaktioun ginn hunn. Mir kommen och gären erëm, wéi gesot, an déi zwou Kommissiounen, fir och am Laf vun der Zäit ze kucken déi Décisiounen, déi dann ustinn op europäeschem Plang, mat lech ofzeschwätzen. Dat hei soll elo an totaler Transparenz geschéien, esou wéi mer dat ugefaangen hunn, a mir hu kee Problem fir dat och esou weiderzeféieren.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen dann zu de Motiounen.

Motions

Op deenen dräi Motiounen hu mer eng Ennerschrëft, Här Huss!

M. Jean Huss (*DÉI GRÉNG*), *interpellateur*.- Här President, dat sinn also dräi Motiounen. Den éischte Punkt, dee mer effektiv muss maachen, dat ass ze regulariséieren, dass se iwwerhaupt akzeptabel sinn.

Ech hat virdrun a menger Ried gefrot, ob Kollegee vun anere Fraktiounen bereet wieren, hir Ennerschrëft op déi Motiounen ze setzen. Wann dat net de Fall wier, da géife meng Kollegee hei selbstverständlech déi Motiounen ënnerstëtzen. Dofir géif ech dat gäre wësse vun deenen anere Fraktiounen. Wann d'Motiounen 1, 2 oder 3 ënnerstëtzt ginn, da sollen déi Kollegee sech mellen, fir datt se recevabel sinn.

M. le Président.- Ech wollt datselwecht froen, Här Huss, ob Leit aus anere Fraktiounen d'Motiounen ënnerstëtzen andeem se hir Ennerschrëft ginn. Ech widerhuelen nach eng Kéier d'Propositione vun dem Minister: Déi éischt Motioun soll an d'Kommissioun verwise ginn, déi zweet Motioun ass akzeptéiert vun der Regierung, an déi drëtt Motioun, déi soll och an d'Gesondheetskommissioun verwise ginn.

Voilà, an d'Fro un déi aner Fraktiounen, ob se da bereet sinn, déi Motioun ze ënnerstëtzen?

Une voix.- Et ass déiselwecht wéi mir eng haten.

Une autre voix.- Jo.

M. le Président.- Här Grethen!

M. Henri Grethen (*DP*).- Här President, ech hunn eng Fro zur Motioun Nummer 2. Do gëtt d'Regierung invitéiert fir sech «de suite les moyens budgétaires et de personnels compétents nécessaires» ze ginn. Ech hunn héieren, dass den Här Minister Lux hei gesot huet, hie géif déi Motioun unhuelen.

Duerfir wollt ech den Här Minister da froen, wat senger Evaluatioun no déi Moyens budgétaires wieren, wat déi Moyens personnels compétents wieren, a wou déi ugesiedelt ginn, a wéini dat dann de Fall ass, well ech ginn dovun aus, Här President, wa mer hei de l'accord vun der Regierung eng Motioun stëmmen, dass d'Regierung och schon hei de festen Engagement kann huelen, dass am nächste Budget souwuel d'Finanzen do sinn, wéi awer och am Numerus clausus déi noutwendeg Personaldecisiounen geholl ginn.

M. le Président.- Här Minister, Dir sidd ugeschwat.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*.- Ech mengen an deenen Ausféierungen, déi ech virdrü ginn hat, kloer gesot ze hunn, dass, wann ee sech den Timing ongeféier virstellt vun der Reglementatioun REACH, da kann een dovun ausgoen, dass mer net virum 1. Januar 2007 müssen hei zu Lëtzebuerg kucken, wéi mer éischtens d'Kompetenz situéieren an eng bestehend Verwaltung - ech hu gesot zum Beispill d'Émweltverwaltung - oder ob mer eng Agence kreéieren, andeem mer eenzel Ministeré vereedegen.

D'Fro ass och, ob mer do Chambres professionnelles oder net mat dranhuelen an déi Agence, esou dass also net am Budget 2006 déi Noutwendegkeet ass, mä virum allem am Budget 2007...

M. Henri Grethen (*DP*).- Ah!

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*.- ...déi Noutwendegkeet ass, an ech mengen, dass et och à ce stade onméiglech ass ze soen, ier ee weess wéi d'Reglementatioun definitiv ausgesäit, wat een u Ressources humaines an der Fro vun der Autorisation, zum Beispill am Régime d'autorisation brauch. Et weess een och net, wéi

definitiv a wéi schnell d'Agence européenne zu Helsinki ka situéiert ginn.

Dat, mengen ech, wat dës Motioun seet, a wat mir als Regierung ënnerstëtzen, dat ass, dass mer an deenen nächste Méint mussen déi national Hausaufgaben esou schnell wéi méiglech maachen, an dass mer den Engagement hei als Regierung iwwert déi Motioun wäerten huelen an déi Garantie och ginn, fir duerfir ze suergen, dass am Budget 2007 d'Froe gekläert sinn, fir dass an där Verwaltung, déi mer dann definitiv mat der Aufgab wäerte beoptragen, déi néideg Moyenen, souwuel finanziell Moyene wéi en personnel do sinn, fir dat kënnen ze maachen.

M. le Président.- Är Äntwert schéngt kloer ze sinn. Här Grethen?

(Interruptions)

M. Henri Grethen (DP).- Här President, esou kloer ass se net,...

Une voix.- Neen!

M. Henri Grethen (DP).- ...well ech hunn elo verstanen, dass dat do eréischt den 1. Januar 2007 fréiestens muss en place sinn. Duerfir géif ech proposéieren en ordre principal, dass een dës Motioun géif an d'Budgetkommission verweisen, en ordre subsidiaire misst een am éischten Tirit vum Dispositif soss schreiwen, «à se donner le moment venu les moyens nécessaires», well «de suite», dat ass direkt, «le moment venu», dat ass dann eben den 1. Januar 2007. Mä et wier vläicht am beschten, et géif een dat hei un d'Budgetkommission verweisen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Huss huet d'Wuert.

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG), *interpellateur*.- Här President, mir hunn als gréng Fraktioun kee Problem, souwuel de Virschlag vum Minister vun der «coordination interministérielle» do emol dranzesetzen als provisoerschen Term, a mir hunn och kee Problem, dee Virschlag vum Här Grethen unzehuelen, fir ze soen, «le moment venu».

M. le Président.- Da géif déi zweet Motioun folgendermoossen ausgesinn: Am éischten Tirit, «à se donner le moment venu les moyens budgétaires», an am zweeten Tirit géife mer déi «cellule de compétence» ersetzen duerch «cellule de coordination interministérielle». Da ginn ech och, ech hu weider keng Bereetschaft gesinn, fir...

Här Oberweis?

M. Marcel Oberweis (CSV).- Här President, am Numm vun der CSV-Fraktioun géif ech proposéieren, main Numm op déi Motiounen dropzesetzen.

Une voix.- Très bien.

M. Claude Meisch (DP).- Bei eis ënnerschreift den Här Calmes.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Emile Calmes (DP).- Selbstverständlech.

Une voix.- Krrrrrrrr!

Une autre voix.- Här Jaerling!

M. le Président.- Dir ënnerstëtzt déi dräi Motiounen, esou wéi se virleien? Déi zwou, déi an d'Kommission iwwerwise ginn, an déi aner, déi mer dann unhuelen, an den Här Negri...

Une voix.- ...ënnerschreift...

M. le Président.- ...fir d'Sozialistesche Aarbechterpartei. Här Negri?

M. Roger Negri (LSAP).- Jo, ech hunn déi zweet Motioun schon ënnerschriwwen.

M. le Président.- Merci.

Domat géife mer dann awer iwwert déi zweet Motioun ofstëmme, déi bleift dann nach.

Motion 2 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant l'évolution en cours du processus REACH et que le vote définitif sur REACH aura lieu probablement en 2006;

- considérant que notre pays devra alors faire face dans l'après-REACH à de nouveaux défis non négligeables;

- considérant que les firmes utilisatrices de produits chimiques et notamment les PME auront besoin d'informations détaillées et de conseils adéquats;

- considérant, d'autre part, que la collaboration prévue de notre pays avec l'Agence européenne pour les produits chimiques située à Helsinki exigera de la part de nos administrations un engagement sérieux relatif à la participation dans les comités d'experts et dans le travail d'évaluation de produits chimiques;

- considérant que dès maintenant un «Practical Preparation Programme» pour REACH vient de commencer ses travaux et que le Luxembourg a intérêt à y collaborer dès le début;

invite le Gouvernement

- à se donner le moment venu les moyens budgétaires et de personnels compétents nécessaires afin d'être à même de répondre à ces nouveaux défis;

- à mettre en place une «cellule de coordination interministérielle» travaillant activement dans ce sens.

(s.) Jean Huss, Emile Calmes, Aly Jaerling, Roger Negri, Marcel Oberweis.

Ass de Vote électronique gefrot?

(Négation)

Oder kënne mer duerch en Handzeechen ofstëmme? Här Huss!

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG), *interpellateur*.- Här President, just eppes wat ech och nach wëll soen: Wa mer déi zweet hei elo unhuelen, dat ass jo da ganz gutt, mat deenen aneren zwou Motiounen hu mir och kee Problem. Also besonnesch déi éischt Motioun, et si jo eng ganz Rei vu Fuerderungen do dran. Ech mengen, d'Kollege sollen d'Méiglechkeet hunn, dat ze diskutieren, an déi soll duerchaus da kënnen an déi zoustänneg Kommissioun, an eng Commission jointe am beschten, verwise ginn.

Ech kann och Verständnis dofir hunn, wat den Här Lux hei gesot huet, datt déi drëtt Motioun sech éischer un de Gesondheitsminister riicht, datt mer déi an der Santéskommissioun da solle behandle, an datt mer da kucken, mam

Minister zesammen do déi beschte Léisung ze sichen.

M. le Président.- Stellt Der déi zweet Motioun zum Vote?

Une voix.- Jo.

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG), *interpellateur*.- Jo, jo, jo!

Vote

M. le Président.- Gutt. Kënne mer dat iwwer Handzeeche maachen?

(Assentiment)

Wien dermat d'accord ass, deen hieft d'Hand an d'Luucht.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. le Président.- Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass déi zweet Motioun uegoholl.

Sou, mir kommen dann zum nächsten a leschte Punkt um Ordre du jour, nämlech zur Question avec débat vum Här Marco Schank.

Plusieurs voix.- Déi ass muer, Här President.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Dann ass den Dossier net zortéiert ginn, wéi ech erakoum.

(Hilarité)

Domadder ass dann dës Sétzung um Enn a si ass opgehewen.

Ech soen lech Merci.

(Fin de la séance publique à 17.35 heures)

Ordre du jour

- Question urgente N°488 de M. Gast Gibéryen concernant la réunion d'information dans l'enceinte du Lycée technique des Arts et Métiers sur le traité établissant une Constitution européenne
- Question avec débat N°3 de M. Marco Schank relative aux eaux de baignade au Luxembourg
- 5449 - Projet de loi portant modification:
 - de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;
 - de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;
 - de la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire;
 - de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles
(Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion - Vote)
- 5455 - Projet de loi portant fusion des communes de Kautenbach et de Wilwerwiltz
(Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres et M. Jean-Marie Halsdorf, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.
Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Mir si befaasst mat enger Question urgente vum honorabelen Här Gast

Gibéryen. Dës Fro ass adresséiert un d'Madame Minister vun der Éducation nationale. D'Madame Minister huet sech d'accord erkläert fir direkt op déi Fro ze äntwerten. Deementspriedend ginn ech dem Här Gibéryen d'Wuert fir seng Fro ze presentéieren. Här Gibéryen!

1. Question urgente N°488 de M. Gast Gibéryen concernant la réunion d'information dans l'enceinte du Lycée technique des Arts et Métiers sur le traité établissant une Constitution européenne

M. Gast Gibéryen (ADR).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, datt d'Madame Minister direkt bereet war fir de Mëtten heihinner ze kommen, fir déi Fro ze beäntweren. Esou wéi mir, hutt och Dir wahrscheinlech gëschter Owend op der Televisioun am „Journal“ kënnen an engem Reportage gesinn, wéi eng lëtzebuergesch Europadeputéiesch an enger Klass vum Lycée des Arts et Métiers eng Informatiounsversammlung iwwert den Europäesche Verfassungsvertrag ofgehalen huet, mat dem Opruff, do mat Jo ze stëmme, an och deementspriedend Informatiounsmaterial do verdeelt huet.

Mir sinn der Meenung, datt an enger öffentlech-rechtlecher Schoul dat net dærf sinn, oder wann et wier, datt dann déi Informatioun misst équilibréiert sinn, an et sinn och vill aner Leit där Meenung. Dir wësst, datt mir d'lescht Woch schon eng Motioun eraginn hunn, an där mer wollten dokumentéieren, datt déi Campagne, déi vun der Regierung gemaach gëtt, och eesäiteg fir de Jo ass, wat mer och net richtig fannen. Et ass eng politesch Majoritéit, déi dat aneschters gesäit,...

(Interruptions)

...mä mir hunn awer hei och eis Problemer domat, well mer dat net fir richtig fannen.

Duerfir wollte mer d'Fro un d'Madame Minister stellen, ob si Kenntnis vun dëser Aktioun huet, an ob den Educationministère och esou Informatiounsversammlungen da seng Erlaabis ginn hätt? An ob d'Politiker dierfe Reklamm maache fir e Jo zum Traité constitutionnel, an ënner wat fir enge Konditiounen? Mussen déi Vertrieeder net da vun alle politesche Stréimungen an Ausriichtung gläich behandelt ginn? An ob nach weider esou Aktiounen an deem Genre a Schoule mat Bedeelegunge vu Vertrieeder vu Parteien an deenen nächsten Deeg bis zum Referendum geplangt sinn? Wa Jo, wéi eng datt dat sinn?

Ech wier frou, wann d'Madame Minister...

(Interruptions)

...eis géif dann eng Äntwert dorober ginn, fir datt dat net soll bal emol stëmme, wat haut an enger däitscher Zeitung steet, am „Handelsblatt“, déi elo dës Deeg hei zu Lëtzebuerg waren a gekuckt hunn, wéi der Regierung hir Campagne leeft, an haut da schreift dat däitscht „Handelsblatt“: „Im Radio laufen stündlich Werbespots, die unterlegt von Beethovens Neunter Symphonie - in ihrer Dramatik an die Propaganda der Nazis erinnern.“

Plusieurs voix.- Ooohhhh!!! Huuuu!!!

M. Gast Gibéryen (ADR).- Dat steet haut am „Handelsblatt“!

(Brouhaha général)

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Wann esou eppes an enger däitscher Zeitung steet, dat ass nawell ganz interessant!

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. Gast Gibéryen (ADR).- Dat steet haut am „Handelsblatt“!

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Här President!

M. Gast Gibéryen (ADR).- Ech wëll dat hei zitieren, fir déi eesäiteg Campagne, déi hei zu Lëtzebuerg gemaach gëtt, an duerfir fannen ech et net gutt, wa mer och géifen an de Schoulen eng eesäiteg Campagne maachen. Ech wier duerfir frou wann d'Madame Minister mer géif dorobber äntwerten.

(Interruptions)

M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, ech fannen dat eng schlëmm Ennerstellung, a besonnesch wann dat vun engem däitsche Blat op Lëtzebuerg eragedroe gëtt!

Une voix.- Très bien!

(Interruption)

M. le Président.- Sou, d'Madame Minister vun der Éducation nationale, Madame Delvaux.

(Brouhaha général)

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Här President,...

(Brouhaha général)

M. le Président.- Kommt, elo bleiwe mer beim Thema.

(Coups de cloche de la Présidence)

D'Madame Delvaux huet d'Wuert.

■ **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Merci, Här President. Ech beantwäerten och ganz gären eng Fro, hunn och eng Meenung zur Verfassung, wollt awer elo hei keng Reklamm maachen. Ech fanne dat och en ellent Wuert fir Informatioun a fir dee Fait, deen hei beschriwwen ass, wou ech eigentlech d'Opreegung net verstinn, well de Lycée technique des Arts et Métiers huet säit Joren d'Traditioun, dass en all Joer all Europadeputéierten uschreift a se freet, ob se wöliten an d'Schoul kommen. Dat ass eng Initiativ vun engem Enseignant, fir d'Instruction civique méi anschaulich ze presentéieren. An dat ass all Joer, wou dat leeft, an dat leeft d'est Joer och.

An deem Kader war gëschter esou eng Europadeputéiert do, an d'nächst Woch sinn och nach Europadeputéierten am Lycée technique des Arts et Métiers fir op d'Froer vun de Schüler ze äntweren. Dass elo d'est Joer Froen iwwer d'Verfassung gestallt ginn, dat ass jo eigentlech net erstaunlech. Wa keng géife gestallt ginn, da géif dat mech wonneren. Dass d'Televisioun do war - déi aner Jore war d'Televisioun och net do -, och duerfir kann een d'Schoul elo net responsabel maachen.

Ech wëllt och soen, dass fir esou Aktivitéiten an de Schoule keng extra Autorisation vum Ministère muss virleien. Ech denken och net drun, esou eng ze froen, well mir wëlle jo just d'Schoulen encouragéieren, sech opzemaachen an Intervenante vu bausen eran an d'Schoulen ze invitéieren, fir eben d'Schoul méi lieweg ze maachen. Et ass méi interessant, et léisst ee sech vun engem Jurist erklären, wéi d'Justiz fonctionnéiert. Mir encouragéieren, dass d'Betribber sollen an d'Schoul kommen, fir Ried an Äntwert ze stoen, wéi eng Entreprise fonctionnéiert, Resistenzler, fir de Kanner ze erzielen, wéi et am Krich war.

An ech fannen et dann och normal, dass, wann een iwwer Politik schwätzt - Instruction civique soll jo eis Institutiounen beschreiwen -, se dann, wann d'Schoule wëllen an d'Enseignante wëllen, Parlamentarier do invitéieren, an ech géif dat och net als Reklamm bezeichnen, mä ech mengen dat ass d'Aarbecht vun eis alleguete fir eis Aarbecht ze erklären an de Schüler dat och méi no ze bréngen a méi ze illustréieren.

Ech hat och elo keng Zäit, an hunn och éierlech gesot net d'Absicht fir an de 27 Lycéer elo unzeruffen, fir ze froen, wéi eng Leit si nach invitéiert hunn an d'Schoulen ze kommen, an hire Programmen, déi normal lafen. Dat Eenzege wat ech weess, dass also am Lycée technique des Arts et Métiers déi Campagne do weiderleef. D'nächst Woch sinn nach zwee Europadeputéierte vun anere Parteien am Lycée technique des Arts et Métiers.

Eppes anescht, wat ech weess, dat ass, dass d'Conférence nationale des élèves Versammlungen organiséiert, allerdéngs ausserhalb vun der Schoulzäit, mä an Infrastruktur vum der Schoul, mam Premier, wou d'Schüler de Premier froen iwwer d'Verfassung. Dat ass de 5., 6. an de 7. Juli.

Vun aneren Aktiounen hunn ech keng Kenntnis, an ech muss éierlech soen - an ech denken, dass déi Meenung jo hei vum Haus gedeelt gëtt -, dass ech et wichteg fannen, dass d'Schüler sech fir Politik interesséieren a fir politesch Froen, an dass ech och der Meenung sinn, dass dat an d'Schoul gehéiert, à condition dass an deenen Informatiounsversammlunge keng xenophob oder rassistesch oder géint d'Menscherechter Meenunge vertruede ginn. Mä an deem

anere Fall hunn ech domadder kee Problem.

Ech soe Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Merci, Madame Minister. Mir kommen dann zum zweeten Punkt vun eiser Dagesuednung, dat ass d'Question avec débat N°3 vum Här Marco Schank iwwer d'Waasserqualitéit. Dem Auteur vun der Fro sti fënnf Minutten zou fir seng Haaptfro an, no der Äntwert vum Minister, seng Zousazfro virzedroen. Voilà, dann huet den Här Schank d'Wuert.

2. Question avec débat N°3 de M. Marco Schank relative aux eaux de baignade au Luxembourg

■ **M. Marco Schank (CSV).** - Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, iwwer d'Waasserqualitéit vun eise Badegewässer hei zu Lëtzebuerg ass an deene leschte Woche vill diskutéiert ginn, och an de Medië gewälzt ginn. D'Europäesch Kommissioun huet an hirem Rapport vum 26. Mee 2005 d'Resultater vun 2004 virgestallt a gesot, datt déi Situatioun eisichter schlechter gëtt, an datt den Taux de conformité vun eise Gewässer weider erofgaange wier.

Fir ze rappelléieren: Hei zu Lëtzebuerg ginn 20 Zones de baignade gekuckt; vun deene Sitë respektéiere 50% déi méi strikt Qualitéitsnormen, 65% déi virgeschriwwen Normen, 20% vun de Sitë sinn net konform, a 15% sinn als Badegewässer net erlaabt!

Am Verglach zu deenen anere 24 EU-Memberländer ass dat effektiv net genial. Et muss een awer fairerweis soen, datt duerch d'Inkohärenz vun den Texter d'Länner sech deelweis och laanscht hir Verantwortung drécken an einfach beaaschte Flëss mitunter net als Badegewässer deklaréieren an domat och kee Verbuert verhanke mussen, wéi dat zum Beispill un der Ennersauer geschitt.

Dat heescht, op däitscher Säit kënnen dann an deemselwechte Floss d'Leit schwamme goen, ouni datt dat Waasser do besser ass. Emgékiert besteet an der Musel, déi méi belascht ass wéi d'Sauer, kee Verbuert fir dran ze schwammen. Wat Lëtzebuerg ubelaangt, dierf een awer weider an der Uewersauer um Stau, an der Our zu Wäisswampech an zu Rémerschen an de Baggerweiere schwamme goen.

Fir d'Ennersauer heescht dat awer, datt een och dese Summer tëschent Eitelbréck a Waasserbëlleg net an d'Waasser daerf, an dat ass selbstverständlech kee gutt Signal weder fir den Assainissement insgesamt zu Lëtzebuerg nach fir eis Renommee am Tourismussecteur, wann dat Verbuert fir schwammen ze goen zënter 1989 an der Ennersauer besteet.

Engersäits gëtt gesot, datt do d'Klärung op der Blesbréck de Problem géif duerstellen, anersäits huet den Innenminister an engem Interview gesot, datt virun allem d'Uelzrecht der Sauer Problemer mécht. Ech wëll awer zur Klärung op der Blesbréck soen, datt ech weess, datt do am Moment technesch Anlage moderniséiert ginn, respektiv e Konzept fir eng dréit Stuf erstellt gëtt.

Bis 2015 muss laut der europäescher Direktiv d'Waasser an eise Flëss a Baache propper sinn, chemesch an ekologesch. Besser wier secher, wa mer dat och schonn eisichter hikriten.

Ech wollt da meng Froe stellen un den Minister, deen zoustänneg ass fir d'Waassergestioun: Wéi wäit si mer insgesamt mat eisem Programm fir de Bau, d'Renovéieren, d'Moderniséieren vun de Klärunganlagen zu Lëtzebuerg? Ginn déi

Moyenen duer, déi de Moment d'Waasserwirtschaftsamt zur Verfügung huet, dat och am Kontext mat der Belegschaft, mat de Ressourcen humaines?

Dann, wéi wäit si mer mat der Ëmsetzung vun der Directive-cadre vum 23. Oktober 2000, déi jo eng ganz Palette vu konkrete Schutzmoosname virgesäit fir d'Bannewässer propper ze halen, respektiv d'Ökosystemer an der Riecht ze halen.

An dann zum Schluss: Misst net d'Waasserwirtschaftsamt mam Ministère, zesumme mat den zoustännegen Ofwaassersyndikater, offensiv op déi eenzel Gemengefeierungen duergoen, fir méi Dynamik an den Dossier ze kréien, respektiv geschitt dat net schonn?

Ech soen lech Merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Merci, Här Schank. D'Wuert huet elo den zoustännegen Minister, den Här Jean-Marie Halsdorf. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Marco Schank huet d'Situatioun vun eise Badegewässer hei zu Lëtzebuerg vum Joer 2004 ugeschwat op Basis vun engem Rapport vun der Europäescher Kommissioun. Tatsächlech waren an deem Joer an der Ennersauer d'Gewässer net wéi et soll sinn. Et muss een och wëssen, dass et dat Joer vill geerent huet, an et deelweis och waarm war, dat heescht, et ware Konditiounen, déi dozou gefouert hunn, dass d'Gewässer net esou gutt an net an esou engem gudden Zoustand waren.

Et muss een awer och feststellen, wéi d'Traditioun et wëllt, dass wann en neit Joer ufänkt, och d'est Joer 2005, ëmmer e Prélèvement gemaach gëtt, an d'est Joer kann ech lech matdeelen, ass bei deenen 20 Statiounen hei am Land, déi gekuckt gi sinn, just bei enger Statioun e Problem gewiescht, esou dass ee feststellt, dass fir d'Joer 2005 eis Badegewässer besser si wéi dat Joer virdrun. An dat ass nottament drop zréckzeféieren, well d'Klärung vun lechnach a Betrib ass, well do déi dréit Stuf deelweis fonctionnéiert an doduerch hu mer dann e besseren Zoustand.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.** - Wann een en dynamesch Buergermeeschter zu lechnach huet wéi den Här Jos Scheuer, kann et just besser ginn. Ech wëll him da félicitéiere fir déi Initiativ, dass en déi Klärung frëschgemaach huet, well et ass jo net de Stat, deen d'Klärung baut, mä et sinn d'Gemengen, déi se bauen. Dat muss een ëmmer wëssen!

D'Gemengen hunn d'Kompetenz vun dem Assainissement vum Waasser, an d'Gemenge kréien 90% gehollef vum Stat. Esou gëtt d'Geschicht geschriwwen an esou muss mer déi ganz Problematik och verstoen, an dofir kann de Stat zesumme mat de Gemengen ëmmer nëmmen dat maachen, an och d'Waasserwirtschaftsamt, wat d'Gemengen an d'WEEER leeden. An dat ware fir den Exercice 2004 25 Milliounen, déi do verschafft gi sinn, an d'nächst Joer sinn et der 35 Milliounen Euro, fir déi d'Demanden do leie vun de Gemengen. Ech kommen awer nach dorop zréck.

Eis Gewässer sinn also amgaange besser ze ginn. Ech kann lech soen, dee Bilan, deen elo zu Mondorf gemaach ginn ass, Här Presi-

dent, vun der Commission de l'Intérieur, wou Dir och Leit gefrot hat, se sollen dohinner goe fir nozelauschteren, war positiv. Ech weess net, wien dohinner gange war. Ech weess awer, datt een Dréttel vun eise Gewässer schon deene Kritäre vun 2015 entsprechen a chemesch an ekologesch propper sinn. Dat ass jo net schlecht, mä bei deenen anere mussen nach Analyse gemaach ginn an d'Problemer si bekannt.

Ech mengen, d'Problemer dat sinn: Mer muss méi Renaturéierung kréien, dat dréit vill zur Qualitéit vum Waasser bäi. Mer muss kucken, dass déi eenzel Gemengen och kleng Klärunganlagen kréien, well déi och eng ganz grouss Roll spillen. Deen dréit Facteur, deen een net dierf vergiessen, dat sinn déi diffus Infiltratiounen an de Buedem, déi duerch d'Landwirtschaft kommen oder duerch Schwéiermetaller, déi och dobausse sinn.

Wann een déi dräi Aspekter léist, wann een déi méi no ugeet, mengen ech, kann een déi Saach an de Grëff kréien. Also, de Bilan ass net schlecht, wëssend och dass d'Musel ëmmer kanaliséiert bleift, mä gréisstendeels, mengen ech, si mer nach laang net déi Schlechtst.

Souwiesou ass de Kritär, ob een e Badegewässer huet oder net, net drop zréckzeféieren, dass ee Gewässer am Fong geholl an engem besseren Zoustand wär, mä dat ass einfach eng Klassifizéierung, déi dat eenzelt Land mécht. Mir hunn d'Ennersauer als Badegewässer klassifizéiert; eis däitsch Noperen hunn dat net gemaach. Mir hätten dat och kënne maachen. Et ass esou, mä ech sinn iwwerzeugt an ech sinn optimistescht, dass mer des Situatioun an de Grëff wäerte kréien.

Dir hutt och dann ugeschwat, wou déi eenzel Projeten dru sinn a wéi déi am Fong geholl weiderginn. Ech hunn do e puer Chifferen no kucke gelooss. Ech kann lech matdeelen, dass am Joer 2004 am Ganzen 122 Dossiere vun deenen eenzelne Gemengen oder Syndikaten an den Intérieur erakomm sinn, an d'Waasserwirtschaftsamt erakomm sinn. Déi stellen e Montant vun Engagement vun 98 Milliounen duer. Op deenen Demandé gëtt dann elo geschafft. Dat dauert net méi wéi ee Joer fir déi ze traitéieren, bis se nees erausginn.

Esou kann een da feststellen, dass am Joer 2004 94 Dossieré favorabel ofgeschloss goufen. Dat waren net d'eeselwecht wéi déi, déi dat Joer erakommen, dat waren der och scho vun deem Joer virdrun. An dofir läit och dee Montant, deen do elo engagéiert gëtt iwwer d'Joer 2004, bei 156 Milliounen. Dat ass scho Geld. Also, dat ass elo dat, wat op eis zoukënn.

Et kann een och kucken, wéi dat an den eenzelne Bassinë sech erëmispigelt. Do muss ee feststellen, dass fir d'Uelzrecht 7,2 Milliounen Euro virgesinn sinn. 2004 sinn ausgi ginn: Fir d'Chiers waren et 467.000 Euro; fir d'Musel 3,9 Milliounen; fir d'Sauer 13,3 Milliounen a fir Divers nach 65.000 Euro. Ech ventiléieren dat a soen déi Chifferen nach eng Käier hei, dann hunn d'Leit se och dobaussen: Fir d'Sauer mécht dat 53%, fir d'Uelzrecht 29, fir d'Musel 16 a fir d'Chiers oder d'Kor 2%. Bei der Musel si mer eréischt bei 16%, well déi Klärunganlagen nach net mat dra sinn.

Wann ech da kucken, wéi déi eenzel Aarbechten am Detail ausginn, stellen ech fest, dass d'Aarbechte fir de Kollektier fir d'Atertdall zesumme mat der Statioun, also mat der Klärung, fäerdeg sinn.

Ech stelle fest - dat wësst Dir -, dass de Projet vun der Klärung vu Beetebuerg hei an der Chamber ass, an dee wäert deemnächst och gestëmmt ginn. Ech stelle fest, dass d'Statioun vun Esch/Schëffeng säit zwee Joer fäerdeg ass. Wann ech déi kucke vun Hesper, déi mer d'lescht Joer hei gestëmmt

hunn, da sinn do 14,9 Milliounen Euro engagéiert, an do hunn d'Aarbechten elo ugefaangen a ginn Enn 2006 fäerdeg.

Da kommen ech op lechnach, wou ech jo scho virdu gesot hunn, déi ganz Aarbechten, déi si fäerdeg, an doduerch hu mer schonn e kleng Qualitéitsprung kritt an der Ennersauer. Dann d'Klärung zu Betzder, do sinn ongeféier 7 Milliounen, déi engagéiert solle ginn. Do si Problemer juristescher Natur, well déi Klärung um Territoire vun der Gemeng Biwer läit, do hoffen ech awer, dass mer do erauskommen. Dann ass et déi vum Heischtergronn, do solle 65 Milliounen engagéiert ginn. D'Konstruktioun huet do ugefaangen, an dat wäert wierklech eng Plus-value bréngen fir dee ganze Stauséi an all déi Gemengen do ronderëm.

Bei der Stad Lëtzebuerg ass och en décke Batz engagéiert. Wann een do kuckt, da maachen d'Klärung plus Kollektieren am Ganze 94 Milliounen aus. D'Klärung ass déi vu Begge plus d'Kollektieren, an déi Aarbechte sollen Enn 2005 ufänken. Dir gesitt also, zwee Projekte si mateneen an der Chamber gestëmmt ginn. Hesper huet schonn ugefaangen. Beggen huet nach net ugefaangen, do kommen heiansdo Verzögerungen.

Datselwecht, wann ech vu Verzögerunge schwätzen, gëllt fir d'Klärung vum eiser Musel, wou zu Mäertert, Waasserbëlleg, Gréiwe-maacher fir déi Klärung 30 Milliounen engagéiert sinn. Do soll Ufank 2006 ugefaange ginn.

Wat d'Ennersauer ugeet, wou 25 Milliounen emol veruschlaagt gi sinn, esou si mer do elo an eng Phase décisive komm an deem Sënn, dass fir déi Klärung, déi mat eisen däitsche Frënn vu Perl iwwer den Entsorgungsverband Saarland gebaut gëtt, elo d'Konventioun deemnächst ennerschriwwe gëtt, an zwar den 18. Juli um fënnf Auer, zesumme mat dem Umweltminister aus dem Saarland, dem Här Mörldorf. Dat soll dann do geschéien an dann hunn d'Gemenge Réimech, Wellesteen a Rémerschen och eng Klärung. Da muss een och nach ervirhiewen, dass fir d'Modernisatioun vun de Kollektieren an och vun deenen eenzele Bassinë vum SIAS 13 Milliounen veranschlaagt sinn.

Dir gesitt also, et ass vill Geld, wat ausgi gëtt. An och wann een an d'Zukunft kuckt, op fënnf oder zéng Joer, stellt ee fest, dass do nach vill am Fong geholl muss gemaach ginn. Den Här Schank huet dat schonn ugeschwat. Fir d'Statioun vu Blesbréck sinn 22 Milliounen emol engagéiert, fir déi Klärung och méi grouss ze maachen an ze moderniséieren. Datselwecht gëllt och fir Miersch, Biereng-Miersch, och do sollen et ongeféier 22 Milliounen sinn.

Fir d'Äischdall muss mer och eppes maachen, do sinn 12 Milliounen virgesinn. A fir d'Ourdall och nach 22 Milliounen. Dir gesitt also, dass mer an deenen eenzelnen Dossieré gutt weiderkommen.

Et muss jo am Ganzen 800 Milliounen nach engagéiert ginn. Dat ass ee Chiffer, deen ëmmer avancéiert gëtt. Bis dato sinn ongeféier 250 bis 300 Milliounen engagéiert, déi de Moment dra sinn, déi also da sollen am Fong geholl an deenen nächste Jore verschafft ginn.

Dir gesitt also, d'Waasserwirtschaftsamt huet do eng ganz gutt Aarbecht gemaach, zesumme mat deene Gemengen. Mä ech widderhuelen et nach eng Käier, d'Gemenge mussen eis Projekte bréngen, soss kënnen mir näischt maachen.

Déi zweet Fro, déi Dir stellt, dat ass déi iwwer d'Moyenen, déi d'Waasserwirtschaftsamt huet, ob mer do nei Posté bräichten, oder wéi do d'Problematik ass. Dozou kann ech lech Folgendes soen: Dir wësst, 1999 ass déi Iddi vum Waasserwirtschaftsamt op den Teppech komm, an 2004 ass d'Gesetz

gestëmmt ginn. Do sollten am Fong geholl theoretisch, den Efectif théorique, deen deemools ausgerechent gi war, dat waren 92 Leit. Zum Schluss sinn awer nëmme 57 Posten zréckbehale ginn, esou dass 57 Leit beim Waasserwirtschaftsamt schaffen.

Et kann een och feststellen, dass zwëschen 2001 an 2003 eelef Leit bäikomm sinn iwwert den Numerus clausus. 2004 an 2005 sinn awer keng Leit bäikomm. Fir d'Joer hu mer awer elo gefrot - dat ass ëmmer eng Prozedur beim Stat, dass ee freet wéi vill Leit ee brauch an deenen eenzelne Servicer - an do hu mir 20 Leit ugefrot. Da muss mer kucke wat dobäi erauskënnt.

Wat ech feststellen ass, dass am Fong geholl d'Waasserwirtschaftsamt sech konsolidéiert huet. Mir hunn et hei fäerdeg bruecht, d'Kompetenzen ze bündelen ënner der Direktioun vum Här Paul Hansen, deen elo vum 1. September un an d'Pensioun geet, a vun deem ech muss hei ganz kloer soen, dass deen eng gutt Aarbecht gemaach huet, mat all senger Leit.

En huet et fäerdeg bruecht, déi Zoustännegkeet, déi mer do kritt hunn, richteg ze artikuléieren, an en huet et och fäerdeg bruecht, déi intellektuell technesch Capacitéiten och den Know-how - loosse mer emol esou soen - esou an d'Weeër ze leeden, dass am Fong geholl eng performant Aarbecht kann an eisem Waasserwirtschaftsamt gemaach ginn.

Sou dass ech, éierlech gesot, fir d'Zukunft awer mengen, wa mer nach e bësse Personal, verschidden Hëllefden do kënnen kréien, dass mer do där wichtege Roll, déi mer mussen spillen an deem Beräich, an déi mer och wäerte spillen an deem Beräich, kënnen gerecht ginn. Wann ech soe wäerte spillen, dann ass et doduerch, well mer jo, wéi all Land an Europa, déi Directive-cadre oder déi Waasserrichtlinn mussen emsetzen, an déi hatt Dir jo och als drëtter Punkt an Ärer Fro ugeschwat.

Do kann ech lech soen, dass mer virum Hierscht wäerten an Regierungsdrot domat passéieren. Den État des lieux ass gemaach ginn. Ech hunn e virduel ugeschwat. An ech hunn lech och gesot, dass mer eng maximalistesche Emsetzung wëlle maachen, besonnesch och wat dee quantitativen Aspekt vun der Direktiv ugeet. Dee qualitativ, deen ass an eisem Land aktuell. Deen aneren, d'Hydrologie an all déi Elementer, déi sollen elo ëmgesat ginn, dat wäert net einfach ginn. Dat sinn och Gesetzgebungen aus de Joren 1929 a 1969, also do kéinte mer och, géif ech mengen, an deenen nächste Jore Kloertext schwätzen an och do eis modern Méttel ginn, fir där grousser Erausforderung vun engem propper Waasser an engem gudde Assainissement méi gerecht ze ginn.

Voilà, dat war dat, wat ech lech wollt soen, Här Schank. An dofir soen ech lech Merci fir Är Opmerkzaamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat heescht zum Projet de loi 5449 «portant modification de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain». D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Schank, d'Madame Flesch, d'Madame Mutsch, den Här Gira an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Fred Sunnen. Här Sunnen, Dir huit d'Wuert.

3. 5449 - Projet de loi portant modification:

1. de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;

2. de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

3. de la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire;

4. de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

M. Fred Sunnen (CSV), rapporteur.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e bësse méi wéi virun engem Joer hate mer an der Chamber hei iwwert de Projet de loi 4486 iwwert d'Gemengen an d'Stadentwécklung debattéiert. Dësen Text, dee spéiderhin d'Gesetz vum 19. Juli ginn ass, war ee vun deene wichtegsten an der leschter Legislaturperiode.

No laanger Viraarbecht, an d'Beitounung läit hei wierklech um Adressat laang, well mer eréischt no etlechen Avisen...

(Interruption)

...a Kommissiounssätzungen de Pak zoumaache konnt, ass en Text adoptéiert ginn,...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Scheuer!

M. Fred Sunnen (CSV), rapporteur.- ...deem dat veraaltend 1937er Gesetz reforméiert huet, andeems déi urbanistesche Planifikatioun vun eise Gemengen a Stied dem heitege Kontext...

(Interruption)

...vun enger nohalteger Entwécklung an engem modernen Urbanismus ugepasst gouf.

Et geet bei dësem neie Gesetz virun allem drëm, eng rationell an eng nohaltege Flächennotzung an eise Stied a Gemengen ze realiséieren, déi den neie Konzepter, déi sech eis Regierung am Beräich vun der Landesplanung ginn huet, an ech denken hei un den IVL, entsprécht. Dobäi huet d'Gesetz vum 19. Juli 2004 déi eenzel Planifikationsdokumente vereinfacht an harmoniséiert, eng kloer Hierarchie zwëschen dësen Instrumenter etabléiert an d'Prozeduren entschlackt a reforméiert.

Mam virleiden Text ginn eng Rei Problemer aus der Welt geschaf, déi sech virun allem bei der konkreter Applikatioun bei de Gemengen a bei verschidden Beruffssparte gestallt hunn an déi virun allem e Blocage am Bausecteur erbauefouert hunn. An et huet missen zu verschidden Rektifikatiounen am Gesetz vum 19. Juli 2004 kommen.

Et goung beim virleiden Text deemno drëm, fir eng Situatioun an de Gemengen ze deblockéieren, déi keng Baugenehmegungen op Basis vun den ale PAGE méi konnt ausstellen, well se gefaart hunn, géint d'Gesetz vum 19. Juli ze verstoussen. Des Weidere geet et drëm, fir eng kloer Distinction zwëschen dem alen an dem neie PAG ze maachen, respektiv bei hirer jeeweileger Ausféierung.

Domadder gétt et de Gemengen erëm erméiglecht, fir Baugenehmegungen auszustellen, an dat op Basis vun deene sëllege PAGen, déi am Land nach en vigeur sinn. Dat heescht och, dass déi verschiddenaarteg Ausféierung un deenen zwou Generatiounen vu PAGen, déi allen zwee zwou verschidden Approchen an der Landesplanung an am Urbanismus erëmispigelen, oprechterhale ka ginn.

Op verschidden Schwieregkeete bei der Uwendung vun dësem Gesetzestext vum 2004 hat de Statsrot a sengem Avis vum 3. Mee 2005 schon higewisen. Ech wëllt duerfir gären e puer Iddien aus dësem Avis zitieren: «C'est donc à bon escient que le Gouvernement s'est résolu à remettre du moins partiellement sur le métier un texte qui manifestement place les décideurs communaux et les promoteurs immobiliers devant de grandes difficultés pour ce qui est de l'interprétation du régime légal applicable et du maniement des instruments réglementaires que la nouvelle loi met à leur disposition.»

Et bestoung also Handlungsbedarf an dësem Beräich, deen d'Regierung och mat dëser Gesetzesvirlag opgegraff huet. De 25. Februar 2005 huet den Innenminister Jean-Marie Halsdorf dësen Text an der Chamber deponéiert. Den 1. März 2005 ass den Text an de Statsrot geschéckt ginn, deen den éischten Avis den 3. Mee ofginn huet. De 26. Mee ass de Statsrot op en Neits mat enger Serie Amendementer befaasst ginn, déi an der Kommissiounssetzung vum 24. Mee adoptéiert goufen.

Den Avis complémentaire vum Statsrot ass de 14. Juni agaangen. An der Sitzung vum 17. Juni 2005 huet déi parlamentaresch Innenkommissioun mech als Rapporteur bestëmmt. Den Text, wéi och déi respektiv Avisé goufen an enger Partie Réunionen op Härz an Niere gepréift, wat schlussendlech den 22. Juni 2005 zur Adoptioun vum schrëftleche Rapport an zu dësem Text gefouert huet.

Här President, d'Schlësselementer vun dësem Text loosse sech an dräi Kategorien andeelen:

Éischtens, et goung drëm fir d'Incompatibilité zwëschen dem PAG aus deem ale Regime an der Uwendung vun den neien Dispositiounen iwwert d'PAPen an d'Baugenehmegungen opzehiewen, andeems eng weider Iwwergangsbestëmmung an d'Gesetz agebaut gétt, déi et de Gemengen elo erlaabt, fir hir al PAGen no den Dispositiounen, wéi se am Plang an am jeeweilege Bautereglement ageschriwwen sinn, ze exekutéieren. Des Moosname betrefft virun allem d'Artikelen 26 a 27, dat heescht déi gesetzlech Dispositiounen, déi d'Ausschaffe vun engem PAP, mat verschidden Ausnahmen, virgesinn.

Déi PAGen, déi am ale Regime entworfen goufen, sinn am Kontext vun der neier Gesetzgebung un grapheschen an um technesch Plang net méi zäitgeméis. Méi genee heescht dat, dass déi al PAGE ganz precis Virschreften ze respektéieren haten, wat dem Bürgermeeschter d'Méiglechkeet ginn huet, fir Baugenehmegungen auszustellen ouni missen op e PAP zréckzegräifen.

M. Jos Scheuer (LSAP).- Très bien!

M. Fred Sunnen (CSV), rapporteur.- Am Gesetz vum 19. Juli ass de PAP awer als Prinzip festgehale ginn, wat sech deemno schlecht mat der viregter Praxis op een Nenner bréngen léisst.

Aus dësem Grond huet missen eng Iwwergangsléiung fonnt ginn, déi sech um Gesetz vum 1937 inspiréiert. Datselwecht géllt och fir d'Bautereglementer. D'Gemenge sinn opgeruff, bis den 8. August 2010, also a fënnf Joer, hir PAGen ze iwwerschaffen. D'Iwwergangsbestëmmunge falen ewech, wann déi jeeweileg Gemengen hir PAGE reforméiert hunn an hire legalen Obligatiounen nokomm sinn. Déi Iwwergangsbestëmmunge sinn am Artikel 108bis an 108ter formuléiert ginn.

Duerch den 108bis hunn d'Auteure versicht d'Méiglechkeet ze schaffen, fir déi al Generatioun vu PAGen no den ale Modalitéiten ofzeänneren, ouni dass sech dës Modifikatiounen op d'Gesetz vum 19. Juli bezéie mussen. Fir ze verhënnere, dass déi PAGen nom allgemenge Gutdünken während der Iwwergangphas, wou d'Gemengen hir PAGE mat der neier Legislatur konform sette kënnen, ofgeännert ginn, gouf initialment festgehale, dass dës Modifikatiounen nëmmen am sou genannten Intérêt général gemaach dierfte ginn. Am Kader vum Gesetz vum 1937 war et ëmmer Usus gewiescht, fir d'PAGE iwwert de Wee vun engem PAP ofzeänneren. Aus dëser Ursach eraus hunn d'Auteure vum virleiden Text versicht eng Dispositioun an d'Gesetz anzefügen, dat heescht de Paragraph 3 vum Artikel 108bis, dee virgesäit, dass och dës Modifikatiounen sech nëmme maache loosse, wa se dem Intérêt général entspreche.

Dës Approche, Dir Dammen an Dir Hären, konnt de Statsrot net deelen an en huet sech duerfir formell opopéiert, andeems e virun allem de Respekt an der Hierarchie vun de legalen Instrumenter am Beräich vum Aménagement communal ugemahnt huet. Wann d'Auteure vun dëser Dispositioun, an dat war an dësem Fall déi parlamentaresch Kommissioun vun Intérieur, gemengt hunn d'Flexibilitéit um Niveau vun de PAGen an de kommunale Bautereglementer, sou wéi se am Kader vum 1937er Gesetz ausgeschafft goufen, nëmme kënnen ze garantéieren, andeems d'Méiglechkeet an d'Liewe geruff gétt, fir se punktuell ofzeänneren, ier se definitiv no den Normen aus dem neie Gesetz iwwerschafft ginn, da kann dës Ofännerung nëmmen toleréiert ginn, wa se sech un deene Modalitéiten orientéiert, déi bei der initialer Mise en vigueur gegollen hunn.

D'Optioun, fir d'PAGE iwwert de Wee vu Modifikatiounen un de PAPen ofzeänneren, ass ze vermeiden, well se, laut Statsrot, nei Rechtsonsécherheeten zur Folleg hätt. D'Kommissioun huet sech dëser Interpretatioun ugeschloss an deemno dës Dispositiounen aus dem Text erausgeholl.

Den Artikel 108ter beseet u sech, dass wann d'PAGE net reforméiert ginn, esou wéi et am éischte Paragraph vum Artikel 108 virgesinn ass, dass dann de Buergermeeschter eng Baugenehmegung ausstellen kann, fir Bau-, Rénovations- an Transformationsaarbechten, déi konform zum PAG, zum PAP oder zum Projet de PAP, déi en cours d'approbation sinn, an dat am Moment vum A-Kraaft-Triede vum virleiden Gesetz.

Dës Formulatioun ass absichtlech esou explizit formuléiert ginn, fir d'Opportunitéit an d'Nécessitéit ze ënnersträchen, fir weiderhi Baugenehmegungen op Basis vun ale PAGen auszustellen, wann de Projet konform zu dësem PAG ass. Dat waren d'Ausféierungen zu den Iwwergangsbestëmmungen, wou ech hoffen, dass se explizit genuch waren.

Den zweete wichtege Punkt an dëser Virlag ass d'Ofschafe vun der Expertelëscht fir d'Ausschaffe vun engem PAP. All Geometer, all Ingenieur oder Architekt kann elo e PAP ausschaffen, ouni dass eng speziell Qualifikatioun duerfir noutwendeg ass. D'Lëscht vun de Spezialiste fir d'PAGE bleift awer bestoen, wat der Philosophie vun engem modernen an nohaltegen Urbanismus, sou wéi si am Gesetz vum 19. Juli 2004 ugeduecht ass, weiderhin entsprécht.

Drëttens gétt dovunner profitéiert, fir eng Partie weider Modifikatiounen redaktioneller Natur am Text vum Gesetz vum 19. Juli 2004 unzebréngen.

(Hilarité)

Op déi wéll ech net am Detail zréckkommen, well se explizit an den Documents parlementaires zu dëser Gesetzesvirlag beschriwwen an erkläert sinn.

Op alle Fall si meng Fraktioun an ech frou, dass mer zu engem dach glécklechen Ofschluss vun dëser dach munchmol onnéideger polemischer Debatt kommen. Ech denken, dass déi Léiung, déi mer mat dësem Text erbäiféieren, eng viabel Léiung ass, déi d'Aarbechten an de Gemengen a bei de bezaaftene Corps-de-métieren erëm ukuerbelt.

Ech soen lech Merci fir Är Opmerkzaamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Sunnen. Als éischte Riedner ass ageschriwwen den honorabelen Här Marco Schank. Här Schank, Dir huit d'Wuert.

Discussion générale

M. Marco Schank (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur, dem Fred Sunnen, fir sãin excellente schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Ech wollt domat ufanken drun ze erënneren, dass mer d'lescht Joer eng Reform vun dem sou genannten 1937er Gesetz gemaach hunn, d'Gesetz vum 19. Juli 2004. An ech wëll och drun erënneren, dass déi Reform sech deemools opgedrängt huet, ënner anerem well mer haut eng integréiert Virgehensweis am Urbanissem brauchen. Mir hunn ee Gesetz gebraucht, dat nei Funktiounen a Missiounen matenee verbënnt. An doriwwer eraus ass och de Gedanken, dass dat war och e ganz wichtege Objektiv, vun der nohalteger Entwécklung an dat Gesetz vum 2004 agefloss.

D'Entwécklung vun eise Gemengen a vun eise Stied muss sech haut verännerte Rahmebedingungen upassen, an eben och engem modernen Urbanissem. Dozou gehéiere souwuel déi ekonomesch, déi sozial, déi kulturell Funktiounen vun enger Stad oder Gemenge, wéi och déi ëmwelttechnesch Aufgaben, déi sech eng modern Gemenge haut muss zu Eege maachen.

Wunnen a Verkéier beispillsweis sinn haut enorm wichtege Beräicher, op déi eis Gemengeverantwortlech eng ganz grouss Emprise hunn.

Dat neit Gesetz vun 2004 harmoniséiert - de Rapporteur huet och nach eng Kéier dorun erënnert - déi verschidden Planungsdokumente. Dobäi kënn, dass d'Gemengeverantwortlech hir PAGen all Joer mussen iwwerschaffen, fir ebe gegebenefalls déi PAGen neien Entwécklungen unzupassen. Wichteg ass zum Beispill dee Moyen vun der prélabler Etüd am neie Gesetz, well déi ënner anerem analyséiere muss, ob sech de PAG an déi generell Politik um Aménagement du territoire apasst. Oder och, dass all PAG, dee kurz virun der Adoptioun steet, muss begleet gi vun engem sou genannte Rapport de présentation, deen all Verännerung vun PAG genaustens dokumentéiert an eventuell neien Handlungsbedarf dann opzeechent.

An dann etabléiert dat neit Gesetz vun 2004 och eng logesch, eng kloer Hierarchie zwëschen deenen eenzelnen Planungsinstrumenter op kommunalem Niveau; och dat ass scho gesot ginn.

An da loosst mech nach ee Punkt soen: Mir hu mat deem neie Gesetz nei Moyené kritt, nei Instrumenter kritt, fir d'Emsetzung vum PAG. Ech erënneren zum Beispill un d'Zones de développement, d'Zones à structurer, déi virun allem als Intérêt général kënnen definéiert ginn. Mir hunn ee Moyen nei formuléiert, deen et virduel scho ginn ass, dass de Remembrement urbain. Haut gétt et de Remembrement conventionnel, de Remembrement

légal, mat enger Rei neie Moyenen. Da gëtt et d'Rectification des limites de fonds, et gëtt d'Réerves foncières; alles Instrumenter, déi mer duerch dat neit Gesetz kruten.

Ech wollt einfach nach eng Kéier un déi wichteg Objektivitéit vun deemools erënneren, well déi lescht Méint ganz vill iwwer scheinbar oder tatsächlech Problemer geschwat ginn ass bei der Émsetzung. Mä déi Saachen, déi gutt sinn um Gesetz, déi d'Philosophie ausmaachen, déi wollt ech kuerz nach eng Kéier hei an Erënnerung ruffen.

Här President, am Résumé: D'Gesetz vun 2004 ass een innovatiivt Gesetz, well et den Acteur vill nei Méiglechkeete gëtt, zukunftsorientierten Urbanismus ze maachen. Et ass awer och ee komplext an domat ee komplizéiert Gesetz, well et eben eng komplex Matière ass.

Op jiddfer Fall ass et esou, datt d'Philosophie vum Gesetz vun 2004 stëmmt. Dat gouf unisono elo vun alle Chamberfraktiounen confirméiert.

Derbäi kënn, a mengen Aen, datt d'Gesetz vun 19. Juli 2004 dringend noutwendig war - ech hu probéiert dat schonn ze soen -, fir déi éischter planlos Entwécklung a groussen Deeler vum Land an de Grëff ze kréien.

An net alles un deem neie Gesetz ass richtig verstane ginn an ech hat och d'Impressioun, wéi wa vill Leit, déi driwwer geschwat oder driwwer geschriwwen hunn, et och net richtig gelies, respektiv iwwerhaapt net gelies haten.

Et ass an deene leschte Méint vill Veronsécherung ze spiere gewiescht an dat ass schued. An et huet souguer op eemol geheesch, et gëtt net méi gebaut. Ech wëll och soen, datt souguer polemisch vu verschidden Deeler aus dem Bausecteur argumentéiert gouf.

An trotzdem - den Här Innenminister wäert herno dorop ze schwätze kommen, dovunner ginn ech aus -, wann een deenen Zuele ka gleewen, déi bei deem Sondage erauskomm sinn, dann ass kaum oder iwwerhaapt keen Abroch an de Baugenehmegunge gewiescht.

Ech selwer hu bei mir an der Gemeng ganz normal Baugenehmegunge fir Eenzelobjeten erausginn, sou wéi ëmmer, sou wéi d'Gesetz et och virgesäit, souwäit d'Pläng eben eise PAG entsprach hunn. An an deenen anere Fäll ass genee wéi bis elo och e PAP verlaangt a gemaach ginn, a bis elo gouf et och do keng Reklamatiounen. Gutt, ech ginn awer gären zou, datt et um ländleche Raum net ëmmer grad sou komplizéiert ass wéi an de Stied, virun allem um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg.

Ech ginn d'Gefill och net lass, datt eng Rei vu Problemer mat deem neie Gesetz vun dohier koumen, datt dat aalt 1937er virdrun net ëmmer korrekt ugewant gouf, vläicht och well et manner prezis war wéi dat neit elo.

Här President, de Projet de loi 5449, deen eis haut zur Ofstëmmung virläit, steet an der Logik ganz daitlech vun der Transition, vun der Transition vun deem alen 1937er op dat neit Gesetz, wat mir d'lescht Joer hei gestëmmt hunn.

De Rapporteur huet déi wesentlech Verännerunge vum Gesetz erausgeschiedt, an domat brauch ech dat och net ze widderhuelen. Virun allem si wéi gesot nei Iwwergangsbestëmmung gemaach - oder besser gesot - d'Iwwergangsbestëmmungen nei definéiert ginn.

Zum Beispill hunn d'Auteure versicht am Artikel 108bis d'Voraussetzungen ze schafen, fir déi al Generatioun vu PAGen no deene fréiere Modalitéiten ofzeänneren, dat heescht d'Artikelen 26, 27, 105 an 106 net applicabel sinn, bis dee Moment wou e PAG neier Prägung virläit, entsprechend dem Artikel 108.

Ursprünglech war am Text virgesinn, datt d'Modifikatiounen nëmmen kéinten am Fall vun engem Intérêt général gemaach ginn, y compris de caractère économique, social et écologique. Dat ass schlussendlech fale gelooss ginn, aus Angscht viru juristeschen Zweedeitgekeiten, déi virun allem de Statsrot opgeworf huet. De Statsrot huet ënner anerem d'Fro gestallt, wien ausserhalb vun de Gerichter a leschter Analys kompetent wier, fir ze soen, wat d'intérêt général ass a wat net.

An der Kommissioun ass, ënner anerem, als Konklusioon gemengt ginn, datt souwiesou bei all Modifikatioun vum PAG d'Artikelen 10 bis 18 jo spille mat deem entsprechende Règlement grand-ducal, a vun dohier géif den Intérêt général souwiesou da gekuckt ginn.

Am Artikel 108ter gëtt dann eppes ganz daitlech gemaach, wat menger Meenung no zwar souwiesou am Artikel 37 vum Gesetz vun 2004 daitlech stoung, nämlech datt de Buergermeeschter oder d'Buergermeeschtesch eng Baugenehmegunge ka ginn, wann déi entsprechend Aarbechte konform zum PAG respektiv dem PAP, déi en vigeur sinn.

De Rapporteur huet déi wichtigst Annerunge gesot. D'Philosophie vum Gesetz 2004 bleift, wat se ass. Ech erënneren och drun, datt d'Gemengen insgesamt méi Responsabilitéit kréie fir déi kommunal Bauung. Eenzel Artikelen vum deem neie Gesetz, zum Beispill deen ëmstriddenen Artikel 27, ginn an der Iwwergangphas net ugewant.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

D'Ausaarbechtunge vu PAGE sinn am 2004er Gesetz Experten iwwerlooss. Datselwecht géllt de Moment nach fir d'PAPen. Fir d'PAGE bleift alles beim Alen. Dese Projet gesäit awer vir, d'Lescht vun Experten, fir d'PAPen auszuschaffen, ofzeschaffen. Jiddferee respektiv jiddfer Büro, deen am Beräich vum Architekt, Ingenieur a Geometer schafft, kann elo deemnächst, wa mir dat Gesetz stëmmen, e PAP maachen.

Perséinlech hätt ech mir eng Iwwergangsléisung gewënscht, zum Beispill d'Suspensioon vun der Lescht, bis eng Gemeng e PAG neier Prägung huet. Dat wier a mengen Aen eng gutt Léisung gewiescht! D'Kommissioun huet sech do aneschters decidéiert. Ech wëll awer dobäi soen, datt d'Büroen do bausse sech ganz séier beweegt hate fir entsprechend forméiert an experimentéiert Leit ze verpflichten.

Här President, e komplext Gesetz wéi dës, dat muss regelméisseg ergänzt ginn. Nei Uerteeler wäerten et och weider ausleeën an ergänzen. Och beim Virgängergesetz gouf et ganz vill Prozesser. An Däitschland gouf d'Flächennotzungsgesetz ëm 1970 erneiert, an et ass bis elo zirka 40-mol ëmgeännert ginn. Nei Problemer si selbstverständlech net auszuschléissen. Wéi gesot, dës Gesetz ass ee komplext, an et geet ëm ganz vill Suen. An dofir wäerten no an no och weider Uerteeler vum Verwaltungsgericht kommen a wuel och netzlech sinn.

Dee virleiede Projet de loi schalt d'Interpretationsproblemer aus, souwäit wéi si elo sichtbar sinn. Ech hoffen och, datt mir mat deem Gesetz déi Veronsécherungen an de Gemengen an am Secteur vun deenen, déi ech virdrun ugeschwat hunn, ausgeschalt kréien.

De Gemengeresponsabele wëll ech nach soen, datt et absolut sénnvoll an noutwendig ass, méiglechst séier e PAG neier Prägung ausschaffen ze loossen; eréischt dann entfaalt d'Gesetz vun 2004 sai ganzen Innovationsimpakt.

Zum Schluss wollt ech den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet ginn. Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Hér Schank. Nächst Riednerin ass d'Madame Colette Flesch. Dir hutt d'Wuert, Madame Flesch.

Mme Colette Flesch (DP).- Merci, Hér President. Hér President, léif Kolleegen, mam Gesetz vun 19. Juli 2004, dat d'DP matgestëmmt huet, ass d'1937er Gesetz iwwert den Aménagement communal wäit gehend reforméiert ginn, an an déi heiteg Gegebenheeten adaptéiert ginn. D'Zil vun deem Gesetz, dat den deemolegen Innenminister Michel Wolter ausgeschafft huet, war notament méi Harmonie an den Aménagement vun onse Gemengen an an ons Gemengen ze bréngen, een Aménagement, deen der nohalteger Entwécklung méi gerecht soll ginn.

D'DP huet deemools déi Opfaassung gedeelt, an deelt se haut wéi deemools, a kann op deem Punkt an an där Approche dem fréieren Innenminister Recht ginn. Den Här Schank huet elo just dorun erënnert, dass mir an der Kommissioun, och wann d'Diskussiounen heiansdo e bëssen hefteg waren, ons awer alleguerten an deem Punkt eens waren.

Mä, dës Gesetz, grad ewéi all Gesetzer, besteet fir d'éischt um Pabeier, a wann een et dann uwent, da gesäit een - Gott sei Dank net oft, mä leider heiansdo -, dass et bei der praktescher Uwendung Schwierigkeete gëtt, an et ass am Fong net verwonnerlech, dass dat just bei deemem Gesetz de Fall war, well eng Transition huet mussen organiséiert ginn, an och well et ee Gesetz ass, wat vu senger Natur hier eng ganz komplizéiert Matière ass.

Ech därer vläicht dorun erënneren, dass d'Gesetz vun 1937, wat bis d'lescht Joer gegollt huet, während 30 Joer eigentlech net ugewant ginn ass. Déi éischt Uwendung vun deem Gesetz war de Vago-Plang an der Stad Lëtzebuerg 1967. Viru si wuel Perimetre gezu ginn an de Gemengen, mä een echte Bebauungplang ass et net ginn. Also, ech mengen, dat beweist zur Genüge, dass dat eng Matière ass, wou d'Gemenge sech taaschtend mussen widerbewegen.

D'Philosophie vun deem Gesetzestext kann nach esou luewenswäert sinn; et kënnen ëmmer erëm also Schwierigkeete bei senger praktescher Uwendung oprieden, wéi gesot besonnesch an sou engem schwierigen Domän wéi dem Aménagement communal. Dat war bei deemem Gesetz de Fall, a vu dass d'Gesetzer alleguerte jo net an de Marber gravéiert sinn, kann ee jo dann nobesseren, wann et muss sinn, do, wou d'Praxis weist, dass ee Problem besteet.

Dës Nobessering kann um Niveau vun der Regierung gemaach ginn duerch e Projet de loi oder um Niveau vun der Chamber duerch eng Proposition de loi. Dat ass och hei geschitt. Et ass souwuel e Projet vun der Regierung komm wéi och déi eng oder déi aner Proposition de loi vun Deputéierten. A ganz besonnesch wat d'Problematik vun engem prinzipiellen Erstelle vun engem PAP fir quasi all Construction immobilière ugeet, konnten duerch eng gutt Zesummenaarbecht téscht Innenministère an zoustänneger Chamberskommissioun hei Problemer geléist ginn an ass finalement eng Léisung fonnt ginn. Iwwert d'Resultat vun deenen Aarbechten, zu deene jo och de Statsrot säin Deel bäigedroen huet, an deen Deel ass net négligeabel, iwwert dat Resultat vun deenen Aarbechte stëmme mir haut of.

Ech wëll hei dem Rapporteur Merci soe fir sai mëndlechen a schrëflechen Rapport. Et war sécherlech keng einfach Tache, vu d'Meenungsverschiddenheeten, vu

d'Schwierigkeete vun der Matière, vu och dat politesch Émfeld, an deem sech dës Diskussioun ofgespillt huet.

Ech wëll also dem Rapporteur Merci soen, an ech wëll ganz besonnesch dem Innenminister félicitéiere fir seng Asicht an deemem Dossier. Et muss een him Merci soe fir säin Asaz, seng Geduld a seng Persévérance.

Wéi gesot ware mir a si mir awerstan mat der Grundphilosophie vum fréieren Innenminister sengem Text. Nach muss een déi an der Praxis opgetauchte Problemer, déi reell sinn an net vun iergendengem aus der Loft gegräff goufen, gesinn. Et därf een net laachen an de Kapp rëselen iwwert déi Leit, déi um Terrain mat Problemer konfrontéiert sinn, an deemem Fall Gemengen, Baufirmen, Privatleit, an et muss ee versichen, Léisunge fir déi Problemer ze fannen. Dat huet meng Partei, a Gott sei Dank dat hunn och déi aner Partei gemaach, an dat mécht och elo d'Chamber.

Perséinlech muss ech soen hätt ech bei deemem Projet eng Préferenz gehat fir dem Statsrot seng allgemeng Approche, déi doranner besteet, sech op déi onbedéngt noutwendeg Ännerungen ze limitéieren, déi e reibungslose juristeschen Iwwergang téschent dem Regime vun 1937er Gesetz an deem vum Gesetz vum Juli 2004 erméiglecht hätten. Bei esou enger limitéierter Approche wär d'Nécessitéit vun enger méi déif gräifender, besser duerchduechter - well ee méi Zäit huet - Reform méi evident bliwwen.

Mä mir hunn ons dem Text, deen hei presentéiert ass, ralliéiert, an ech wëll confirméieren, dass mer deen Text wäerte stëmmen. Ech verstinn och dem Auteur vun deemem Projet de loi an der Majoritéit an der Chamberkommissioun hir Approche, fir also eng aner Solutioun ze huelle wéi déi, déi de Statsrot préconiséiert huet, och wéi gesot wann ech se selwer net deelen. Ech soen nach eng Kéier, mir hunn ons där Approche do schliesslech, à notre corps défendant géng ech soen, ralliéiert, a mir bleiwen och bei deem Ralliement.

An deemem Fall hu misse Léisunge fonnt ginn, fir eng Situatioun ze deblockéieren, déi et am Moment nach net ass, an zwar déi vun de Baugenehmegungen, an dat géng ech mengem honorabele Kolleeg Gira wëlle soen: Net nëmmen an der Stad Lëtzebuerg.

Ech sinn och dem Här Schank dankbar, dass hien dorop higewisen huet, dass Problemer, déi sech bei de Baugenehmegungen am ländleche Raum stellen, e bëssen anescht si wéi déi, déi sech op engem urbanen, an engem städteschen Territoire stellen, an et ass och vläicht keen Zoufall, dass d'Stad Lëtzebuerg déi éischt Gemeng war, déi mat Problemer an deem Beräich konfrontéiert war. Déi éischt, mä net déi eenzeg.

De Blocage ass entstan weinst Incompatibilitäten téschent dem neien 2004er Gesetz an den Aménagementspläng, déi nach ënnert dem 1937er Gesetz approuvéiert oder lancéiert goufen. Leidtragend vun deeser Situatioun waren a sinn d'Gemengen, d'Baubranche, d'Privatpersounen, déi baue wëllen, an déi, déi eng Wunneng wëlle fannen. Leidtragend ass och ons Économie, an déi Situatioun géif sech nach zouspëtzen, géinge mer nach méi laang waarden. Ronn 15.000 Aarbechtsplaze sinn am Bausecteur betraff, an esou hunn d'Fédération des Artisans an déi ganz Baubranche sech an der Lescht berechtigt Suerge gemaach.

Ech erënneren un d'Ordonnance vum President vum Tribunal administratif vum 7. Dezember 2004 bei enger Baugenehmegunge, déi d'Stad Lëtzebuerg erausginn hat. Et ass wéi gesot net dat eenzeg Uerteel, wat an deem Domän a leschter Zäit gesprach ginn ass,

mä et ass deemools, dass d'Diskussioun wierklech ugaangen ass, an haut gi mir se mat onsem Vote dann deblockéieren.

Kucke mer emol wat déi positiv Punkte sinn, déi de Projet de loi, dee mer haut stëmmen, bréngt. Et ass sécher luewenswäert, dass kloer a prezis Bestëmmungen agefouert ginn, déi eng Transition téscht de Gesetzer vun 1937 an 2004 erméiglechen. Positiv ass, dass d'Obligatioun, e PAP fir all Bauprojet opzestellen, en suspens gehale gëtt, doduerch dass d'PAGen ancien régime bäibehale kënnen ginn, an dass d'Artikelen 26 a 27 net méi mussen applizéiert ginn. Ech maachen hei Referenz un den Artikel 108bis.

Déi zwee Artikelen 26 a 27 hu jo eng Obligatioun virgesinn, e PAP mat sengen Ausnahmen opzestellen, an dat well d'PAG ancien régime mat hirer Partie graphique an écrite nëmmen deelweis den Exigencé vum neie Gesetz géife gerecht ginn. Ze begréissen ass och d'Ofschafung vun der Lescht mat deene Leit, déi e PAP dierfen opstellen, also d'Erweiterung vun der Zuel vun de Leit, déi dürfen e PAP opstellen, an dass an Zukunft all Member vum OAI a vum Ordre des Géomètres e PAP dierfen opstellen, Artikel 1 Paragraph 3. Dat géllt och fir déi Leit, déi e Rapport justificatif a Plan-directeurs dierfen opstellen, Artikel 1 (4).

Wat den Artikel 108 betrëfft, sou ass et sécherlech e Virdeel, dass d'Délaien, fir en neie PAG an en neit Bautrenglement opzestellen, harmoniséiert goufen, Paragraph 1 an 3 vum deem Artikel. Et ass wichtig, dass eng punktuell Émännerung vun engem PAG ancien régime ka gemaach ginn, dat ass den Artikel 108bis (1).

Onser Meenung no ass et och wichtig, wéi de Conseil d'État et proposéiert huet - an de Rapporteur huet dorun erënnert -, dass aus juristescher Sécherheetsgrënn d'Aschränkunge fir d'Ursaachen d'intérêt général, sief et vum ékonomeschen, ekologeschen a soziale Charakter, ofgeschaf goufen, well do war effektiv eng juristisch Onsécherheet entstan. Déi kann domadder dann eben net méi virkommen.

Kloerheet konnt geschaf ginn iwwert d'Marche à suivre am Fall wou d'Ofgrenzung vun enger Gréngzon virgeholl gëtt, an dat ass dann an Zukunft d'Missioun vum Innenminister. Dat zu de positive Punkten.

Et bleiwen trotzdem am Gesetz vum 19. Juli 2004 nach Bestëmmungen, déi Problemer opwerfen oder nach net prezis genuch sinn. Sou ass et ze bedauern, dass d'Lescht vun deene Leit, déi eleng dürfen e PAG opstellen, bäibehale gouf. Mir hätten do léiwer gesinn, dass een do méi wäit gesinn hätt.

Ech géng gäre vum Innenminister wëssen, ob hie mir hei expressément dat ka bestätegen, wat en ons an der Kommissioun gesot huet, dat heescht, dass d'Lescht mat deene qualifizéierte Leit gemäss Artikel 7 (2) vum Gesetz vum 19. Juli 2004 eng oppe Lescht ass. Eng Lescht, déi also opbleift, an op déi zu al Moment iwwer en Arrêté ministériel nei Leit kënnen derbäigesat ginn. An ech wär natierlech och frou, wann hien ons kéint soen, ob en effektiv wëllen huet, déi Lescht an Zukunft ze erweideren.

Eng Circulaire ministérielle ass publizéiert ginn, déi soll Kloerheit iwwert den Artikel 34 bréngen. Déi Circulaire ass do, an ech mengen dat ass och gutt. Mir schéngt et awer, dass esou eng Circulaire net déi néideg zollid Base juridique gëtt, fir dass effektiv d'Interpretatioun déi ass, déi de Minister a senger Circulaire ministérielle ginn huet. Mir hätten do léiwer gesinn, wann den Artikel 34 am Sënn vum Minister senger Circulaire modifizéiert gi wär. Dann hätte mer eng

ganz zolidd Base juridique gehat, déi net hätt kënnen a Fro gestallt ginn.

Et hätt een och misse kloer preziséieren, dass punktuell Modifikatiounen vu bestehende PAGE gemäss de bestehende Légendes vun deene PAGE gemaach ginn, an dass d'Applikatioun vun deem betreffende Règlement grand-ducal vum 25. Oktober 2004 verluucht gëtt bis zu deem Zäitpunkt, wou déi nei PAGen op Basis vum 2004er Gesetz a Kraaft trieden.

Et hätt och misse kloer preziséiert ginn, dass punktuell Modifikatiounen vu bestehende PAGE kéinten op déi gewinnte Aart a Weis gemaach ginn, dat heescht vun de Services techniques vun de Gemengen a vun deene Leit, déi PAPen opstellen. En Zréckgräifen op qualifizéiert Leit, déi sech op der PAG-Lëscht befannen, schéngt an deene Fäll eng iwwerdrifwe Präcautioun. Et wär och nëtzlech gewiescht ze preziséieren, datt Etudes préparatoires a Rapports justificatifs net néideg wäeren fir punktuell Modifikatiounen vu bestehende PAGen.

Dat sinn also déi Punkten, wou onser Meenung no nach Handlungsbedarf an der Zukunft läit, mä ech sinn och iwwerzeegt, dass d'Realität um Terrain ons deen Handlungsbedarf wäert méi no bréngen. Quoi qu'il en soit si mer der Meenung, dass dee Projet, deen elo virun ons läit, e groussen Deel vun deene Problemer, déi mer säit Juli 2004 kennen, aus der Welt schafft, an dofir begrësse mer expressément deen neie Projet de loi.

Leider war en A-Kraaft-Triede vun deem Text fir den 1. Juli net méi méiglech. Et gëtt also virgesinn, dass deen Text den 1. August a Kraaft trëtt. Et hätt ee kënnen a misse méi séier vläicht handelen, mä bon, d'Haaptsaach ass, elo gëtt eppes gemaach, an zesummen droe mer zu engem Déblo-cage vun deser Situatioun bäi, och wann nach net alles perfekt ass. Och dëst Gesetz muss nach duerno an der Praxis seng Preuve maachen, a mir wäerte gesinn, dass et sécherlech nach Verbesserungs-méiglechkeete gëtt.

Onser Meenung no misst an enger éischer Phas elo den Innenministère sech mat de Gemengen an deene concernéierte Secteuren - Bau an Immobilien - zesummesetzen, fir eng kohärent Applikatioun vun deem amendéierte Gesetz iwwert den Aménagement communal ze erméiglechen an all Interpretatiounsdivergenzen sou wäit wéi méiglech aus der Welt ze schafen.

Weider misst gekuckt ginn, awéiwäit den Artikel 28 vum 2004er Gesetz misst réexaminéiert ginn.

Ech si weider der Meenung, dass dat ganz Gesetz iwwert den Aménagement communal misst fréier oder spéider dans son ensemble an en profondeur gekuckt a wahrscheinlech iwwerschafft ginn.

An deem Sënn bréngen ech eng Motioun, Här President, am Numm vun onser Fraktioun. Si ass elo vu mir ënnerschrifwen, well mir wolle Plaz loosse fir aner Leit, déi sech vläicht nach wëllen deser Initiativ uschléissen. Wann dat net sollt de Fall sinn, Här President, si selbstverständlech aner Kollege vu menger Fraktioun bereet déi Motioun ze ënnerschrifwen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;*

- *relevant les difficultés qui se sont manifestées lors de l'application de la loi du 19 juillet 2004;*

- *notant que les communes ainsi que certains acteurs du secteur de l'immobilier et de la construction doivent faire face à un blocage de leurs activités dû aux difficultés résultant de l'application de la loi du 19 juillet 2004;*

- *saluant le projet de loi N°5449 portant modification de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain permettant de débloquent cette situation intenable pour les communes et les acteurs du secteur de l'immobilier et de la construction;*

- *constatant cependant que le projet de loi susmentionné ne permet pas d'écarter toutes les imprécisions et insuffisances de la loi du 19 juillet 2004;*

invite le Gouvernement,

- *à se concerter avec les communes et les acteurs du secteur de l'immobilier et de la construction afin d'agir dans le sens d'une application cohérente de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;*

- *à procéder à brève échéance à une analyse d'ensemble des dispositions en vigueur en vue d'une probable initiative législative supplémentaire qui permettra aux autorités communales de disposer d'une base légale solide et précise pour l'élaboration de leurs futurs PAG;*

- *à réexaminer notamment les dispositions de l'article 28 de la loi du 19 juillet 2004 qui posent problème dans la mesure où les personnes privées se voient clairement désavantagées;*

- *à modifier l'article 34 de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain relatif à la cession des fonds réservés à des aménagements publics dans le sens de la circulaire ministérielle relative à l'application dudit article.*

(s.) *Colette Flesch, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Anne Brasseur, Emile Calmes.*

Ofschléissend also si mir der Meenung, dass deen Text e wichtige Schrëtt an déi richteg Richtung markéiert, dass deen Text kann zu engem, vläicht nëmmen deelweis, mä sécherlech wäit gehenden Déblo-cage féieren. Mir soen dofir dem Minister fir seng Initiativ Merci a mir wäerten dee Projet stëmmen.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Madame Flesch. D'nächst Riednerin ass d'Madame Mutsch.

Dir hutt d'Wuert, Madame Mutsch.

Mme Lydia Mutsch (LSAP). - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi viru ronn engem Joer d'Gesetz iwwert den Aménagement communal gestëmmt gouf, huet d'sozialistesche Fraktioun sech enthalen. Dobäi hate mir deemools keen Zweifel drun, dass et noutwendeg wier fir d'Gesetz vun 1937 ze reforméieren.

Ze viles huet sech hei zu Lëtzebuerg an deene leschte 70 Joer verännert. Den Territoire, iwwert dee mer verfügen, ass begrenzt, an de Bedarf u Bauland, Stroossen, Industriezonen an esou weider gëtt ëmmer méi grouss. Mir müssen deemno déi Ressourcen, déi mer hunn, méiglechst rationell notzen an esou plangen, dass eis Infrastruktur net nëmmen de Besoienen vun haut gerecht gëtt, mä och un d'Bedürfnisse vun deene kommende Generatiounen kann ugepasst ginn.

Eis Fraktioun war dofir d'accord mat den Ziler, mat der Ausrichtung vum Gesetz vun 2004 a mir waren och d'accord, dass e Kader misst geschaffe ginn, an deem sech den IVL kéint dévelloppéieren. Mä obwuel mir eis heibannen alleguerten, oder bal alleguerten iwwert d'Objektive eens waren, hate mir Bedenken an hu se behalen. Et pour cause!

Engersäits hu mir gefaart, dass dat neit Gesetz negativ Répercussiounen op d'Gemengenautonomie hätt. Mir hunn et net gutt fonnt, dass a verschiddeenen Artikelen eng Rei vu ganz allgemeng geha-

lenen Ziler zwar wuel festgehale gouf, mä doduerch awer d'Méiglechkeet opgoung fir d'Opportunitéit vun eenzelne Projeten a Fro ze stellen an domat sech carrément, a schlecht novollzéierbar an d'Gemeengeschäfte anzeméschen.

Mir ginn haut - ee Joer duerno - dovunner aus, dass dat an der Praxis net esou geduecht ass an och net virkënt, doduerch dass d'Démarché méi transparent an d'Argumenter besser novollzéierbar sinn.

Déi aner grouss Suerg, déi mer haten, betrëfft déi praktesche Émsetzung vun deem neie Gesetz. Zu deem Zäitpunkt, wou mer doriwuer ofgestëmmt hunn, waren eiser Meenung no ze vill Froen ongeklaert. Et konnt deemools keen eis mat Bestëmmtheet soen, wéi déi ongeféier Auswierkungen op d'Gemengen an hir Servicer wieren, wat fir en zousätzlechen Aarbechtsopwand erfuorderlech wier oder wat fir e finanziellen Impact duerch zousätzlech Contrainté géingen entstoen. E grouss Problem hu mer och doranner gesinn, dass d'Iwwergangsmodalitéiten an deem neie Gesetz net kloer geregelt waren.

Well et virun engem Joer op all dës Froen keng befriedegend Äntwert ginn ass, ware mir der Meenung, dass ee sech méi Zäit misst loosse fir dat heite Gesetz, dat ëmmerhin ee Gesetz soll ersetzen, wat bal 70 Joer gutt war, an dat och deementsprechend muss esou ausgeschafft ginn, dass et net bannen e puer Méint erëm misst amendéiert ginn. Leider ass genee dat geschitt, an dofir muss mer elo haut dat nohuelen, wat deemools versäumt ginn ass.

Tatsächlech huet dat neit Gesetz bei eise Gemengen an och bei de concernéierte Milieue fir Onsécherheet gesuergt. An deenen éischen drai Méint gouf dat och nach doduerch verstärkt, dass e Règlement grand-ducal gefeelt huet. De Problem war zwar schon am November geléist - dat wëll ech hei och ganz daitlech soen -, mä et huet awer fir Polemik gesuergt an d'Skepsis an de Gemenge vis-à-vis vun deem neie Gesetz nach weider oprechterhalen.

Onsécherheet gouf et och an de Gemengen, wat d'Interpretatioun vu bestëmmte Formuléierungen am Gesetz ugeet. Dass et sech dobäi net ëm Eenzelfäll vu schlechtem Wëllen handelt, weist ënner anerem eng Circulaire, déi am März un d'Gemenge goug an déi probéiert huet méi Kloerheet ze schafen. Eng weider Circulaire, déi d'Gemengen am Abrëll kritt hunn, war néideg fir Mëssverständnisser an Iertümmen bei der Prozedur ze verhënnern.

De gréisste Problem haten eenzel Gemengen awer fir schon unzefänken - well de Wëllen ass wuelverstanen do -, hir nei PAPen an Aklang ze bréngen mat PAGen nom ale Modell, déi nach Bestand hunn. Mir denken, dass dese Problem mat de Modifikatiounen, iwwert déi mer elo haut ofstëmme, behuewen ass, genee wéi vill aner Froen, déi mer eis deemools gestallt hunn.

Dese Projet gëtt eng ganz Rëtsch Prezisiounen an enthält virun allem déi Iwwergangsbestëmmungen, déi mir gefuordert haten an déi och noutwennig sinn, fir dass d'Gemenge kënnen am Kader vun hiren aktuelle PAGE schaffen, bis se e PAG hunn, deen nom Modell vum Gesetz vun 2004 nei ausgeschafft gëtt.

Et gëtt festgehale, dass d'Gemenge sechs Joer Zäit hunn, fir e PAG auszeschaffen, deen de Kritäre vum Gesetz vun 2004 entsprécht. Eréischt wann deen Délai, deen ënner Émstänn mat Genehmegung vum Minister nach kann ëm ee Joer verlängert ginn, ofgelaf ass, ver-

léieren d'PAGen, déi nach no alem Modell ausgeschafft gi sinn, hir Gültigkeit. Déiselwech Délaie gëllen och fir d'Règlemens communaux sur les bâtisses, déi ersat mussen ginn.

Déi PAGen a PAPen, déi zu deem Zäitpunkt, wou dat hei Gesetz a Kraaft trëtt, an d'Prozedur ginn, kënnen nach an engem Délai vun zwee Joer approvéiert ginn. Ausserdeem kënnen d'PAGen, déi nach ënnert de Bestëmmungen vum Gesetz vun 1937 entstanen sinn, respektiv schon an der Prozedur sinn, punktuell verännert an ergänzt ginn.

Hei ass d'Notioun vum Intérêt général erausgeholl ginn, esou wéi de Statsrot dat proposéiert hat. Hien hat drop higewisen, dass deesen Terme net genau definéiert ass an dass et hei zu engem Konflikt kéint kommen, wa sech den Intérêt communal an den Intérêt général géigeniwwer stinn.

An der Kommissioun hu mer laang iwwert dese Punkt diskutéiert a mir sinn zum Schluss komm, dass den Intérêt général eng Charakteristik ass, déi dat neit Gesetz wéi e roud Fuedem duerchzeit an dass een dofir op deser Plaz kann drop verzichten, dës Notioun explizit als zousätzlech Befugnis an der Iwwergangszäit an d'Gesetz anzeschreiwen.

Déi nei Iwwergangsbestëmmungen gesi vir, dass d'Gemengen, déi nach keen neie PAG hunn, nei PAPen kënnen ausschaffen oder aler verännern an upassen, ouni sech mussen un d'Dispositiounen vun den Article 26, 27, 105 an 106 mussen ze halen, déi mat deenen ale PAGE kaum émsetze sinn.

De Buergermeeschter kann och direkt eng Baugenehmegung ginn, wann des Aarbechte konform si mam besteende PAG respektiv PAP.

Doriwwer eraus kënnen PAPen weiderhin - an dat ass ganz wichteg - vun Architekten, Ingenieuren an esou weider ausgeschafft ginn. Eng méi strikt Lëscht vun agréierte Leit soll nach just fir d'PAGE gellen. Dat schéngt eis e ganz wichtige Punkt ze ginn. Mir wëlle positiv ervirsträchen, dass duerch professionell Büros urbanistesche Qualifikatiounen garantéiert sinn. Woubäi een awer muss soen, dass et net einfach ass bei eis am Land Fachleit ze fannen, déi déi néideg Qualifikatioun, souwuel am Urbanismus wéi och an der Landesplanung hunn.

Schued ass et awer, dass gréisser Gemengen net méi, wéi bis elo, kleng PAG-Upassungen mat hire spezialiséierte Servicer virhuele kënnen, mä direkt op en externe Büro zréckgräife mussen. Hei gëtt den Know-how vun héichqualifizierten an erfahrene laangjährege Mataarbechte aus de Gemenge leider net genotzt, wat och aus Käschtegrënn bedauerlech ass.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Am Allgemengen ass et wichteg, dass d'PAGE vu Fachleit ausgeschafft ginn - fir dat hei ganz kloer ze soen - fir kënnen ze garantéieren, dass d'PAGen am Aklang si mat den Ziler vum Gesetz iwwert den Aménagement du territoire vun 1999 an dass spéider och den IVL kann dorobber opbauen. Wann d'PAGE vun deenen eenzelne Gemenge méi staark harmoniséiert sinn a vun darselwechter Grondiddi geleet a geprägt sinn, da wäert et och méi einfach sinn, en integratiiv Konzept ze entwéckelen, fir datt eng Reform vum Territoire sech och an der Praxis ka bewähren, well soss gëtt et jo näscht.

Et ass dofir wichteg, dass scho vun deem Moment un, wou dëst neit Gesetz en vigueur ass, garantéiert ass, dass déi nei PAGE konsequent an der Philosophie vum Gesetz vun 2004 émgest ginn, well un der Grondiddi vun deem Gesetz solle mer festhalen.

De Statsrot hat a sengem Avis vum 3. Mee virgeschoen, an enger éischer Etapp just déi néideg Iwwergangsbestëmmungen festzeleeën, an huet och proposéiert, an enger zweeter Etapp nach eemol d'Gesetz als Ganz ze iwwerschaffen. D'Chamberskommissioun ass net deen dote Wee gaangen a mir sinn och der Meenung, dass dat richteg ass. Eis ass et virun allem dorëm gaangen, d'Detailmodalitéite bei der Émsetzung vun deem Gesetz ze klären, Iwwergangsbestëmmungen kloer festzeleeën an dobäi d'Grondphilosophie vum Gesetz vun 2004 ze respektéieren an hir Mise en oeuvre richteg ze begleeden.

De Gesetzesprojet, wéi en elo hei virläit, wäert verhënnern, dass et zu engem Blocage kënnt, deen nom Vöte vum Gesetz vun 2004 net nëmmen vun deene concernéierte Berufskummere virusgesot gouf.

Dir Dammen an Dir Hären, eng positiv Haltung vis-à-vis vun engem neie Gesetz mat deser Envergure ass essentiel. Well bei allen Diskussiounen dierfe mer net vergiessen, dass mer de qualitative Sprong a Richtung Nohaltegkeet, dee mir mat deem Gesetz maachen, bei eis am Land dréngend brauchen. D'Gesetz vun 1937, op dat eenzel Leit am léifste géifen zréckkommen, entsprécht einfach net méi den Ufuorderungen vun enger moderner Urbanisationspolitik. E Konzept wéi dat vun der Nohaltegkeet gouf et viru knapp 70 Joer einfach nach net. Eist Land huet sech an deene leschte Jorzéngte wesentlich verännert a wäert sech och an deenen nächste Jore weider verännern.

Dës Entwécklung muss mer genee analyséieren an eis déi richteg Instrumenter ginn, fir se kënnen aktiv ze gestalten an ze begleeden.

Wa mer vun Nohaltegkeet schwätzen, da muss mer en Equiliber fannen tëscht deene verschiddeenen Intéréten. Dobäi muss souwuel sozial wéi och ekologesch an ekonomesch Aspekter berücksichtig ginn. Dofir leet jo dat neit Gesetz esou vill Wäert op d'Mixité fonctionnelle, eng gutt Mëschung vun deenen diversen Notzungen a wéi se op eisem Territoire kënnen optimal harmoniséiert ginn.

Mir sinn op alle Fall haut frou, dass duerch dat modifizéiert Gesetz an duerch déi Kloerheit, déi geschaff gouf, den éische Schrëtt konnt gemaach ginn a Richtung Nohaltegkeet oder e weidere wichtige Schrëtt a Richtung Nohaltegkeet, vun där ganz oft geschwat gëtt an déi et awer elo géllt um Terrain och émsetzen.

Ech géing ofschléissend dem Rapporteur fir säin detailléierten an interessante Rapport Merci soen an den Accord vun eiser Fraktioun zu deem Projet mat op de Wee ginn.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Madame Mutsch. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Camille Gira. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass schon en eemolege bemierkenswäerte Virgank, deen haut hei stattfënnt. Ech probéiere mech ze erklären.

Do gëtt hei an der Chamber am Juli 2004 en neit kommunaal Aménagementsgesetz ugeholl. Ouni Géigestëmm, wëll ech betounen. Am Virfeld ass et wuel eng Rei Kritik ginn, souwuel an der Chamber vun deenen, déi sech enthalen hunn, mä och souguer vun deenen, déi dofir gestëmmt hunn. Et huet ni ee behaapt, dat Gesetz wier perfekt. Et sinn och eng Rei Kritik vun Avisé vu bausse komm.

Mä all déi Kritik waren éischer punktueller wéi prinzipieller Natur. Mä keng - an ech betounen keng - vun all deene Kritik beschäftegt sech mat deenen Artikelen, déi herno ëmmer erëm an der Diskus-

sioun stoungen. D'Artikelen 26, 27, 34, 105, 106. Wann ech d'Avise all duerchginn zu deenen Artikelen: de Statsrot, sans observation. D'Stad Lëtzebuerg, kee Kommentar an hirem Avis zu deenen Artikelen. De Syvicol, keng Remarquen zu deenen doten Artikelen.

Ech mengen, Kolleeginnen a Kolleegen, Dir sidd mat mer d'accord, dass dat kee Gesetz war an ass, wou d'Fronte kloer gewiescht wieren, wou d'Positionen immens polariséiert gewiescht wieren.

Richtig ass awer, dass eng Rei Lobbye mat hire Fuerderungen am Virfeld vun den Diskussiounen net duerchkomme waren. Dat Gesetz war awer nach keng dräi Méint a Kraaft, dunn ass aus volle Réier op et geschoss ginn. Vun de Promoteuren, vun den Architekten, vun den Ingenieuren, vun de Bautentrepreneuren. An du koug eng Ordonnance vum Dezember vum Geriicht, dat eng eenzel Baugenehmung suspendéiert wier. En alldeegleche Phenomeen, wéi et der x an der Vergaangenheet ginn huet a wéi et der och an der Zukunft wäert ginn.

An aus där Ordonnance sinn déi ënnerschiddlechst Konklusioune gezu ginn. Den Här Helminger huet fir d'Stad Lëtzebuerg e Baustopp verhaangen, en erstaunleche Phenomeen, muss ech soen, wat eigentlech total onkonform ass zum Gemengesetz. E Buergermeeschter ka jo net, wann en um Geriicht verléiert, soen: „Sou, lo applizéieren ech dat Gesetz net méi wou ech verluer hunn.“ En Uerteel um Geriicht ass ëmmer nëmme gültig fir dee Cas spécifique, an et huet ee jo vill Rechter als Buergermeeschter, awer bestëmmt net fir dann ze soen: „Sou, lo maachen ech mol e Moratoire a menger Gemeng.“

D'DP an der Opposition wollt näischt méi wesse vun deem Gesetz, wat se an der Majoritéit nach gestëmmt hat. An d'Lobbyen hunn eng gutt Geleeënheet geroch a gesinn, all dat an déi Ordonnance ze interpretéieren, wat se schon ëmmer anscheinend virdru gesot hatten.

D'Press huet zu engem gudden Deel, muss ech soen, a bedauerlecherweis, all dës Aussoen onkritesch iwwerholl an esou huet d'Saach sech héichgeschaukelt. Du koug de 24. Mäerz dat Uerteel, wat net méi gemaach huet wéi d'Ordonnance ze bestätegen, an obwuel nach eng kéier dës Uerteel just an engem spezifesch Fall gesprach gouf, ass vu ville Leit doran en definitive Beweis erausgelies ginn, dass d'Gesetz vun 2004 zum allgemenge Chaos am Bausecteur géng féieren. Esou si schlussendlech aus allgemenge Behauptunge lues a lues onëmstéisslech Wourechte ginn, déi ëmmer erëm gebetsmühlentarteg widerhollt si ginn. Et waren der virun allem siwen, déi ëmmer erëm komm sinn. Ech probéieren déi hei Punkt fir Punkt ze widerleeden.

Éischt Behauptung, dat Gesetz vum 19. Juli 2004 wier iwwert de Knéi gebrach ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, muss ech drun erënneren, dass dat Gesetz dräi Joer um Instanzewege war? Muss ech drun erënneren, dass d'Parlamentskommissioun net manner wéi 13 Sitzunge mat deem Gesetz verbruecht huet? Dat ware keng Sitzunge vun zéng Minutten. Dat ware Sitzunge wou mer stonneweis zesummesouzen. Muss ech drun erënneren, dass déi parlamentaresch Kommissioun net manner wéi 15 Ännerungsvorschläge zu deem Gesetz erabruucht huet?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn elo eelef Joer an där Chamber hei. Mat Ausnahm vum Kommodogesez vum 1999 kann ech mech net erënneren, dass mer an enger Chamberskommissioun, wou ech derbäi war, eis sou intensiv a sou seriösi mat engem Gesetzesprojet ausernee gesat hu wéi deem vum 19. Juli 2004.

Et sinn Entrevuë gewiescht mat Vereenegungen, OAI, CTF. Et si schréiftlech Avisé ginn, Mouvement écologique, Syvicol, Stad Lëtzebuerg. Ech hu kee vun deene sechs Verrieder a Verriederinnen vun der Stad Lëtzebuerg, déi deemools hei an der Chamber souzen, ee Piipcheswuert héiere soen, weder an enger vun deenen 13 Sitzungen nach hei am Plenum. Wou waren d'Verieder an d'Veriederinnen vun der Stad Lëtzebuerg, déi zu sechs un der Zuel aus dem Schäfferot an där leschter Legislaturperiod hei souzen, wou ware si bei der Virbereedung vun deem Gesetz?

De Statsrot huet nieft sengem éischten Avis zwee Zousazavise formuliert, wou en, wéi ech scho gesot hunn, keng fundamental Bedenken zu deenen Artikelen hei hat. Ech wëll och nach eng kéier ganz kloerstellen, dass den 28. Abrëll, also méi wéi sechs Woche virum Vote vum Gesetz, sämtlech Règlements grand-ducaux der Kommissioun virlouchen an dem Syvicol weidergeleet gi waren. Ech géng Merci soen, wa bei méi Gesetzer dat de Fall wier, dass mer beim Vote vum Gesetz och géinge wëssen, wat iwwer Règlements grand-ducaux géng emgesat ginn.

Zweet Behauptung: Déi 25%-Klausel am Artikel 34 géng d'Baupräsidenter héijen a wier net uwendbar.

Dozou muss ee soen, dass et déi Klausel schon zënter 1937 gëtt. Mä ech hunn dat Gefühl, dass se op deene weinegste Plazen emgesat ginn ass. Dat Eenzegt wat geännert huet, an och doriwier - dat kënnt Der an de Rapport vum de Kommissioun noliessen - hu mer stonnelaang diskutiert, an dat wat do drageschriwwen ginn ass, ass ganz bewusst dragesat ginn, fir ze soen, mir mussen endlech eng Gläicheit tëscht de Promoteuren schafen. Et kann net sinn, dass e Promoteur, deen d'Chance huet zoufälleg e groussen Terrain laanscht eng bestehend Infrastruktur ze hunn, näischt brauch ofzeginn, dee brauch keng Infrastrukturen ze bezuelen. An en anere Promoteur, deen eventuell déiselwech Fläch, awer méi konzentriert an der Mëtt vun enger Uertschaft huet, dee muss seng Infrastrukture selwer bezuelen an e muss 25% ausginn.

Net méi an net manner ass déi Bestëmmung vum Artikel 34, an esou war se geduecht, also soll se och emgesat ginn. Do war iwwerhaupt keen Zweifel drun, wat do mat sollt geschéien.

Mä et ass natierlech kloer, dass Leit, déi déi al Klausel vum 1937er Gesetz net ugewant hunn, och natierlech massiv Problemer kréien, fir se an deem neie Gesetz ëmzesetzen.

Drëtt Behauptung: Et géng net genuch qualifizéiert Büroer ginn. Bei 117, elo haut géif ech vun 116 Gemengen zu Lëtzebuerg ausgoen, wieren dat iwwer sechs Joer verdeelt 20 Bebauungspläng iwwert d'Joer. Natierlech si mer eis eens, dass dee vun der Stad Lëtzebuerg e bësse méi Zäit hält wéi dee vun der Gemeng Néngsen, mä mir wäerten awer jo och net mengen, dass mer sechs Méint bräichte fir dee vun der Gemeng Néngsen opzestellen.

Ech mengen, bei momentan 14 Büroer an natierlech enger oppe Lëscht, kann ech wierklech d'Fro vun der Madame Flesch net verstoen. Et war evident vun Ufank un, dass dat doten eng oppe Lëscht ass. Wou géng da stoen, dass se zou wier? Et ass evident, dass all Büro, dee sech esou eng Fachkraaft uneegent, d'Demande ka maachen, an da gëtt déi Lëscht wéi och aner Lëscht, déi zu Dosenden am Lëtzeburger Stat existéieren, ugepasst.

Ech wëll net leugnen, dass bei de PAPen an enger Iwwergangszäit et effektiv kann oder kéint zu engem klengen Enkpass kommen. Dat ass

richteg. Ech kommen herno och nach dorop zrëck. Dofir si mir och mat gewëssen Ännerungen averstane gewiescht. Mä ech menge fir d'PAGE kann een haut scho soen, dass d'Zuel vun de Büroer net de Problem wäert sinn, fir déi Reform duerchzuféieren.

Véiert Behauptung: Et wier keen Ennerscheid tëscht Architekten a Landesplanung. Dat ass d'selwecht, wéi wann ee géng soen, e Metzler kann och Brout hierstellen, well béid si Liewensmëttel. Esou vill wäert ass dee Verglach. Ech mengen, en Architekt baut eenzel Gebaier, an en Urbanist an e Landesplanner maachen eng ganz aner Approche.

Ech si fest iwwerzeegt, dass, wann eist Land plazeweis esou grujelech ausgesäit, dann huet dat grad domat ze dinn, dass an der Vergaangenheet vill ze vill oft reng Architekter probéiert hunn Urbanismus a Landesplanung ze bedreiwen.

Fënneft Behauptung: Et wier bal onméiglech ginn iwwerhaupt nach Baugenehmungen erauszeginn.

Déi meescht Buergermeeschteren, Här President, hunn zënter dem August Dag fir Dag, Woch fir Woch, Mount fir Mount Baugenehmungen erausginn. An ech kommen herno nach op d'Zuel vun de Baugenehmungen zënter dem August d'lescht Joer zrëck, esou dass ech mengen, dass déi Behauptung absolut net richtig ass.

Natierlech si fir eng ganz Rei Baugenehmung PAPen noutwendeg. Si waren awer och schon zënter 1937 noutwendeg. Dat ass eppes, wat ëmmer erëm ënnerschloeg ginn ass bei der Geschicht vun de PAPen. Do geet et jo net nëmme drëm fir d'Leit ze emmerdéieren; do geet et ëm e fundamentaalt Matsproochrecht vun den Noperen, wann esou e PAP opgestallt gëtt. Dat ass an der Diskussioun ëmmer erëm vergiess ginn. Et geet net nëmme ëm urbanistes Bestëmmungen. Et geet ëm e Matsproochrecht, dass Noperen, wa Saache vu gréisserem Ausmooss an hirer Noperschaft gebaut ginn, dass déi Leit eng Chance kréien iwwer déi Prozedur vun de PAPen matzeschwätzen.

Sechst Behauptung: Dat Uerteel vum 24. Mäerz géng wierklech beleeden, dass dat Gesetz vum 19. Juli 2004 net uwendbar wier. Tatsaach ass, wann ee sech mol d'Méi mécht dat Uerteel ze liesen: D'Uerteel seet genau de Géigendeel! D'Uerteel seet, dat Gesetz wier kloer a prezis. An d'Uerteel seet och ganz kloer, firwat dass d'Stad Lëtzebuerg dee Prozess verluer huet: Ma well se sech net un dat Gesetz gehalen huet an notamment un den Artikel 106, deen einfach seet, dass ee bei engem Relotissement misst e PAP maachen. Ech wëll awer soen, dass an eisen Aen deen do Fall och schon ënnert dem Gesetz vun 1937 esou gewiescht wier, an anscheinend wëllt den Här Helminger jo, wann dat hei Gesetz a Kraaft ass, den Dag drop deem Promoteur do erëm eng Genehmigung ginn. Ech weess awer och, dass d'Nopere gradesou séier erëm wäerte Recours aleeden.

Ech soenlech haut, Här President, ech si ganz zouverisichtlech, dass d'Stad Lëtzebuerg och mat deem Gesetz vun haut, wou mer awer dee Paragraph drastoe gelooss hunn, dass een, wann et méi Häiser sinn, dass een dann awer muss e PAP maachen - dat soen ech hei -, dass d'Stad Lëtzebuerg nach eng kéier wäert deen do Prozess verléieren.

Well wann an enger Strooss, wou lauter Eefamiljenhaiser stinn, op eemol zwou, dräi Parzellen zesummegehall gi fir Appartementhaiser mat no bei 30 Appartementer ze maachen, wa mer do kee PAP méi

maachen, léif Kolleeginnen a Kolleegen aus de Gemengen, da froen ech mech: Wéini muss mer iwwerhaupt nach e PAP maachen?

Siwent a lescht Behauptung: Dës Gestz géif zu enger Hällewull vu Prozesser féieren. De Marco Schank huet et scho virdru gesot. Wann een d'Jurisprudenz am Gemengesecteur kuckt, dann ass dat 80 bis 90% Jurisprudenz am Bereich vum Gesetz vun 1937. Dat ass kloer. Dat ass eng komplizéiert Matière. Do geet et ëmmer méi dacks ëm ëmmer méi Geld, esou dass, mengen ech, dat och keen neie Phenomeen ass.

Ech wëll och betounen, Här President, well och heiansdo gemaach ginn ass, wéi wa mir hei d'Rufer in der Wüste wieren, dass mir beileiden net eleng waren a si mat eiser Meinung. Do sinn eng Rei Juristen a Spezialisten, déi eis Recht ginn hunn.

Ech kann en Artikel aus dem „Lëtzeburger Land“ vum Mee 2005 zitieren, wou en Här Kneip schreift: «La loi est claire et complète (...) par contre elle est mal lue et surtout mal comprise.»

Ech kéint och de fréieren Innenminister Michel Wolter als Alliéierten hei zitieren. Ech mengen, dass een him awer kéint zoutrauen dat Gesetz ze kennen an och ze wëssen, wéi et ze applizéieren ass, an hien deelt gréisstendeels eis Aschätzungen.

An da schlussendlech, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ginn d'Zuelen eis jo Recht. Wann ech richtig informéiert sinn, da sinn zënter dem A-Kraaft-Triede vun deem neie Gesetz 5.100 Baugenehmungen erausgaangen, respektiv Baugenehmung fir 5.100 Wunnengen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwer zéng Méint 5.000 Genehmungen, dat ass keng Genehmigung méi an dat ass keng Genehmigung manner wéi 2003, wou der iwwer zwielef Méint 6.000 erausgaange sinn.

Do muss ee sech awer froen, Kolleeginnen a Kolleegen: Ass dat de «moratoire partiel» am Bausecteur, vun deem d'Madame Flesch an hirer Proposition de loi schwätzt? Ass dat de Blocage, vun deem d'ALOC op hirer Pressekonferenz am Januar geschwat huet? Ass dat d'Kuerzaarbecht, mat där d'Fédération des Artisans am Abrëll gedrot huet?

Dofir hoffen ech, Dir Dammen an Dir Hären, Dir gitt mer Recht, wann ech gesot hunn, et ass schon en eemolegen, e bemierkenswäerte Virgang, deen hei stattfënnt! En eemolegen, e bemierkenswäerte Virgang, wann dës Chamber e Gesetz emännert, obwuel et keng objektiv, ech betounen, keng objektiv Ursache gëtt, déi dat géingen zwéngend erfuerderen.

Et ass bemierkenswäert, wann ee Buergermeeschter, dee sech manifestem an engem Fall net un dat neit Gesetz gehalen huet, méi nogelauschtert kritt, wéi Dosenden anerer, déi iwwer 5.000 Baugenehmungen an deem Joer, Dag fir Dag, verdeelt hunn.

(Interruptions diverses)

■ M. Niki Bettendorf (DP). - Dir sidd supergescheit.

■ M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Dir ännert de PAG selwer, dat ass natierlech méi liicht.

■ Une voix. - Dat doet wéi, Här Bettendorf, gell Diert?!

■ M. Niki Bettendorf (DP). - Dir sidd supergescheit.

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Et waren nach aner Gescheiter do, well et si jo 5.000 Baugenehmungen erausgaangen. Dat heescht, et war also net den Här Gira, deen déi erausginn huet.

(Interruptions)

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Also, ech weess d'Zuel vun de Baugenehmungen, déi zu Biekerech an deem leschte Joer erausgaange sinn, net auswendeg. Dat sinn der vläicht eng gutt Dosen. Mä...

(Interruptions)

Här Bettendorf, dann haalt Der all déi aner Buergermeeschteren, déi de Gros vun deene 5.000 Baugenehmungen erausginn, och fir net gescheit. Mir aktéieren dat haut a wäerten dem Vollek dat dobausse matdeelen.

Wéi ass et dann awer méiglech, dass et iwwerhaupt zu esou enger geckeger Situatioun komm ass? Eiser Meinung no gëtt et eng Rei Ursaachen.

Éischt Ursach. Dat neit Gesetz huet wierklech e Paradigmewissel an enger komplexer Matière bruecht. A mir sinn der Meinung, dass den Innenministère net genuch Efforte gemaach huet, fir de Gemengen d'Ausmooss vum Changement kloer ze maachen. An eisen Aen ginn do e puer Circulaires a véier Regionalversammlunge wierklech net duer.

Zweet Ursach. De Wiessel am Ministère huet sécherlech och zur Veronsécherung bäigedroen. Et ass an eisen Aen net ze iwwersinn, dass den neie Minister net esou hannert deem Gesetz steet wéi deen alen, a wann een nun eemol net esou hannert eppes steet, dann huet een och vläicht méi Problemer, fir et dobausse glafwierdeg ze verrieden.

Drëtte Punkt. Den neien Innenminister huet eiser Meinung no de Moment verpasst, wéi nach Zäit gewiescht wier dobaussen, fir kloer Verhältnisser ze schafen. Amplaz eng Rei Buergermeeschteren op hir gesetzlech Flichten opmierksam ze maachen, huet hie sech vun deeneselwechte beaflosse gelooss. Amplaz iwwer Land ze zéien an d'Gesetz ze verteidegen an nach eng kéier ze erklären, huet hie sech ënnert dem Dësch verstoppt.

Ech stellen hei d'Fro, léif Kolleeginnen a Kolleegen: Firwat ass net mat deenen Dosende Buergermeeschtere geschwat ginn, déi Dag fir Dag, Woch fir Woch ouni Problem Baugenehmungen ausgedeele hunn? Firwat ass sech nëmme mat deene Leit concertéiert ginn, déi mat alle Moyene probéiert hunn dat neit Gesetz ze torpedéieren?

Véierte Punkt. Et kënnt effektiv elo eréischt zum Virschäin, dass eng Rei Gemenge jorelaang d'1937er Gesetz entweder net ganz oder deelweis falsch applizéiert hunn. Ech hu mech rensignéiert bei Leit aus der Stad Lëtzebuerg aus dem Service de l'architecte, an déi hu mer confirméiert, dass d'Stad Lëtzebuerg zur Zäit vun Innenminister Spautz eng mëndlech - ech kann net soen Autorisatioun -, mä dass den Här Spautz d'accord war, dass fir klenger PAPen, Lotissementer, Relotissementer, d'Stad Lëtzebuerg därer, well se dann ee Geometer an en Architekt hätt, déi selwer maachen. Dat war vläicht gutt gemengt vum Här Spautz, mä dat ass awer manifestement géint d'Gesetz vun 1937, an da kann ee just soen, dann hat d'Stad Lëtzebuerg verdammt Chance, dass se net schon des Öfteren an net schon éischer op d'Nues gefall ass, wa se esou Saache selwer gemaach huet, obwuel se hätt missen d'Prozedur vun engem PAP maachen.

Ech mengen wierklech, dass e gudden Deel vun de Mëssstänn a vun dem Duerchernee vun där do Tatsaach hierkënnt, wann eng Verwaltung gewinnt ass, jore-, jorzéngtleaang op eng gewësse Manéier ze operéieren, a sech net bewusst ass, dass se do vläicht net ganz korrekt ass vis-à-vis vun engem ale Gesetz, an da kënnt en Uerteel, an da verstinn ech, dass do vill Duercherneen ass. Ech mengen,

dass dat awer net kann d'Urсаach sinn, fir elo esou vill Opwand ze bedriewen.

Ech hu mech schonn erkläert zur 25%-Klausel. Mir kënnen gärten iwwer Land zéien, an ech sinn iwwerzeugt, dass mer x Beispiller gesi wou an der Vergaangenheet och Buergermeeschtere, leider muss ech soen am Intérêt vun hire Leit, net déi 25%-Klausel applizéiert hunn, mä éischer - wéi soll ech soen? - d'Partie vun de Promoteure gehalen hunn, an dann natierlech elo ganz kloer Schwierigkeete kréien, fir konsequent den Artikel 34 émssetzen.

An ech muss lech soen, ech weess och x Gemengen, déi zum Beispill bei zwee Haiser kee PAP gefuerdert hunn. Mir hunn an eiser Gemeng dat konsequent duerchgezunn, well et einfach am Artikel 1 vum Gesetz vun 1937 steet. Wann een dat ni gemaach huet, da gëtt een natierlech mat deem neien 2004er Gesetz iwwerhaupt net eens, wann een dat aalt Gesetz net korrekt ugewant huet.

Fénneften a leschte Punkt: Ech menge schonn, dass eng Rei aflossräich Lobbye vun der Onsécherheet, der allgemenger Onsécherheet profitéiert hunn, fir no-dréiglech dat duerchsetzen, wou se am Virfeld vum Gesetz vun 2004 gescheitert waren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an eisen Ae schafe mer hei e geféierleche Prezedenzfall. Geet et an Zukunft duer, dass een oder e puer Buergermeeschtere refuséieren e Gesetz émssetzen, fir dass mer et nei schreiwen? Geet et an Zukunft duer, dass eng Lobby mam Broutkuerf wénkt, fir dass ganz Fraktiounen émfalen a grad gestémmt Gesetzer erëm op d'Kopp geheien? Mir fannen als Gréng des Virgehensweis wierklech ganz bedenklech, an duerfir wäerte mir och géint dës Gesetz stëmmen.

Géing dës Gesetz sech drop begrenzen, eng Rei juristesche Präzisiounen ze formuléieren bei deene Punkten, wou dann anscheinend Onkloerheet besteet, hätte mir eis souguer nach duerchgerongen, dat Gesetz matzestëmmen. Wa mer domat aus deem Schlamassel, dee verschidde Leit verursaacht hunn, erauskomm wieren, hätte mir dat am Interesse vun de Leit, déi baue wéilten, och nach akzeptéiert.

Mä wat haut geschitt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat geet vill méi wäit an huet näischt méi mam Deblockéieren vun enger anscheinend verfuenerer Situatioun ze dinn. Hei gëtt ouni akute Grond d'Obligatioun fir Urbanist a Landesplaner ze sinn, fir e PAP ze maachen, definitiv opgehewen. Dat ass eng wesentlech Neuerung gewiescht vum Gesetz vun 2004 fir endlech méi Qualitéit an den Urbanismus an an den Aménagement du territoire zu Lëtzebuerg ze kréien.

An dobäi wëll ech awer drun erënnere, Här President, an der Kommissioun louch e Kompromiss um Dësch, dee mir eis och souguer nach hätte kënnen duerchréngen matzedroen, an deen dra bestanen hätt, an der Iwwergangszäit, esou laang wéi déi al PAgen a Kraaft gewiescht wieren, wou effektiv méi PAPen dann ze maache sinn, déi do Bestëmmung ausser Kraaft ze setzen. Mä et gëtt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, keng Urсаach, fir elo schonn eppes ausser Kraaft ze setzen, wat bei deenen neie PAgen eréischt an dräi, véier, fënnef, sechs Joer a Kraaft trëtt.

Neen, hei ass e Kouhandel tëscht deenen dräi ale Parteeie gemaach ginn! Hei hu Lobbyen an de Kulisen dat duerchgesat, wat se 2004 net duerchgesat kritt haten, an dat ass an den Ae vun deene Gréngen e Skandal an dat gëtt eng Katakastrof!

Elo kënnen erëm Promoteuren, Dir Dammen an Dir Hären, mat hiren Hausarchitekten ganz Quartiere

plangen, elo kënnen souguer Geometere - dat mussst Der lech virstellen - Urbanismus bedriewen. Wat dat gëtt, dat kënnt Der elo schonn iwwer Land kucken, an ech fäerten, dass elo massiv wäert profitéiert gi vun deenen nächste fënnef, sechs Joer, esoulaang déi nei PAgen nach net a Kraaft sinn, fir wierklech nach ewell alles ënner Dach und Fach ze kréien, wat nach iergendwou am Tube louch.

Domat gëtt an eisen Aen e wichtige Steen aus der Festung erausgëléist, eng Festung, déi d'Gesetz vun 2004 géintwärtig de Privatinteresse vun de Promoteuren opgeriicht hat, eng Festung, déi duerfir suerge sollt, dass d'Gemengen erëm déi wieren, déi d'Entwécklung vun hiren Uertschaften an den Hänn hätten.

Mä, Här President, et ass nach net gedoe mat haut. Dës Festung soll weider geschlaff ginn. Dat geet ganz kloer aus dem gemeinsamen Avis vun der Chambre des Métiérs an der Chambre de Commerce ervir, déi dese Projet, dee mer haut solle stëmmen, net approuvéieren. Dat geet och aus der Pressekonferenz vun der Fédération des Artisans ervir, déi kloer gesot huet, dass des Nobesserunge bei wäitem net wäit genuch ginn.

Dat geet an eisen Aen och kloer aus der Motioun vun der DP ervir, déi hei zwar seet, si géing d'Philosophie vun deem Gesetz vun 2004 deelen, awer mat all Saz, dee se an där Motioun schreift, kloer seet, dass se eigentlech net domat averstane wier an esou séier wéi méiglech wëllt dës Festung, d'neit Bebauungsgesetz schläifen.

Här President, déi Gréng bedauern dës zudéifst! Wéi wëlle mer hunn, dass mer zu Lëtzebuerg endlech eng kohärent Landes- a Kommunalplanung kréien, wann d'Politik beim éischte Géigewand zréckruddert? Wéi wëlle mer en IVL mat grondleeende Reforme jee eng kéier émssetzen, wa beim éischte klenge Widderstand d'Politik kleng baigëtt?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir eis ass dee Virgang vun haut kee gutt Zeeche fir d'Zukunft. Ech soen lech Merci.

■ Plusieurs voix.- Très bien!

■ M. le Président.- Merci, Här Gira. Nächste Riedner ass den Här Jaerling. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

■ M. Aly Jaerling (ADR).- Merci, Här President. Erlaabt mer fir d'éischt op dem Här Bausch seng Fro ze äntweren, dee mech gefrot huet, wou ech wunnen. Här Bausch, ech sinn zu Esch gebuer, ech wunnen zu Esch an ech wäert och zu Esch wunne bleiwen. A wann Der iergendee Problem...

(**Interruption**)

Déi kënnt Der bei Ärem Kollege Braz froen, déi gitt Der zu Esch um Biergerbüro gewuer, Här Bausch. A wann Der soss nach iergendee Problem mat mir hutt, sinn ech gär bereet, deen ënner véier Aen ze klären, wann Der dozou fäeg sidd!

(**Interruptions diverses, hilarité et coups de cloche de la Présidence**)

■ M. le Président.- Kommt elo, keng perséinlech Diskussiounen! Här Jaerling, kommt zu Ären Ausféierungen.

■ M. Aly Jaerling (ADR).- Ech hunn déi perséinlech Diskussioun net ugefaangen, ech wollt just dem Här Bausch drop äntweren, wat e wollt wëssen, a wann e méi gewuer wëllt ginn, sinn ech gär bereet mat him driwwer ze schwätzen. Mä e soll sech da waarm undoen.

(**Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence**)

Här President, dem Här Rapporteur wëll ech félicitéieren fir säin explizite Rapport. Bedéngt duerch déi vill Interessevertriedungen, déi

mat deem Projet verbonne sinn, war et fir d'Kommissioun sécherlech net einfach, en allgemeng akzeptabele Kompromiss ze fannen. Den Ursprung vun deser Gesetzesännerung war, dat dat Gesetz vum 19. am Heemount 2004 praktesch net émsetzbar war, engersäits well et Dispositiounen enthalten huet, déi ofhängeg ware vu Reglementer, déi eréischt Méint duerno verfaasst gi sinn, an anersäits well Dispositiounen dra waren, déi et der gängiger Praxis onméiglech gemaach hunn, se ze akzeptéieren.

Den ADR hat scho bei der Lecture vum Gesetz vum 19. am Heemount 2004 seng Bedenken ugemellt; eise Bedenke gouf leider keng Rechnung gedroen. An och déi Leit aus der Praxis si Stuerme gelaf géint dat Gesetz, an och si, déi jo awer den Terrain kennen, sinn net gehéiert ginn. De Risiko vun engem Baustopp ass ëmmer méi flagrant ginn an d'Baubranche huet Alarm geschloen. Den ADR huet all deene Bedenke Rechnung gedroen a versicht, opgrond vun enger Gesetzesinitiativ den Haaptproblempunkt, dee sech gestallt huet, ze revidéieren.

Dës Gesetzesinitiativ ass de 16. am Spierkel 2005 deponéiert ginn. Et war besonnesch déi verlaangt rapid Émsetzung vum Gesetz vum 19. am Heemount 2004, déi den Administratiounen an de Leit um Terrain Problemer gemaach huet. Zumools well déi groussherzoglech Reglementer, wat de Contenu vum PAG a PAP ubelaangt, an déi noutwendeg ware fir d'Exekutioun vun deem Gesetz, eréischt den 18. am Wantermount 2004 publizéiert gi sinn.

De Statsrot huet dat och a sengem Avis bemängelt. Fir d'Exécuteure war et also praktesch onméiglech, e PAP auszeschaffen. An och fir d'Gemenge war et praktesch onméiglech, fir nei PAPen ze entwéckele respektiv déi bestehend PAgen den neie gesetzleche Bestëmmungen unzepassen.

D'Diskussiounen aus de leschte Méint hunn erginn, dass net nëmmen d'Émsetze vun deem neie Gesetz ze vill iwwerstierzt war, mä och d'Finaliséierung vum Gesetz selwer. Wann och am Gesetz vun 2004 gutt Dispositiounen drastoungen, wéi zum Beispill d'Verstärkerung vun der Autonomie communale am Bezuch op den Aménagement du territoire, esou huet sech awer eng exzessiv Schwéierfällgkeet erausgestallt, wat d'Prozeduren iwwert d'Baugenehmung ubelaangt, oder d'Erfaasse vun engem PAP fir d'Particulieren.

D'Gesetz weist och eng Rei Kontradiktiounen op, déi mussen revidéiert respektiv preziséiert ginn. Verschidden Artikelen mussen integral iwwerduecht ginn, wéi zum Beispill d'Ofriede vu 25% vun der Gesamtsurface vun engem PAP. An deem Zesammenhang huet den Här Minister an der Kommissioun jo matgedeelt, dass eppes an där Richtung misst geschéien, an dass ee misst méi Flexibilitéit an déi Dispositioun abauen.

En anere Problem, dee sech gestallt huet, war d'Applikatioun vum Artikel 108 (1) vun deem aktuelle Gesetz. Dësem Artikel no hunn d'Gemengen en Délai vu sechs Joer fir en neie PAG ze erstellen. Während där Zäit applizéieren déi eng Gemengen also nach e PAP nom Gesetz vun 1937 an déi aner een no deenen neien Dispositiounen. Et sinn also während där Period zwou Gesetzgebungen, déi parallel applizéiert ginn.

Här President, dem ADR seng Gesetzesinitiativ hat de But, all Bierger vum Gesetz gläichzestellen, an dee Parallelismus do ze verhënnere, andeem d'Applikatioun vun all PAG eréischt sechs Joer nom A-

Kraaft-Triede vum Gesetz vum 19. am Heemount 2004 soll Gültgkeet kréien. Dann hätt jiddereen - souwuel d'Gemenge wéi och déi Particuliers - Zäit, sech op déi nei Dispositiounen ze preparéieren. Dësen Zäitraum hätt dann och kënnen genotzt gi fir eng Rei Interpretatiounsschwierigkeeten am Gesetz ze revidéieren. An et hätt dem Législateur och déi néideg Zäit ginn, fir déi diskutabel a staark contestéiert Dispositiounen ze klären. Well d'Applikatiounen vun de PAgen eréischt a sechs Joer a Kraaft trieden, misst datselwecht dann och fir d'PAPe gëllen. Dat hate mer als ADR proposéiert. De Statsrot stoung der Proposioun vum ADR positiv géigeniwwer. En huet sech awer och fir eng global Reform vum Gesetz vum 19. am Heemount 2004 ausgeschwat.

Här President, d'Chamberskommissioun huet dës Gesetz sou schnell wéi méiglech évacuéiert, woumadder mir als ADR kënnen d'accord sinn. Mir bedauern awer, dass dem Statsrot seng Amendementer iwwert dat Ofriede vu 25% vun der Surface globale vum PAP souwéi manner selektiv Kritären am Zesammenhang mam PAG a PAP net berücksichtegt gi sinn.

D'Fro, déi sech prinzipiell gestallt huet, ass, ob de Prinzip vun enger qualitativer Ausriichtung vun de PAgen an de PAPE géif a Fro gestallt ginn, wann ee weider Qualifikatiounen zouléisst fir e PAP auszeschaffen. D'Fro stellt sech, ob déi qualitativ Philosophie vum Gesetz vum 19. am Heemount 2004 nach spillt, wann ee Geometere an Ingénieurs techniciens dotés en urbanisme e PAP ausschaffe léisst. An d'Fro, déi sech stellt, ass och déi, ob een d'Ausschaffe vun de PAgen a PAPE just op déi Qualifikatiounen soll beschränken, déi an der offizieller Lëscht stinn, an ob dann och nach d'Garantie ginn ass, fir all de Besoine gerecht ze ginn.

Déi Leit vum Terrain an och d'Chamberskommissioun sinn der Meenung, dass des restriktiv Lëscht vu qualifizéierte Leit net duergeet. Dofir ass och majoritär festgehal ginn, dass des Lëscht soll erweidert ginn op Geometere an Ingénieurs techniciens dotés en urbanisme.

Et schéngt eis als ADR och de richtige Wee ze sinn, fir aus deser verzweckter Situatioun erauszekommen, well de Risiko vun engem Baustopp besteet, a mir kënnen eis dat an deser Zäit wierklech net leeschten.

Et geet hei also net ëm ideologesch oder prinzipiell Iwwerleeungen; et geet hei just drëm ze verhënnere, dass mer nach méi Betriber an Aarbechtsplazen an d'Précaritéit geheien.

Och wann et Gemenge gëtt, déi mengen, mat deenen neien Dispositiounen gutt ze fueren, ass de Risiko vun där enger oder anerer Plainte awer net auszuschléissen, well d'Gesetz einfach ze vill Interpretatiounsspillraum zouléisst.

Här President, mir kënnen deemno mat deem haut hei virleierende Gesetzesprojet d'accord sinn, well e Moyené schafft fir virunzekommen an hëlleft eng Rei Interpretatiounsschwierigkeeten aus der Welt ze schaffen, iwwerdeem en d'Artikelen 26, 27, 105 an 106 och enger déif gräifender Analys ënnerwerft an och den Artikel 34 iwwert d'Ofriede vu 25% vun der Gesamtsurface vun de PAPen enger Revisioun ënnerwerft, an domadder de qualitative Geescht, deen d'Gesetz vum 19. am Heemount 2004 priméiert huet an och weider soll priméieren, trotzdem net a Fro stellt, an eng Ouverture do ass, fir eventuell zousätzlech Ongereimtheeten, déi eis d'Praxis weise wäert, och ze revidéieren.

Bleift fir eis als ADR nach drun ze erënnere, dass, sollt eng gréisser Revisioun vun deem Gesetz innerhalb vun deenen nächste Jore kommen; och nach eemol muss iw-

wert déi onsënneg Enteeignungsklauselen diskutéiert ginn, fir och déi ze revidéieren. Et war dat nämlech ee vun de Grënn, firwat dat den ADR d'Gesetz vum 19. am Heemount 2005 net gestëmmt hat.

Dat gesot, Här President, kann ech d'Zoustëmmung vum ADR zu deem Gesetz ginn an der Hoffnung, dass domadder endlech Kloerheet um Terrain geschaf ka ginn an dass weider ka geschaff ginn. Wat d'Motioun vun der DP ubelaangt, esou kënnen mer eis och mat där d'accord erklären.

Ech soen lech Merci.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Als leschte Riedner ass den Här Alex Bodry ageschriwwen. Den Här Bodry huet d'Wuert.

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e puer Wuert nach vu menger Säit an deser Diskussioun. Ech muss soen, et ass haaptsächlech d'Interventioun vun der Gruppe Spriecher, déi mech dozou bruecht huet, fir mech nach an d'Riednerlëscht hei anzuschreiwen. An zwar well ech e bësse Problemer hu mat senger Schwarz-Wäiss-Molerei, mat senger dach llicht simplistescher Duerstellung vun der Realität.

Ech kann net akzeptéieren - dat soen ech ganz éierlech -, dass Leit sech hei de Kostüm vum wäisse Ritter undinn...

■ Une voix.- Très bien.

■ M. Alex Bodry (LSAP).- ...an sech dann als Schoulmeeschter vun all deenen aneren hei am Parlament a vun alle Gemengeverantwortlechen uechtert d'Land ginn, a maachen, wéi wa si eleng richtig géife leien an déi aner beschtefalls vun näischt eppes verstinn a schlëmmstefalls korrupt sinn an Affer si vun obskure Wirtschaftslobbyen, a si déi Eenzeg wäeren, déi schéi, grued, an ouni no aneren Interessen ze kucken, hei géifen hire Wee goen.

Ech wëll drun erënnere, dass deen Text, deen 2004 hei gestëmmt ginn ass vun der...

(**Interruptions et coups de cloche de la Présidence**)

...CSV, vun der DP a vun deene Gréngen, a bei deem eis Partei sech mat guide Grënn enthalten huet - mä mir hu Recht kritt duerch d'Entwécklung, déi déi Méint drop komm ass -, dass dat Gesetz dräi Objektiv hat. Et sollt alles méi einfach; et sollt alles méi schnell an et sollt alles méi kloer ginn.

Ech géif elo ganz objektiv bieden no engem Joer mol de Fazit ze zéien,...

■ Une voix.- 5.100! 5.100!

(**Interruptions**)

■ M. Alex Bodry (LSAP).- ...ob d'Prozeduren dann elo wierklech mat deem heiten Text méi schnell oflafen. Ech soen Neen. Ob d'Prozeduren da mat deem heiten Text elo méi einfach ginn. Ech soen Neen. A scho guer net méi kloer, well wat geschitt ass, dat ass eng relativ grous Rechtsónsécherheet. Woubäi ech och ganz kloer soen, dass ech net mat allem averstane sinn, wat d'Stad Lëtzebuerg hei gemaach huet.

(**Interruption**)

Ech hunn als Diddelenger Buergermeeschter meng Responsabilitéite geholl an ech hu weider Baugenehmungen ausgestallt, mä ech soen awer ganz éierlech, ech si mer net sécher, ob ech ëmmer nom Buschtaf vun Text gehandelt hunn. Well Diddeleng zum Beispill bei deene Gemenge war, déi praktesch vun haut op mar hätte misse en Architekt engagéieren, wat mer awer net am Summer 2004 gemaach hunn, an theoretesch praktesch alles zu Diddeleng hätt mis-

sen iwwer e PAP lafen. Wann ech mech dorunner gehalten hätt, wat de Buschtaf, net onbedéngt de Geesch, vum Gesetz ass, wärend zu Diddeleng net e puer honnert Autorisatiounen erausgaangen, mä et wär net eng erausgaangen an deem Zäitraum vun engem Joer. Dat wëll ech mol kuerz soen.

Dat gesäit ee vläicht zu Biekerech net esou, mä wann een dat e bësse vun Diddelenger Säit aus kuckt - an et sinn nach aner Gemengen an deemselwechte Fall -, gesäit een, dass d'Welt vläicht e bësse méi komplizéiert ass, wéi dat op den éischte Schäin esou schéngt.

Sou dass ech wierklech der Meenung sinn, dass den Text u sech richteg ass, mat ville Grondprinzipien, déi e probéiert anzeféieren, mä eigentlech den Text vun 1937, wa mer awer och éierlech sinn, net d'Katastroph selwer duerstellt.

A wat fir ee Gesetz bréngt dat praktesch faerdeg? Nennt mir mol Gesetzter hei zu Lëtzebuerg, déi all Dag applizéiert ginn, an déi praktesch 70 Joer laang Bestand hunn!

■ Une voix.- D'Schoulgesetz! D'Schoulgesetz!

(**Interruption**)

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Sou schlecht sinn déi Texter net. Wann ee vernünftig mat Texter ëmgeet - an ech mengen dat ass d'Absicht vun deene meeschten, déi an der Gemeng Verantwortung droen -, da kann ee mat deenen Texter eng ganz gutt urbanistesche Politik maachen, well een eigentlech awer do eng ganz Retsch vun Handhaben huet. Wann s' de wëlls als Buergermeeschter, da kanns de déi asetzen, an da mengen ech, da kriss de och eng guerdnet Entwécklung vun denger Uertschaft.

Sou dass ech also mengen, dass een hei net sollt blann sinn - op kengem A! Et soll een erkennen, dass dat Gesetz vun 2004 an déi richteg Richtung geet an e logesche Agencement mécht vun eenzelne Regelen, wat an der Praxis an der Vergaangenheet sécherlech net ëmmer an alle Fäll esou respektéiert ginn ass, mä datt et sécherlech kee perfekte Text ass. An dat geet jo schonn dorauer ervir, dass ee scho musst no e puer Méint eng Circulaire erausginn, fir deen een oder deen aneren Artikel ze explizéieren, wat eng völeg onüblich Prozedur ass hei zu Lëtzebuerg, fir esou Texter ze explizéieren.

De Fait, dass während deene Versammlungen, déi gemaach si gi mat Gemengen, nodeem den Text natierlech scho gestëmmt war, do eng Rei vu Froe gestallt si ginn, wou am Fong keng eenheetlech Äntwert komm ass vun de Responsabele vum Ministère, ënnersträicht, dass am Ministère selwer an eenzelne Punkten eng Interpretatiounsdivergenz bestanen huet.

Alles dat si jo awer Problemer, déi een net hei daerf verkennen an erofspillen, a maachen, wéi wann hei nëmme Wirtschaftslobbye géifen aktiv ginn. Ech kann lech berouegen, et ass net ee Promoteur u mech erugetratt, fir mat mir ze diskutéieren, ob deen heiten Text soll weider bestoen, Jo oder Neen.

Mir spiere ganz einfach an der Praxis, wat en um Terrain vun Onsécherheet bewierkt a wat ee selwer Problemer huet, an déi technesch Servicer an de Gemengen och, fir d'Applikatioun dagdeeglech vun deem heiten Text ze maachen.

Och wann ech sécherlech gären agestinn, datt alles, wat nei ass, eng Gewöhnungszeit brauch, a verschidde Leit sécherlech léiwier am alen Train-train virufuere wéi onbedéngt da mat neien Texter sech erméizploen an nei Konzepter sech unzëeegnen. Mä ee Manko ass ganz kloer: Woumadder sech déi viregt d'Chamber net genuch beschäftegt huet an herno och den zoustännege Ministère, dat ass déi Transitionphas. Dat

ass eigentlech dee Punkt, dee mer haut diskutéieren.

Déi Transition, déi abrupt komm ass am August d'lescht Joer, nodeem am Mee, an der leschter oder an der zweetleschter Sitzungswoch vun der Chamber, deen heiten Text mat engem gewëssenen Drock nach probéiert ginn ass duerchzedrécken. Dat wësse mer jo awer och. Ech war jo selwer dobäi. Et weess ee wéi dat jo awer trotzdem gaangen ass, sengerzeit, a wéi eigentlech dann d'Wahle komm sinn an duerno keng Preparatioun gemaach ginn ass.

Op eemol ass deen Text an de Summerméint publizéiert ginn am Mémorial, an dat Bescht war, d'Applikatiounsreglementer, déi awer indisponsabel sinn, fir kënnen dräi Deeg drop deen Text och ze applizéieren, déi sinn emol dräi an en hallwe Mount méi spéit komm! An nach haut sinn net all Règlement-grand-ducalé publizéiert, déi awer wichteg sinn, fir deen heiten Text kënnen ëmzesetzen.

Dat beweist jo awer, dass do haselech gehandelt ginn ass, an dass do net mat der néideger Suergfalt eigentlech op déi Mise en pratique an déi ganz Fro vun der Transition vun engem agefleeschene System, dee während 60, 70 Joer fonctionnéiert huet, an e komplett neie System mat enger neier Philosophie geuecht ginn ass. An dat ass jo grad dee Punkt, deen elo kritesch ass. An et ass dee Punkt, wou hei emol probéiert gëtt, mengen ech, dat Uergst ze verhéieren an erëm méiglech ze maachen, dass een a Rou kann déi Transition vun deem engen an deen anere System maachen. Net méi an net manner ass hei gewollt mat deem heiten Text.

Mir sinn der Meenung, dass dat heiten eigentlech awer e gudden Text ass. Wa mer also d'Gesetz u sech net stëmme konnten, kënnen mer selbstverständlech Jo soen zu där heiter Modifikatioun, wat eng Modifikatioun vu bon sens ass a soss näischt.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Merci, Hâr Bodry. Den Hâr Gira nach.

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Jo, Hâr President, Dir verstitt, dass ech gewëssen Aussoe vum Hâr Bodry net esou kann am Raum stoe loossen. Ech mengen, en huet mer wierklech net gutt nogelasschert, well soss kéint en net a meng Wieder interpretéieren, ech hätt hei och nëmme an wäiteste Sënn Undeitunge gemaach, hei géing vu Korruptioun Rieds goen!

En huet mer och net nogelasschert, soss hätt en héieren, dass déi Gréng no deem ganze Schlamassel, dee komm ass, bereet gewiescht wieren, e Gesetz ze stëmmen, wat reng déi lwwergangselunge géing regelen. Wann Der mer nogelasschert hätt, dann hätt Der dat missen ad acta huelen.

Mä wat ech awer gesot hunn, an dozou stinn ech, well ech et live an der Kommissioun matkritt hunn, dat ass, dass, wat d'Ofschafe vun der PAP-Lëscht ubelaangt, do e Kouhandel gemaach ginn ass tëscht deenen dräi ale Parteien.

An, Hâr Bodry, Dir misst et jo awer am beschte wëssen. Dir hutt an där enger Sitzung selwer - selwer! - d'Propos gemaach, dass mer déi Bestëmmung nëmme géinge maache fir d'lwwergangselunge. Et ass well effektiv nom ale Regime ganz vill PAPen ze maache sinn, a well do kéint en Enkpass kommen, dass een do géing soen, do kann déi al Qualifikatioun gëllen. Mä Dir hutt selwer gesot, dass et awer nützlech wier, déi Bestëmmung stoen ze loossen.

A wa mir haut dat Gesetz net stëmme, hunn ech gesot, wann Der mer nogelasschert hutt, da wéinst dem Ofschafe vun deem doten Ar-

tikel, well mer guer net gesinn, wou de Lien ass vun engem eventuellen Déblockage, elo, mam Ofschafe vun enger Lëscht a véier, fënnel Joer, wann déi nei Regimer kommen. An dozou stinn ech, dat ass e Kouhandel, well et kritt ee jo awer alt e bësse mat, wat och an de Kulissee leeft, well déi Sitzung duerno wollt weder Dir nach Är Fraktioun nach iergendeen aneren eppes vun där lwwergangselunge wëssen.

A mir wësse jo och, dass bis dohin d'CSV op där Richtung war, an dass den Innenminister Wolter bis zu där Sitzung an de Sitzung war, an aus guddem Grond ass hien an deene Sitzungen duerno net méi opgetaucht, genee well do déi richteg Leit um Wierk waren, fir déi do Bestëmmung da schlussendlech eranzekriegen.

Dat hunn ech gesot, Hâr Bodry, net méi an net manner, a mir wiere kompromissbereet gewiescht, mä wéi mer dat do Schauspill erlieft hunn, dat wollt mer wierklech net matdroen.

An nach eng Kéier: Ech kann nëmme soen, dass d'Zuelen eis awer net grad Onrecht ginn. Dat musst Der awer zoginn, Hâr Bodry, wann an zéng Méint 5.100 Baugenehmungen erausgi ginn, dann ass dat genee datselwecht wéi am Joer 2003, 6.000 an zwielef Méint.

(**Interruption**)

Ech hoffen, Hâr Henckes, an ech huele jo un, dass Der esou vill kënn rechnen: 5.100 Genehmungen an zéng Méint ass genau esou vill wéi 6.000 an zwielef Méint, esou dass een net hei vu Schwarz-Wäiss-Molerei ka schwätzen.

Ech stinn net eleng hei mat deem, dee keng Problemer mat deene Genehmungen huet. Et geet och net nëmme ëm Biekerech an d'Stad Lëtzebuerg, et si vill Gemengen dertëscht, déi méi urban si wéi Biekerech, déi och kee Problem hu mat deem Gesetz.

A schlussendlech, wat d'schoulmeeschterhaft Aussoen ubelaangt, Hâr Bodry, do kann ech lech just op Är Pressekonferenz vum 19. Mee verweisen. Wann een do schoulmeeschterhaft mat deenen aneren ëmgaangen ass, da sidd Dir et!

(**Interruption**)

Liest „d'Wort“ nach eng Kéier vum 20. Mee, da kënn Der gewuer ginn, wéi schoulmeeschterhaft Aussoe sinn.

Ech soen lech Merci.

(**Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence**)

■ M. le Président.- Streit elo net nach weider mateneen! D'Wuert huet nämlech elo den Hâr Innenminister Jean-Marie Halsdorf. Hâr Halsdorf!

■ M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*. - Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, am Joer 1985 hu vill Leit iwwert den deemolege Statsminister Pierre Werner gewitzelt, wéi hien déciéiert huet, fir hei zu Lëtzebuerg finanziell Méttel opzebréngen fir Satelliten op Orbit ze setzen. An dem Deeg, wou den 20. Anniversaire vun der SES GLOBAL gefeiert gëtt, muss jiddereen agestoen, dass d'Geschicht vun engem Satellitbedreiwer hei zu Lëtzebuerg eng eenzeg „success story“ ginn ass.

Dat neit Gesetz iwwert den Aménagement communal huet och schonn zu villen, ganz ville kontroversen Diskussiounen gefeiert, an duerfir erlaabt mer wierklech, dass ech esou wäit ausgeholl hunn. Well hei, an dat huet een de Méttel nach gesinn, sinn, dobausse wéi och hei an der Chamber, d'Kom-

mentaren, d'Interpretatiounen an d'Erklärunge ganz kontrovers. Mä gleeft mer, déi Politiker, déi Deputéiert, déi Ministeren, déi nei Weeër ginn, stelle sécherlech domat munches a Fro, an dat ass scho méi wéi eng Kéier hei am Land an de leschten 30, 40 oder 50 Joer geschitt. Dat wëllt awer net heeschen, dass se wëllen alles zerstéieren.

Hir lwwerleeunge bedeite kengeswee e Broch mat der Vergaangenheet oder eng Negatioun vum all deem, wat gelescht gouf. D'Politik hei zu Lëtzebuerg hat an huet nach ëmmer op hir Aart a Weis nom Lëtzebuurger Modell versicht, spezifesch Antwerten ze fannen op déi schwiereg Froe vum Mateneen op engem klengen Raum vun 2.586 km², an dat an deem groussen Europa ouni Grenzen. An dat politesch Wierke vun der Regierung vu gëschter an och där Regierung vun haut läit am kontinuéierleche Wëllen, sech den Erausforderunge vun eiser Zäit ze stellen.

Dofir sinn och weider politesche Courage a Wäitsicht ugesot: dofir ass et och net einfach dat neit Gesetz - iwwert dat haut och kontrovers diskutéiert gëtt, ech hunn et scho gesot - iwwert den Aménagement communal ze verstoen, well mat deem Gesetz am Fong geholl och eng gewësse Wäitsicht verankert ass, e Paradigmewissel an der Urbanisatioun vun eise Gemengen heimat stattfënn, en Exercice, dee mer fir d'lescht am Joer 1937, also virun 69 Joer, gemaach hunn,...

(**Coups de cloche de la Présidence**)

...a wou d'Madame Flesch jo virdru gesot huet, dass och do 30 Joer laang gedoktert ginn ass, bis dat Gesetz sech richteg etabliert huet.

Mä dese Paradigmewissel, dee kënn och net vun ongefëier. Op där enger Säit sinn am Kader vum 1937er Gesetz eng Partie Dérapagen um Niveau vum Aménagement communal geschitt, dat wësse mer all, an op där anerer Säit leie mer awer an der logescher Konsequenz vun eise Landesplanungsgesetz vum 1999, vum Programme directeur vum Aménagement du territoire vum 2003, oder och vum politesche Modell IVL. Dës Instrumenter a Prozesser, déi beinhalten Nohaltegkeet, dat heescht wirtschaftlech, ekologesch a sozial lwwerleeunge fir eist Land méiglech optimal a performant ze organiséieren.

Dës Prozesser fanne mer jo am politesche Konzept erëm, oder mir stellen se esou duer, dass mer eis d'Fro stellen: Wou schaffen, wou wunnen, wou bewegen? An dat mat engem järeliche Wuestem vum 4% an enger Zilsetzung vun enger Verdueblung vun öffentleche Verkéier vun duerchschnëttlech 12,5 op 25%, also en „modal split“ op den Horizont 2020.

An, Hâr President, dese Kontext, des lwwerleeungen, déi muss een an Hannerkapp hunn, wann een d'Philosophie vun deem neien Aménagement-communal-s-Gesetz wëllt verstoen. Wann een dorüwer eraus och weess, dass den Dram vu ville jonken an och maner jonke Matbierger hei zu Lëtzebuerg an och dorüwer eraus deen ass, sech en Eegenheim unzeschaffen, a wann ee schliesslech mat deser Problematik vill Aarbechtsplazen a vill Geld verbënnt, da versteet een a gesäit een déi gesellschaftlech Wichtigkeet vun deem Gemengeplanungsgesetz, esou datt et fir mech sécherlech a fir anerer och net verwonnerlech ass, dass desen Dossier politesch ganz waarm gouf a méi wéi eng Kéier vu Blocage am Bausecteur geschwat gouf.

Mat deem Gesetzesentwurf wëllt den neien Innen- a Landesminister och net méi helleg si wéi de Poopst. Hie wëll och net d'Rad nei erfannen. Hie wëllt vläicht eppes maachen, wat am bon sens ass -

wéi den Hâr Bodry elo grad gesot huet. Mä wat hie besonnesch wëllt, dat ass Rou hei am Land hunn an engem Secteur, deen zum Räichum a Wuelstand wéi och zur Liebensqualität vun eise Matbierger bäigedroen huet.

Et war och net einfach, muss ech soen, e Kompromiss ze fannen, deen den lwwerleeunge vun deenen, déi behaupten, et géif näischt méi goen, a vun deenen aneren, déi soen, et ass iwwerhaupt kee Problem, fir do am Fong geholl an engem gewësse Sënn deenen zwou Tendenzen Rechnung ze droen.

Fir mech an och fir vill aner Leit ass net relevant, wie Recht huet. Relevant ass, dass hei an eise Land ka gebaut ginn, an zwar esou, dass déi héich urbanistesche Uspréich vum Gesetz vum 2004 garantéiert bleiwen. An eppes ass kloer: Mat deem Gesetz ass dat de Fall. Ech hat dat Wuert Blocage virdrun an de Mond geholl, an et sinn nach méi Leit, déi et och schonn haut de Méttel hei gesot hunn. Duerfir hat ech dann nofroe gelooss op de Gemengen iwwert d'Distriktskommissären, wéi vill Baugenehmungen erausgaangen sinn an der Zäit vum 8. August 2004, also vun deem Dag un, un deem d'Gesetz a Kraaft getrueden ass, bis den 30. Abrëll 2005, also just virum 1. Mee.

Do muss ee feststellen, den Hâr Gira huet et richteg gesot, dass - ech sinn nach e bësse méi prezis - 5.173 Baugenehmungen erausgaangen sinn. Et muss een natierlech nuancéieren, well et weess een net, dat konnt ech leider net erauskréien, wéi vill et dat Joer virdru waren, oder déi Jore virdru waren. Dofir kann een déi 5.173 schwéier par rapport zu deene Jore virdru vergläichen. Et kann een awer soen, dass et der vill méi waren, wéi ech geduecht hat. Ech weess awer och, dass der vill dovunner kleng Baugenehmungen sinn, wéi een déi nennt.

Ech weess och, dass d'Stad Lëtzebuerg, ech weess de Chiffer net genau, mä méi wéi 300 Baugenehmungen och erausginn huet an där Period. Ech weess, dass et am Süden, dat hunn ech verhalen, d'Gemeng vum Rapporteur, dem Hâr Sonnen, ass, déi déi meescht Baugenehmungen erausginn huet. Et waren der 222. Dofir hunn ech et gutt verhalen, well dat déi meescht sinn. An déi zweetvillst ware beim Hâr Bodry zu Diddeleng. Déi Chifferen hunn ech am Kapp.

(**Interruption**)

Esou dass sech also eppes gedoen huet an et also schwéier ass an esou engem Kontext vu Blocage ze schwätzen.

Et muss een awer och kucken, wéi et weidergaangen ass mat de PAPen, well dat jo u sech déi Baugenehmungen sinn, wou vill gebaut gëtt - loosse mer et mol esou soen. Do hunn ech och nokucke gelooss an där Zäit, wou ech Minister si vum 1. August, am Fong geholl war et den 31. Juli, mä vun deem Dag un bis op de 24. Juni dést Joer. Also, an eelef Méint ongefëier sinn 283 PAPen hei am Land approvüiert ginn, sinn duerch eis Servicer gaangen an och duerch d'Kommissioun. Dat representéiert - dat hu mer nogekuckt am Ganzen - 2.080 Lousen. An 2.080 Lousen, dat seet och net alles.

Dofir hu mer gekuckt, wéi vill Unités de logement dat sinn, also wéi vill Haiser respektiv Appartemen-ter. Nun, an deser Period vun eelef Méint sinn am Fong geholl och zwee Méint dobäi, wou Stillstand war am Bausecteur, well do jo de Congé collectif war an Intempériën, während deenen net geschafft ginn ass. Et kann een also soen, an néng Méint missten elo um Maart 3.483 Unités de logement sinn. Dat ass jo awer net schlecht, well wann een dat duerch

déi 270 Deeg ongeféier deelt, kéint een op fofzég Unités de logement pro Dag. Also, wann ech deen Aspekt kucken, kann een net vu Blocage schwätzen, an ech mengen, et wier iwwerdrivwen, wann een dat seet.

Wat een och ka soen, dat ass, dass den Intérieur net geschlof huet. Et ass vill geschafft ginn, an ech wëll och dofir souguer hei profitéieren, fir de Leit Merci ze soe fir déi konsequent Aarbecht, déi se gemaach hunn, fir dass op d'mannst net ka gesot ginn, d'PAPE géifen am Intérieur leie bleiwen. Mä do ass wierklech konsequent geschafft ginn.

En anere Problem, deen ech muss abordéieren an dee gesäit net esou gutt aus, ass deen, wat an deenen eelef Méint erakomm ass vun neie PAPen. Do ass et och esou, dass ech perséinlech mech méi schwéier gedoen hunn, fir eng Lëscht erauszeginn. Dat huet praktesch bis an de Februar gedauert. Mä vum Februar u war eng Lëscht do. Dat si véier, fénnef Méint. Mä do hu mer bis elo awer nëmmer am Ganzen zwee PAPen, déi avisiéiert konnte ginn. An dat ass e Problem. Dat ass wierklech e Problem an dee muss een och gesinn.

Dat ka vläicht dat sinn, wat den Alex Bodry gesot huet, nämlech dass eng gewësse Komplexitéit do ass, mä et sinn der nëmmer zwee, déi wierklech konform waren, wann een wëllt. Well bei deene meeschten, wa se erakomm sinn, war den Architekt net konform, respektiv waren d'Konditiounen vum Règlement grand-ducal net alleguerter ginn, esou dass dat wierklech e Problem ass.

Eben all dëst, alles mateneen, wat ech elo gesot hunn, huet dozou geféiert, dass eng Onsicherheit bei de Gemengen entstanden ass an och am grouse Ganzen hei am Land. Dofir ass et och gutt, dass mer eis haut an esou engem, ech géif mengen kontroversen, mä trotzdem konstruktiven Dialog hei zesummefannen, fir dass mer et fäerdeg bréngen hoffentlech dëst Gesetz ze verabschiden, fir eben an der Iwwergangszäit déi néideg Rechtssicherheit ze kréien. An d'Iwwergangszäit, dat heescht jo déi Zäit, wou d'Gemengen nach hir al Bebauungspläng hunn, déi aus dem Gesetz vum 1937, wëssend, dass dat neit Gesetz vum 2004 awer schonn a Kraaft ass.

A well sech hei d'Geeschter esou scheeden a well déi Philosophien esou verschidde si vum 1937er Gesetz a vun deem vum 2004, hu mer decidéiert mat dësem Projet am Fong geholl Béton ze maachen an dëser Iwwergangszäit. Déi eng soen, et ass es ze vill; déi aner soen, et ass es net genuch. Ech mengen, et geet drëm eppes fäerdeg ze bréngen, dass mer Rou kréien, an dat - wat wichteg ass - ouni d'Philosophie vum Gesetz vum 2004 a Fro ze stellen. Dat ass fir mech déi fundamental Ausso.

Déi Zilsetzungen, déi mer eis ginn hunn iwwert déi lescht Joren - nach eng Kéier, wat ech virdu scho gesot hunn - iwwert den IVL, iwwert de Programme directeur d'aménagement du territoire, och iwwert d'Gemengegesetz a souguer iwwert déi Konventioun vum Südweste vun der Stad Lëtzebuerg, déi mer virun e puer Deeg ënnerschriwwen hunn, all dës Zilsetzungen gi mat dësem Gesetz net a Fro gestallt.

Dofir mengen ech, ass dat, wat den Här Gira virdu gesot huet, och wierklech iwwerdrivwen, fir ze soen, hei géif zrëckgeruddert gi mat dësem Gesetz. Och op dee Punkt kommen ech nach zrëck.

Ech fannen, dass hei net zrëckgeruddert gëtt, an ech kann och direkt dorop kommen. Wann Der schwätzt vum Ofschafe vun de PAPen, dann ass dat jo fir lech ee Casus belli, wann ech dat elo richtig verstinn. Mä u sech ass dat awer a mengen Aen nëmmer e politeschen Argumentaire, well um

Fong ännert dës Tatsaach vun der Ofschaffung an der Iwwergangsperiode vun der Lëscht näischt. Glat näischt! Well mer am Fong geholl déi richteg definitiv Antwort eréischt kënne kréien, wa mer gekuckt hunn, wat e PAP mat engem neie PAG heescht, da kënne mer dat soen.

Mä elo ass et esou, dass am Fong geholl hei net ka vu Kouhandel a mengen Ae geschwat ginn, well sech näischt ännert an der Iwwergangsperiode. Ob mir déi Lëscht elo ofschaffen oder ob mer se suspendéieren, dat mécht der Kaz kee Bockel. Ech kommen herno nach eng Kéier dorobber zrëck, firwat ech an déi Richtung gaange sinn.

Richtig ass, wien e PAP ënnert deem neie Regime, also no der Iwwergangsperiode maachen dërf a wien net, dat wäerte mer an deenen nächste Méint erausfannen.

Mir hate jo gesot an der Kommissioun, ech wëllt bis 2007, an zwar Enn 2007, déi Fro beäntweren, déi elo gestallt ginn an op déi mer de Moment nach keng Antworten hunn. Wat ass da ganz vill d'Ursaach dofir, dass mer keng Antworten hunn? Dat muss een awer och soen: Well d'Gesetz bis elo nach keng Chance krut a Rou ze funktionéieren. Dat muss ee soen.

An dofir wëll ech och an deem hei Dossier eng ofwaardend Haltung hunn, Madame Flesch, an dofir géif ech och proposéieren, déi Motioun net ze stëmmen. Wa mer déi Motioun, déi Der gemaach hutt, stëmmen, dann ass dat net gutt, well mer da keng ofwaardend Haltung hunn.

Dir sot zum Beispill: «à modifier l'article 34...». Da soe mer elo schonn, dass mer e modifiéieren. Ech kommen nach dorop zrëck. Ech fannen, et ass net gutt, wann een dat elo scho seet. Et ass och net gutt, wann ee seet: «à réexaminer notamment les dispositions de l'article 28...». Ech gesinn dat anescht. Ech fannen, do soll een net méi dru goen, an esou weider.

Et soll een all déi Diskussiounen féieren an da soll ee sech e Wee ginn an dat zesumme maachen, dat, wéi Der sot, an engem Mateneen; do sinn ech d'accord.

Ech soen och, mir wäerten een Tour dréine bei déi Concernéiert, wéi Der dat gesot hutt, mä ech géif lech bieden déi heite Motioun also net ze stëmmen. Mir wäerten eis, dat soen ech kloer, un d'Recommandatioun vum Conseil d'État halen. Mir wäerten eis och un déi Recommendation vum der Chamberskommissioun, déi och implicite waren, halen. Ganz kloer droe mer och deem, wat d'Berufskummere gesot hunn, Rechnung. Also, mir hu wëlles wierklech informell, loosse mer soen, déi ganz Weeër ze maachen. Mir dréinen déi Tier, wéi Der dat och gesot hutt.

Mä, dat muss ech hei elo scho soen, zwee Punkte si ganz kloer an un deene gëtt och net méi gerütelt. Éischte Punkt, d'Basisphilosophie vun deem Ganzen, déi sech reflektéiert oder am Programme directeur de l'aménagement du territoire, mat de Plans sectoriels, de Plans régionaux, mam POS, dee jo eist Land territorial e regional soll organiséieren, an och d'Hierarchie vum PAG par rapport zum PAP, déi kënnen net méi a Fro gestallt ginn. Dat soll mol eng Kéier hei kloer gesot ginn.

Deen zweete Punkt, dee fir mech och kloer ass - an dat ass eben den Artikel 28 -: D'Gemengen am Speziellen an d'öffentlech Hand am Generelle mussen an Zukunft hei zu Lëtzebuerg d'Urbanisatioun an eisen Dierfer an an eise Stied an d'Hand huelen an och steieren. Fir mech ass also hei kee Spillraum. Wa mer alleguerter enges Bessere beléiert ginn an den nächste Méint, da weess ech et net, mä dat ass meng politesch Haltung. Do soll net méi dru gefummelt ginn, näischt méi dru geännert ginn.

Wat den Artikel 27 ugeet, do muss mer, unhand vu Fallbeispiller a Simulatiounen, déi mer deklinéieren, kucken, wat dat genau heescht. An dat ass och ee vun de Problemer, déi mer am Gesetz hatten, an, wat deen Aspekt ugeet - den Alex Bodry huet et jo och virdu gesot -, ass dat relativ séier komm. Et konnt net richtig getest ginn, wéi d'Gesetz funktionéiert oder net funktionéiert. Dat ass awer ee vun deenen eenzege Reprochen, déi een deem Gesetz hei ka maachen, wann een do vun engem Reproche ka schwätzen, well wa gudde Wëllen do wier, kritt een och munches gemaach! Ech muss och soen, dass mer do am Fong geholl an enger Situatioun sinn, déi net einfach ass.

Well, an dat ass och kontrovers diskutéiert ginn: Wat heescht e PAP an engem Bebauungsplang vun der Stad Lëtzebuerg? Wat heescht e PAP an engem Bebauungsplang vun der Stad Esch oder vun der Nordstad, déi jo eng aner Approche hunn, oder anescht - loosse mer mol esou soen - konfiguréiert sinn? Wat heescht e PAP an engem sou genannte Centre de développement et d'attraction, wéi mer der zwielef an eisem Programme directeur hunn? Do kann ech jo Klierer nennen, ech ka Stengefort nennen, ech ka Jonglënster nennen. Wat heescht am Fong geholl e PAP am Bebauungsplang vun enger mëttelgrousser Gemeng wéi Beetebuerg oder wéi Schëffleng oder wéi Hesper? Wéi spillt dës Mechanismus an neie Gesetz? Kréie mer méi PAPE wéi par rapport zum 1937er Gesetz oder kréie mer manner PAPE par rapport zum 37er Gesetz? Dat ass elo ganz schwéier ze beäntweren.

Wat sécher ass, an do ass och iwwerdrivwen ginn, mir brauche kee PAP fir all Gaardenhaischen, wéi Verschidener dat gemengt hunn, dat ass ganz kloer. Kloer ass awer och zum Beispill, dass mer Problemer hunn, dat soll een net verstoppen, mam Règlement grand-ducal iwwert d'Bautereglementer. Do hu mer Problemer. Mir hunn doriwwer en Avis kritt vum Statsrot. Dat ass e problematesche Règlement grand-ducal, an dee Problem muss mer och an deenen nächste Méint léisen.

Mä de Fonctionnement vum Artikel 27, dee festleet, wéini kee PAP muss gemaach ginn, soll een och net vergiessen. Dat ass haut net gesot ginn, mä dat muss een a Verbindung gesi mat den Artikelen 105 an 106, well déi Artikelen, déi bestëmmen, wéini e Lotissement gemaach gëtt, wéini e Relotissement gemaach gëtt, wéini e Morcellement gemaach gëtt. Dat muss een also ganz kucken.

Wéi mir eis do Antworten erwaarden, erwaarde mir eis och Antworten vun deem Artikel, dee vill de Mëtten ugeschwat ginn ass: den Artikel 34. Wann een deen Artikel liest, muss een e liese wéi dat ganz Gesetz ze liesen ass, nämlech mat där Méi-Responsabiliséierung vun de Gemengen. Eng Méi-Responsabiliséierung vun de Gemengen, esou muss een e liesen. Wat seet dësen Artikel?

Et ass gesot ginn, bei engem PAP muss ee 25% ofrieden. D'Lecture vum Ministère ass déi, dass dese Prinzip fir ofzefrieden nëmmer applicabel ass, wann et ëm eng Baulanderschléissung geet, dat heescht also wa lotisséiert gëtt. Dës Klausel kann a mengen Aen, am Ministère sengen Aen, och a munchen anere Leit hiren Aen net spillen, wann al Haiser zum Beispill ofgerappt gi fir Residenzen ze bauen, well hei keen Neiland am Spill ass.

D'Ofriede vun Emprisen, wat och emol muss statfannen, dërf net esou verstane ginn, dass an deem Fall d'25%-Klausel applicabel wier.

Dat gesinn ech och ganz kloer esou. Also, just eng nuanciéiert Approche, wéi ech se elo gesot hunn, well wa mir eng onnuanciéiert Approche maachen, eng generell Approche vum 25-Prozent-Prinzip, dat heescht kloer an d'itelech - an dat ass schonn oft dobausse gesot ginn an dat ass richtig - eng Hausse vun de Baupräisser, wat mir alleguerter awer, mengen ech, net wëllen.

Dofir muss mer elo ofwaarde wéi d'Lokalpolitik hei hir Responsabilitéit iwwerhéit. Dem Innenministère seng Vué sinn am Mäerz, dat ass jo gesot ginn, an enger Circulaire un d'Gemenge gaangen, si sinn am Mémorial B veröffentlecht ginn, an elo kucke mer, wéi dat weidergeet. Mä dese Gedanken ass jo awer näischt Neies! Dese Gedanke stoung jo awer schonn am 1937er Gesetz, wou och 25%, oder bis 25% konnten applizéiert ginn. Do ass et d'Méiglechkeet ginn, 1% bis 25%.

Do war et och esou: Déi eng, déi hunn 1% kritt, déi aner 22, déi aner 25, mä et war kee generellen an obligatoresche Charakter bei dëser Dispositioun. Haut ass dat esou, dass jiddfereen d'selwecht behandelt gëtt, an dofir mengen ech ass et gutt, dass ee soll an déi Richtung denken. Wa manner wéi 25% gebraucht ginn, et ass och haut gesot ginn, oder mussen ofgetruede kënne ginn, dann hunn d'Gemengen d'Méiglechkeet ze kompenséieren.

De Pourcentage vum Terrain, deen ofgetruede gëtt, gëtt jo dann iwwer eng Indemnité compensatoire ausgeglaach, an d'Heicht gëtt jo iwwert den Dagespräis pro Ar, wou de PAP an d'Prozedur agereecht gëtt, festgeluecht an dann un d'Gemeng ausbezuelt. An déi Gelder - dat ass jo fir mech och fundamental wichtig -, déi hei am Spill sinn, déi d'Gemenge sou kréien, déi mussen an d'Infrastrukturen, déi mat dem PAP direkt oder indirekt a Verbindung stinn, investéiert ginn. Dëst sinn also, wéi mir dat och am Intérieur nennen, affektéiert Recetten, an d'äers muss ee sech ëmmer bewosst bleiwen.

Här President, ech wollt nach e lescht Wuert soen iwwert d'Ofschafe vun der PAP-Lëscht. Laut Gesetz vum 2004 Artikel 7 kënne jo nëmme Leit e PAP oder e PAG maachen, déi Experienz, Qualifikatioun a Spezialisatioun a Raumplanung a Städteplanung hunn. Et gëtt also keen Ennerscheid gemaach tësche PAP a PAG. Dass dese Approche restriktiv ass, dat beleee folgend Zuelen; déi sinn nämlech och nach net haut gesot ginn, a si ware gefrot ginn, mengen ech, och vun der Madame Flesch.

No deem éischten Arrêté, dee mer am Land geholl hunn iwwert déi Leit, déi op déi Lëscht laut Artikel 7 kommen, hu mer am Land 19 Personnes physiques et morales, déi op dëser Lëscht waren.

(Coups de cloche de la Présidence)

Et ware 14 Personnes physiques a fénnef Büroen oder fénnef Personnes morales. Elo, deemnächst, hunn ech en neien Arrêté, an da geschitt Folgendes: D'Zuel vun de Personnes physiques geet vu 14 op 22 erop; et kommen also aacht Personnes physiques bäi, an d'Büroen oder d'Personnes morales gi vu fénnef op zéng erop. Hei kréie mer also dann zéng Büroen, sou dass mer am Land 32 Personnes physiques a morales hunn, déi där Obligatioun vum Artikel 7 entsprechen. Déi kënnen also da Bebauungspläng maachen. Dat wollt ech och hei soen. Déi eng wäerte soen, dat geet duer; déi aner wäerte soen, dat geet net duer, mä et sinn der 32.

Duerch d'Ofschafe vun der PAP-Lëscht, déi jo haut vill am Gespreich war, gëllt also dës Exklusivitéit vun Artikel 7 net méi fir d'PAPE, fir d'Deelbebauungspläng, an ech gesinn dëst Ofschaffen, ech wëll dat och emol eng

Kéier hei soen, als en „good will act“ mat deene concernéierte Leit. Ech gesinn am Fong geholl dat esou, dass et eng Aart a Weis ass fir mateneen a Rou ze schwätzen, ze diskutéieren, fir Rou am Secteur ze behalen, an et ass fir mech a kengem Aspekt, wéi den Här Gira dat wollt ee Moment soen, e Knéifall vum Lobbyismus. Ech gesinn et wierklech net als Knéifall vum Lobbyismus, ech wëll dat hei kloer an d'itelech soen!

Dese Schrott bréngt an der Iwwergangsphas iwwerhaapt näischt. Dës Dispositioun stellt d'Gesetz, dat aalt Gesetz, oder dat Gesetz vum 2004, wat elo en aalt gëtt, a kengem Aspekt a Fro, an dofir war dat fir mech kee Problem dee Wee do ze goen. Wa mir wéi versprach bis 2007 e Monitoring maachen, wäerte mer gesinn, wat e PAP an der Philosophie vum Gesetz vum 2004 ass, wat dat genau heescht a wat dat implizéiert, wat esou eng Lëscht bréngt...

(Coups de cloche de la Présidence)

...oder wat esou eng Lëscht och net bréngt. Eis Gerichter wäerten eis och deemnächst soen, wat de Prinzip vun der Lëscht bréngt, fir d'Qualifikatiounen ze garantéieren. Well mir hunn zwou Kloe viru Geriicht. Wéi d'Qualifikatioun festgeluecht gëtt, fir e PAG respektiv e PAP ze maachen, déi Antwort wäerte mer also deemnächst kréien.

Dem Législateur an der Regierung kann et awer a sech nëmmer dorëms goen, fir Garantien ze kréie fir d'Urbaniséiere vun eisem Land, fir am Fong geholl dësen urbanistesche Qualitéitssprung ze kréien, fir deen domat ze garantéieren. Dat ass dat, wat mer wëllen. Dofir wëlle mer och e Master an eng Formation continue op der Uni Lëtzebuerg organiséieren, fir alle Professionellen d'Méiglechkeet ze ginn, fir sech Kenntnisser an der Raumplanung unzëeegnen.

Här President, ech kommen zum Schluss. Ech hunn nach zwou Saa chen, déi ech wollt soen.

M. le Président. - Jo, Dir musst och zum Schluss kommen!

M. Jean-Marie Haldorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. - Fir d'alleréisch, dass de Rapport vum Här Sonnen sachlech a gutt war. Ech hunn och déi ganz Diskussioun an der Rei fonnt, an ech sinn der Meinung, dass et duerch déi Aart a Weis, wéi mer haut hei funktionéiert hunn a wéi mer eist Land wëllen organiséieren, méiglech gëtt, de Paradigmewissel vun deem neie Gesetz iwwert den Aménagement communal besser ze verankeren, méi konkret ze verstoen.

Déi 117 Gemenge wäerten an Zukunft landesplaneresch als Ganz gesi ginn. Mir wäerten eist Land besser organiséiere kënnen, an esou wäerte mer déi Zilsetzungen, déi mat Nohaltegkeet an der Landesplanung verankert sinn, méi konkret kënnen ëmsetzen. Mir kréien also net nëmme politeschen Parole mat eidele Wiederhülsen, mä mir kréien en Alldag, wou dës Wäerter gelieft a praktizéiert ginn.

Merci, Här President.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert dese Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5449 ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmme, bei 6 Nee-Stëmme.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koulen, MM. Marcel Glesener, Norbert

Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Laurent Mosar), Marcel Sauber (par M. Lucien Thiel), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss et Henri Kox.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Motioun, déi vun der Madame Flesch déposéiert ginn ass. Huet se fénnef Ennerschréften?

Motion 1

■ M. Xavier Bettel (DP).- Hell ewech!

■ Mme Anne Brasseur (DP).- Jo, scho gëschter.

■ Mme Colette Flesch (DP).- Här President!

■ M. le Président.- Jo, Madame Flesch.

■ Mme Colette Flesch (DP).- Här President, Merci dass Der mer d'Wuert gitt. Ech wollt zu der Motioun e puer Wuert soen. Ech wollt awer fir d'éischt dem Minister Merci soe fir déi Statistiken, déi hien ons geliewert huet, an déi bewiesen, dass d'Urempelungen, déi den Här Gira gemengt huet missen ze maachen a l'égard vun der Stad Lëtzebuerg a vun hirem Buergermeeschter, net begrënnt sinn! De Minister huet ons jo ganz kloer gesot, wéi vill Baugenehmegungen an där Zäit an der Stad Lëtzebuerg erausgaange sinn.

Ech huelen och Akt vum Minister senger Deklaratioun, dass hie gewëllt ass, déi Konsultatiounen ze maachen, déi mir recommendéiert hunn, dass hie gewëllt ass, an aller Serenitéit d'Applikatioun vum Gesetz ze examinéieren, an ech mengen, de Projet, dee mer haut diskutéieren, ass de beschte Beweis dofir, dass hien och gewëllt ass, wann ee Problem sech stellt, dee Problem ze léisen.

Wat d'Klausel vun de 25% betrëfft, Här President, ass hei ëmmer erëm gesot ginn, déi hätt och am Gesetz vun 1937 gestan. Dat stëmmt. Mä 25% waren do de Maximum. An hei si 25% eng Obligatioun.

Ech wëll och do, Här President, den Här Gira berouegen. Sait Jorzéngten applizéiert d'Stad Lëtzebuerg déi Klausel vun de 25%. Hei geet si souguer doriwier heiansdo ewech, andeem si dann de Leit eng Kompensatioun gëtt, well mir der Meenung sinn, dass et wichteg ass bei gréisseren Projeten och dofir ze suergen, dass net nëmmen Edifices publics kënne gebaut ginn, mä dass och genügend Gréngzon geschafe gëtt.

Ech huelen awer och Akt, ausser vun deenen Deklaratiounen vum Minister, déi ech begrëissen, vu senger Deklaratioun am Zesammen-

hang mam Artikel 28, wou hie gesot huet, do géng fir hien iwwerhaapt kee Spillraum bestoen an dat wier fir hien eng politesch Position. Dat ass sai gutt Recht, mä ech mengen dat soll dann och wierklech esou gewosst sinn.

Här President, no den Deklaratiounen vum Minister si mir dovunner ausgegangen, dass d'Partei vun der Majoritéit wahrscheinlech net wëllten eis Motioun ënnerschreien. Vun deene Gréngen, déi mengen et misst ee Politik maachen, andeem ee Festunge baut, si mir scho virdrun dovunner ausgegangen, si wëllten net ënnerschreien. Dofir hunn ech véier Kollege vu menger Fraktioun gefrot, si sollen déi Motioun matënnerschreien. Dat hunn déi Häre an Damme Bettel, Bettendorf, Brasseur a Calmes gemaach an ech iwwerreechen lech nach eng Kéier déi ënnerschriewe Motioun.

■ M. le Président.- Merci, domat mengen ech ass alles gesot zu där Motioun, a mir kommen dann zur Ofstëmmung dovun.

(Brouhaha général)

Ass de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Vote

D'Motioun ass ofgelehnt mat 45 Nee-Stëmmen a 15 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koulen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Marcel Oberweis), Marcel Sauber (par M. Laurent Mosar), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Fernand Diederich);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch).

■ M. Xavier Bettel (DP).- Dat do war knapp!

■ M. le Président.- Wann Dir dat do knapp nennt, Här Bettel, da fannen ech awer, dass dat e ganz kloert an daitlecht Signal war.

(Hilarité)

Sou, mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, d'Diskussioun iwwert de Projet de loi portant fusion des communes de Kautenbach et de Wilwerwiltz. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an ageschriwen sinn den Här Calmes, den Här Schneider, den Här Gira an den Här Koepf.

■ Plusieurs voix.- Oh!

(Interruptions diverses)

■ M. le Président.- D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Marco Schank.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Ech géif em Opmierksamkeit fir de Rapporteur bieden.

4. 5455 - Projet de loi portant fusion des communes de Kautenbach et de Wilwerwiltz

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

■ M. Marco Schank (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dee Projet, dee mir haut an der Chamber elo nach virleien hunn, huet als Objet d'Fusioun vun zwou Gemengen am ländleche Raum, nämlech Kautebaach a Wëlwerwiltz an eng nei Gemeng, an déi Gemeng wäert sech an Zukunft Kiischpelt nennen.

Dës nei Gemeng wäert ongeféier eng dausend Awunnerinnen an Awunner kréien - ech hat leschte Freideg genee nogefrot an et waren der dunn 957, déi zwou Gemengen zesummen - an déi Gemeng wäert och eppes em déi 3.400 ha grouss sinn.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Zënter 1978 gouf et keng Fusioun méi hei am Land, bis mir viru kuerzem op dës Plaz d'Gesetz iwwert d'Fusioun vun de Gemenge Baastenduerf a Furen gestëmmt hunn. Deemno hu mir no 27 Joer, wann een esou wëllt, an enger ganz kuerzer Zäit zwou Fusiounen hei am Land an och am Norden. An dës Fusioun setzt sech och an de Kontext vun deem Pabeier, dee mir amgaange sinn ze diskutéieren an där Spezialkommissioun iwwert d'Réorganisation territoriale zu Lëtzebuerg, mat Recommandatiounen fir d'Fusiounen awer och fir sou genannte Communautés de communes.

Fir kuerz op de Werdegang vun där Fusioun anzegoen: De 25. Mäerz 2004 huet den Innenminister de Projet 5455 an der Chamber deposéiert an dee leschte 24. Mee huet déi zoustänneg Commissioun sech mat dësem Projet befaasst. D'Fusioun vun de Gemenge Kautebaach a Wëlwerwiltz ass d'Resultat vun enger laanger Kooperatioun - dat ass net vun haut op mar, dat déi Fusioun sech gedoen huet, et gouf och eng laang Concertatioun am Virfeld - op internationalem Niveau tëschent de Gemengen; an et waren ursprénglech dräi Gemengen: Kautebaach, Wëlwerwiltz an Eschweiler. Dat heescht, et ass schonn 1994 richtig ugaangen, doduerch dass d'Gemenge Kautebaach a Wëlwerwiltz ee Syndicat intercommunal gegrënnt hu fir de Bau an d'Funktionéieren vun enger regionaler Schoul zu Wëlwerwiltz, dee sou genannte Schoulkauz, an d'Gemeng Eschweiler ass 1996, also zwee Joer méi spéit, do dobäi gestouss.

Am Mäerz 2002 hunn dann déi dräi Gemengen sech zesumme mam Innenminister getraff, fir iwwer eng eventuell Fusioun ze schwätzen. An duerch seng Décisioun vum 5. Dezember 2002 huet dunn d'Gemeng Eschweiler sech aus dësen Diskussiounen zrëckgezunn.

Tëschent de Gemenge Kautebaach a Wëlwerwiltz sinn d'Verhandlungen awer virugaangen, mat dem Resultat, dat déi zwou Gemengeréit de 14. respektiv 28. Mäerz 2003 décidéiert hu fir ze fusionéieren. De 27. Mee 2004 gouf dunn eng Informatiounsversammlung organiséiert mat de Biergerinnen a Bierger aus deenen zwou Gemengen, wou den deemolegen Innenminister dobäi war an och d'Avantagë vun esou enger Fusioun explizéiert huet.

An dann e bësse méi spéit war dunn och zäitgläich mat de Chamberwahlen, den 13. Juni 2004, ee Referendum, wou d'Bevölkerung vun deenen zwou Gemengen d'Méiglechkeet hat, fir sech fir oder géint déi Fusioun do auszeschwätzen; an ëmmerhin hunn 2/3 vun de Leit gesot, dat si dat eng gutt Initiativ fannen.

Op dat positievt Resultat hin hunn dunn déi zwou Gemengeréit sech definitiv en faveur vun der Fusioun ausgedréckt a si hu gréng Luucht ginn - iwwer sou genannt Délibérations concordantes -, fir eng Konventioun mat der Regierung ze ënnerschreien en vue vun enger Fusioun. Dat ass dann net méi spéit wéi de 25. Februar 2005 geschitt; Dir gesitt, dat dee ganze Prozess relativ séier virugaangen ass.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

De Conseil d'État hat keng Awänn zu dësem Projet an déi zoustänneg Chamberkommissioun huet wéi ëmmer ganz schätzeg geschafft. Ech wollt just op eng Remarque agoen, déi am Kontext vun den Aarbechte vun der Commissioun gemaach ginn ass, an zwar am Kader vun der Réorganisation territoriale - vun där ech virdu kuerz Rieds hat. Et ass e bësse de Problem opgegraff gi vun där Masse critique, déi jo an deem Pabeier gefrot gëtt vun 3.000 Awunnerinnen an Awunner an Zukunft an am Zesummenhang mat deenen Awunner hei wou der da ronn soe mer 1.000 beienee kommen, an dat och am Zesummenhang mat deenen 2.500 Euro pro Awunner, déi déi nei Gemeng als Starthëllef kriit.

De Minister huet iwwregens am Kader vun där Diskussioun gesot, hie géif eng Backgroundmap a relativ kuerzer Zäit presentéieren, sou eng Aart Schema, wéi hien déi zukünfteg Zesummeschlëss gesäit - ech soe bewusst Zesummeschlëss, well dat jo net nëmme Fusioune wäerte sinn, mä wéi gesot och ënner Émstänn Communautés de communes.

À propos 2.500 Euro, ech wollt kuerz eppes vun Artikel 8 soen: Et ass sou, dat déi zwou Gemengen oder déi zukünfteg Gemeng Kiischpelt déi 2.500 Euro net einfach esou kriit, si kriit déi étaléiert iwwer zéng Joer. A mat deene Suen däréif een och net egal wat maachen. Et steet am Gesetz, dat déi Suen eigentlech fir dräi Objete geduecht sinn, éischters, fir de Bau respektiv den Ausbau vum Centre scolaire et sportif, wou mir viru kuerzem och dobäi ware wéi déi Aweigung war, zweetens fir de Redressement vun der Voirie vicinale vun Alschent an dréttens vun der Voirie vicinale vu Pënsch.

Déi Fusioun mécht sech net beienee, mä si mécht sech no an no - ech hunn dat virdu scho gesot - an esou ass och virgesinn, dat bis d'Gemengewahl vum 2017 et zwou Wahlsektiounen wäert ginn, d'Sektioun vu Kautebaach, fréier Gemeng mat zukünfteg véier Conseillere, an d'Sektioun vu Wëlwerwiltz mat fénnef Vertriederinnen oder Vertrieeder. Duerno wäert et dann eng eenzeg Sektioun ginn.

Vläicht zum Schluss nach zwee, dräi Sätz zu verschiddenen Artikelen. Am Artikel 2 ass daitlech festgeschriwwen, dat de Siège vun der neier Gemeng zu Wëlwerwiltz wäert sinn. Am Artikel 3 (2) steet, dat den éischte Gemengerot vun néng Gemengeréit vun där neier Gemeng den 9. Oktober 2005 gestëmmt gëtt. Am Artikel 4, dat ass och nach vläicht wichteg am Kontext mat de Gemengereglements, déi bleiven esou laang bestoen um Territoire vun deenen zwou Gemengen a gëllen och esou laang, bis dann an där neier Gemeng den neie Gemengerot nei Reglementer entspriechend stëmmt. An dann ass nach beim Artikel 5 vläicht interessant ze soen, dat d'Gemengebeamten, d'Privatbeamten, d'Aarbechter an och d'Léierpersonal vun där neier Gemeng en charge geholl ginn.

Dat ass dat, Kolleeginnen a Kollegen, wat ech wollt als Rapporteur viruginn, d'Kommissioun hat net vill Misère mat dësem Projet.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Um Enn wollt ech déi zwou Gemenge félicitéieren fir hir Initiativ, an ech wollt zum Schluss och nach den Accord vu menger Fraktioun bréngen.

Ech soen lech Merci.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Merci, Här Schank. Éischte Riedner ass den honorabelen Här Calmes. Här Calmes!

Discussion générale

■ M. Emile Calmes (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, innerhalb vun engem hallwe Joer ass et fir d'zweet, dat mer hei iwwer eng Fusioun kënnen diskutéieren. Wéi gesot, dat hate mer scho laang net méi. Iwwer 25 Joer hu mer net iwwer Fusiounen diskutéiert. Ech erlabe mer dann och, dem Rapporteur hei fir säi schrëflechen a mëndlechen Rapport ze félicitéieren.

Dat erlaabt mer natierlech ganz kuerz ze sinn, ouni awer ze verglissen an hei zum Ausdruck ze bréngen, dat ech mech zesumme mat menger Fraktioun selbstverständlech mat de Buergermeeschteren, de Schäfte an de Conseillere an der grousser Majoritéit vun deenen zwou Gemenge fréien iwwert dat, wat hei zustane komm ass, iwwert dee Schrëtt, dee si hei geholl hunn, fir zesummenzuegoen.

Firwat dat si dat gemaach hunn, dat wëssen si am beschten, an et ass och net un eis hei ze jugéieren, ob dat fir si gutt ass oder net. Wéi gesot, si wëssen dat am beschten, si hunn dat aus fräie Stécker gemaach, a voller Autonomie, a virun allem, esou wéi mäi Virriedner, de Rapporteur, dat hei gesot huet, ass dat gewuess. Dat ass net vun engem Dag op deen anere geschitt.

Wann dann elo zwou Gemengen hei fusionéieren, zwou kleng Gemenge fusionéieren, da géif een u sech erwaarden, dat dobäi e bësse méi eng grouss Gemeng géif entstoën. Dat ass net de Fall. Par contre zu der leschte Kéier, wou zwou kleng Gemenge fusionéiert hunn an eng mëttelgrouss entstanen ass, ass dann dës Kéier awer eng kleng derbäi erauskomm. An d'Zuel vun deene kleng Gemengen, déi déi leschte Kéier vun 30 op 28 zrëckgaangen ass, hélt dës Kéier da just em eng of.

Et ass och net d'Schuld u sech vun deenen zwou Gemengen, dat hei eng kleng Gemeng, eng Gemeng ënner 1.000 Leit derbäi erauskomm ass. Mir wëssen - an de Rapporteur huet dat gesot -, dat eng dréit Gemeng, d'Gemeng Eschweiler, sollt matfusionéieren. Déi hu sech dat, wéi et eescht ginn ass, awer aneschtens iwwerluecht, an ech hu gelies, dat si den 9. Oktober bei Geleeecheit vun de Gemengewahlen iwwer e Referendum wëllen nach eemol doriwier befannen. Soll dat da positiv ausgoen, da wäert dann déi definitiv virausgesate Fusioun zustane kommen.

Dat hëlleft hinnen och vläicht, zweemol vun deenen 2.500 Euro pro Kapp ze profitéieren, an da geet d'Rechnung ganz sécher op. Ech weess net wat d'Reglementatioun do am Innenministère ass, mä et ass jo elo esou, dat wann zwou Gemenge fusionéieren, dës Gemengen 2.500 Euro op de Kapp kréien. D'Gemeng Wëlwerwiltz an d'Gemeng Kautebaach kréien déi elo. Wa se dann elo nach eemol fusionéieren, da geet d'Diskussioun da vläicht un, ob se déi dann nach eemol kënne kréien. Ech wënschen hinnen op jidde Fall bonne chance do derbäi.

Egal wat hei geschitt, déi Fusioun kënnt net un déi 3.000 Leit erun,

déi a verschidde Pabeieren als Masse critique ëmmer eis virgehale ginn. Mä wann een dës Fusioun an déi vun der leschte Kéier an nach mat Eschweiler derbäizelt, da kënn een nach ëmmer net op 3.000 Leit.

A géif een dann nach ëmmer op 3.000 Leit kommen, da wier et esou, datt dës fënnel kleng fusionéiert Gemengen dann nach ëmmer net kéinte vu sech aus eleng existéieren a missten nach ëmmer an enger Partie Syndikater bliwen, wéi zum Beispill an der DEA fir d'Waasserversuergung oder am SIDEC fir den Offall lasszeginn oder am Ofwaassersyndikat vun der Blesbréck an nach munch aner, esou datt déi Gemengen hei och nach an Zukunft wäerten op déi regional Zesummenaarbecht ugewise sinn.

Et soll ee sech dat awer, mengen ech, relativ schnell iwwerleeën, ob een déi regional Zesummenaarbecht net soll méi ënnerstëtzen, well dat mécht laangfristeg dach awer vill méi Sënn wéi einfach kuerzfristeg de Gemenge Suen ze ginn, fir ze fusionéieren, déi da kuerzfristeg an Infrastrukturen investéiert ginn.

Et freet mech speziell als Buergermeeschter vun enger Gemeng, déi e Lëtzebuurger Numm huet, de Préizerdall, datt sech eng zweet Gemeng där Gemeng zougesellt an och e Lëtzebuurger Numm huet, dee vun der Gemeng Kiischpelt. Ech ka mech erënneren, datt dat zu menger Zäit a beim deemolegen Innenminister dach eng relativ schwéier Aufgab war dat ëmsetzen. Et huet munch Joer gedauert, a mir hu missen an d'Regierung kommen, fir datt dat konnt wouer ginn.

(Interruptions diverses)

Et freet mech speziell, datt dat an deem Fall hei dach awer vill méi einfach ass.

(Coups de cloche de la Présidence)

D'Tatsaach, datt déi Gemeng hei wëllt fusionéieren, huet nâischt domat ze dinn, datt déi Leit, d'Bierger aus deenen zwou Gemengen, an der Vergaangenheet keng Liewensqualitét solle gehat hunn. Ech mengen, datt déi zwee Buergermeeschteren, déi Schaffen an déi Conseillere, déi bis elo do waren, virun allem dee vu Wëlwerwol, dee schonn 30 Joer dës Joer do ass, all hiert Bescht gemaach hunn, fir hire Leit déi Liewensqualitét ze bidden, déi se och an deenen anere Gemenge kennen.

Op jidde Fall ass et net de Gemenge Wëlwerwol a Kautebaach hir Schuld, datt an der ënneschter Sauer net ka gebuet ginn, well menges Wëssens des Gemengen an d'Localitéite vun dese Gemengen alleguer mat Kläranlagen ausgeriicht sinn. Et kann och nëmme dat an hirem Sënn sinn, wa se fusionéieren, datt si hire Leit an Zukunft nach méi Liewensqualitét wëlle bidden, wéi dat an der Vergaangenheet schonn de Fall war.

Duerfir ass et selbstverständlech, datt mir als Fraktioun vun der Demokratescher Partei eis Zoustëmmung zu deemem Projet wäerte bréngen, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Hâr Calmes. Den nächste Riedner ass den honorablen Hâr Schneider. Hâr Schneider, Dir hutt d'Wuert.

M. Romain Schneider (LSAP).- Hâr President, Dir Damen an Dir Hären, Merci fir d'éischt emol dem Rapporteur, dem honorablen Deputéierte Marco Schank, fir säi schréfflechen a mëndleche Rapport.

No der Fusioun vun de Gemenge Baastenduerf a Furen zur Gemeng Tandel stëmmt d'Chamber haut iwwer eng weider Fusioun am Norde vum Land of. D'Fusioun zwëscht

der Gemeng Kautebaach an der Gemeng Wëlwerwol ass e weidere Schrëtt zu enger legaler Kooperatioun vun zwou sou genannte kleng Gemengen.

Dës war Enn de 70er Joren ënnert dem Impuls vum deemolegen Innenminister a Pionéier an deser Matière, dem Jos Wohlfart, net anescht, och wann territorial, mat der Unzuel vun den Dierfer souwéi de Bierger, eng aner Dimensioun bei der Fusioun vun de Gemenge Rammerech a Wëntger bestoung.

Déi nei Gemeng mam traditionengebunnenen Numm Kiischpelt ass menges Wëssens déi klengste Fusioun bis haut. Mat am Moment 960 Awunner an enger Surface vun 3.400 ha wäert si awer bis den 1.1.2006 déi magesch Zuel vun den 1.000 Bierger erreechen, dat duerch nei Lotissementer, déi genehmezt sinn, souwéi enger gesonder Loft a jonke Leit, déi an deser Gemeng liewen.

D'Basis vun deser Kooperatioun war wéi a ville Fäll e Schoulsyndikat. De Schoulkauz, deen 1994 an d'Liewe geruff ginn ass, huet an der Praxis der Zukunft vu senger Bierger a virun allem senger Kanner nei Perspektive gebueden am Interesse vun enger Verdeiung vun der Kooperatioun zwëscht deenen zwou Gemengen.

D'Gemeng Eschweiler, déi niewent deenen zwou genannte Gemengen och am Schoulkauz ass, wäert hire Bierger den 9. Oktober 2005, anlässlich vun de Gemengewahlen, an engem Referendum zwou Froe stellen: Éischtens, sidd Dir domat averstanen, dass d'Gemeng Eschweiler eng Zesummenaarbecht mat der nei Gemeng Kiischpelt ustriift? An déi zweet Fro: Soll dës Zesummenaarbecht Är Meinong no spéider an eng Fusioun vun deenen zwou Gemengen iwwergoen?

Den Ausgang vun deser Befroung ass d'Basis vun der Décisioun vun de Gemengeverantwortleche fir eng Kooperatioun mat der nei Gemeng Kiischpelt unzestriewen. D'Méiglechkeet vun der Struktur „communauté de communes“ gouf an Erwägung gezunn, an et soll een an deem Kontext, no der Décisioun vun der Gemeng Eschweiler, dës Gespréicher viruféieren.

Fir déi nei Gemeng Kiischpelt heescht et awer elo, dass d'Fusioun do ass an dass se elo a Musek ëmsetzen ass. Net nëmme heescht et, déi 2.500 Euro pro Awunner op deene Projeten, déi am Gesetz opgezitt sinn, anzusetzen, mä et heescht och de Surplus vun enger méi grousser Masse critique ze notzen. Dat heescht, déi zwou Exgemenge Wëlwerwol a Kautebaach dierfen net weider ouni Changementer niewenteneen an der nei Gemeng Kiischpelt fonctionnéieren, mä mussen zesummen den Challenge ugoen, och an deenen aneren Domänen eng Kooperatioun ze fannen. Ech denken hei un d'Kulturliwwen, d'Gesellschaftliwwen, d'Sécherheet, fir nëmme déi ze nennen.

Andeem ech selwer aus dem Kanton Wolz kommen, weess ech, dass dës Erasufferdung wäert realiséiert ginn. Kompetent an engagéiert Politiker, souwuel Buergermeeschtere wéi Schaffen a Gemengeréitsmemberen, experimentéiert a motivéiert Gemengebeamten a Gemengenaarbechter, wéi och all Kautebaacher a Wëlwerwëlzer Bierger si Leit mat offemem an zukunftsorientéiertem Geescht, wou d'Klengkaréiertheet net méi am Hannerkapp ze fannen ass.

Une voix.- Ganz richtig! Et ass den Éisleker Geesch.

(Hilarité)

M. Romain Schneider (LSAP).- Bravo vu menger Säit aus fir dese richtege Wee ze goen an anere Gemengen d'Beispill ze ginn, duerch eng effikass an organiséiert Zesummenaarbecht d'Leeschunge fir hir Bierger ze verbessern!

E spezielle Bravo un déi zwee Buergermeeschteren, de Romain Kaiser an den Armand Mayer, mat hire Gemengeréitsmemberen! Den Armand Mayer, deen - wéi schonn ugeklongen ass vum Emile Calmes - zënter laange Jore Buergermeeschter ass an deem seng Erfahrung och an deem Domän gewisen huet, dass bei deenen zwee Buergermeeschteren eng grouss Wäitsicht an Zukunftsorientatioun besteet.

An deem Kontext ass een aneren dynameschen an innovativen Schoulsyndikat, de Sispolo, ze bemierken, an deem an der Praxis excellent Viraarbecht geleescht ginn ass, fir spéider och eng Kooperatioun zwëscht neie Gemengen unzestriewen.

Awer och mir als Partie sollten aktiv bliwen an d'Usätz an d'Iddie vun där nei Commission spéciale «Réorganisation territoriale du Luxembourg» kommentéieren, an nei Virschléi maachen, wéi mir eis an Zukunft Lëtzebuerg, seng Gemengen, seng Regionen a grundsätzlech déi Organisationsvirstelle kënnen. Et wäerten hei interessant an engagéiert Diskussiounen a Schlussfolgerungen op eis waarden.

Zum Schluss wëll ech der Gemeng Kiischpelt mäi Respekt ausdrécke fir hire Mut dës Fusioun ze maachen. D'Bierger aus där nei Gemeng kënnen sech op nach méi Liewensqualitét freeën.

Zum Schluss, Hâr President, Dir Damen an Dir Hären, wëll ech och a mengem perséinlechen Numm an am Numm vu menger Fraktioun den Accord ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Hâr Schneider. Den nächste Riedner ass den Hâr Camille Gira. Hâr Gira!

M. Camille Gira (DÉ GRÉNG).- Hâr President, Dir Damen an Dir Hären, déi Gréng di sech scho ganz e bësse schwéier fir den Accord zu deemem Gesetz ze bréngen; schwéier, well de Message, dee mat deemem Gesetz no bausse geet, schwéier ze vermëttelen ass.

E puer Wochen nodeems den Innenminister d'Zuel vun 3.000 Awunnerinnen an Awunner als kritesch Mass no bausse gedroen huet, gëtt hei eng Fusioun mat ronn 2.500.000 Euro ënnerstëtzt, déi herno awer knapp 1.000 Awunner huet. Mir stellen eis e bëssen d'Fro, wéi den Innenminister an Zukunft nach seng 3.000 Leit wëllt argumentéieren, a wéi een Drock- oder besser gesot Ennerstëtzungsmittel hien nach am Grapp huet, fir an Zukunft dofir ze suergen, dass als Resultat vu weidere Fusioune vu Gemenge mindestens 3.000 Leit derbäi erauskommen.

Wat soll eng Backgroundmap, vun där de Minister jo scho vill geschwat huet, fir d'Reorganisatioun vum Land, wa sech awer net brauch dru gehalen ze ginn? Hei ware jo eigentlech dräi Gemenge virgesinn op d'mannst, fir déi Fusioun ze maachen. Et ass e bësse schued, dass et net dozou komm ass.

Et gëtt awer trotzdeem, Hâr President, an eisen Aen zwee ganz gutt Grënn, fir dann awer Jo zu deemem Projet ze soen. Éischtens mengen ech, waren d'Diskussiounen iwwert déi Fusioun hei scho laang amgaangen, ier de Chiffer vun 3.000 bekannt ginn ass. Zweetens mengen ech, wier et wierklech irresponsabel vis-à-vis vun deenen zwee Referenden, déi ofgehale si ginn a wou d'Leit aus deenen zwou Gemenge wierklech ganz kloer gesot hunn, wat se wëllen. Wann een

deenen zwee Referenden net géif Rechnung droen, wier dat, mengen ech, wierklech net ze toleréieren. An dofir och den Accord vun eiser Fraktioun.

Mir wieren awer frou, wann et déi lescht Fusioun wier, déi ganz substanzuell finanziell ënnerstëtzt gëtt, obwoell se manner wéi 3.000 Leit huet.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Hâr Gira. Den nächsten a leschte Riedner ass den honorablen Hâr Jean-Pierre Koopp. Hâr Koopp, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Pierre Koopp (ADR).- Hâr President, Dir Damen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem honorabele Marco Schank Merci soe fir säin ausféierleche Rapport zu deemem Projet. Mir sinn haut befaasst mat engem Projet betreff enger weiderer Gemengefusioun am Norde vun eise Land. An zwar mécht et mer Freed, dass et meng Nopeschgemenge sinn, d'Nopeschgemenge vu Konstern, mat deenen ech scho vu Jugendjoren u vill ze dinn hat.

Et ass eng weider Fusioun am Norden, an zwar vun der Gemeng Wëlwerwol mat der Gemeng Kautebaach. Et sinn dës zwou kleng Landgemengen, déi sech elo an enger Gemeng vereenegen. Et ass vläicht schued, datt d'Gemeng Eschweiler, déi jo och am interkommunale Schoulprojet vun dese zwou Gemengen, genannt „De Schoulkauz“, ass, bei der Fusioun awer net derbäi ass. De Wonsch vun der Gemeng Eschweiler ass awer selbstverständlech ze respekéieren. Et wier awer ze wënschen, datt si sech esou wéi och am Schoulsyndikat vläicht deser Fusioun sollt spéider uchlëssen. Wéi ech elo grad héieren hunn, ass dat jo eigentlech scho geschwënn de Fall, wa se doriwir wëllen ee Referendum maachen.

Dee leschte Projet betreff enger Gemengefusioun ass hei diskutéiert a gestëmmt ginn de 17. November vun leschte Joer, an dat ass déi nei Gemeng Tandel. Déi vu virun war am Joer 1978, a vun do u bis 2004 war leider keng Fusioun méi ze vermëden. Kuerz, et war ganz roueg ëm dese Beräich ginn, obschonns véier erfollegräich Fusioune vidru gemaach gi sinn. An deenen nächste Joren dierft nach vläicht déi eng oder déi aner Fusioun an d'Haus stoen, awer soss schéngt d'Land relativ roueg oder begrenzt ze sinn, wat d'Gemengefusiounsbegeeschterung ubelaangt.

Elong dës muss ons awer mol ze denke ginn, wa mer wëllen de Fusioungedanke verwierklechen, esou wéi dat ganz oft a leschter Zäit ze liesen an ze héieren war. Et dierft dës op ville Plazen och e Generatiounsproblem sinn.

Mä, wat wichtig ass, ass, dass d'Fusioun muss vun de Leit gedroe ginn, an an deem Fall ass dat jo geschitt iwwer e Referendum, deen déi zwou betreffend Gemenge gemaach hunn, a wou d'Leit sech ganz positiv ausgedréckt hunn: 93,19% zu Wëlwerwol an 71,5% zu Kautebaach, wann ech ganz gutt informéiert sinn.

Eng jorelaang Zesummenaarbecht hat och ville Leit déi sou genannten Angscht virun enger Fusioun geholl, well op eppes Neies reagéiert d'Vollek bekanntlech ëmmer e bësse skeptesch, kritesch oder mat Virsicht. An dës ass och gutt esou a mir mussen dës och respekéieren. Dësem Wonsch soll och an eiser Politik Rechnung gedroe ginn. Iwwerhaupt ass et ee schwierigen Terrain, wat d'Gemengefusiounen ubelaangt. An deemem dierft ee vläicht méi wierkungsvoll entgéintwierken, wann d'Gemengen iwwer Jore mol méi intensiv a verschidde Beräicher matenee schaffen. Dës schéngt mir déi beschte Medezin ze sinn - wann een dat esou wëllt nennen -, fir spéider Fusioune op fräiwëlleger Basis anzeleeen.

Och dës Fusioun berout op enger jorelaanger gudder Zesummenaarbecht, dës am Schoulwiesenzenter 1994. Kuerz, et ass eng Politik, wou d'Leit direkt vun enne matbestëmmt hunn, wéi künfteg hir Gemeng soll ausgesinn. Dat beschte Beispill ass an deemem Beräich d'Gemeng Wëntger, déi éischt Fusioungemeng aus dem Land. Hei hunn d'Veinäner ewell matenee geschafft, respektiv eng ganz Rei Wëntger Veräiner haten sech ewell gegrennt, ier iwwerhaupt d'Gemengefusioun ageleet ginn ass.

Wann emol an engem Gemengeberäich, an zwar engem ganz wichtege wéi deem heiten - dem Schoulberäich - matenee geschafft gëtt, da komme mir méi llicht och an deenen aneren Domänen beieene, zum Beispill Kläranlagen, Sportsinfrastrukturen an esou weider. An da läit de Fusioungedanken iergendwéi fréier oder spéider op der Hand.

Déi ganz Bevëlkerungsexplosioun vun deene leschte Jore krute gréisstendeels d'Gemenge finanziell gesinn ze droen, an hei wier eng finanziell Neioopdeeling vu Wichtigkeet, fir datt d'Gemengen där ëmmer gréisserer Aarbecht, déi se kréien, kënnen Rechnung droen.

An deene leschte Joren hunn d'Gemengen ëmmer méi Aufgabe krit. Ech denken do zum Beispill un de Service administratif wéi och den technesche Service, ouni vun de de sozialen, kulturellen oder sportleche Wënsch ze schwätzen. Kuerz gesot, duerch d'Liewensverännerungen an deene leschte Jore gëtt ëmmer méi ee grousser Wäert op Liewensqualitét geleeht. Dësem mussen d'Gemenge Rechnung droen a si mussen och déi Méiglechkeete kréie fir déi Fusioune ze ënnerstëtzen, well dat kascht si jo vill Geld.

D'Iwwergangsbestëmmungen huet de Rapporteur jo haut virgedroen a mir Lëtzebuurger hu jo ewell an deemem Beräich eng Rei Erfahrungen an domadder ass der fir eis keen Neiland méi, an duerfir wäerte mir och keng Problemer domadder hunn.

Hâr President, Dir Damen an Dir Hären, den ADR ass selbstverständlech mat deemem Projet averstanen an ech bréngen och d'Zoustëmmung vu menger Partei.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Hâr Koopp. Den Hâr Michel Wolter huet sech nach zu Wuert gemellt. Hâr Wolter!

M. Michel Wolter (CSV).- Hâr President, Dir Damen an Dir Hären, ech géif och ausdrécklech d'Fusioun begrëssen, déi elo gläich wäert stattfannen, a just wëllen, well ech d'Diskussioun suiweiert hunn an als een, dee ganz no derbäi war bei den Diskussiounen, nach vläicht op dräi Punkten agoen.

Dat Éischt, datt ass dat dass den Hâr Gira gesot huet, jo och wann déi zwou oder déi dräi beieene ginn, da komme mer net op d'Richtlinn vun 3.000, also ass dat am Fong net esou richtege dat, wat ee sollt maachen. Et muss ee wëssen, dass mer, wéi mer ugefaangen hunn iwwert d'Fusioune ze diskutéieren, dat net gemaach hunn, well mer onbedéngt gare Fusioune gehat hätten, mä well mer der Meinong waren an der Meinung sinn, dass et noutwendeg ass, fir eis administrativ Strukturen ze ginn, déi am 21. Jorhonnert kënnen Bestand hunn.

Déi éischt Region, mat där mer diskutéiert hunn, war d'Regioun Norden, 16 Buergermeeschteren, déi mer x-mol beieene geruff hunn, fir mat hinnen driwwer ze diskutéieren, wéi si sech dann déi zukünfte Gestaltung vun hirer Regioun kéintgestalten. An an deene Gespréier-

cher, wat ganz konstruktiv Gesprä-cher waren, si mer eis relativ eens driwwer ginn, dass déi Region Norden, wann dann de Prozess ofgeschloss wier, vu 16 Gemengen haut an Zukunft op sechs Gemeenge wäert goen.

Mir hunn am Fong mat de Buergermeeschteren aus der Region Norden deen Exercice gemaach, deen ee landeswäit misst maachen, fir an engem konstruktive Gespréich ze kucken, opgrond vun engem Rei vu Kritären, déi mer gesat hunn, eng Kaart ze entwéckelen, wéi een dann an déi nei Gemengenorganisatioun kéint kommen.

Am Kader vun deenen Diskussiounen ass et relativ kloer ginn, opgrond vun den Zesummenaarbechten, déi d'Gemengen haut schonn hunn, opgrond vun de Strukturen, déi an deene leschte Joren a Jorzéngte gewuess sinn, dass déi zwou Gemenge Wëlwerwolz a Kautebaach zesumme mat der Gemeng Eschweiler predestiniéiert wieren, fir zesummenzeschaffen. Esou wéi beim Här Koepf senger Gemeng Konstern mat Housen, zesumme mat Houschent, zesumme mat Pëtschent eng aner Zesummenaarbecht machbar wier.

(Interruption)

Zesummenaarbechten, déi sech am Norde vun Land haaptsächlech ronderëm d'Schoulkomplexer, Zesummenaarbecht am Kader vun de Schoulsyndikater, gemaach hunn. An dofir war et fir eis och net esou wichteg, quitta dass een e Kritär soll hunn an dass een eng gewësse Mindestsubstanz muss hunn, war et fir eis kloer, dass am Einzelfall, wann een driwwer diskutéiert huet, een och muss dozou bereet sinn, dass déi eng oder aner Unitéit manner wéi 3.000 oder 3.500 Unitéiten herno ausmécht, wann et am Kader vun enger Gesamtkonzertatioun an der Region da géif geschéien.

Dofir sinn ech och frou, wann ech den Här Calmes richteg verstanen hunn, dee jo ganz gutt Informatiounen muss hunn, dass och d'Bierger aus der Gemeng Eschweiler dann den 9. Oktober elo sollen doriwwer kënne befannen, ob si där Fusioun nach wëlle bäitrieden.

■ M. Emile Calmes (DP).- Ech hunn dat am Rapport gelies.

■ M. Michel Wolter (CSV).- War dat am Rapport? Ech hunn lech héieren dat soen. Dat géif ech eng ganz gutt Initiativ fannen, well eben déi Volksbefragung bis elo nach net stattfonnt huet, dee Referendum nach net stattfonnt huet, dass mer an eiser Initiativ fir déi dräi Gemenge beieenen ze bréngen en fin de compte un der Politik, dat heescht um Gemengerot vun Eschweiler gescheitert sinn, unni dass d'Leit aus där Gemeng sech bis elo konnten zu deem Sujet ausloossen.

Mir hunn nämlech festgestallt an der Diskussioun op där heiter Plaz, wéi op villen anere Plazen, dass ganz oft d'Leit, wat d'Bereitschaft vun der Zesummenaarbecht an de Gemengen ubelaangt, vill méi wäit si wéi verschidde Politiker dat sinn, an ech kéint mer virstellen, dass, wann ee mat de Leit vun Eschweiler dat eng kéier an engem rouege Gespréich géif diskutéieren, esou wéi mer dat zu Kautebaach an zu Wëlwerwolz mat der Populatioun gemaach hunn, och do eng grouss Majoritéit vun de Leit d'accord wieren, fir zu där Gemeng hei zouzestoussen, fir domadder eng besser Masse critique ze kréien, an en fin de compte da mat deene Gemengen, déi zesummegehéieren - an do ass jo all Mënsch sech eens driwwer, a si kommen och iergendwann eng kéier beieenen -, am Fong dann den Tableau esou séier wéi méiglech zouzemaachen.

Déi Gemengen, déi gehéiere beieenen an enger gemeinsamer Fusioun, an ech wier besonnesch frou, wann een dat esou séier wéi méiglech géif hikeréien.

Wat d'Suen ubelaangt, kann ech den Här Calmes och berouegen, dass mer deemools schonn an den Diskussiounen gesot hunn, dass een net zweemol ka profitéieren. Et ass net esou, dass ee fir d'éischt zu zwee fusionéiert an da kéint deen Drëtten derbäi an da geet een nach eng kéier komplett an d'Keess. Et ass selbstverständlech esou, dass, wann deen Drëtten...

■ M. Emile Calmes (DP).- Jo, dat berouegt.

■ M. Michel Wolter (CSV).- ..derbäikéint, dann nach de Prorata kann héchstens derbäikommen, an och an deem Sënn wier et gutt, wann déi Gemeng Eschweiler esou séier wéi méiglech géif zu deenen aneren zwou Gemengen an déi nei Gemeng Kiischpelt stoussen, well een dann déi Suen och kéint au prorata vun deenen eenzelne Projeten, déi domadder solle financéiert ginn, ausginn.

An deem Sënn hoffen ech, dass déi zwee Beispiller, déi Fusioun vu Furen a Baastenduerf, wat och eng Fusioun ass en vue vun eppes, wat eventuell spéider, wann d'Leit dann esou wäit sinn an de Wëllen hunn, nach zu eppes aneschtens ka féieren, wéi och déi Fusioun hei nëmmen en Tëschesäck sinn an engem gesamte Puzzle, dee mer zesumme mat de Gemengeresponsablen ausgeschafft hunn an deen a mengen Ae richtungsweisend ass fir d'Virgehensweis och an aneren Deeler vun Land.

Ech soen lech Merci.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Merci, Här Wolter. Dann huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

■ M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*.- Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, tatsächlech ass et bei deser Fusioun esou, dass een zwee Campé kritit, oder op d'mannst, wann een d'Saach einfach ugeet, déi eng, déi soen, déi Fusioun hei bréngt näischt, et si manner wéi 1.000 Leit - dat ass jo och de Mëtteg deelweis ugeklongen -, well d'Masse critique vun 3.000 net erreecht ass.

Ech sinn awer éischer der Meinung, dass dat heiten ee klengen, wichtegen a richtige Schrëtt war an déi richteg Richtung, an ech muss ganz kloer soen - an deen Aspekt ass haut nach net ugeschwat ginn -, dese Schrëtt ass och den Ausdrock vun engem politesche Courage, deen déi Politiker, déi Lokalpolitiker haten an deenen zwou Gemengen, fir sech zesummenzedinn.

Si stellen de Bierger an de Mëttelpunkt. Si stellen d'Leeschungen, déi se fir hir Bierger wëlle maachen, an de Mëttelpunkt, a si bréngen esou am Fong geholl e besseeren, méi e staarke Partner fir hir Bierger, wéi wa se dat géife jiddereen eleng maachen. An deen interkommunale Syndikat, déi Zentralschoul, déi am Fong geholl den Ufank vun der Geschicht vun deser Fusioun duerstellt, do verweisen ech och drop, wéi déi Grënnung stattfonnt huet, dat war 1994, dass Eschweiler eréischt 1996 bäigetrueeden ass: an ech gesinn dat als ee positivt Omen.

Duerfir kann ech och hei kloer an d'Adress vun Här Wolter, dass ech an deem Fall mam Buergermeeschter vun Eschweiler geschwat hunn, duerno mam Schäfferot vun Eschweiler an och dem Gemengerot. Si sinn d'accord, si hu sech bereet erkläert, den 9. Oktober, bei Geleeënheet vun de Gemengewahlen, sech ze prononcieren zu där Fusioun hei, well se et eng ganz positiv Saach fannen.

A konstruktive Gespräicher mat deene Responsabele si mer an déi dote Richtung komm, an ech mengen, dat wier och dee richteg Wee. Den Här Gira huet...

(Coups de cloche de la Présidence)

...déi Backgroundmap ugeschwat, a grad iwwert dee Wee kënne mer jo dann déi Packagen zesumme kréien, dass mer kënne am Land méi performant Gemenge kréien. D'Regierung steet och haut nach ëmmer zu deem Beschluss vum Conseil de Gouvernement vun där leschter Mandatsperiod, dee volontär Fusiounen vu klengen Gemengen ennerstézt.

De Modell ass jo u sech relativ einfach oder d'Prozedur ass einfach, si ass kloer, si ass demokratesch a si ass transparent, an d'Inhalter, déi bréngen wierklech och keng Nodeeler. Ech wëll net méi am Detail drop agoen. Ech mengen, den Här Schank huet dat gemaach a sengem gudden mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Mä wat ganz wichteg ass, dat ass, dass dat Ganzt am Fong geholl „tailor-made“ ass, wéi een haut seet. Dat heescht, eng Fusioun gétt net blann gemaach. Et gétt gekuckt: Wou si Problemer, wat kënne mer maachen? Et ginn Derogatiounen geholl. Déi sinn hei zum Beispill gefall am Beräich vum Gemengerot, wou bis 2017 néng Leit am Gemengerot sinn anstatt siwen.

D'Gemengereglementer ginn esou ugepasst unni zäitlech Délaien. D'Gemengepersonal huet keng Nodeeler, do ass de Status quo, an esou weider. Et gétt e Fusionsprogramm opgebaut, deen aus dem Fonds pour la Réforme communale gespeist gétt. Do si jo dann déi eenzel Elementer, wéi d'Voirie vun Alschent oder vu Pëtscht, wéi de Centre sportif an déi Saache mat dran. Esou dass am Fong geholl d'Aart a Weis fir Fusiounen ze maache ganz demokratesch ass a fir jiddereen kloer an däitlech ass.

Mä d'Fusioun muss a mengen Aen ëmmer nach eng Initiativ vun de concernéierte Gemenge bleiwen, an d'Gemengen an d'Bevölkerung müssen dem Wëllen Ausdrock ginn, et därerf een se net forcéieren. D'Lokalautonomie muss spillen, an d'Charte iwwert d'Autonomie locale, déi mer am Mäerz 1987 ënnerschriwwen hunn, déi muss mer respektéieren.

Fir ze soen, wann een eng Fusioun mécht, d'Identitéit vun der Gemeng géif da fleete goen, domat sinn ech net d'accord. Well d'Identitéit, déi gétt net un enger Gemeng gemooss, mä déi gétt un den Uertschaften vun enger Gemeng gemooss. Eng Uertschaft huet eng Identitéit an net onbedéngt eng Gemeng.

Mir sinn eis bewusst als Regierung, dass déi kleng Gemengen net déi Finanzcapacitéiten hunn, déi se missten hunn, fir verschidde Services ze prestéieren. Mir sinn eis bewusst, dass d'Fusioun eng Léisung ass, an duerfir hu mer jo an där Spezialkommissioun iwwert d'Reforme territoriale ee Reformprojet virgeluecht, fir deene Gemengen entgéintzekommen, déi net de Wëllen hu fir ze fusionéieren an net prett sinn.

Dofir hu mer déi Communautés de communes an de Raum gestallt, well dat och eng Méiglechkeet ass fir zesummenzeschaffen.

Ech wëll se eng kéier kuerz hei virstellen an dann och d'Konklusiounen zéien doraus. Et geet jo drëm, dass mer op 100% vun eise Territoire gäre Services hätten, déi d'selwecht si fir all Bierger, ob een zu Knapphouschent wunnt, ob een zu Schëffleng wunnt, ob een zu Schengen wunnt - egal - d'Basisservices fir d'Bierger müssen déiselwecht sinn.

D'Basisservices müssen déiselwecht sinn un ganzen Territoire an dofir wëlle mer dann esou eng Backgroundmap maachen, wou mer déi eenzel Gemengen zesum-

me kënne kucken, wéi se zesumme matenee schaffen, fir dass déi Services garantéiert sinn.

Duerch esou eng Communauté de communes kréie mer u sech nei Perspektiven an der Zesummenaarbecht vun de Gemengen. D'Gemenge behalen eng gewësse Fräiheet, mä si müssen dann obligatoresch Kompetenzen, déi mer dann iwwer e Gesetz wëllte festleeën, wouerhuelen an deem Gremium. An zwar ass dat d'Zone d'activités économiques an och d'Raumplanung.

An doriwwer eraus gétt et nach véier aner Kompetenzen. Do hu se de Choix dann zwou sech erauszeseichen, an zwar sinn dat op där enger Säit d'Sportinfrastrukturen, d'Stroossenetz an d'Réseauen, an d'Kanalisation an all déi Saachen. An déi véiert, dat sinn dann d'Schoulinfrastrukture mam Accueil a wat alles domat ze dinn huet.

Do müssen d'Gemengen sech dann eens ginn, wat se an déi Communauté de communes huelen a wat net. An des Communauté de communes géif dann duerch d'Gemenge gespeist ginn, duerch finanziell Contributiounen, duerch am Fong geholl eng Tarifautonomie, déi se hätte fir déi eenzel Services, déi se prestéieren, an och duerch Subsidien, déi se vum Stat kéinte kréien oder vun der EU an déi Subsidie kéinten dann och an des Communauté de communes afléissen.

D'Iddi ass also déi, op där enger Säit d'Fusioun an op där anerer Säit d'Communauté de communes. An ech stelle mer vir, dass een do muss e Kompromëss fannen, dass déi Communauté de communes an enger gewësserer Zäit an eng Fusioun eriwwegeet. Dat kënne zwou oder dräi Periode sinn, wou déi Gemengen, déi dann niewenteneen an enger Communauté de communes schaffen, sech kenneleieren, matenee schaffen, esou wéi dat och hei geschitt ass, an dann herno eng Fusioun en toute sérénité maachen, zesumme mat hire Bierger.

Ech mengen dat wier dee Modell, dee mer fir déi nächst Jore misste fir eist Land parat hunn, fir dass mer effizient a gutt Gemenge kréien, well si sinn nieft dem Stat deen eenzege Partner, dee mer hu fir eist Land ze organiséieren.

Ech soen lech Merci fir Är Opmerksamkeet.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat si mer um Enn vun där Debatt a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet vun der Fusioun vun de Gemenge Kautebaach a Wëlwerwolz.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Domadder ass de Projet de loi mat 59 Jo-Stëmmen ugehall.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par M. Marcel Schank), Laurent Mosar, Marcel Oberwels, Patrick Santer (par M. Ali Kaes), Marcel Sauber (par M. Lucien Thiel), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberwels), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Marc Angel), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming (par M. Niki Bettendorf), Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss et Henri Kox;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Gétt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat ass dann d'Hochzäit tëscht Wëlwerwolz a Kautebaach perfekt.

(Hilarité)

Mir sinn elo, Dir Dammen an Dir Hären, um Schluss vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Séance publique ass virgesi fir en Dënschden de 5. Juli um dräi Auer mat folgendem Ordre du jour:

Fir d'éischt de Projet de loi iwwert de Lycée-pilote, dann e Projet de loi iwwert de Service rééducatif ambulatoire an e Projet de loi iwwert de Code des assurances sociales.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.36 heures)

«Chamber aktuell»

Depuis le 21 janvier 2005,
Chamber TV vous propose
tous les vendredis à 19.00 heures
un résumé de l'activité
parlementaire de la semaine.

L'émission est rediffusée
le même soir à 20.00, 21.00,
22.00 et 23.00 heures.

Ordre du jour

1. Communications

2. Retrait du rôle des affaires

3. 5434 - Projet de loi portant création d'un lycée-pilote

(Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle - Discussion générale)

4. 5395 - Projet de loi portant engagement à durée indéterminée du personnel du Service rééducatif ambulatoire (SREA)

(Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle - Discussion générale)

5. 5403 - Projet de loi modifiant

1) le Code des assurances sociales;

2) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3) la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension

(Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale)

6. 5434 - Projet de loi portant création d'un lycée-pilote (suite)

(Vote et dispense du second vote constitutionnel)

7. 5395 - Projet de loi portant engagement à durée indéterminée du personnel du Service rééducatif ambulatoire (SREA) (suite)

(Vote et dispense du second vote constitutionnel)

8. 5403 - Projet de loi modifiant

1) le Code des assurances sociales;

2) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3) la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension (suite)

(Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo et Lucien Lux, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eis eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

1. Communications

Da wëll ech der Chamber folgend Matdeelung maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Monsieur Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 30 juin 2005, le projet de loi 5486 modifiant et complétant a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, b) la loi du 21 décembre 2004 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005, c) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, d) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État.

2. Retrait du rôle des affaires

Wat de Rôle des affaires ubelaangt, huet op Ufro vun der Regierung d'Présidentekonferenz sech domat averstanen erkläert, d'Projets de loi 5223 an 5224 iwwert d'Organisatioun vun der Primärschoul vum Rôle ze strächen, well se duerch nei Projeten ersat ginn.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi portant création d'un lycée-pilote. D'Riedezäit ass nom Modell 3 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Maroldt, d'Madame Bresseur, den Här Diederich, den Här Adam, den Här Henckes an d'Madame Gantenbein.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Jos Scheuer. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

De Rapporteur huet 30 Minuten Zäit.

3. 5434 - Projet de loi portant création d'un lycée-pilote

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Jos Scheuer (LSAP), rapporteur.- Merci, Här President. Dir

Dammen an Dir Hären, léif Kolleegeen a Kolleegeen, den Neie Lycée, dat ass een Numm dee sech séier agebiergert huet. En ass vun der Press iwwerholl ginn, en ass och vun de Syndikater iwwerholl ginn. Een Numm, mat deem sech programmatesch Erwaardunge verknëppen, an ech mengen esou sinn och d'Diskussiounen an der Chamberskommissioun gefouert ginn.

De Kolleegeen a Kolleegeen, aus Majoritéit an aus Opposition, wëll ech Merci soe fir d'Aarbecht an där Kommissioun. Ech drécken et mol esou aus, d'Diskussioun si gefouert ginn ouni Préjugé défavorable. Se si gefouert gi mat enger gespaanter Erwaardung, mat enger ofwaardender Haltung vläicht, an dat un d'Adress vum Här Maroldt a vum Här Sunnen, mat enger gewässer Ongleewegkeet, datt se net esou vu virus iwwerzeegt waren, intellektuell iwwerzeegt waren, mä de Glawe felt hinnen net; mir wäerten dat ganz bestëmmt och nach an der Diskussioun héieren. An de Rapport ass ouni Géigestëmm ugeholl ginn. Dat als Virspann.

Zum Projet de loi elo, dem Projet de loi 5434, iwwert deen e Lycée-pilote geschaf gëtt, an ech hunn nogekuckt am „Petit Robert“, wat d'Definitioun vu „pilote“ ass. „Pilote“ ass eppes wat esou definéiert ass: «qui sert de modèle» oder «qui sert de champ d'expérimentation pour de nouvelles méthodes», a genau déi Definitioun klappt, stëmmt iwwerene mam Objet vun deem Projet de loi.

Ech hunn ee schréffleche Rapport gemaach, mengen ech, in extenso, mat ville Säiten. En Text mam Projet de loi vun 22 Säiten, relativ laang also, awer och détailléiert, a mai mëndleche Rapport soll net dat widderhuelen, wat am schréffleche steet.

Den 20. Januar 2005 ass de Projet deponéiert ginn. De Rapport ass de 14. Juni 2005 majoritär ugeholl ginn an de Conseil d'Etat huet säin Avis de 24. Mee 2005 ofginn, sou datt d'Kommissioun ganz züleg schaffe konnt; och dofir e Merci.

D'Charakteristiken da vun deem Lycée-pilote, ganz kuerz, awer d'Essenz soll ervirgestrach ginn.

Éischtens d'Offer am neie Lycée-pilote. D'Offer fir de Secondaire classique bezitt sech op d'Septième bis Quatrième, duerno geet d'Spezialisatioun a Sektionen un, an déi Spezialisatioun gëtt am traditionelle Lycée weidergefuehert. Zweetens dann, fir de Secondaire technique a fir den Enseignement préparatoire, ginn am Lycée-pilote Klasse gemaach vu Septième bis op Neuvième. De Lycée mécht dann d'Dieren op de 15. September 2005 mat aacht Sektionen, an am Joer 2008-2009 soll dann de Lycée komplett si mat engem Total vu ronn 600 Elëven.

Zweete Volet, d'Stonnepläng an den Encadrement vun de Schüler. De Lycée ass eng Ganztagsschoul, an zwar eng richteg Ganztagsschoul, sou wéi se deelweis, mat Differenzen allerdéngs, an anere Lycéeën scho realiséiert ass a bestëmmte Beräicher. D'Elève mussen obligatoresch also, vun 8 Auer moies bis 16.30 Auer vu méindes bis freides an der Schoul sinn. Dat heescht si liewen zesummen, si iessen zesummen, si spillen zesummen, si studéieren zesummen, si maachen Aktivitéiten zesummen.

Dee Schouldag ass a Phasen agedeelt, an zwar virun allem an dräi Phase vu Schoulcoursen, déi duerch eegestänneg respektiv guidéiert Léieren, oder awer duerch Entspannen a relax Aktivitéiten

te vunenee getrennt sinn. Während där Zäit, wou keng Coursé sinn, ginn d'Schüler vun Educateuren betreit, déi souwuel an der Grupp wéi och individuell mat den Elève schaffen, widderhuelen, d'Elève virbereeden oder hinnen hëllef Rechercheen ze maachen. De Lycée bitt de Schüler zousätzlech Aktivitéiten, an zwar a folgenden Domänen, déi iwwert dat erausginn, wat am normalen, traditionelle Lycée gebuede gëtt, am Handwierk, am Zirkus, an der Gäertnerei an och am Theater.

Drëtte Volet dann, wat nei ass un deem Lycée: de Regroupement vun de Matière, de Regroupement vu Lerninhalten. Den éischten Objektiv vum Neie Lycée muss dee si fir d'Elëven esou virbereeden, datt se an deem traditionelle Schoulsystem, an dee se jo och nees erakommen, no der Neuvième oder no der Quatrième, ouni besonnesch Problemer weider studéieren kënnen. Mä doriwwer eraus sollen se och nach Kompetenze kréien, déi iwwert dat reng klassesch schoulesch Wëssen erausginn, an des Kompetenze mussen an engem Règlement grand-ducal définéiert ginn. Dat sinn d'Kompetenzen, déi iwwert d'Widderhuelen erausginn, iwwert d'Erémginn vun deem, wat een an engem Cours geléiert huet.

Dat soll erreecht ginn duerch d'Zesummeleer vu Fächer, duerch eng Vernetzung vun de Matière a vun de Fächer, an zwar a siwe Sparten. Déi Sparte ginn am Text vum Gesetz „Branchen“ genannt.

Ech zielen se op:

1. d'Sproochen - Franséisch, Däitsch, Latäin, Lëtzebuergesch an Englesch, an zwar Englesch vun der Septième un -;

2. d'Spart Mathematik;

3. Konscht a Gesellschaft, wou all déi sou genannt Niewefächer zesummegefaasst sinn, déi - nenne mer se mol sou - méi geeschteg wëssenschaftlech orientéiert Niewefächer;

4. Wëssenschaft an Technik mat aneren och sou genannten Niewefächer, Physik a Chimie;

5. eng interessant Kombinatioun vu Sport a Gesondheet;

6. - ech hunn déi zwou lescht Branché fir zum Schluss gehal - d'Branché „Perfektionéierung“, wou all déi geléiert Fächer verdéift kënnen ginn, wou déi geléiert Fächer erweidert kënnen ginn a wou d'Elëven dann entweder widderhuelen, dat verdéiwe wat se haten, oder och Neies derbäilëiere kënnen; a

7. - e Fach, wat och fir Diskussioun gesuergt huet - d'Erzéiung zu Wäerter an d'Erzéiung iwwert d'Wäerter - Éducation aux valeurs. Ech mengen dee Begrëff „aux“ kann een „zu“ an „iwwer“ emschreiwen op Lëtzebuergesch.

D'Programmer an d'Stonnepläng ginn dann iwwer Règlement grand-ducal détailléiert.

Véierte Volet dann, wat nei ass, d'Bewäertung vum Wëssen a Kënnen a vun der Orientatioun vun den Elëven. Sécher ass dat hei en Ecksteer vun dem neie Konzept, niewent de systematesch fächeriwwergräifende Programmer. An zwar bleift d'Contrainte wéi an alle Schoultypé bestoen, d'Contrainte fir eng objektiv, eng verlässlech Bewäertung vun de Schouleschtungen ze ginn.

De Lycée-pilote geet an en traditionelle Schoulsystem iwwer, also mussen och d'Leeschunge vun den Elève vergläichbar si mat deene Leeschtungen, déi vun den Elëven am traditionelle System verlaangt ginn; also brauche mer eng objektiv novollzéibar Zertifikatioun. Doriwwer eraus sollen awer och nach d'Kompetenze vun den Elëven erfaasst ginn, déi een net mat plakegen Zuele moosse kann.

D'Kompetenzen, déi musse beschriwwen ginn.

Eng Bewäertung muss also deenen zwou Exigenze Rechnung droen. Als Instrument do dofir gëtt ee Portfolio - dat ass den Term aus dem Gesetz -, souzesoen ee Carnet fir all Elève geschaf, un deem d'Schüler, d'Professoren an d'Educateuren schaffen, een Dossier, deen all Renseignementer iwwert d'schoulesch Carrière an iwwert d'Kënnen a Wësse vum Elève enthält.

D'Orientatioun an d'Promotioun gi vum Conseil de classe gemaach; dee setzt sech zesummen, net nëmmen aus de Professeren, wéi am traditionelle System, mä och aus den Educateuren. D'Eltere mussen déi Promotionsproposen net onbedéngt unhuelen - och dat ass nei - a si kënnen hiert Kand an eng aner Klass aschreiwen, mä an deem Fall ass des Admissioun nëmme bedéngt méiglech a gëllt bis zum Schluss vum éischten Trimester, wou dann eng Revisioun gemaach gëtt.

Beim Iwwerwiesselen an den traditionelle Schoulsystem nom Cycle d'orientation, also beim Passage vun engem Neuvième op eng Dixième oder vun der Quatrième op eng Troisième, trëtt ee Jury zesummen. An zwar ee Jury - an dat ass interessant -, dee besteet aus véier Professeren aus engem anere Lycée, déi mussen an deem anere Lycée Schoul halen an aus engem Member vun der Direktioun aus dem Lycée-pilote. Den Avis d'orientation erfollegt op der Basis vum Dossier vum Elève an ëmmer ënner Berücksichtigung vum Avis vun den Elteren.

Dat klängt alles revolutionär, ass et en fait net. Vergläicht nëmmen de Passage aus der Primärschoul eriwuer an de Secondaire, wou mer duerch d'Ofschafe vun Opnahmexamen och aner Modalitéite geschaf an aner Instrumenter en place gesat hunn, déi de Passage méiglech maachen.

De fënnefte Volet dann, deen nei ass, ass d'Schaffensweis vun de Professeren. D'Professere schaffen am Lycée-pilote am Kader vun Equipen a si betreiwen hir Klass während dem ganze Cycle d'orientation, dat heescht während dräi, respektiv véier Joer.

Déi Equipe besteet aus siwen Enseignanten, zwéi Educateuren, déi fir jee weils véier Klassen zoustänneg sinn; véier Klasse vum selwechte Joergang. Dës Equipe betreit och den enkelte Schüler an organiséiert och de fächeriwwergräifenden Unterrecht, virun allem Projeten an Themen op deene geschaff gëtt an déi Equipe fleegt och d'Relatioun mat den Elteren.

D'Professeren halen an deem Lycée-pilote 18 Stonne Schoul an der Woch, si sinn awer nach zwielef Stonnen am Lycée, fir un deenen anere schouleschen Aktivitéiten deelzehuelen an d'Elëven ze betreiwen; 30 Stonne Presenz ginn also vun de Professeren an deem dote Lycée verlaangt. D'Educateuren hu 44 Stonne Presenz an der Woch an iwwert déi 44 Stonne ginn dann och zum Deel d'Vakanze mat opgeschafft, wou jo de Lycée net funktionéiert.

Sou funktionéiert de Lycée-pilote a groussen Zich, d'Detailler fannt Dir am Règlement grand-ducal an am schréffleche Rapport.

Ech wëll ganz kuerz nach op verschidde Punkten aus dem Commentaire des articles zréckkommen. Ee Commentaire des articles, wou ech versicht hunn op d'mannst d'Antworten ze beschreiwen, zréckzeginn, déi d'Regierung ginn huet op d'Froen vun den Deputéierten, respektiv op d'Diskussiounen, déi do gefouert gi sinn, ouni datt duerno grouss Konklusiounen gezu gi sinn.

Am Artikel 2 steet: «Les élèves y reçoivent une formation générale qui leur permet d'accéder à la fin du cycle d'orientation à une formation qui correspond à leurs capacités et à leurs aspirations...».

De Statsrot huet déi Formulierung net gutt fonnt an hien huet gefrot fir dat ze strächen, well hei éischter eng Absichtserklärung virläit wéi ee konkret moossbaart Zil vun der Schoul.

D'Kommissioun huet de Statsrot net suivéiert an huet den Text bäibehalen, dat ass asoufern interessant, well mir just wollten duerch déi Formulierung demonstréieren, datt dee Projet eng Experienz duerstellt, datt eng Absicht do ass, fir déi Ziler, déi do genannt sinn, och ze erreche mat deene Methoden, déi am Gesetz an am Règlement enthalte sinn. Et war also eng absichtlech Formulierung, déi mir iwwerholl hunn.

An d'Kommissioun notéiert och, datt de Verglach mat dem traditionelle Schoulsystem eréischt nom Ofschloss vum Cycle d'orientation gemaach gi kann an dass sech net schonn en cours de route definitiv ka festgeluecht ginn iwwert d'Valeur vun där enger oder anerer Method oder deem engen oder aneren Zil oder Virgoen aus dem Lycée-pilote.

Zum Artikel 3. D'Kommissioun huet diskutéiert, ob - interessant! - d'lesen an der Kantin sollt oder misst gratis sinn oder net - sécher een Diskussionspunkt, dee vill Leit interesséiert a garantéiert d'Eltere vun de Kanner, déi an déi Schoul ginn -, a si huet sech dem Conseil d'État ugeschloss. De Conseil d'État huet e salomoneschen Text virgeschloen a festgehalten, datt fir d'Kantinsesse kann eng Participatioun vun den Elève verlaangt ginn, mä d'Elève kënnen awer och hiert eegent lesse mat an d'Schoul bréngen. An ech weisen op een Avis hi vun engem Syndikat, ech mengen et ass den SEW, deen dorop gepocht huet, datt dat lesse awer aussergewéinlech gutt misst sinn, well d'Elève jo aacht Stonnen dann net un d'Schmier vun der Mamm erukommen.

Mä virun allem am Artikel 1.5 vum Règlement grand-ducal ginn d'Tâché vun den Educateuren definéiert. A mir hunn och festgehal a betount, datt de Lycée zéng Stonnen am Dag op ass, wat eng enorm Zäit ass, wou d'Diere vun enger Schoul op si fir d'Utilisateure vun deem ganzen Apparat, deen do en place ass, dem Dispositif an den Infrastrukturen.

Am Artikel 4 geet da Rieds vun de Fächer selwer, déi geléiert ginn. Diskutéiert ass ginn op der Basis vum Avis vum Conseil d'État, haaptsächlech iwwer zwee Fächer.

Éischt Fach, natierlech d'Éducation aux valeurs. An deem Fach sollen déi wichtegst philosophesch a reliéis Stréimungen an Ideologien objektiv duergestallt ginn, hei kann och Appel u Spezialiste vu bausse gemaach ginn, och u Professere fir Relioun, och u Professere fir Éducation morale.

Zweetens dann am Fach Perfectionnement kënnen esouwuel Defiziter opgeschafft ginn, wéi och Kompetenzen a Wësse vermittelt ginn, déi iwwert den normale Programm erausginn. Hei kann zum Beispill och weider Zäit op d'Léiere vu Sproochen applizéiert ginn, dat hu mir betount an dat hu mir geséit kritt, de Sproochenunterricht féint nämlech transversal statt an zu deem transversale Léiere gehéieren och déi Coursen, déi énnert dem Fach Perfectionnement stattfannen.

Am Artikel 6 dann ass op Interventioun vum Conseil d'État d'gesetzlech Basis geschaf gi fir d'Dispositiounen, déi an där éischter Versioun an engem Règlement grand-ducal sollte stoen. Dunn hu mir dem classeschen Awand vum Statsrot noginn, mir hu missen, et ass evident, de Statsrot, dee sech op déi konstitutionell Basis beriff fir

ze soen, datt d'Schoul iwwer Gesetz bestëmmt gétt an net iwwer Reglementer.

Am Artikel 7 ginn d'Educateuren gradués an de Conseil d'Éducation an de Conseil de classe genannt. Dat ass aussergewéinlech a géllt net fir den traditionelle Lycée.

Am Artikel 10 gétt d'Roll vum Jury externe bei der Promotioun vun den Elève behandelt. Den Elève kann iwwer seng Promotioun mat deem Jury diskutéieren.

Am Artikel 11 huet de Statsrot e puer interessant Remarques a Virschléi gemaach an déi Virschléi si vun der Kommissioun iwwerholl ginn. Nëmmen als Beispill, de Statsrot weist op d'Schwieregkeet hi fir am Kader vun deem Schoulsystem an iwwerhaupt am Kader vun der Schoul vum Secondaire technique an de Secondaire classique iwwerzeweisselen oder fir vun enger Cinquième op eng Troisième iwwerzeweisselen. Dat ass, wann een d'Erfahrung kuckt, nëmnen an aussergewéinleche Fäll een Diskussionspunkt, ech behaupten, datt dat bal Theorie ass, mir loosse eis vum Géigen-deel iwwerzeegen, déi Fäll wäerte mir dann notéiert kréien a mir wäerten doriwwer informéiert ginn.

De Statsrot wëllt, datt een Elève och d'Recht kritt, fir eng Klass ze doubleieren, an och dat hu mir an d'Gesetz ageschriwwen.

D'Kommissioun hélt och zur Kenntnis, datt d'Regierung net geplangt huet, fir nees de Passage-Examen anzeféieren. Am Artikel 13 gétt eng Referenz op d'Schoulsystem vun 1989 an 1990 gemaach, wou d'Funktioun vum Schoulpersonal festgehal ginn. Mir maache keng Referenz op de Gesetzesprojet, deen d'Chamber den 1. Juni 2005 gestëmmt huet, well dat Gesetz eréischt am September 2005 a Kraaft trëtt.

Zum Artikel 15, an deem d'Léisch vum Kaderpersonal opgestallt gétt: Besonnesch ervirzesträiche bleift hei, datt déi Roll vun den Educateuren gradués eng ganz wichteg ass an deem ganze System.

Am Artikel 17 gétt den Zousaz...

(Coups de cloche de la Présidence)

■ **M. le Président.** - Ech géif em e bëssen Opmierksamkeit bieden!

■ **M. Jos Scheuer (LSAP), rapporteur.** - ...zum Budget fir d'Joer 2004 duergestallt. Et ass diskutéiert ginn iwwert de Präis vum Lycée-pilote an d'Fro ass gestallt ginn, ob deen Neie Lycée net méi deier géif gi wéi deen traditionellen. D'Antwort war kloer: Et ass evident, datt deen neie System méi e groussen Opwand bedeit wéi deen traditionelle System, mä chiffrabel ass et net, a sécher ass och, datt et net an deem Mooss ze erwaarden ass, wéi ee sech dat kënt duerch den Engagement vu 14 Educateuren erwaarden.

14 Educateuren no véier Joer, well, graff ausgedréckt, d'Professere ginn an deem doote Lycée méi bëleg wéi d'Kollegen aus deenen anere Lycéeën. D'Regierung soll awer, an dat ass de Wunsch vun der Kommissioun, sou séier wéi méiglech Chiffere virleeën, fir de Budget vum Neie Lycée eng kéier kënnen énnert d'Lupp ze huelen.

Den Artikel 18 ass och e wichtige Artikel. Do gétt sech mat der Auswärtung vum Lycée-pilote als Experienz beschäftigt. D'Kommissioun énnensträcht, datt de Verglach mat deenen anere Lycéeën, mat de Resultater an deenen anere Lycéeën muss gemaach ginn. Si énnensträcht, datt d'Experienz selwer och muss kritisches gekuckt ginn. Si énnensträcht, datt aus där Experienz dat muss erauskristalliséiert ginn, wat eriwuergeholl ka ginn a wat eriwuergeholl gi muss an den traditionelle Schoulsystem. De Lycée-pilote ass also e Laboratoire, deen, och dat ass de Wunsch vun

der Kommissioun an eng Zousatz vum der Regierung, duerch d'Uni Lëtzebuerg suivéiert a kontrolléiert an och eventuell korrigiéiert ka ginn.

Den Artikel 20: Iwwert deesen Artikel gétt d'Englesch op Septième am Neie Lycée agefouert. D'Sproocheproblematik ass diskutéiert ginn. D'Sprooch ginn net nëmnen a spezifesche Sproochecoursé geléiert, mä och an deenen anere Branchen, virun allem an de Niewefächer. Et gétt also eng transversal Approche am Sproochenunterricht geholl. Op Proposition vum Conseil d'État ginn d'Artikelen, déi viregt Artikelen 21 an 22, fale gelooss.

Här President, ech hunn, wéi ech de schrëftleche Rapport gemaach hunn, och d'Avisé vun de Berufsvertretungen énnert d'Lupp geholl, a virun allem d'Avisé vun de Syndikater, quitta datt se net zu den Documents parlementaires gehéieren. Ech ginn net op déi eenzel Avisén an - vum Statsrot hunn ech jo scho munches gesot -, ech wëll se awer zesummefaassen.

Och déi Avisé sinn esou wéi d'Memberen aus der Schoulkommissioun kritisches, si sinn ofweisend, ofwaardend, pardon, net ofweisend, si sinn deelweis zentréiert op d'Acquis-professionnelen, wou d'Syndikater soen: Dat wat mer erreicht hunn, dat wat mer erkämpft hunn, soll net elo a Fro gestallt ginn duerch eng Experienz. A si schwätze virun allem vun den Déchargen a si schwätze vun de Koeffizienten. Déi Avisén hunn ech mat Pro a Kontra am schrëftleche Rapport zesummegefaasst. Ech wollt d'Konklusiounen awer trotzdem op déi do Aart a Weis och am méndleche Rapport ervirsträchen.

Den Neie Lycée, Dir Dammen an Dir Hären, ass eng Erausforderung fir verschidden Acteuren, fir all Acteuren, déi do involvéiert sinn. Si ginn zu Partneren iwwert d'est Gesetz. Et gétt do sechs haaptsächlech Acteuren, déi en cause sinn.

Fir d'éischt ass dee Lycée-pilote eng Erausforderung fir d'Direktioun. Si muss d'Verwaltung vun enger reeller Ganzdagsschoul opbauen. Et gétt kee Modell do dofir.

Zweetens, eng Erausforderung fir d'Professeren an d'Educateuren. Si sinn doduerch gefuerdert, datt iwwer Gesetz a Règlement d'Aarbecht an enger Equipe régléiert gétt, e Partenariat mat Elteren an Eléven en place gesat gétt. Si musse Programmer entwéckelen, si musse Methoden entwéckelen a si musse eng Presenz vun 30 Stonnen an deem Schoulgebai an deem ganzen Ambiente assuréieren.

Drëtens, eng Erausforderung fir d'Eléven, duerch hir Presenz vun aacht Stonnen an der Schoul an duerch eng nei Approche zu Programmer an och zum Léieren.

Véiertens, eng Erausforderung fir d'Elteren, déi agebonne ginn an d'Décsiounen, a reell agebonne ginn an d'Décsiounen iwwert d'Promotioun vun hire Kanner.

Fénneftens, an dat ass eis immens wichteg virkomm, eng Erausforderung fir déi Equipe, déi evaluéiert, déi aus der Experienz Lycée-pilote déi richtig, dat heescht déi objektiv Konklusiounen zéie muss, an zwar fir de Projet selwer ze verbessern, awer och virun allem fir dat erauszufilteren, wat sech op den traditionelle System iwwerdre léisst. Nëmnen dann, a wierkelech nëmnen da kritt de Projet Lycée-pilote sai richtige Sënn a sai richtige Wäert, sou wéi ech e probeiert hunn ze definéieren am Ufank vu menger Interventioun.

A sechstens dann, dee leschten Défi, déi lescht Erausforderung, déi ergétt sech natierlech fir d'poli-

tesch Décideuren, déi hir Verantwortung iwwerhuele mussen, an déi da kucke mussen, wéi déi positiv Aspekter méiglechst gutt via Gesetz a via Règlement generaliséiert kënnen ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, et war mer e Pléséier fir dee Rapport kënnen ze maachen. Ech soen nach eng kéier Merci un d'Kollegen aus der Kommissioun fir déi fair Mataarbecht.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Merci, Här Scheuer. Als éischte Riedner ass ageschriwwen den honorablen Här Maroldt. Här Maroldt, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

■ **M. François Maroldt (CSV).** - Här President, un éischter Plaz wëll ech eise President a Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen a méndleche Rapport. Ech sinn natierlech och impressionéiert, an do schwätzen ech och am Numm vun Här Sonnen, vun deem Matgefill wat hie fir seng Memberen an der Kommissioun émmen erëm beweist.

(Hilarité et interruption)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei senger Regierungserklärung vum 4. August 2004 huet eise Statsminister kloer Zilsetzunge vun der neier Koalitioun a Saache Schoulpolitik definéiert: D'Schoul moderniséiere mat Hëllef vun engem Dialog mat all de Concernéierten, den Enseignanten, de Schüler, den Elteren an de Sozialpartner. Den Erfolleg häntk vum Erfolleg vun Eenzelnen of. Den Erfolleg soll esou breet gefächert wéi méiglech sinn.

Jiddfer Schüler, dee fréizäiteg de System verléisst, ass en Echec fir eis all an e Verloscht fir d'Gesellschaft. Ob een d'Ziler an deem Domän erreicht, häntk vill dovunner of, ob een den offensichtlechen Antagonisme tëschent perséinlechen a gemeinschaftlechen Interessen dépasséiert. An deem Kader sinn d'Afféierung vun enger Ganzdagsschoul an Annerungen um Niveau vun der Evaluatioun virgesinn. Well wéi gesot, dat steet am Regierungsprogramm vum leschte Summer.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV steet natierlech zu deesen Aussoen, an dofir wëlle mir dem Projet Neie Lycée, dee mer haut an deem Sall debattéieren, eng Chance ginn, trotz aller Diskussioun a Polemik, déi bei der Presentatioun vun deem Projet entstane sinn, well mir iwwerzeegt sinn, datt et e Schrëtt an déi richtige Richtung ass.

De Ministère bitt eis un, en transparente Suivi ze maachen. Dat heescht, an zwee Joer kréie mer eng éischt Evaluatioun, a wann des positiv ausfällt, wat mer hoffen, da kënnen des Erfahrung benotzt ginn, fir weider Reformen um nationale Plang anzeleeden.

An engem gewësse Sënn ass déi Diskussioun, déi mer haut em de Projet vun engem Neie Lycée féieren, eng Fortféierung vum Débat, dee mer am März am Kontext vun der PISA-Etüd gefouert hunn. Mir waren eis deemools eens, datt Handlungsbedarf besteet an datt eppes geschéie misst. Et goufen deemools och schonns vun alle Säiten eng ganz Rei vu Virschléi gemaach, déi sech deelweis an deem Projet erëmispigelen.

Lycée-pilote, Ganzdagsschoul oder einfach alles nëmnen Zirkus? Schonns bei der Dénominatioun vun deem Projet hu sech vill Leit schwéier geden. Menger Meinung no war et falsch, dese Projet op vereenzelt Aussoen iwwert den Horaire oder iwwert d'Opstelle vun engem Zirkuswelt nieft der Schoul ze reduzéieren.

Et geet hei em vill méi wéi d'Verlängerung vun de Schoulstonnen, oder wéi finalement d'Fächer Sport

an Expression corporelle ugepaakt ginn. De Lycée-pilote soll virun allem inhaltlech nei Weeër ginn. Mir sinn eis eens, datt mer net einfach nëmnen e Copy-paste vun engem Modell wëllen, dee mer a Fro gestallt hunn an dee mer mat Hëllef vun deem Projet updaten, dat heescht verbessere wëllen.

D'Elteren, déi hir Kanner an den Neie Lycée wäerte schécken, mussen sech bewusst sinn, datt si sech an hir Kanner domat fir eng länger Zäit engagéieren. Déi véier Joer, déi hiert Kand an deem Lycée wäert verbréngen, bilden e Ganzt. Et geet also net, dass een tëschent deenen zwou Lycéesformé willkürlech hin an hierwiesselt. Déi eenzeg Garantie, déi si kréien, ass déi, datt hir Kanner sech nom Ofschloss vun hire Studien am Neie Lycée problemlos an hirer neier Schoul kënnen integréieren.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Initiateur vum deem Projet maachen sech et net licht. Beim Opstelle vun hirem éischte Stonneplang wäert et méi wéi eng Noss ze knacke ginn. Dräi Unitéiten Unterrecht, dertëschent Studiephasen a Relaxatioun mat engem begrenzte Kader: dat wäert net einfach ginn. An dach ergétt dat Sënn, well doduerch méi en équilibréierte Stonneplang fir d'Schüler kann entstoën. Doduerjer datt d'Enseignanté vill méi disponibel sinn a kengerleche Contrainten ennerwurf sinn, wéi beispillsweis d'Wiessele vun enger Schoul an eng zweet Schoul oder d'Participation a stage pédagogique. Ech ginn nämlech dovunner aus, datt am Ufank den Neie Lycée haaptsächlech mat nominéierten Enseignanté wäert ufanken. Wat net ausschléisst, dass spéider au fur et à mesure wéi d'Schoul wiisst och Stagiairen do kënnen ausgebilt ginn.

Doduerch kënnen déi Matière, wou d'Schüler am meeschte gefuerdert ginn, op déi beschte Plagé geluecht ginn, wat zu enger wesentlecher Verbesserung vum aktuelle System bäidroen wäert.

De Fait, datt d'Enseignanté méi eng grouss Disponibilitéit hunn, bréngt automatesch mat sech, datt praktesch keng Stonne méi wäerten ausfalen, wat ouni Zweifel en faveur de l'élève wäert sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, e wesentleche Punkt an deem Projet ass d'Tatsaach, datt een de Grand-prinzip vun de sou genannte Cycles scolaires, déi och am Primaire sollen agefouert ginn, iwwerhëlt. Déi véier Joer am Neie Lycée bilden e Ganzt.

D'Équipe pédagogique décidéiert zesammen iwwert de Rhythmus, mat deem enseignéiert gétt. Aus Erfahrung weess een, datt a verschiddene Branchen d'Programmer hoffnungslos iwwerluede sinn an anerer duerschweeegs ze bewältege sinn, an datt esouguer genuch Fräiraum entstinn. Iwwert d'Jore gesi kënnen doduerch enorm Retarden entstoën oder wäertvoll Zäit onbenotzt bleiwen. Ech gesinn d'est als e sécheren Atout vun deser Method.

Wann ee vu Programmer schwätzt, denkt een och virun allem u Schoulbicher, an déi änneren hei zu Lëtzebuerg mat grousser Regelméissegkeet. Déi meeschte Schoulbicher, well am Ausland verfaasst, sinn net onbedéngt eise Bedürfnisser ugepasst, an deementspreechend gi se och ugewannt. Mir sollten awer virun allem d'Finalitéit vun eise Enseignement am A behalen.

Wat wëlle mer errechen?

D'Kompetenze vun engem Schüler, déi mer entwéckele wëllen, si villsäiteg. Net nëmme Grammaire, d'Erëmbrede vun Daten a Wëssen, mä och d'Problembewältigung a sech erëmshloen an enger moderner Welt si gefuerdert.

D'Iddi vun engem Travail en équipe erlaabt et och, datt an engem Fach méi wéi een Enseignant kann intervenéieren. Dëst erschénkt mer besonnesch interessant ze sinn an de Sproochen. Och wann de Programm vum Neie Lycée nach keng intensiv Literaturstudie virgesäit, esou ergëtt dat awer besonnesch an deemem Fall e gewisse Sënn. Deen ee kennt sech besser aus an enger Period wéi an där aner. Ass et net esou, datt eng Damm munchmol eng aner Approche zur Literatur huet, wéi hire männleche Kollege? Dëst nëmme als Beispill, well dëst géllt och fir aner Sproochen a Branchen.

Mat der konsequenter Aféierung vun der Interdisziplinaritéit läit dës Schoul och ganz am internationalen Trend. Well am Ausland ginn dës Methode systematesch präziséiert. Methoden, déi och am Kader vun der Formation vun eise Stagiairen enseignéiert ginn.

Deen eenzege Problem, deem ech am Moment gesinn, ass de Recrutement vun dem Personal oder d'Zesummesetzung vun de sou genannten Équipes pédagogiques. Et gëtt gesot, datt en Enseignant méi wéi ee Fach soll op enger Klass enseignéieren. Dëst mag wuel fir deen een oder deen aneren zoutreffen, déi méi wéi eng Spezialitéit hunn. Ech denken do un d'Biologiesproffen, déi och ganz oft Geographie enseignéieren. Mä dat ass net ëmmer de Fall.

Ech hunn an der PISA-Debatt gefrot, ob et net Sënn géif maache fir „native speakers“ an de lëtzebuergergeschen Enseignement ze integréieren. Dat heescht also eng weider Spezialiséierung. Dëst erschénkt mer als just de Contraire. Mir fannen, datt ee besonnesch bei dem Recrutement vun dem Enseignant op dese Punkt eng besonnesch Suergfalt sollt leeën.

Dat mag eng perséinlech Meenung sinn, mä de Succès oder den Echec vun deemem Projet hänkt vill vun der Qualitéit an de Kompetenze vun hire Leit of. Nieft hirem grouse Wësse mussen si och als Equipe zesumme schaffen kënnen. Der Direktioun fällt eng besonnesch wichteg Roll zou, well si muss mat diskreter, awer fester Hand déi verschidden Equipë leede kënnen.

De Punkt Activités complémentaires fanne mer ganz interessant, obwuel mer deen zu deemem Zeitpunkt als net definitiv ugesinn an als weider ausbaufähig betruechten. Här Schreiner, mir si frou, datt den Emplacement, deen de Ministère fir den Neie Lycée fonnt huet, wäit genuch vun Esch a Schëffleng ass, well soss hätt wuel näischt aus der Offer Jardinage kënnen ginn. Bekanntlech dierf dat Geméis, wat an eise Gäert produziéiert gëtt, am Moment net konsuméiert ginn.

Zirkus, oder besser gesot Expression corporelle, ass eng flott Saach, kann awer wuel kaum de Programm vun engem ganze Joer féllen an dierft wuel als eng Offre complémentaire betruecht ginn. Souwieso hunn eis Kanner hautdësdags ganz genee Virstellungen, wat fir Sportsaktivitéitë prioritär exercéiert wëlle ginn.

De ganzen Dag zesumme liewen a studéieren, dat heescht, datt och d'Moolzechten zesummen agehall ginn. Am éischte Joer, bei enger begrenzter Zuel vu Schüler, dierft dat net zu allze grouse Problemer féieren. Mä au fur et à mesure, wou de Lycée wäert wuessen, wäerten sech eng Partie organisatoresch Problemer astellen, wou ee Service beileiwen net méi wäert duergoen.

Déi meesch Lycéeën hei am Land léisen dese Problem, andeem se een An zoudrécken an hir Schüler an d'Peripherie auswäiche loosse. D'Imbissstuden, d'Kebab- an d'Pizzasleit reije sech d'Hänn. Mä ass dat d'Léisung? Op verschidden Plazen hei am Land gouf versicht, d'Schüler an der Philosophie vun enger Nutrition et vie saines ze begleeden. Dëst dierft also net scheitern.

Oft gëtt gesot, den Transport déci-deiert iwwert den Horaire an de Schoulen. Am Moment trifft dëst, wat eng gesond Ernährung an eise Schoule betrëfft, leider och op de Service Restauration scolaire zou. Mir hu vill Versteesdemech fir hir budgetär Constraints, déi leider ze oft als Excuse ugefuert ginn, fir de Manktum u Flexibilitéit a gudder Wëllen ze iwwerdecken.

Et kann dach net sinn, datt eng Diététicienne de Schüler erkläert, wat se iesse kënnen a sollen, an datt d'Kichen dann net déi néideg Moyenen huet, fir des Wueren anzekafen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, munchereeng mengt, ouni seng 01 oder 60, déi dach kaum ee kritt - «la perfection n'est pas de ce monde-ci» -, kënt een net liewen. D'Engländer fuere mat Buschtawen A+, B+ oder B++. Am Ufank brauch een Zäit fir sech drun ze gewinnen, mä et funktionéiert. Ech ka mat deenen zwee liewen, mä wat ech virun allem begrëssen, ass déi méi detailléiert Bewäertung vun Schüler, déi sech net op eng «réussite douteuse» oder «doit faire des efforts en...», «remarque 1 oder 2» limitéiert.

Déi kontinuéierlech Evaluatioun vun Schüler erlaabt et der Equipe pédagogique, en détailléierte Profil vun Schüler opzestellen an esou en objektiven a fiablen «Avis d'orientation» um Enn vum Zyklus ze offréieren. Amplaz datt ee gesot kritt, «l'élève peut choisir toutes les sections», kritt ee genau gesot, wat fir hien dat Besch ass. Ob een dat elo unhëlt oder net, dat ass eng aner Saach.

Den «Avis d'orientation» no der Quatrième gëtt finalement vun neutralen Expertë jugéiert. Trotz allem Respekt fir d'Direktioun vun der neier Schoul, fannen ech perséinlech, datt och en Délégué vun der leschter Equipe pédagogique dobai soll sinn. Well menger Erkenntnis no, an domat wëll ech kengem ze no trieden, ass et bis elo nëmme dem Direkter vun Athenäum gelongen, all seng Schüler perséinlech, an dat sinn der eng Partie, mam Numm ze nennen.

De Fait, datt den neie Lycée seng Dieren opmëcht an extern Experten ufreet fir seng Schüler um Enn vum Zyklus ze evaluéieren, fannen ech luewenswäert. Duerch déi gewonnen Transparenz an den Dialog, deen doduerjer entsteet, kënnen Malentendues a Beréierungsängscht ofgebaut ginn. Well och an anere Lycéeë gëtt gutt an innovativ Aarbecht geleescht. Et gëtt vill genial Projete, vun deene leider an der Press net ëmmer geschwat gëtt. Dës Leit, déi des Projete lancéiert hunn, fille sech berechtgeterweis virun de Kapp gestouss.

Loosse mer also dës Keier aus der Vergaangenheet léieren an déiselwecht Feeler vermeiden. Loosse mer also e kontinuéierlechen Dialog mat deenen anere Schoule siche, versiche, si mat an d'Recherche, an d'Aarbecht anzebannen, net géint si, mä zesummen. Doduerch kënnen och wäertvoll Leit an anere Lycéeën, déi ähnelch Weeër wëlle goen, sech bestätegt fillen an déi néideg Ënnerstützung, déi se fir hir Aarbecht brauchen, fannen.

Lëtzebuerg ka gutt méi wéi ee Modell offréieren, a mir sollte vun engem eegleisegem System ewechkommen, well och an de Privatschoule gëtt gutt Aarbecht geleescht. Da brauchen eng ganz Rei Schüler net onbedéngt op Bastnech oder op Metz ze fueren.

Dann zu gudder Lescht ass et wichteg, datt d'Schüler beim Passage vun hirer Schoul an eng aner Schoul no der Quatrième net onnëtz op Viruerteiler a Widderstand stoussen. Sot net neen, well c'est du déjà-vu, ech wëll bewusst keng Nimm nennen.

Dir Dammen an Dir Hären, meng positiv Astellung zu deemem Projet kritt awer e klengen, mä oniwier-

héierbare Bémol. Viru kuerzem huet meng Fraktiounskolleegin, d'Nelly Stein, de Projet Jenker zu Déifferdeng virgestallt. Et gëtt haut nach vill Schoulen, déi hei am Land ongedëlleg op eng Réadaptation oder eng Mise en conformité vun hiren Infrastrukture waarden. Besonnesch well hinnen eréischt doduerch ermëglecht gëtt, ënner zäitgemëssen a wüderge Konditiounen ze schaffen. De Minister Wiseler hat eis an der Debatt iwwert d'Annexe Jenker verséichert, datt d'Regierung dese Problem wëllt ugoen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Also och wann an deemem Moment alles den Uschäin huet, datt dese Projet eng gewisse Prioritéit genéisst, esou dierfe mer, trotz aller Begeeschterung, dobai déi aner Schoulen an hir Problemer net vergiessen, soss kënnen onnéideg Ressentimenten entstoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer zum Schluss vu menger Interventioun nach kuerz drop anzegoen, wat meech besonnesch motivéiert huet, an dës Diskussioun anzegräifen. Ech sinn als virsiichtege Mënsch bekannt, an am Ufank bei der Presentatioun vun dem Projet stoung ech deemem éischter skeptesch géigeniwwer. Mä jee méi ech mech mat dem Projet ausenaner gesat hunn, hunn ech d'Begeeschterung, den Enthusiasmus an déi héich Motivatioun vun de Leit, déi dohannert stinn, gespuert. An all déi Joren, wou ech an der Schoul war, hunn ech esou Leit ënnerstützt, och wann ech heiansdo insgeheim meng Douten hat. Si setzen awer schlussendlech Energie fräi, déi eise Schoulsystem onbedéngt brauch. Aus deemem Grond wëll ech zu deene gehéieren, déi soen, komm mir ginn hinnen eng Chance, et ass et wäert.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Maroldt. Als nächste Riedner ass déi honorabel Madame Anne Brasseur agedroen. Madame Brasseur, Dir hüt d'Wuert.

Mme Anne Brasseur (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei war, ass a bleibt d'Education déi éischt Prioritéit. Fir d'Demokratesch Partei muss d'Schoul sech permanent weiterentwëckelen, fir d'Kanner an déi Jugendlech op d'Erausforderunge vu muer ze preparéieren. Dëst gëtt ëmsou méi wichteg, well mer an engem Europa liewen, dat resolut op d'Wëssensgesellschaft setzt. D'Kompetitivitéit ass ee vun de Schlësselen zum Erfolleg. Fir dat Zil ze erreechen, dofir dierfe mer ons awer net mat Mëttelmooss zefridde ginn. D'Méiocritéit ass net nëmme eng Brems fir d'Entwëcklung vun onser Gesellschaft, mä d'Méiocritéit bréngt ons och dozou, dass mer zrëckginn.

Dat kënnen mer ons einfach net leeschten! Éischtens, wéinst ons selwer. Zweetens, wéinst där nächster Generatioun, a virun allem wéinst där Generatioun, déi virun ons do war, wou d'Leit d'Ärm eropgestrépft hunn an ënnert schwierigste Konditiounen d'Land zu deemem gemaach hunn, wat et haut ass. „Mir sinn ze vill bequem ginn“, huet de Wirtschaftsminister a senger Ried bei der Ouverture vun der Foire gesot. Mir hätten d'Flemm, huet de Premierminister sech geiergert. Or dat dierf net sinn, well soss hu mer an deem Europa vu muer keng Chance!

Fir deem entgéintzewierken, eben dass mer ze vill bequem sinn, muss mer et dach fäerdeg bréngen, dass mer agesinn, dass mer nëm-

men eppes kënnen erreechen, wa mer ons druginn a wa mer den Effort als eppes Positives ugesinn, wann den Effort als eppes Positives duergestallt gëtt. D'Schoul muss net nëmme hir Kontributioun dozou bäibréngen, mä d'Schoul muss de Grondstee fir eng positiv Attitüd vis-à-vis vum Effort a vis-à-vis vum Schaffe leeën.

Dobai dierf d'Schoul awer net vergiessen, sech dem Wandel vun der Gesellschaft a vun der Familljstruktur unzepassen, ouni awer hir Hauptmissioun ze vernolëissen, nämlech d'Wëssensverméttlung virunzedeiwen an den Zougang zum Wëssen ze favoriséieren. Ganz oft gëtt iwwert d'Schoul geschwat, iwwer all dat wat ronderëm ass, mä net iwwert déi Haaptmissioun. Or doriwwer muss ee sech Gedanke maachen. D'DP ass der Meenung, dass d'Offer nieft der Schoul a ronderëm d'Schoul muss ausgebaut ginn, fir esou de Besoinë vun de Kanner a vun der Famill entgéintzekommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir schloen dofir konkret vir, dass fir den Ufank an all Region ee Lycée oder Lycée technique geschaf gëtt, wou nieft der Schoul eng ganz Partie vun Opfangstrukture wéi Accueil moies an Hausaufgabe méttelgebueden ginn. Dat besteet och schonn zum Deel, zum Beispill am Lycée Josy Barthel zu Mamer, wou moies en Accueil ass, an d'Schoul dauert bis 20 op zwou. D'Kanner kënnen awer bis véier op véier all Dag bleiwen a si kréien do Hausaufgabenhëllef, Cours d'appui oder Fräizäitaktivitéiten gebueden. Dese Modell gëtt et och an anere Schoulen.

Wat ech gärén hätt, dat wier, dass d'Schoulen d'Moyene kréichen, dës Offer qualitativ a quantitativ auszebauen. Dës Regierung awer méssbraucht a mengen Aen d'Besoinë vun der Ganzdagsschoul, fir eng nei pedagogesch Approche ze wielen, eng pedagogesch Approche, déi a mengen Aen ideologesch ass. A mat där Virgehensweis kann ech net d'accord sinn!

Wann een hei de Modell vun deem Neie Lycée kuckt, da kennt een, wann een e Raccourci hëlt, vu verstaatlecher Waldorfschoul schwätzen. D'DP kann net mat deemem Konzept vun Neie Lycée d'accord sinn, aus dräi Ursachen: éischtens, wéinst der Prozedur, zweetens, wéinst der Vermëschung vun alternativer Pedagogik mat Ganztagsbetrieung, an drëtens, an dat ass wuel dee wichtigste Punkt, wéinst der pedagogescher Approche.

Éischtens, d'Prozedur. D'Iddi vun der Ganzdagsschoul steet am Regierungsprogramm. De Projet ass dunn op den Instanzeweue komm ouni wellech Consultatioun mat iergendengem vun de Concernéierten. Et si fënneg Leit fräigestallt ginn, déi sinn, ganz oder deelweis, vun hirer Tâche d'enseignement fräigestallt ginn, fir un deemem Projet ze schaffen. Et sinn enorm finanziell Moyenen an iwwerhaupt Moyenen zur Verfügung gestallt ginn, fir d'Iddi vun Neie Lycée ze propagéieren. Esou sinn eng ganz Partie Ausstellungen, Konferenzen organiséiert ginn. Et ass en Zirkuszelt um Glacis opgeriicht ginn, an de Rez-de-chaussée vum Ministère ass ëmgebaut ginn, just en Deel vun Rez-de-chaussée, just fir Reklamme ze maache fir deen Neie Lycée.

Ech wier frou gewiescht, wann ech en Deel vun deene Moyene gehat hätt, fir d'Gebai e bëssen an d'Rei ze setzen. Dofir sinn ech alt frou, dass d'Madame Delvaux dann déi Moyenen zur Verfügung gestallt krut, fir esou déi Entrée vun Gebai kënnen ze sanéieren. Ane Schoule kënnen awer nëmme vun esou Moyenen dreemen.

Wat d'Infrastrukture ubelaangt, an den Här Maroldt huet et a sengem Rapport elo grad ugeschwat, do muss ee sech awer wierklech Froe stellen. Am Ufank sollt den Neie Lycée jo op de Kierchberg kommen,

an d'Primärschoulgebai wat der Stad Lëtzebuerg gehéiert, an dunn hu mer héieren, dass en neit Gebai soll opgeriicht ginn um Site vun Paul Wurth, an dat geschitt elo bannent dräi Méint. Do koumen dann och nach Infrastrukturen dobai, nieft de Klasesäll, wéi Sportsinfrastrukturen, Theater an eng Zirkusarena.

Firwat gëtt dese Lycée - an dat ass meng Fro - privilegiéiert par rapport zu anere Lycéeën? Mir hunn hei eng Debatt gehat iwwert d'Infrastrukturen a mir hu méi wéi eng Keier festgestallt, dass mer aacht Joer brauche fir en neie Lycée ze bauen. Hei brénge mer et fäerdeg an dräi Méint eng Infrastruktur zur Verfügung ze stellen. Mir kréien ëmmer gesot ons Prozedure géifen et eis net erlaben, esou séier ze fueren. Hei brénge mer et fäerdeg aner Prozeduren unzewenden, nämlech déi, dass en Drëtten d'Schoulgebai opriicht an dass de Stat da Locataire gëtt vun deem Schoulgebai.

Wann dat hei méiglech ass, firwat ass dat net op anere Plaze méiglech?

Wann ech bedenken, de Lycée technique du Centre, do sollt eng Annexe gebaut ginn zu Dummeldeng; e Projet de loi, dee mer viru Joren hei gestëmmt hunn; do hunn d'Aarbechten elo just eréischt ugefaangen.

De Lycée pour professions de santé, déi woren ni an eegene Gebaier ënnerbruecht, déi woren ëmmer nëmme a Provisorien oder a gelouente Gebaier ënnerbruecht. Do ass den Architekt designéiert gi viru Joren, et ass e Concours d'architectes gemaach ginn. Den Terrain gehéiert dem Stat, de Programm ass fäerdeg, de Projet de loi ass mol nach net déposéiert.

Zu Ettelbréck komme mer net virun, well de Stat keen Terrain huet, fir dem Lycée technique adequat Infrastrukturen ze bauen.

A wann ech dann den Zoustand vun Jenker kucken, wou mer Gott sei Dank d'Iescht Woch konnten e Projet hei stëmmen, nämlech de Lycée technique zu Déifferdeng, als Annexe vu Péiteng, da muss ee sech am Fong schummen, dass mer Infrastrukturen hunn, déi nach an esou engem schlechten Zoustand sinn.

Hei brénge mer et fäerdeg an dräi Méint eng fuschneit Infrastruktur opzerichten, an dofir géng ech wëllen, dass de Stat sech dann d'Moyene gëtt, fir bei anere Lycéeën och esou Prozedure virzegeessen.

Wat d'Prozedur vun dem Text ubelaangt, esou ass den éischten Text am Januar 2005 déposéiert ginn an am Abrëll krute mer e ganz neien Text virgeluecht, wou de Règlement grand-ducal am Text mat incorporéiert wor. D'Conférence nationale des élèves seet an hirem excellenten Avis och, si géinge fannen, dass dat ass eng certaine Hâte gewiescht wia a si proposéieren, dee Projet ëm e Joer auszesetzen. An ech mengen, dat wier och net schlecht gewiescht. Dat zur Prozedur.

Zweete Punkt, dee mer kritiséieren, ass, dass et hei eng Vermëschung gëtt vun Offer vu Ganzdagsschoul an alternativer Pedagogie. Elteren, déi wëllen hir Kanner an eng Betriungsstruktur ginn, déi dee ganze Dag funktionéiert, ginn heihinner, obwuel se vläicht hei eng Pedagogie gebueden kréien, mat där se net d'accord sinn, well se, deemno wou et ass, iwwerhaupt kee Choix hunn. An dofir wier et besser gewiescht, mir wieren higaangen a mir hätte flächendeckend an all Region um Land eng Struktur opgeriicht, wou mer eng Ganztagsbetrieung an der Schoul gehat hätten, an dass d'Elteren eng Alternativ gehat hätten.

Ech froe mech och, wéi een dueren d'Evaluatioun vun deemem Projet mécht, well et ganz schwierig ass, déi zwee Punkten ausernee ze

halen, wat d'Influenz ass vun der Ganzdagspresenz a wat d'Influenz ass vun der neier pedagogescher Approche. Esou dass ech mech wierklech froen, wëssenschaftlech, wéi een déi Evaluatioun maache kann.

Wéi gutt d'Ganzdagsbetreiunge funktionnéieren, gesäit ee jo awer bei verschiddene Gemengen. A wann ech d'Stad Lëtzebuerg beispillsweis kucken, do sinn an de Foyers scolaires 47% vun de Schüler vum Territoire vun der Stad Lëtzebuerg, déi dovun Gebrauch maachen. Dat ass enorm. An ech hunn zum Beispill elo an der Press gelies, dass d'Steeseler Gemeng och eng Ganzdagsbetreiung mat engem Accueil opriicht, fir de Préscolaire an de Précoce. Dat si menger Meinung no Weeër, an d'Gemeng Steesel mécht do der Stad Lëtzebuerg et no. An dat si Weeër, an déi Richtung soll een effektiv goen, an net Ganzdagsbetreiung mat der Pedagogie verméschen.

Dann den drëtte Punkt, dat ass d'pedagogesch Konzept. Ech muss lech soen, dass ech wierklech net kann domat d'accord sinn a Schwierigkeeten hunn ze verstoen, wéi eng Schoul soll funktionnéieren, déi keng Programm huet, déi keng Schoulbicher huet, wou et keng spezialiséiert Enseignanté gëtt, déi keng fest Stonnenzuel pro Fach huet, déi ouni Prüfungen auskënnt, wou et keng Punkte ginn, wou een u sech net kann duerchfalen a wou et och keng Hausaufgabe ginn.

Dat kléngt alles ganz gutt, wann een dat esou annonciéiert. Mä ech muss lech soen, ech froe mech, wéi dat besonnesch fir méi schwach Schüler soll funktionnéieren, déi dach strukturéiert musse guidéiert ginn. Besonnesch jonk Schüler, déi nach net déi Maturitéit hunn, do froen ech mech wierklech wéi déi an esou engem System sech zurechtfannen, à moins dass se extra douéiert sinn.

Ech fäerte ganz, dass d'Schüler an hir Elteren hei den Iwwerbléck an den Duerchbléck verléieren.

Éischtens, hunn ech gesot, eng Schoul ouni Programm. Hei gëtt jo vun den Auteurs vum Projet gesot, dass d'Schüler géingen d'Programme selwer erstellen, no hirem Centre d'intérêt. Zum Schluss da muss ee verschidden Ziler erreechen, an déi Ziler, déi ginn errecht, andeem d'Kompetenzen definéiert ginn; an déi Kompetenzen, déi ginn erëm a Facetten ënnerdeelt, dat sinn zéng Facetten; an déi Facetten, déi ginn erëm duerch eng Rei vun Aptitudé beschriwwen.

Ech muss lech soen, ech verstinn dat net. Et kann ee soen, wann ech dat net verstinn, dat wier net schlëmm, well ech net muss domat eens ginn. Mä ech froe mech, wéi dann d'Eltere sollen domat eens ginn a wéi d'Schüler sollen domat eens ginn, an och eng Rei vun Enseignanten. Dat ass eppes, wou ech mech wierklech froen, ob d'Leit domat net iwwerfuert sinn.

Wat ech besonnesch bedauern: Hei gëtt vu Kompetenzen a vu Facetten a vun Aptitudé geschwat, mä et gëtt net vu Wësse geschwat. Menger Meinung no ass d'Wëssen awer eppes, wat nieft der Kompetenz onbedéngt muss am Vierdergrond stoen. Well Kompetenz eleng kritt een net, wann d'Wëssen net à la base ass. A wat mécht ee mat Kompetenz, wann een zum Beispill d'sozial Kompetenz huet an et geet ee sech fir en Job virstellen, da mécht ee vläicht gutt Impression, mä duerno, iwwert d'Proufzäit kënnt een net eraus, wann een dat néidegt Wëssen à la base net huet.

Dann zweetens: Gëtt et eng Schoul ouni Schoulbicher? Den Auteurs vum Projet no steet do, et wiere keng Manuels scolaires obligatoires virgessen an d'Schüler géinge sech hir Bicher selwer zesummestellen. Si hätte Referenzwierker

an Noschlowierker an hirem Klasseraum a géingen esou schaffen. Or, do froen ech mech och, wéi ee sech da kann orientéieren, wann dat terribel variéiert vu Klass zu Klass, wéi een domat zurechtkënnt.

Drëttens, d'Enseignanté ginn als Équipe pédagogique zesummegeschloss, an déi Fächer, déi se enseignéieren, müssen net onbedéngt där Grondausbildung entspriechen, déi se au départ hunn. Den Enseignant gëtt, an dat ass ons an der Kommissioun gesot ginn, och net méi ugesinn als een, dee Wësse vermëttelt, mä als een, deen d'Missioun huet, d'Kanner ze guidéieren, fir dass d'Kanner selwer sollen Äntwerte fannen op déi Froen, déi se sech solle stellen. Ech fannen dat an der Theorie ganz schéin. Mä éier ee Froe stellt, muss ee fir d'éischt e Grondwëssen hunn, an et ass fir déi ganz douéiert, wou dat do ka klappen. Mä ech fäerte ganz, dass aner Kanner an deem dote System iwwerfuert sinn.

Dann de véierte Punkt. Et gëtt hei diversifizéiert Stonnepläng. Wann een de Stonnepläng vergläicht, deen hei proposéiert gëtt, mat de Stonnepläng an deenen anere Lycéeën, sou ass d'Gesamtzuel vun Unterrichtsstonnen 30 Stonnen, wéi an deenen anere Lycéeën och.

Mä ech muss lech soen, ech wor erfëiert wéi ech gesinn hunn, dass et am Sproochenunterricht eng enorm Differenz gëtt. Op Septième am Moment am Lycée gëtt et sechs Stonne Franséisch a véier Stonne Däitsch. Am Neie Lycée stinn op Septième nëmmen insgesamt acht Stonnen zur Verfügung, an do kënnt d'Englesch nach derbäi. Ech weess net, wéi een da soll d'Sprooche vermëttelen an do an d'Déift goen.

Op Sixième stinn am Moment 16 Stonnen zur Verfügung fir Englesch, Däitsch a Franséisch. Am Neie Lycée sinn et nëmmen acht Stonnen. Dat heescht, do ass et nëmmen d'Halschent vun deem wat mer am Moment am Sproochenunterricht hunn. An op der Cinquième sinn et bis elo 15^e Stonnen; am Neie Lycée nëmmen acht.

D'Sprooche sinn esou wichtig fir ons a si sinn en Atout, fir deen ons anerer beneiden. Dann därfe mir dach do net zréckgoen. Mir hunn zwar d'Explikatiounen elo grad vum Här Maroldt héieren, wéi och virdru vum Här Rapporteur, dass och an deenen anere Fächer an de Sprooche geschafft gëtt, dass transversal geschafft gëtt. Mä dat besteet och schon am Moment. Et gëtt eng Langue véhiculaire fir déi sou genannt Niewefächer, an dofir muss een drop pochen, dass déi och do gebraucht gëtt. Mä domat kann een awer net wettmaachen, wat hei u Stonne verluer geet fir de Sproochenunterricht.

D'Sprooch ass - wou mer an engem Europa liewen, wou d'Kommissioun wëllt d'Langue maternelle plus zwee propagéieren - eppes wat mir hunn. Da muss mer dach probéieren doran nach méi Effort ze maachen an net manner, esou dass menger Meinung no dat do an déi falsch Richtung geet. Et ass wuel esou, dass et véier Stonne Perfectionnementscoursé ginn, a wann ee schwach ass an engem Fach, da kann een dat perfectionnéieren. Mä d'Halschent vun de Wochestonnen, déi een hei an deem Lycée huet an de Sprooche par rapport zum normale Lycée, kann een och net mat deene véier Stonnen do opfänken.

Fënneftens, et gëtt eng Schoul ouni Prüfungen. An engem vun deene villen Dokumenter, déi mer kruten - an ech muss soen, mir krute vill Informatiounsmaterial -, do hunn ech gelies dass am Fong d'Korrektioun vun Devöiren an och Noté ginn, dat wier eng Obsession permanente vum Enseignant. Ech hoffen awer, dass dat net de Fall ass an dass dat net och d'Ursach ass, firwat datt hei elo d'Noten ofgeschaf ginn an d'Prüfungen.

Et ass jo esou, dass an deem Lycée de Schüler e Portfolio kritt wou all dat, wat en erschafft huet a senger Schoulzäit, zesummegedroe gëtt an dann iwwert dem Schüler seng Aarbecht, seng Attitudé reiseignéiert. Wéi d'Enseignanten awer d'Kompetenzen da bescheinigen, dat ass dem Enseignant selwer iwwerlooss. Dee kann dat duerch Prüfungen maachen. E kann dat duerch Tester maachen. E kann dat och opgrond vu Produktioun vun Aarbechte maachen. Et ass also net wéi bis elo, dass eng gewëssen Zuel vu Prüfungen virgeschriwwen ass. D'Prüfungen sinn iwweregens och an engem vun deenen Texter, déi mer kruten, als Contrainte ugesi ginn.

Dann ass et esou, dass et och zu kenger Emulatioun tëschent de Schüler kënnt, wann ee keng Prüfungen an der Klass mécht. An d'Emulatioun ass awer a mengem Aen enorm wichtig fir déi eng unzespornen, nach en zousätzlechen Effort ze maachen.

Ech mengen also net, dass et de richtige Wee ass, Kompetenzen ze bescheinigen, ouni dass een awer à la base Prüfungen huet, déi fir jiddfree mussen d'selwecht sinn.

Da sechste Punkt. Et gëtt eng Schoul ouni Punkten. Op der Zensur stinn da Commentairen an och Appréciatiounen. Dat ass e System, deen et an anere Länner gëtt. Mä den Här Maroldt, deen huet zum Beispill vun England geschwat, do gëtt et verschidde Levelen. An der Schwäiz a verschiddene Kantonen hu se dee System vun der Beschreibung erëm ofgeschaf a si sinn erëm op de Punktesystem zréckkomm, well se gemierkt hunn, dass et awer net an déi richteg Richtung gaangen ass. Ech froe mech, muss mer elo d'hinneer goen, wou déi aner schon dovun erëm sinn?

Wat d'Evaluatioun ubelaangt, do seet d'Conférence nationale des élèves, dass dat «pas nécessairement bénéfique aux élèves» ass. Also d'Schülerkonferenz selwer seet, dat ass net onbedéngt am Intérêt vun de Schüler. Da froen ech mech wierklech, firwat déi hei Approche gewielt ginn ass.

Da seet d'Schülerkonferenz nach weider, den Neie Lycée, an ech zitéiere se an hirem Avis: «n'est pas une ile qui peut se permettre de négliger ce qui se passe dans les autres lycées». Recht hu se, well duerno muss si jo erëm mat deem herkömmleche System eens ginn.

Siwente Punkt. Dese Lycée ass e Lycée, wou een am Fong net kann duerchfalen. Et ass jo esou, dass um Schluss vum Joer de Conseil de classe da Propositione mécht, wat mam Schüler soll geschéien. E kritt recommandéiert an eng aner Klasse ze goen, déi a sengem Ordre d'enseignement ass, oder e kritt gesot, e soll réorientéiert ginn, oder e kritt recommandéiert, d'Klass ze widerhuelen. Wann d'Elteren awer net domat d'accord sinn, da kënne se eng aner Décisioun huelen.

An do, mengen ech, gi mer wierklech e Schritt ze wäit. Quitte dass dann, wann d'Elteren eng aner Décisioun geholl hunn an dass dann am nächste Joer et och net geet, nom éischten Trimester d'Kanner da réorientéiert ginn. Mä dat ass dach vill méi schlëmm. Dann hu se an enger neier Klass ugefaangen an op eemol, nom éischten Trimester, gëtt gesot: Neen, elo gees du an d'Klass niewendrun, well hei gëtt et néischt. Oder: Du gëss eng Klass zréckversat.

Dat fannen ech psychologesch vill méi schlecht an dofir sinn ech der Meinung, dass dat wierklech kee gudd System ass an dass een do den Elteren d'Méiglechkeet gëtt, déi Décisioun, déi geholl ginn ass, opgrond vun de Resultater vun de

Kanner, wou et zwar keng Punkte ginn, an dofir ass et eben esou schwierig dat och ze apprécieieren, mä dass d'Elteren hir Kanner aus gutt verstanenen, gutt gemengte Grënn op eng aner Voie bréngen. Mä meeschtens ass dat net am Intérêt vun de Kanner, well ganz oft gi se domat iwwerfuert oder an eng Sakgaass geféiert, aus där se net erauskommen.

Och do seet d'Conférence nationale des élèves, dass dat net onbedéngt am Intérêt vun de Schüler ass, an d'Schüler selwer fannen, dass d'Elteren do net därft ze vill Matsproochrecht hunn.

Um Schluss da vun deenen dräi Joer, respektiv véier, gëtt gekuckt, wou d'Kanner sollen higoen, an dat maache jo dann net méi d'Proffen aus der Klass, déi se betreit hunn, mä dat ginn der dann aus anere Schoulgebaier, déi opgrond vun enger ganzer Rei vu Kritären dat do da solle kucken. Déi Schüler, déi am Classique sinn, kënne jo och dann nach d'Quatrième iwwersprangen.

Ech froe mech, firwat dat net méiglech si soll an anere Schoulgebaier a firwat dat esou hei betount gëtt, well d'Iwwersprange vun enger Klass ass ëmmer méiglech, well en Direkter kann eng Admission conditionnelle an eng Klass ginn. Mä hei gëtt dat esou betount, wéi wann dat hei e Lycée wier, wou ee soll higoen, well hei kéint een e Joer gewannen. Mä an deenen anere Lycéeën ass et och am Fong méiglech. Dofir froen ech mech, firwat dat hei esou betount gëtt.

An dann een aachte Punkt, eng Schoul ouni Hausaufgaben. Well d'Kanner jo méi Stonnen an der Schoul sinn, ginn d'Hausaufgaben an där Zäit, déi se an der Schoul verbréngen, mat am Horaire integréiert. Wéi een et awer domat fäerdeg bréngt, de Lien mat doheem duerstellen, froen ech mech wierklech. Wéi soll dat goen? Well d'Kanner müssen dach d'Méiglechkeet hunn, och doheem awer eppes fir d'Schoul ze maachen. D'Méiglechkeet hu se ëmmer, also fräiwëlleg därfe een alles maachen. Mä där gëtt et der awer net ganz vill, déi dat maachen.

Wéi een d'Elteren da ka matabannen, wéi déi solle suivéieren, Intérêt weisen un deem, wat an der Schoul ass, wann d'Kanner heemkommen an d'Aarbecht ass scho ganz gemaach. Dat ass besonnesch schwierig bei Kanner, déi aus engem defavoriséierten, kulturelle Milieu kommen, déi d'Chance net hunn an engem Milieu opzewuessen, wou d'Schoul eng ganz grous Roll spillt. An dofir sinn ech och der Meinung, dass déi Approche hei net gutt ass.

Dat sinn also acht Punkten, mat deene mer an der Approche pédagogique net kënne d'accord sinn. An et ass och meng intim Conviction, Här President, dass dat net esou ka funktionnéieren an dass et besonnesch fir déi schwach Schüler net ka funktionnéieren, déi e strukturéierten Unterricht müssen hunn, wou se ganz kloer guidéiert ginn, wou se ee Wee nom aneren, ee Schrëtt nom anere gewise kréien, wou een da kann drop bauen. A mengem Ae ginn hei d'Schüler wierklech - a besonnesch déi schwach Schüler - iwwerfuert.

An dann, wa se dräi Joer an deem System waren, wéi bréinge si et da fäerdeg an engem anere Lycée Fouss ze faassen? An ech muss lech soen, do maachen ech mir echt Suerge wat mat deene Kanner duerno geschitt. Well ech froe mech - an d'Schülerkonferenz seet et selwer, et géing sech hei ëm Cobayen handeln -, ob mir hei net Versuchskanéngercher hunn, an dass déi, déi net esou staark sinn, Schong an Huesen duerno verléieren.

Här President, déi acht Punkten hunn ech vun der Approche pédagogique hier opgegraff. Positiv fannen ech, dass probéiert gëtt an der

Éducation aux valeurs aner Weeër ze goen. Ech war ëmmer der Meinung, dass mir keng Schoul kënne hunn, déi kee Werteunterricht géing vermëttelen. Mir kënne net Kanner ënner onser Responsabilitéit hei zu Lëtzebuerg hunn, déi kee Werteunterricht kréien.

An dofir ass och d'Dispens, nodeem se an der Primärschoul virdru schon ofgeschaf ginn ass, duerno am Secondaire ofgeschaf ginn, well weder an eng Education morale ze goen oder an de Reliounsunterricht, huet mir net de richtige Wee geschéngt, well mir muss méi wéi jee de Kanner Wäerter mat op de Wee ginn. Dass probéiert gëtt dat hei an engem Unterricht ze maachen, ass ze begréissen.

Ech wëll awer drun erënneren, dass een hei net ganz Neiland betrëtt, mä dass op der Deuxième am Classique de Reliounsunterricht virdru e puer Joer ofgeschaf ginn ass. Dat ass net ville Leit opgefall, mä dee Reliounsunterricht ass ersat ginn an der Philosophie duerch en obligatoresche Cours vun Histoire des religions. Well et och wichtig ass, dass d'Schüler matkréie wellech Reliounen et ginn an dat gehéiert zu der Culture générale an och déi Facette soll jo elo vu Septième un an dese Cours mat integréiert ginn.

D'Fro stellen ech mer allerdéngs, wéi et mat der Formation vun dese Leit ass, well mir hu jo dach guer keng Leit, déi fir dat neit Fach ausgebildt sinn. D'Leit vun der Formation morale et sociale hunn an deene leschte Joren enorm Efforte gemaach, fir eng Formation fir Philosophiesprofessoren ze kréien a mir hunn dat jo och an engem Gesetz elo festgehale wat mir viru 14 Deeg hei gestëmmt hunn, dass dat och eng Spezialitéit soll ginn, mä menger Meinung no muss een hei wierklech drop pochen, dass déi Leit beschtens preparéiert sinn an ausgebildt sinn, well dee Cours ass esou wichtig an et muss dach wierklech am Intérêt vun de Kanner eppes Positives dobäi erauskommen.

Net positiv ass awer an deem Projet, dass d'Kanner, doduerch dass se de ganzen Dag an der Schoul sinn, net kënne un de Fräizäitaktivitéiten an hirem Quartier, an hirem Gemeng deelhueelen. Si hu keng Zäit, well déi Aktivitéite sinn nun eben un deene schoulfräien Nomëtterger, un de Scoutsaktivitéiten, un de Pompjeeën, um Gesang, un der Musek deelzehuelen, wat bedauerlech ass, well déi non formal Education, déi se do kréien, ass och enorm wichtig.

Et ass och schwierig fir d'Schüler vun deser Schoul, wann net onméiglech, un de LASEL-Aktivitéiten deelzehuelen, well an der LASEL jo an deene schoulfräien Nomëtterger Sportsaktivitéiten ugebued ginn an eng Schoul géint déi aner untrëtt, wat och dann d'Zesummebréng vum Schüler vu verschidde Lycéeën vill méi grous mécht. Dës Schüler kënne dann net matmaachen, well dat an hire Schoulprogramm fällt, esou dass ech mir wierklech d'Fro stellen, ob ee se net domat ausgrenzt par rapport zu hire Matschüler, déi an aner Schoule ginn?

An ech stelle mer och d'Fro, ob doduerch, wann dat hei géing Schoul maachen, net op eemol d'Jugendveräiner och Problemer mam Nowuess kréichen, well d'Kanner einfach keng Zäit méi hätten un deenen Aktivitéiten deelzehuelen; d'Fräizäitaktivitéite gi jo dann an der Schoul ugebueden. An den Här Maroldt huet elo grad vum Jardinage geschwat, deen do ugebued gëtt; et sinn also Gaardenaarbechte virgesinn, handwierklech Aarbechten, Theater an Zirkus.

Ech bedauern, dass an deene Fräizäitaktivitéiten net extra och nach de Sport virgesinn ass an ech wier frou gewiesent, wann de Sportsminister dozou seng Attitud hatt kënne soen, well mir soen

dach ëmmer, et muss méi Bewegung gemaach ginn. Mir hunn zwar ee Fach, dat heescht Sport et santé, awer an der Fräizäitaktivitéit an dem Neie Lycée ass näischt Extraes fir Sport virgesinn.

Zum Schluss, Här President, wëll ech nach eng Kéier betounen, dass mir bedauern, dass de Besoin vum Encadrement vun de Kanner - wat wierklech een enorme Besoin ass a wou mir mussen als responsabel Politiker um nationalen oder um kommunale Plang den Elteren an de Schüler entgéintkommen, en adequaten Encadrement ginn, mat Hausaufgabenhëllef - hei vermëscht gëtt mat enger neier pedagogescher Approche, mat där ech net kann d'accord sinn.

Dofir wëll ech widerhuelen, dass mir verlaangen, dass an all Regioun vum Land fir den Ufank op d'mannst ee Lycée zur Verfügung steet wou eng Ganzdagsbetreierung, dat heescht en Accueil an no der Schoul Hausaufgabenhëllef, ugebuede ginn, wou d'Kanner da kënnen guidéiert an encadréiert ginn.

Mir bedauern, dass d'Education an eng Richtung geet, déi onser Meenung no d'Kanner net op d'Erausforderunge vu muer preparéiert. Well mir liewen an enger Welt vu Konkurrenz, mir liewen an enger Welt, wou ee sech deem anere muss stellen a mir bilden se awer hei an engem System aus, wou se dee Gedanken net mat op de Wee kréien.

An hei gëtt am Fong, fir bei der Terminologie vum Zirkus ze bleiwen, Här President, de Schüler an hiren Elteren eppes virgegaukelt, wat awer dann net ass. D'Schoul ass nun awer emol keen Zirkus. Ech hu mer wierklech d'Fro gestallt, wann ech Kanner an deem Alter hätt, ob ech se géing an dee Lycée schécken: an ech hu mech vill mat der Matière ausernee gesat. Ech muss lech soen, Här President, meng Äntwert wier do kloer Neen.

Mir als Fraktioun vun der DP kënnen net fir dësse Projet stëmmen an dat well mir fannen, dass éischtens dësse Projet iwwert de Knéi gebrauch ass; zweetens, well déi pedagogesch Approche an déi falsch Richtung geet; drëttens, well d'Schüler net op d'Erausforderunge vu muer preparéiert ginn; véiertens, well d'Schüler net geléiert gi sech der Konkurrenz ze stellen an dofir spéider sech um Aarbechtsmaart net wäerten zurechtfinden; fënneftens, well schwach Schüler riskéieren de richtegen Tratt ni ze fannen: sechstens, well den Elteren an de Schüler eppes virgegaukelt gëtt a siwontens, well d'Schüler riskéieren hei an eng Sakgaass ze geroden.

Déi nei Unterrichtspolitik ass drop ausgerichtet, dass mir sollen eng Schoul kréien, déi Spaass mécht. Jo, et wier formidabel wann een all dat, wat een duerno am Liewe mécht, mat Freed a mat Spaass kéint maachen. Et ginn awer och Constraints an et muss een och vu klengem u léiere mat deene Constraints eens ze ginn. Et muss een och léieren Echechen ze bewältigen, en Apprentissage vum Echech gehéiert och zum Apprentissage, well ee soss riskéiert duerno am Liewen net eens ze ginn.

Dat Essentiell an der Schoul awer ass, nieft all deenen anere Facteuren, déi wichteg sinn, an onsen Aen - an dat däréif een net vergiesse - d'Missioun vun der Wëssensvermittlung, déi an der Schoul muss bleiwen. An d'Wëssensvermittlung ass d'Basis op déi een dann duerno eppes kann opbauen. Wa mir déi Missioun net durchbréngen, dann hu mir wierklech net am Intérêt vun de Kanner geschafft a well mir all déi Zweifel hunn, kënnen mir dësse Projet net stëmmen.

Ech soen lech Merci.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Als nächste Ried-

ner ass den honorabelen Här Diederich ageschriwwen. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

■ M. Fernand Diederich (LSAP).- Här President, Dir Damen an Dir Hären, no deem excellenten ausféierleche Rapport vum Rapporteur a Kommissionspräsident an den Ausféierunge vum Här Maroldt, ass et fir mech méi einfach, ech ka mech méi kuerz faassen. Ech wëll awer e puer Punkten erwähnen.

Vu dass d'Enseignanten an enger Equipe pédagogie schaffen, siwe Proffen an zwee Educateuren, déi véier Klasse vun engem Joergang aus deenen dräi verschiddeenen Ordres d'enseignement prinzipiell während dräi Joer begleet, ass eng besser Différenciatioun vun den eenzelnen Ordres d'enseignement méiglech. Si kënnen d'Schüler besser a kënnen méi eng individualiséiert Betreierung garantéieren, am Géigesaz zu deem, wat viru kuerzem ee Geschichtsprof aus der Stad an engem Lieserbrief geschriwwen huet, dee mindestens aacht Klasse vu bis zu 30 Schüler zweemol d'Woch während engem Joer gesinn huet an zougëtt, déi meeschte Schüler net emol mam Numm kennt ze hunn.

(**Interruption**)

Dës individuell Betreierung erlaabt et, dem perséinleche Rhythmus vum Schüler besser Rechnung ze droen. Schüler mat Problemer an engem bestëmmte Fach kënnen duerch besonnesch Hëllef hir Retarden oder hir Defiziter opschaffen. Anerer, déi an hiren Interessegebidderei méi staark sinn, kënnen iwwert déi festgeluechte Programmer erausgoen an hiert Wëssen erweideren.

Wichteg ass d'Kooperatioun vun den Enseignanten ënnerteneen an hir Verantwortung de Schüler géigeniwwer. Déi eenzel Enseignante stinn net eleng virun den Erausforderunge vun hirem Beruf, mä kënnen sech permanent austauschen a géigesäiteg beroden, besonnesch wann et drëm geet, ze differenzéieren an d'Sockelkompetenze festzeleeën. Hei geet et drëm, keen Nivellement vers le bas ze maachen, mä de Schüler op sengem héchstméiglechen Niveau ze qualifizéieren.

Mir müssen awer och wëssen, dass mer ons an engem europäeschen Umfeld befannen an un eis Schüler an eise Schoule keng iwwerdrüwen an domat ongerecht Fuerderunge par rapport zum Ausland därfer stellen. D'Kompetenze sinn net emmer dat wat ee weess, mä virun allem dat wat ee kann.

Der Schoul gëtt jo och oft de Virwurf gemaach vun der renger Wëssensvermittlung mat där de Schüler gréisstendeels eng passiv Roll anhëlt. Wichteg ass et virun allem, d'Motivatioun vum Schüler ze verbesseren. Dëst ass zum Deel méiglech andeem de Schüler méi eng aktiv Roll am Unterrecht anhëlt, sech méi engagéiert a méi autonom fonctionnéiert.

D'Kooperatioun tëschent de Schüler erméiglecht et dem Einzelnen, seng Iddien a seng Interessen auszutauschen, säi Wëssen anzebréngen, vun deem aneren ze léieren, Saachen zesummen ze entdecken, Ennerscheeder ze ervaassen an als Beräicherung ze erliewen, Toleranz ze léieren a sech géigesäiteg ze hëllefen. Doriwwer eraus ass d'Fäegkeet, am Grupp schaffen ze kënnen, eng wichteg Kompetenz am Berufs- an am Privatliwien.

D'PISA-Etüd huet bewisen, dass Schüler dat wat se geléiert hunn och net richtig kënnen applizéieren. D'Schüler hunn an Émfroe geäntwert, dass si an der Mathematik oft net wëssen, wat se mat der Theorie ufänke kënnen. Duerch interdisziplinär Themeprojekter soll dëst verbessert ginn. Déi rigid Fächerandeelung erweist sech oft als Hindernis wa se der Komplexitéit vun der Erfahrungswelt vum Schüler, dee méi abezu gëtt, net gerecht

gëtt. Déi disziplinär Fächer, déi d'Sproochen an d'Mathematik behandelend, behalen hir Wichtigkeet wat d'Acquisitioun vun alle weidere Kenntnisser ugeet.

D'Projete sinn zweesproocheg organiséiert a fördern déi mëndlech a schrëftlech Sproochfäerdegkeet. D'Sproochen an d'Mathematik ginn net op reng Technik reduzéiert, mä am Kontakt kënnen d'Schüler d'Bedeitung vun Texter souwéi d'Auswierkung vun de mathemateschen Applikatiounen besser begräifen a léieren de Wäert am Alltagsbezug vun de Sproochen an der Mathematik anzuschätzen.

Wichteg ass ausserdeem, dass d'Schüler ausserhalb vun de Coursen ënnert der Zoustännegkeet vun Educateuren gradués zesummeschaffen a -liewen an un enger ausgläichender Aktivitéit deelhuelen, wou déi traditionell Fräizäitgestaltung wéi Sport a Musek duerch handwierklech Betätigung ergänzt gëtt. D'Zil ass eng Schoulgemeinschaft, déi dës Bezeechnung och verdéngt, wou all Bedeelegt zu Solidaritéit, Toleranz an Engagement encouragéiert ginn. Déi Themen, déi am Wäertunterrecht ugesprach ginn, sollen iwwert d'Unterrechtsstonnen eraus am Schoulliewen erfuer ginn.

D'Hausaufgabe ginn am Kader vun der Schoul gemaach, woubäi d'Schüler iwwert d'Dokumentationsmaterial aus Bibliothéike kënnen verfügen an op d'Hëllef an de Rot vun den Educateuren gradués kënnen zréckgräifen, mat dem Haaptzil, dem Schüler bäizebréngen, wéi ee léiert, fir spéider autonom un déi gestaltend Aufgaben eruegen ze kënnen.

E weidere wichteg Punkt ass d'Orientatioun vun de Schüler, déi méi Bedeitung kritt wéi d'Selektioun. Et soll verhënnert ginn, dass déi selektiv a vergläichend Versetzungskritären dat eenzegt Zil vun der schoulescher Laufbahn sinn.

D'Evaluatioun vum Schüler geschitt duerch d'Aschätzung vu sengen Aarbechten, sengem Kënnen a sengem Wëssen duerch den Team pédagogique, deen noutgedrongen den eenzelne Schüler besser kennt an opgrond vun all den Donnéeën, iwwert déi e verfügt, eng besser, eng méi geziilt a méi schnell Orientatioun vum Schüler ka garantéieren, wéi dat ënnert den aktuelle Konditiounen de Fall ass. Ausserdeem ginn d'Eltere méi enk a méi regelméisseg an d'Strukturen an an de Fonctionnement vun der Schoul agebonnen, gläichzeiteg awer och méi responsabiliséiert.

Dir Damen an Dir Hären, ech mengen, dass den Encadrement, deen ech hei opgezeechent hunn, an all déi Mesuren, déi mer hei opgefouert hunn, et wäerten erméiglechen, eis Kanner besser ze encadréieren an d'Offres scolaires esou ze gestalten, dass mer net méi an Zukunft déi Faillite müssen erliewen, dass mer 4.000 Kanner an d'Ausland schécke müssen, wat mer och an der PISA-Etüd gesot hunn.

(**Mme Lydie Err prend la Présidence**)

An deem Sënn wëll ech de Projet hei nach eng Kéier vun eiser Fraktioun als positiv duerstellen an den Accord vun eiser Fraktioun bréngen.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ Mme le Président.- Merci, Här Diederich. Den nächste Riedner ass den Här Adam. Dir hutt d'Wuert, Här Adam.

■ M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).- Madame Presidentin, Dir Damen an Dir Hären, de Projet de loi 5434 iwwert d'Schaffung vun engem Ly-

cée-pilote ass an enger éischer Versioun den 20. Januar 2005 déposéiert ginn. Den 28. Abrëll sinn eng ganz Rei Amendementer komm, an net där klengster. De 24. Mee huet de Statsrot säin Avis ginn. Den 2. an den 9. Juni huet d'Unterrechtskommissioun ënnert dem Virsätz vum honorabelen Här Scheuer de Projet diskutéiert an de 14. Juni ass de Rapport ugeholl ginn.

Do wier et jo elo einfach fir als Oppositionspolitiker ze behaupten, dass Gesetz wier iwwert de Knéi gebrauch ginn a géing elo ganz schnell, vill ze schnell duerch d'Chamber gedréckt ginn. Ech maachen dat awer net. Ech sinn der Meenung, dass mir hei e gutt Gesetz hunn, an dass dat Gesetz och gutt ausgeschafft ass.

■ Une voix.- Très bien!

■ M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).- Villes, wat mir am éischte Projet vermëscht hunn, hu mir am definitive Projet ermëffnet. Och deen am Gesetzestext ugekënnegte Règlement grand-ducal läit als Projet vir. Natierlech gëtt et Zäit, dass mer deen Text elo stëmmen. Et ass schonns eng gelunge Situation, dass Elteren hir Kanner an eng Schoul umellen, déi et nach guer net gëtt.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).- Natierlech gëtt et och nach aner Problemer an eise Schoulen, déi scho laang viru sech hischleefen an déi net mat darselwechter Vitesse behandelt ginn. Natierlech wonnert ee sech, wa verschidde Gesetzesprojeten an der Education éiweg dauere bis se zu engem glécklechen Enn fannen. Mir hu jo haut och nach de Projet de loi iwwert d'Astelle vun de SREAs-Leit um Ordre du jour, a wéi laang de Projet Jenker ennerwee war, weess heibannen och jiddferen.

An trotzdeem an am Géigesaz zu menger Virriednerin vun der Demokratescher Partei fanne mir et immens flott, dass mer dëst wichteg Gesetz esou séier an esou gutt kënnen ëmsetzen. Et weist, dass och an der Politik gëllt, wann een eppes wierklech wëllt maachen, da geet et och. Net just d'Madame Ministerin wollt, déi ganz Regierung huet mat gewollt. Et war jo net nëmmen Virbereedungsarbecht, et hunn och missen iwwerall déi néideg Finanzen bereitgestallt ginn. Dat léisst eis hoffen, dass mat deemselwechte Wëllen elo un déi nächst Projeten erugaange gëtt. Et stinn der jo nach genuch an der Rei.

Mir Gréng freeën eis op alle Fall, haut de Projet Neie Lycée kënnen matzestëmmen. Fir d'éischt wëll ech dem honorabelen Här Scheuer Merci soe fir säi gudden Rapport an an engem säin Historique e bësseren ergänzen.

De 15. November 2000 hat de Gréng-Deputéierte Robert Garcia...

■ Plusieurs voix.- Aaahhh! Très bien!

■ M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).- ...am Kader vun enger Interpellatioun iwwert d'schoulesch Inhalter hei an der Chamber eng ganz Serie vu Motiounen déposéiert.

(**Interruption**)

An der Motioun 10 hat déi Gréng Partei d'Regierung invitéiert fir e Lycée-pilote ze schafen. Ech zitieren: «La Chambre des Députés invite le Gouvernement à mettre en œuvre des dispositifs visant à initier l'expérience d'un lycée coopératif à plein temps comme offre scolaire ciblée dans un établissement de l'enseignement postprimaire.»

An der Motioun gouf de Grupp Lycopa ausdrécklech ernimmt. Dës Motioun gouf, genau wéi vill aner

gréng Motiounen, déi sech mat inhaltleche Schoulerneierunge befaasst hunn, hei am Haus refuséiert. Émsou méi freet déi gréng Fraktioun sech, dass dës refuséiert Motioun haut realiséiert gëtt. De Projet de loi erméiglecht et eiser Meenung no, déi Kritären, déi an der Regierungserklärung opgezielt sinn, ze erfëllen. Mir hätten zwar léiwer am Primär mat enger Ganzdagschoul ugefaangen, mä dat ass keen Argument géint dësse Projet de loi. Mir mengen, dass een an deemem Fall och kann deen zweete Schrëtt virun deem éischte maachen, onni onbedéngt op d'Nues ze trëllen.

Ech wëll net alles widerhuelen wat hei scho gesot ginn ass. Ech loosse mer awer d'Freed net huelen, déi aus grénger Siicht wichtegst Argumenter fir de Projet a selbstverständlech och déi Kritike géint de Projet hei virzedroen.

Madame Presidentin, Dir Damen an Dir Hären, ier ech an den Detail ginn, zielen ech lech eng Kéier kuerz eis Grondgedanken zu deemem Projet op.

Déi gréng Fraktioun bedauert virun allem, dass keng Filière unique geschaf gouf, well mir mengen, dass wier eng logesch Konsequenz aus der Philosophie vun dëser Schoul gewiescht.

Mir bedauern och, dass d'Englesch op Septième als Fach agefouert gëtt, well dës Décisioun eiser Meenung no net genuch preparéiert gouf an d'Aarbecht onnëtzerweis méi komplizéiert mécht.

Déi gréng Fraktioun wäert dësse Projet awer matstëmmen, well en däitlech positiv Akzenter setzt.

D'Offer vun enger Ganzdagschoul ass eng Noutwendegkeet.

Déi pedagogesch Schwéierpunkte si richteg: Schaffen am Team vun Enseignanten an Educateuren gradués; méi Participatioun vu Schüler an Elteren; eng nei Form vun Evaluatioun vun de Schüler; d'Léieren orientéiert sech méi staark no de Schüler a manner no fixé Programmer.

Mir fannen et gutt, dass een nei Fach „éducation aux valeurs“ am Plaz vun zwee Fächer, dem Religiöns- an dem Moralunterrecht, déi an deenen anere Schoule parallel lafen, kënn. Duerch dës Measure hu mir an dëser neier Schoul keng Leit méi, déi vum Bistum ofhängeg sinn, mä just nach Enseignanten, déi dem Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ennerstallt sinn.

Mir begréissen et, dass den Neie Lycée Schüler vum Secondaire classique, vum Secondaire technique a vum Préparatoire ophëlt. De Lycée classique ass mat 45% vun der Schülerpopulatioun ëmmer nach liicht iwwerrepresentéiert. D'Statistike vum Ministère soen, dass an der Moyenne knapp 32% vun de Schüler op Septième an engem Lycée classique ufänken. Émmerhi si mer awer vill méi no bei enger Schoul, wéi mir eis se virstellen, eng Schoul wou all Schüler dra ginn, net no Schoultyp getrennt, wéi dat an anere rezente Projeten de Fall ass. Ech denken do un den Alima, wou bei sechs Secondaire-classique-Klassen grad mol dräi Technique-Klassen an eng Modulaire-Klass sinn. Oder un den neie Péitenger Lycée, wou de Modulaire ëmmer nach zu Déifferendeng ausgesonnert bleift.

Och wa mir et positiv fannen, dass déi dräi Regimer anstänneg am Neie Lycée vertruete sinn, fanne mir et schued, dass den Neie Lycée un den dräi Regimer festhält. A senger eegener Philosophie vun engem méi individualiséierten Unterrecht an enger positiver Evaluatioun, hätten déi dräi Regimer missen ofgeschaf ginn an zu enger Filière unique verschmolzt ginn. Wéi steet esou schéin am Dossier de presse vum Neie Lycée: «Nous préférons orienter plutôt que sélectionner (...) Dans une société mar-

quée par la classification et par la concurrence, il faut que l'école ré-siste à mesurabilité et à l'éti-quelage des personnes.»

Schued, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, datt do de politesche Courage gefeelt huet an déi praktesch Konsequenzen net aus deenen theoretischen Iwwerleeunge gezu gi sinn.

Déi nei Zäiten, wou déi verschidde Leit am Neie Lycée present sinn, si schonns bal revolutionär. D'Profes-sere sinn 30 Stonne present, woubäi se 18 Stonnen Unterrecht hunn. Dat ass richtig nei, a mir mengen och richtig gutt. Mir wünsch eis, datt d'Professere gutt Aarbechtskonditione gesat kréien, datt se hir Zäit, déi se net mat ënnerriichte verbréngen, senn-voll netze kënnen. Dat schéngt eis eng Grundvoraussetzung ze sinn, fir datt iwwerhaupt eréischt Team-arbecht méiglech gemaach gëtt.

D'Schüler gi plein temps während fénnef Deeg an der Woch an d'Schoul an hunn eng obligato-resch Presenz vun aacht Auer bis hallwer fénnef. Dat sinn 8,5 Stonne pro Dag, oder 42,5 Stonnen an der Woch. Dat ass vill. Ech verstinn al-lerdängs och net d'Virriednerin vun der Demokratescher Partei, déi seet, si hätt gäre Ganzdagsschou-len, an déi dann awer an engems bedauert, datt déi Kanner net kënnen an de fräien Nomëtter an d'Veräiner goen. Ech mengen, et kann een net déi zwou Saache mateneen hunn.

(Interruption)

D'Presenz vun 42,5 Stonne vun de Kanner, déi gëtt nach just getoppt vun den Educateurs gradués, déi eng Presenz vu 44 Stonnen an der Woch ugebuede kréien. Bei den Educateurs gradués sinn déi 44 Stonnen alldéngs net revolu-tionär, mä Alldag.

D'Schüler kënnen d'Zuel vun hire Presenzstonnen nach dättelech eropsetzen, wa si vun der Offer vun Encadrement, wat iwwert déi obligatoresch Presenz erausgeet, wëlle Gebrauch maachen. Dat ginn enner Emstänn laang Deeg an déi packen d'Schüler nëmmen, wann téschent studéieren, relaxéieren, léieren, jo, a vläicht och nach e bësse spillen ofgewiesselt gëtt.

D'Wichtigkeet an de Rôle vun den Educateurs gradués kann net oft genuch betount ginn.

Datt Handwierk, Zirkus, Theater an dobausse schaffe mat an de Pro-gramm ageplangt ginn, ass fir ver-schidden Hinterwälder oder Hin-terwälderinnen eng Ursaach, fir domm Witzer ze maachen. Mir fan-nen dat alldéngs eng excellent Iddi, déi och ouni Problemer peda-gogesch kann argumentéiert ginn.

Et wier bestëmmt richtig ge-wiescht, fir fir d'éischt iwwert d'In-halter an d'Schwéierpunkter vun deenen eenzelne Fächer an all eise Schoulen ze schwätzen, an dann eréischt ze konzentréieren, ze gruppéieren, ze eliminéieren.

Trotzdeem, d'Gruppéieren a siwe Branchë mécht Sënn. Mir sinn net am Leed, datt d'Schüler an d'Schülerinnen net genuch léieren an net genuch bäléieren. Emmer viraus-gesat, d'Zesummeschaffe vun den Equipé klappt an der Realitéit esou gutt, wéi et um Pabeier proposéiert gëtt.

E bësse Suerge mécht mir alldéngs dee gewalteschen Usproch, deen d'Auteur vum Projet un hir Enseignanté stellen: «Les branches sont essentiellement enseignées par projets à thèmes transdisciplinaires.»

Dat ass u sech eng excellent Iddi. Projekunterrecht ass déi schwie-regst an usprochvollst Form vu metho-deschem Handelen an der Schoul. Deen - ech gi mol dovun aus, datt hien et gëtt - neien Direk-ter vun Neie Lycée huet an der Chamberskommission och keng Zweifelen dru gelooss, datt hien et eescht mengt mat de Projeten.

Eng intensiv Diskussioun ass am Ufank vun all Projet. Et gi praktesch keng Schoulbicher benotzt, d'Schüler schreiwen zum Deel hir eege Bicher. Alles wonnerbar!

Mä, datt kascht extrem Energie bei alle Bedeelegten. Wa méi oder wéi-neger permanent mat Projeté vu wéinstens sechs Woche geschaff gëtt, heescht dat sech Gedanken iwwert den neie Projet maachen, wann deen ale grad an der End-phas ass. Mir ass kee Schoulmod-ell bekannt, wou d'Projetsaar-becht esou ambitiéis ausgeluecht gëtt. Ech vertrauen drop, datt d'Equipe pédagogique an eng gewësse Routine, déi sech mat der Zäit astelle wäert, méiglech idealis-tesch Exzesser opfänke wäert.

Net frou si mir och mat der Iddi, schonns op Septième Englesch ze enseignéieren. Ech hunn dat an der Unterrechtskommission och dättelech gesot a bei deem Punkt dem Projet net zougestëmmt.

Eis Sproochesituatioun hei zu Lët-zebuerg ass eng komplizéiert. Hei an der Chamber ass schonns öfters op eisen Trilinguisme higewise ginn. Hei an der Chamber waren och schonns verschidden Débats d'orientation, zum Beispill 1983 iwwert d'„problématique enseignement-immigration“, oder 2000 iwwer „une école de l'intégration“. Vun deene 40 Mesuren, déi 1991 festgehalen goufe fir d'sproochlech Situatioun vun all eise Schüler ze stabiliséieren a wa méiglech ze verbesseren, ass keng déi drop hi-weist, datt een Englesch soll op Septième aféieren.

Mir menge feststellen, datt em-mer méi Schüler a Schülerinnen hire Secondairesofschloss kréien, an awer nach dättelech Defiziter an de Sproochen hunn. Menges Wë-sens sinn déi Defiziter net méi dät-telech am Englesche wéi am Däit-schen an am Franséischen. Ech froe mech also, op wéi engen Er-kenntnisser d'Décisioun berout, dem Englesche méi Gewicht ze ginn.

Ee Joer éischer ufänken heescht jo, ee Joer méi Zäit hu fir eng Sprooch. Well näischt anescht ewechfält, riskéiert dës Mesure op Käschte vun iergendeppes anescht ze goen, zum Beispill vun Däitschen oder Franséischen.

Mir sinn also net ganz sécher, datt et gutt ass Englesch méi fréi an der Schoul ze maachen. Ech ginn do-vun aus, datt d'Iddi dohier kënn, datt d'Importenz vun der eng-lescher Sprooch weltwäit zouhëlt an datt de Ministère mengt et wier richtig, méi fréi Englesch ze léie-ren. Dat mécht awer net all Sënn.

Et ass haut keng gesécher Er-kenntnis, datt een eng Sprooch emmer da besser léiert, wann een se méi fréi léiert. Beim Léiere vun enger Sprooch gëtt et nach eng ganz Rei aner Facteuren, déi eng wichteg Roll spillen. Wéi gefestegt ass d'Mammesprooch? Wéi gefes-tegt ass déi éischt Friemsprooch an déi zweet Friemsprooch? Wéi vill Zäit gi mer enger Sprooch? Méi oft a méi laang an enger Woch, während zwee Joer, datt bréngt en-ner Emstänn méi, wéi véier Joer mat manner Wochestonnen.

Am Neie Lycée gi vill Neierungen ageféiert, a mir begréissen déi al-lermeescht. Hei froe mir eis, ob d'Décisioun, fir Englesch op Sep-tième anzeféieren, iwwerhaupt ge-nuch analyséiert gouf an, wa mir dat da wëlle maachen, ob mir dat dann net besser an engem tradi-tionelle Lycée hätte maache sol-len. Hei wier et méi einfach ge-wiescht, eng Evaluatioun vun esou enger punktueller Mesure ze ma-achen a mir hätten dem Neie Lycée eng Schwierigkeet, déi a kengem relevanten Zesummenhang vum ganze Konzept steet, ewechgeholl.

Bal richtig revolutionär gëtt eise Projet wann et em d'Evaluatioun vum Wëssen a Kënnen an em d'Orientatioun vun de Schüler a Schülerinne geet. An hei hunn ech och mat Erstaunen a Schrecke festgestallt, datt d'Demokratesch

Partei sech kloer als Partei vun der Erzéiung vum 20. Jorhonnert fest-schreift an net op de Woe vun neie Mesuré wëllt matgoen.

Mir schwätzen eigentlech vun zwee Prozesser vun Evaluatioun an Orientatioun. Orientatioun an Eva-luatioun während der Zäit, wou d'Schüler an d'Schülerinnen am Neie Lycée an d'Schoul ginn - dat ass deen éischten Deel. Hei ass déi gréng Fraktioun beegeschtert.

D'Schüler ginn net méi eleng mat deene sou genannten objektive Punkte bewäert. Frot dach emol Ärem Kand säin Turnprof, firwat hatt 46 an net 36 huet oder emge-dréint. Firwat hunn emmer erëm Schüler an engem Fach dat eent Joer excellent Noten an dat anert Joer bei engem aneren Titulaire komme se net aus der Datz eraus; sou vill zu den objektive Punkten.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Fir dass d'Schüler, d'Elteren an d'Proffen sech e bessert Bild kë-ne maachen, sollen d'Schüler eng Aart Tagebuch féieren, hir Prüfun-gen, Texter, Referater an engem Dossier zesammenhalen a vun der Equipe pédagogique kritisches ge-leet ginn. An dann - o mei o mei - d'ärfen d'Elteren och nach mat-schwätzen. Dat ass effektiv revolu-tionär an et ass ganz wichteg, datt keng Méi geschéit gëtt, dass dës Revolutioun geléngt.

Well d'Kanner nach net déi voll Ver-antwortung fir hire Bildungspro-zess kënnen iwwerhuelen, well mer d'Elteren net kënnen an och net wëlle vun hirer Verantwortung fir d'Erzéiung vun hire Kanner lass-sprechen, si mir der Meenung, datt Schoul an Elteren hiren Er-zéiungsoftrag gemeinsam sollen ausüben.

D'Schoul huet zu Lëtzebuerg nach emmer dozou tendéiert, hire Bil-dungsoftrag ouni d'Bedelegung vun den Elteren ze entwéckelen. Eng partnerschaftlech Gestaltug vum Erzéiungsoftrag kann nëmme geléngen, wann et gemeinsam Dis-kussions- an Entscheedungs-strukture gëtt, déi sech op déi ganz Schoul- an Unterrechtsgestaltung bezéien.

D'Enseignanté sinn op esou eng Kooperatioun oft net virbereet. Et gëtt Elteren, déi si wéineg koope-rationsbereet an et gëtt och Elte-ren, déi eng gross Distanz zu all Bildungsbeméiungen hunn. Mir trieden duerfir an, datt Elteren an Enseignanté sech géigesäiteg res-pektéieren. D'Enseignanté sinn Ex-perten an hirem Fach, an hirem Ber-uff, d'Eltere sinn hirersäits Experte vun hire Kanner. Dat gemeinsamt Zil, eng optimal Bildung an Er-zéiung vun de Kanner a Jugendle-chen, verflucht zu enger Zesum-menarbecht am géigesäitege Respekt.

Den Neie Lycée mécht dättelech e Schrott a Richtung responsabili-séiere vun den Elteren an der Schoul. Dat geet enner anerem aus dem Artikel 3 vum Projet de règle-ment grand-ducal iwwert de Fon-ctionnement vum Neie Lycée ervir. Dat ass ee schwierigen, mä awer een noutwennige Schrott.

Mir deelen dem Statsrot seng Be-denken net, datt duerch d'Ab-ezéiung vun den Elteren an Décisi-ounsprozesser d'schoulesch Au-toritéit opgeweecht gëtt. Mir men-gen, datt de Respekt virun der Ins-tituatioun Schoul scho laang keen Automatismus méi ass an datt d'Schoul hir Autoritéit duerch fach-lech Kompetenz muss ausbauen.

En zweete Prozess vun Evaluatioun an Orientatioun ass virgesi wann d'Schüler den Neie Lycée verloo-sen; am Prinzip also, wa se d'Orientéierungsstuf hannert sech bruecht hunn. Datt déi eng Schüler no dräi Joer erausorientéiert ginn an déi aner eréischt no véier Joer,

dat ass net nëmme fir den Om-budscoméité fir d'Rechter vum Kand schwéier verständiglech, mä dat steet eben elo net zur Debat. Mir begréissen et, datt zu dësem Zäit-punkt een externe Jury ageschalt gëtt an eng Décisioun huele soll.

Mir begréissen och, datt den Neie Lycée vun Ufank u mat der Uni Lët-zebuerg (Campus Walfer) zesum-meschafft. Mir begréissen, datt am Artikel 18 de Fonctionnement vum Lycée enger Evaluation continue ausgesat ass a fir eis heescht dat och kloer, datt ee Bilan net eréischt no fénnef Joer ka gezu ginn.

Et ass wichteg, datt d'Erkenntnis-ser vun Neie Lycée, d'Erfolgerer an d'Messerfolgerer, op enger breeder Basis kënnen diskutéiert ginn, zu Konsequenze fir den Neie Lycée féieren an awer och an Afloss kréien op de ganzen Ense-ignement secondaire.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Projet pilote kënn frësche Wand an den Ense-ignement secondaire. Et ass en Ufank vun enger Reform an d'Re-formbestriewunge mussen weider-goen: am Interesse vun eiser Ju-gend, am Interesse vun eiser Schoul a vun eiser Gesellschaft.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Här President, Dir Damen an Dir Hären, PISA I a PISA II waren zwee Schocken, déi duerch d'Welt vum Enseignement gaange sinn, bei den Eltere, bei de Schüler, an hunn d'logesch Konsequenz gehat, datt no enger Reform vum Enseignement primaire geruff ginn ass a mir erwaarden och do, datt d'Regierung e puer Initiativen hält, fir deem entgéintzotrieden.

Mä et huet natierlech och bedéngt, datt ee soll nei Weeër goen am postprimären Unterrecht, d'autant plus wou ee weess, datt eng ronn 20% vun de Schüler, déi op eng Septième kommen, spéider hiren Ofschlossexamen net maachen; dat ass ee Schüler vu fénnef; an dowéinst muss een nei Weeër goen.

Et ass evident, datt wann een och nei Weeër wëllt goen, datt da mat all méigleche Moyeré versicht gëtt, déi traditionell Force d'inertie, déi ee speziell bei Reformen am Enseignementsgebit notéiert, a Be-wegung ze setzen. Mir mengen awer, datt et just gutt ass, datt ee muss nei Weeër goen, fir kënnen vi-runzekommen a fir besser Resulta-ter kënnen erauszuleschen.

Wann een nun déi Propositione gesäit, déi um Pedagogesch, um Organisatoreschen hei am Pro-jet vum Lycée-pilote virgesi sinn, da muss ee soen, datt se effektiv ganz nei Weeër aginn. Ech wëll net an all d'Detailer goen, déi am ex-cellente Rapport vum Här Scheuer vir-drun ugeschwat gi sinn, mä et muss een awer e puer Saachen er-virsträchen.

Sou den Travail en équipe pédago-gique vun den Enseignanten an den Educateuren, wat mir als eng positiv Saach ugesinn a wou mir och als ADR gefrot hunn, datt esou ähnlech Konzepter sollten um Ni-veau vun de Primärschoule lafen. Mir begréissen och, datt d'Zesum-menarbecht mat den Eltere soll gefleegt ginn. Vun eiser Säit gesi mir awer, datt d'Elteren sech sollen - déi zwee Elterendeeler, gescheet oder net gescheet - hei implizéiert fillen a sech em hir Kanner këmme-ren. Ech mengen et ass dat, wat wichteg ass, dass d'Kanner ge-sinn, dass se integréiert ginn an dass se vun hiren Elteren - ob déi nach zesummeliwen oder net - suivéiert ginn.

Dann ass och ee Punkt, dee vill an der Diskussioun war, de Problem vun der Evaluatioun vun de Schü-ler. Et ass evident, datt hei och op

nei Weeër gaange gëtt. E gudden Deel vun deene Problemer, déi an der Diskussioun sinn, fannen sech vläicht net hei am Gesetz erëm, mä an deem Règlement grand-ducal, wat ausgeschafft ginn ass. An et ass evident, datt d'Chamber hei nëmmen de grouse Kader setzt an deem sech déi Reform vum Ly-cée-pilote soll erëmfannen, mä datt een duerch de Règlement grand-ducal an duerch d'Ausféierung vum Règlement grand-ducal a ge-benenfalls duerch rapide Emän-nerunge vum Règlement grand-du-cal kann eventuellen Iertümmer oder Problemer auswäichen.

Mä et ass kloer, datt sech do en Défi stellt a mir hoffen, datt dee ganze Prozess, sou wéi en eis erkläert ginn ass, effektiv réus-séiert. Mä et ass en Défi wou ee muss kucken, ob sech d'Theorie an der Praxis effektiv esou aus-weist. Mä mir sinn awer confiant, datt et esou réusséiert, well et jo bien entendu och op engagéierten Enseignanté baséiert, déi sech hei op fräiwëlleger Basis an esou ee Lycée mellen.

An entgéint mengem Virriedner be-gréisste mir och, datt mir elo Eng-lesch direkt als éischt Sprooch mat kënnen integréieren. Mir hu gesinn, datt et an anere Schoulsystemer ganz gutt fonctionnéiert, datt dräi Sproochen zesammen enseig-néiert ginn. Ech wëll nëmmen drop hiweisen, datt dat de Fall ass an der Waldorfschoul, datt et just do méi lues geet, dat heescht den Temps d'enseignement ass méi laang, et gëtt e bësselche méi lues geschafft an et gëtt net a Stonnen, mä an Epoche geschafft, mä et réusséiert.

Et ass also eng Méiglechkeet fir op dee Wee do ze goen. Et muss ee just hei och kucken, datt déi Equipe pédagogique déi richtig Weeër fénnt, fir dat mat erunze-bréngen. Et ass en Défi wäert, a mir géingen och begréissen, datt bien entendu den Enseignement vum Engleschen op Septième och an den normale Lycée géing ge-maach ginn.

Et wäerten sech e puer praktesch Problemer stellen, Madame Minis-terin. Dat eent ass, wann ech déi lescht Zuelen an Erinnerung hunn, da sinn et eng 600 Schüler, déi sol-len hei integréiert ginn. Mä viraus-siichtlech wäert d'Demande méi grouss si wéi d'Plazen, déi zur Verfügung stinn. Dofir wollt ech och d'Madame Ministerin froen, datt se hei op der Tribün soll soen, wéi se dann elo déi Selektioun wëllt vir-huelen, ob dat iwwert d'Lous ass oder iwwer aner Weeër.

Da stellt sech och e Problem vun öffentlechen Transport, well et ass jo evident, datt déi Schülerinnen a Schüler hei aus dem ganze Land kommen, an datt, wa se mat 600 Autoen oder ech weess net wat soss op eng Plaz sollen zusumme-gefouert ginn, dat géing Problemer bréngen. Do wäert sech also och e klengen organisatoresche Problem stellen, deen awer geléist muss ginn, a wou ee muss kucke mat der zoustänneger Gemeng a mat soss dem öffentlechen Transport, datt een awer Léisunge fénnt.

Wat ons positiv zu dësem Geset-zesprojet, dee mer virleien hunn, an zu dësem Lycée-pilote stëmmt, ass, datt mer eng Evaluatioun maache vum Fonctionnement vum Lycée, an dat all Joers, an datt um Schluss och nach e Bilan gezu gëtt vun där Experienz. Dat si mer net esou gewinn, well mer an anere Projeten a Projet-piloten zwar em-mer gesot hunn, dat géing ge-maach ginn, mä mir hunn et ni ge-sinn, wéinstens net an der Cham-ber. Vläch hunn d'Ministère déi Evaluatiounen, mä hei an der Chamber hu mer se net ze gesi kriit. Dofir wiere mer och frou, wann dat géing generaliséiert ginn.

Mir begréissen och, datt déi Eva-luatioun hei gemaach gëtt zesum-me mat der Uni Lëtzebuerg, datt Étude-comparativé solle gemaach ginn, well et ass wichteg, datt een dee Projet-pilote richtig steiere

kann. Well et geet jo hei awer em d'Existenz vun 600 Schülerinnen a Schüler, déi een net kann an eng Sakgaass goe loosson an hinnen dann no fénnef Joer seet: Et ass domm gaang!

Dat Wichtigst ass, datt de Ministère kuckt, datt hien déi Evaluatioun kritt, datt ee gesäit, wou eventuell Korrekturen noutwendeg sinn, fir datt de Projet-pilote, datt déi Expérience pilote eng Réussite gëtt. An et ass evident, huelen ech un, Madame Ministerin, datt Dir déi zoustänneg Chamberskommission wäert informéieren iwwert d'Evaluatiounen, déi do virgeholl ginn.

Wat d'Tâche vun den Enseignanten an den Éducateurs gradués ugeet, esou bleift een hei am Traditionelle wat d'Éducateurs gradués ugeet, dat heescht si kréien eng Moyenne vu 40 Stonnen d'Woch, mä déi bësselchen anescht gerechent gëtt duerch d'Vakanzen. Mä bei den Enseignanten ass et evident, datt déi 30-Stonne-Presenz en neie Wee ass. An dat ass en neie Wee, deen natierlech vun de Professech-Gewerkschaften e bësselche contestéiert gëtt a wou se sech vill Froe stellen.

Mä et ass awer och e Wee, deem sech an onsen Ae muss d'Regierung an den Erziehungsministère stellen, well fir déi zahlreich Enseignanten, déi mer brauchen an der Zukunft, net nure fir dese Projet, mä fir d'ganz Land als sollech, fir de ganze Postprimaire, muss et bien entendu entweder esou goen, no deenen Donnéeën, déi mer zur Verfügung hunn, datt een entweder d'Tâche vun den Enseignanten héicht, oder méi Leit aus dem Ausland muss hei erunzéien, fir den Enseignement un d'Goen ze kréien, respektiv e Mix vun deenen zwee. Mir hunn och als ADR ëmmer gefuerdert, datt méi Prezenz an de Schoule vun den Enseignantë soll sinn, an ech mengen, dat heite geet och an déi richteg Richtung.

Da gëtt et héchstwahrscheinlech e Problem, e richtigen Défi fir déi Equipe, déi d'Animatioun vun Lycée wäert maachen, dat ass fir d'Schüler - vun aacht bis 16 Auer 30, mengen ech, ass et fir se an der Schoul ze halen -, ze motivéieren an zu Aktivitéiten ze bréngen. Dat ass en Défi. Well wann ech e Bësse bei Jugendschüler vu 15, 16 Joer esou nolauschteren, huelen ech un, datt dat net grad wäert esou einfach sinn. An dofir mengen ech, misst ee sech och iwwerleeën, Madame Ministerin, ob et net gutt wier, datt ee Veräiner oder soss Leit an d'Schoul mat eranhält, fir justement déi Aktivitéit mat virzegesinn. Do gëtt et Méiglechkeeten, déi sécherlech wäerten an der Praxis fonctionnéieren, fir datt déi Animatioun, deen Encadrement réusséiert an och zum Réusséieren vun der Schoul bäidréit.

Da gëtt et ee Punkt, deen ech och schonn an der zoustänneger Kommission opgeworf hat, dat ass dee vun Käschtepunkt, vum Surcoût vun deem Projet par rapport zum traditionelle Lycée. Am Rapport vun honorabele Rapporteur, dem Här Scheuer, gëtt drop higewisen, datt am Projet de loi elo vun engem Montant, vun de Frais d'exploitation courants vu 50.000 Euro geschwat gëtt. Et ass evident, datt dat nuren e Chiffre indicatif ass.

Mä et ass awer och evident, datt dese Lycée-pilote méi Personal brauch, sief et nuren um Niveau vun den Éducateurs. E wäert och, wéi dat hei explizéiert ginn ass, doduerjer, datt méi Presenzen do si vun den Enseignanten, datt verschidden Iwwerstonnen ufalen, bref, datt eng ganz Abberzuel vu finanziellen Implikatiounen hei an dese Projeten dra sinn, a vu datt ech den 9. Juni gefrot hat, ob d'Madame Ministerin ons kënnt e bësselche méi prezis Chiffere ginn, an datt si mer gesot hat, dat wier an nächster Zukunft méiglech, froen ech, ob dat elo scho kënnt méiglech sinn, datt mer méi Infor-

matione kéinte kréien iwwert dee Käschtepunkt, iwwert de Surcoût, dee gefuerdert ass.

Well et ass och eng wichteg Fro an deem Sënn, datt ee muss kucken, wann een herno de Bilan vun der Expérience pilote kuckt, ob de Surcoût a Relation ass mat dem Resultat, wat ee schlussendlech kritt huet. Well wann et dofir ass, fir herno datselwech Resultat méi oder wéineger ze kréien, da wier d'Konklusion, datt d'Expérience pilote ratéiert wier. Et mussen also besser Resultater erauskommen. An doduerjer wiere mer frou, wa mer kënnten e puer Donnéeë kréien.

Dann, Madame Ministerin, eng lescht Bemierkung, eng lescht Fro. Dat ass, datt am Lycée-pilote de Bilan soll gezu ginn no fénnef Joer. Wann dat dann heescht, datt eréischt da versicht gëtt, fir déi Expériences, déi mam Lycée-pilote gemaach gi sinn, op aner Lycéeën auszeweiten, da mengen ech, datt vill Leit, déi gehofft haten, datt an deser Legislatur méi Lycéeë mat Journée continue géingen entsto, batter enttäuscht wieren. An dofir wollt ech d'Madame Ministerin froen, ob se, onofhängeg elo vun de Resultater vun Lycée-pilote, wëlles huet, och an anere Lycéeë Journée-continuen anzeféieren, quitte datt een deen Ablack de Conseil pédagogique, deen hei am Lycée-pilote ass, net géng zréckbehalen, mä datt een einfach eng Journée continue als sollech géng virgesinn.

Dat gesot, Madame Ministerin, wëllt d'ADR-Fraktioun deem Projet de loi zoustëmmen, well et wichtig ass, datt mer op nei Weeër ginn. Mir wënschen och all deenen, déi heidru participéiert hunn, all den Enseignanten, den Elteren, de Schüler dee Succès, deen dese Projet méritéiert. Ech hoffen, datt mer herno no fénnef Joer déi richteg a positiv Bilanz kënnen zéien.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Merci, Här Henckes. Als lescht Riednerin ass agedroen déi honorabele Madame Marie-Thérèse Gantenbein. Madame Gantenbein!

■ Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (CSV).- Här President, Madame Minister, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, als lescht Riednerin ze schwätzen ass net esou einfach. Ech wäert och duerfir oppassen, datt et net ze laang gëtt an net onnätzlech Widerhuelungen hei virhuelen. Ech wëllt awer e puer Saachen ënnersträichen.

Mir setzen haut mat deem Gesetzesprojekt iwwert de Lycée-pilote sécherlech ee vun deene wichtigste Projeten aus dem Koalitionsprogramm vum August 2004 em. Et ass och ouni Zweifel ee vun deene wichtigste Projeten an der Post-PISA-Ära, well et en Text ass, deen eng Rei nei Elementer ëmfaasst, déi an där gesotener Etüd ugefouert goufen. Ewech vum Frontalunterricht, hin zu enger op Verständnis baséierender Wëssensvermittlung; wat jo ee vun deene Punkten ass, deen der Philosophie vum sou genannten Neie Lycée an engem besonnesche Mooss entsprécht.

Et geet also haut drëm fir mam heitege Vote engem neie Schoulmodell mat engem innovativen pedagogesche Konzept op d'Spréng ze hëlfen an ze kucke mat Hëllef vun enger déif gräifender Evaluatioun, wat mer als politesch Verantwortlech aus deem Pilotprojet fir eise gesamte Schoulssystem erausdrainéiere kënnen.

Fir eis als Fraktioun ass et kloer, datt dese Projet e wichteg Element ass an engem Reformprozess, dee mer mat deser Debatte net ofgeschloss hunn. PISA I, PISA II an d'Recommandatiounen vun der OECD huelen eis do an d'Flicht.

Mäi Merci geet awer un eise President, den honorablen Här Scheuer,

fir säi mëndlechen a schrëftlechen Rapport.

Léif Kolleeginnen a léif Kolleegen, de Pilotprojet vun der Ganzdagsschoul am Secondaire ass e Projet, deen en innovatiiv pedagogescht Konzept als Zilssetzung huet, an d'Ganzdagsschoul als Mëttel fir dohinne. Sou steet et am Regierungsaccord. D'Ganzdagsschoul, esou wéi se an der Offentlechkeet awer wouergeholl gëtt, oder gouf, ass eng ganzdeegeg Betreiwung mat engem anere Schoulmodell, mam Numm Neie Lycée, wat dobaussen zu Confusioun gefouert huet, well u sech misst een dem Projet net den Numm ginn „Neie Lycée“, mä „deenen anere Lycée“.

Scho säit Jore schwätze mer iwwer Reformen am Enseignement. Dat heescht an enger Matière, déi sech iwwer Jorzéngten zu engem immobilien an och deelweis opaqué Konstrukt entwéckelt huet. Keng gutt Entwécklung, well et muss een d'Echecen an och d'Ofwanderung vu ville Schüler an d'Ausland jo interpretéieren. Vlächicht ass eise Bildungssystem haut am 21. Jorhonnert no PISA I a PISA II op seng Grenze gestouss, datt ee sech déif gräifend Gedanken maache muss iwwert d'Zukunftsfäegkeet vun eise Bildungssystem.

Wa mer wëlle reforméieren, dat heescht wa mer eiser Schoul wëllen eng aner Form ginn, da muss ee sech eens iwwert d'Form sinn. Meng Fraktioun an ech, mir gesinn dese Projet als Reaktioun op e Schoulssystem, dee ganz uniform ass; vlächicht ze vill uniform. An dee ganz vertikal strukturéiert ass. A wou d'Wëssen am Frontalunterricht trichterweis an ze vill saucissonnéiert vermittel gëtt, a wou jiddfer Enseignant op sech selwer gestallt ass. Wann ech dat dote soen, da soen ech et, well ech et och perséinlech deelweis esou erlieft hunn.

Dest innovatiivt Konzept gëtt dem Neie Lycée eng horizontal Struktur, an dat esouwuel bei den Inhalter, bei de Programmer, bei de Methoden an esouguer beim Personal. Mir gesinn dese Projet net als Reform, mä éischer als en experimentelle Schoulmodell. Zu Lëtzebuerg kenne mer d'experimentell Schoul net. Am Ausland gëtt et se wuel. An all Experiment dréit a sech de Risiko vum Echec, awer och d'Chance vun der Réussite. A réusséiere kann een awer nëmmen, wann een de Courage huet fir ze probéieren.

D'Aféierung vun enger Ganzdagsschoul entsprécht u sech enger Forderung vu villen Elteren. Dat ass keen Zoufall, wann een deen heitege familiären, sozialen a gesellschaftleche Kontext méi no betruecht. Aus deem Kontext léisst sech deemno och schléissen, dass dee virleiende Projet kengem kuerzliweden Zäitgeescht entsprécht, mä éischer enger reeller gesellschaftlecher Demande.

Dat bedeit och eng Ëmstellung vun den elo bestoende Gewunnechten. Schoul vun 8 Auer moies, respektiv 7.30 Auer, bis 16.30 Auer, respektiv 18 Auer, an dat fénnef Deeg an der Woch während dräi, respektiv véier Joer am Ganzen, ass e Schoulmodell, deen d'Kanner an d'Eltere mussen fir sech verinnerlechen an un dee se sech mussen gewinnen. De jonke Mensch brauch awer doruwwer eraus och e gewëssene Fräiraum am Kader vu sengem Aacht- bis Zéng-Stonnen-Dag. An deen ze erméiglechen, dese Fräiraum, ass och ee vun den Défien, deenen den Neie Lycée muss opgräifen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat ufanks d'Iddi opgegraff fir den Neie Lycée „den anere Lycée“ ze nennen, dofir wëllt ech gäre vu menger Riedezäit profitéieren, fir kuerz déi fénnef wichtigst

Elementer an deem Projet nach eng Kéier ze ënnersträichen, déi mir essentiell an deem neie Konzept erschéngen, a wou ech awer déi eng oder aner Reserv vlächicht unzemellen hunn.

Deen éische wichtegen Aspekt ass dee vun Projektunterrecht a vun der Interdisziplinaritéit. De Projektunterrecht orientéiert sech an éischer Linn um Vécu vum Schüler. Fréier war dat anescht. Theme ginn a Klassen an/oder a Gruppenaarbecht erschafft an d'Interdisziplinaritéit garantéiert just déi horizontal Dimensionen vun der Wëssensvermittlung, dat heescht e selwech Thema gëtt a verschidde Fächer gläichzäiteg behandelt. Wou ech mer ka virstellen, dass d'Fach „éducation aux valeurs“ och seng Plaz ka kréien.

Béid Approchë kommen dem Schüler sécherlech entgéint. Et muss awer Suerg gedroe ginn, dass d'Enseignanten op des Method ze schaffe gutt virbereet sinn, déi néideg Formatioun hunn an deenen néidege Savoir-faire matbréngen.

Déi zweet wichtegen interessant Neuerung ass dee sou genannte Portfolio. Et handelt sech hei em e Journal de bord, wéi en am Artikel 5 beschriwwen an definéiert ass, deen de schulesche Parcours vum eenzelne Schüler dokumentéiert. E wichteg Element heibäi ass d'Autoévaluation, wou esou munchereen awer Zweifel huet, ob de Schüler senger Verantwortung vis-à-vis vu sech selwer gerecht ka ginn. Ech mengen awer, et soll een d'Schüler net ënnerschätzen. Hei ass ouni Zweifel eng gewësse Selbstdisziplin erfuerdert, awer och déi néideg Hëllefstellung vum Personnel encadrant.

En drëtten wichtegen Aspekt ass dee vun der Kooperatioun zwëschent den eenzelnen Enseignanten. D'Enseignantë schaffen a sou genannte pluridisziplinären Equipen, während dräi, respektiv véier Joer. Déi véier Klasse gi vu siwen Enseignanten an zwee Educateuren enseignéiert, respektiv encadréiert. Wann ech eng richteg Lecture vum Text gemaach hunn, da sinn déi véier Klasse souwuel aus dem Classique wéi och aus dem Secondaire technique an aus dem Préparatoire.

Fir d'Reentrée géng dat folgend Opdeelung ginn: Eng Equipe fir eng Klasse aus dem Secondaire, zwou aus dem Secondaire technique an eng Klasse aus dem Préparatoire; a fir déi zweet Equipe zwou Klassen aus dem Secondaire, eng aus dem Technique an eng aus dem Préparatoire. Ech gesinn dat als e wichteg an och e positivt Signal. Woubäi ech mech awer da froen, grad wéi den Här Adam, firwat dee strikte Cloisonnement tëscht deenen dräi Enseignementer esou strikt bäibehale gëtt.

E véiert Element ass dat vun der Evaluatioun vum Cycle d'orientation duerch en externe Jury. Och hei denken ech, datt dat eng couregéiert Dispositioun ass, déi awer och d'Determinatioun vun den Initiateuren vum Projet dokumentéiert.

E wichtegen Akzent soll op déi wëssenschaftlech Begleedung vun Projet duerch d'Uni Lëtzebuerg geluecht ginn, sou wéi et beispillsweis vu verschidde Berufs chamberen an Organisatiounen ugeduecht ginn ass.

Fënneftens léisst et sech driwwer streiden ob et sénnvoll ass Englesch am Secondaire obligatoresch an am Technique fakultatív ab Septième ze maachen; mä d'Zukunft wäert eis enges Dags d'Antwort heiropp ginn. D'Argument, d'Englesch géif och am Ausland esou fréi agefouert ginn, deem kann een entgéinthalten, datt alleguer eis Kanner ab sechs Joer a bis zum Schluss vun hirer Ausbildung an enger Friemsprooch scolariséiert ginn. Englesch ass in, gewëss, mä dat geet awer vlächicht net duer, fir et esou fréi anzeféieren;

mä wéi gesot, déi Antwort kréie mer an der Zukunft.

Ech erlaube mer och drop hinzewiesen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt a ville Lycéeën interessant Projeten duerchgefouert gi sinn an duerchgefouert ginn. Dese neie Lycée wäert d'Opmierksamkeet vun der Offentlechkeet an der Press op sech zéien. Et wier wënschenswäert, wann all dat, wat ënert dynameschen a wäitsiichtegen Direktiounen initiéiert ginn ass, och Beuechtung géif fannen. De virleiende Projet gëtt eis duerfir d'Chance eise Bléck op déi Expériences a Projeten ze riichten, déi an anere Lycéeën lafen a vun deenen net esou vill geschwat gëtt: dat géif nämlech d'Diskussion em den Enseignement dynamiséieren an den Dialog tëscht traditionelle Lycéeën an dem Neie Lycée favoriséieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss. Dese Projet de loi huet et a sech. E beinhalt eng Hällewull Neierungen, déi d'Kanner an d'Personal muss verinnerlechen an an d'Praxis ëmsetzen an déi d'Direktioun méiglech maache muss. Et ginn aner Denkscheme verlaangt, well d'Approche an d'Philosophie eng ganz aner ass. D'Kooperatioun tëscht Schüler, d'Kooperatioun tëscht Enseignanten, d'Disponibilitéit vun den Équipes pédagogiques, déi psychologesch a sozial Betreiwung - wann néideg -, d'Orientation scolaire an direkte Kontakt mat der Berufswelt, dat alles kënnt engem gehéierege Kraaftakt gläich. Mä an deem Fall muss een et mam Spréchwuert halen: «Le succès n'est pas quelque chose qu'il faille attendre, le succès est quelque chose qu'il faut rendre possible.»

Heimadde schléissen ech mäi Credo fir den Neie Lycée, deem ech bonne chance wënschen, ginn den Accord vu menger Fraktioun a soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Merci, Madame Gantenbein. Domat ass d'Debatt eriwweert. D'Wuert huet elo d'Madame Minister vun der Éducation nationale, d'Madame Delvaux.

Ech wëll nach soen, dass op Grond vun den Obligatiounen vu verschidde Kolleegen, notamment an der Stad Lëtzebuerg an op anere Plazen, d'Voté vun alle Projets de loi, déi mer haut debattéieren, um Enn vun der Sitzung stattfannen.

Madame Delvaux!

■ Une voix.- A wéini ass dat?

■ Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*. - Dat hängt dovun of, wéi laang ech schwätzen.

■ M. le Président.- Wa mir fäerdeg si mat debattéieren. Mir hunn no der Madame Delvaux nach zwee Projeten a wa mir déi fäerdeg hunn, da stëmme mir iwwert déi dräi Projeten of.

■ Une voix.- Dat do gëtt et awer och nëmmen an der Stad.

(Hilarité)

■ M. le Président.- Madame Delvaux, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Här Bettel, et ass elo un der Madame Delvaux.

À moins datt si net wëll.

(Hilarité)

■ Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*. - Här President, wann Der mer d'Wuert gitt, dann huelen ech et.

■ M. le Président.- Ech hu probéiert dat ze maachen.

■ **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Villmools Merci.

Ech si frou, dass dee Projet haut gestëmmt gëtt. Et wannert jo sécher keen, dass ech och meng Freed hei ausdrécken. A wann dat méiglech ass, dass mir en haut kënne stëmmen an och dass déi Schoul kann dëse 15. September ugoen, da kënnt Der lech denken, dass ganz vill Leit ganz vill dofir geschaff hunn. Ech wëll se net optielen, mä ech wëll deenen allequerte Merci soen.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - An da wëllt ech natierlech der Kommissioun Merci soen, déi och ee vun deene Gruppen ass, déi gehollef hunn, dass et weidergeet, an hirem President an dem Rapporteur fir déi interessant Diskussioun, déi mir haten an där Kommissioun, an och fir dee Rapport, deen zu dësem Gesetzesprojekt hei virläit.

Ech wëllt och vläicht direkt soen, dass, wann de 15. September d'Schoul ugeet, an d'Gesetz eréischt de 5. Juli gestëmmt gëtt, eng gewëssen Onsécherheet bei deenen interesséierte Schüler an Eltere geherrscht huet, ob déi Schoul dann och wierklech géif opgoen oder net, sou datt déi éischt Fro wor, déi ech gestallt kritt hunn, wéi mir dann elo géifen d'Selektioun maache vun de Schüler, wa sech der géifen ze vill mellen. Op déi Fro brauch ech eigentlech net ze äntwerten, well de Moment jiddfalls hunn d'Leit nach gezéckt fir sech unzemellen an eng Schoul, fir déi et nach kee Gesetz gëtt an nach kee Gebai do ass.

An och do muss ech soen, dat ass zwar alles immens schnell gaangen, mä dat ass eng provisoersch Infrastruktur, an déi deen Neie Lycée zu Hollerech kënnt. Et ass eng Locatioun, déi de Stat mécht, an et ass och kee Luxusgebai. Et ass effektiv e Container, well mir an esou kuerzer Zäit - an dat kënnt Der lech jo denken - keng nei Infrastruktur erbäuzabere kënnen, net fir den Neie Lycée an och net fir eng aner Schoul. All Schoulinfrastruktur brauch seng Zäit a sai Wee an och den Neie Lycée kritt eng Kéier eng definitiv Bleif; e kritt e feste Bau dohinnergast, mä e fänkt un an enger provisoersch Infrastruktur.

Wa mir déi Léisung vun der Rue des Maraichers, déi an der Diskussioun war, mat där mir gesot hunn, den Neie Lycée géif an enger Primärschoul vun der Stad Lëtzebuerg ufänken, net zréckbehalen hunn, dann ass et aus där einfacher Ursach, dass déi Infrastruktur duergaange wier fir dat éischt Joer an dann hätt missen direkt geplënnert gi fir dat zweet Joer. Dofir hu mer gemengt, da wier et awer och méi bëlleg, wa mir souwiesou eng provisoersch Infrastruktur brauchen, fir direkt an eng ze goen, an där dee Lycée awer fënnel Joer - wann et muss sinn - ka bliewen.

Sou vill zu där Eile, déi mer hei reprochéiert gëtt an dass et eng Hetz gewiescht wier, fir dee Projet do duerchzekréien. Et ass eng Hetz fir eng Infrastruktur dohinner ze kréien, mä d'Diskussioun ronderëm de Projet, mengen ech, konnte mir approfondéiert féieren, well sou vill Leit eben dru geschaff hunn. A wa keng gréisser Consultatioun zu dësem Projet stattfonnt huet, dann ass et ebe just, well et e Lycée-pilote ass mat engem pedagogesche Konzept, dee sech emsetzt an enger Ganzdagsschoul, an et gëtt natierlech schwéier mat Leit doriwwer ze diskutéieren, déi dat vu virera refuséieren.

Ech gesinn net, wou een de Kompromiss féiert zwëschen deenen, déi fir e Konzept sinn, an déi, déi soen, mir sinn domadder net d'accord. Fir en halleft Konzept emze-

setze fir e Lycée-pilote, do gesinn ech net wéi et geet. An dat erkläert, firwat bei deem heite Projet entweder d'Leit dofir oder radikal dogéint sinn. Ech mengen net, dass et eng Mëtt gëtt. Dat ass den Énnerscheed mat anere Gesetzer, iwwert déi mir laang Consultatiounen hunn, well mir probéieren e Kompromiss ze fannen, well et d'Totalitéit vun der Schoul u sech ugeet an da muss een natierlech e gemeinsamen Nenner fannen.

An dësem Fall ass et jo, wéi scho vun all menge Virriedner gesot ginn ass, eng École expérimentale; an där hate mir bis elo hei an eisem Lëtzebuerger System net eng! Et ass also déi éischte Kéier. Ech mengen net, dass een elo do ka soen: Elo huele mer d'Halschent vun deem enge sengem Konzept an d'Halschent vun deem anere sengem. Well da geet et bestëmmt net op.

Dofir ass dat also effektiv ee Konzept, wat hannendru stécht. Dat assuméiere mir, an dat muss och esou sinn, well all Literatur, déi ech gelies hunn, weist, dass ee muss ee pedagogesche Konzept hunn, fir eng Ganzdagsschoul och emzesetzen. Wat net verhénnert, dass ee soll - wat ech och begréissen - Opfaangstrukturen an Encadrement ronderëm déi traditionell Schoule maachen, fir dass déi eng Offer hunn, déi et erméiglecht, dass d'Schüler méi laang an de Schoulinfrastrukture kënnen bliewen, ouni dass dat dann eng Ganzdagsschoul gëtt. Dat gëtt eng Schoul plus Encadrement, wat eppes anescht ass wéi e pedagogesch Konzept vun enger Ganzdagsschoul.

■ **(M. Jos Scheuer prend la Présidence)**

Ech wëll awer soen, dass dat Element Schoul iwwert de ganzen Dag erauszëien, mat Unitéite vu Schoul, déi alternéiere mat laange Pausen a mat Offres complémentaires vu moies bis am spéiden Nomëtteg, och u sech schonn ee Konzept ass.

Ech si perséinlech kee ferventen Unhänger, fir d'Schoulzäit ëmmer ze reduzéieren. An deene leschte Joren ass d'Schoulzäit compriméiert ginn, ouni dass d'Programmer compriméiert gi sinn. Dass mir d'Schoul domadder an eng schwierig Lag bréngen, dat schéngt mer jo evident. Ech soen och all Enseignanten an all Elteren an all Schüler, deen et wëllt héieren: Mat mir gëtt et keng Reduzéierung vun der Schoulzäit. Ech mengen, dass dat net dee richtege Wee ass an där Zäit, an där mir haut liewen, an där d'Ufuerderungen un d'Schoul, un d'Enseignanten an un d'Schüler ëmmer méi grouss ginn. Dofir ass eleng schonn d'Ganzdagsschoul ee Konzept, wat sech u sech dréit.

■ **Une voix.** - Suergt emol dofir, dass d'Schoulzäit ganz genotzt gëtt!

■ **(Interruptions)**

■ **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Wat ech dann awer och wëllt hei ennersträchen, dat ass, dass deen Neie Lycée selbstverständlech och en Numm kritt. Deen heescht elo Neie Lycée. Well et eng partizipativ an eng kooperativ Schoul ass, fannen ech et och richtig, dass déi Communauté scolaire vun deenen Enseignanten an deene Schüler vum Neie Lycée sech zesummen en Numm gëtt, deen och dann en Emblem ass vun där Schoul. Dofir wollt ech soen, dass ee vläicht net eppes an deen Numm soll eraninterpretéieren, wat net draläit. Mä ech fannen déi Communauté scolaire soll sech selwer en Numm siche fir déi Schoul, déi si do zesummen opbauen.

Da wëllt ech soen, dass dat eng Schoul ass! Dat Dénge do, wat mer elo haut stëmmen a wat de 15. September ugeet, dat ass eng Schoul!

■ **Une voix.** - Ah jo!

■ **Une autre voix.** - Jo!

■ **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Mat Enseignanten, déi ausgebildet sinn, déi déiselwecht Qualifikatioun hu wéi d'Enseignanten an deenen anere Lycéeën. Dat ass eng Schoul, déi e Programm huet, deeselwechte Programm wéi déi Parallellklasse Septième, Sixième, Cinquième, Quatrième respektiv Septième, Huitième, Neuvième. Et ass also net, dass déi am loftleere Raum do fonctionnéiert. Déi hunn e Wëssen ze vermëttelen, wat dat ass vun deene Parallellklassen an anere Lycéeën.

Also, et ass elo net fir eng Konfusioun hei ze maachen, déi zwar heefeg gemaach gëtt, net nëmme vun de Politiker, mä och nach vu villen anere Leit, an déi doranner besteet ze soen, e Buch ass gläich e Programm. Et gëtt e Programm, an da sicht ee sech dat Material, fir dee Programm do emzesetzen. Oft, vill ze oft ass et an eiser Schoul jo esou, dass mer e Buch hunn, a wa mer d'Buch gemaach hu vun der Säit eent bis d'Säit 250, dann hu mer gutt Schoul gehalten. Wéi d'Kompetenze si vun de Kanner, déi duerch dee Programm do geschleist gi sinn, wéi vill se dovunner verhalen hunn, wéi vill se dovunner verdaut hunn a verschafft hunn, dat ass jo net esou interessant, dat moosse mer net esou oft.

Mä wann ee sai Buch fäerdeg gemaach huet, dann ass een e gudden Enseignant. Dofir mengen ech, déi Fixatioun op Schoulbicher, dat ass e gudden Outil fir d'Enseignanten an och fir d'Kommunikatioun, mä et ass awer elo net, dass, wa kee Buch do ass, da kee Programm do ass. Ech mengen och net, dass een dat eeschthaf heibannen esou gemengt huet.

Da wat d'selwecht ass wéi an anere Lycéeën - an dat gëtt jo vu verschidde Säite bedauert -, dat ass, dass déi Schüler erakomme mat enger Orientation classique, technique a préparatoire. Ech verstinn, dass d'Leit dat bedauern. Ech wëll awer soen, dass, wa mer déi Programmer, vu dass et een Axiom ass, dass mer dee Programm halen, deen an den anere Lycéeën ass, a vu dass vun der Sixième un d'Programmer relativ wäit auserne ginn, an déi verschidde Filiären, huet et eis de Moment, an deem Stadium wou mer sinn, mat eise Programmdiskussiounen hei zu Lëtzebuerg, an eise Lycée schwéier geschéngt, fir op déi Andeelung an de Classique, Technique a Préparatoire ze verzichten.

Allerdéngs doduerch, dass vill Offeren iwwer ee ganzen Dag ginn, dass déi Kanner e ganzen Dag zesummeliewen, dass Ateliere kënnen gemeinsam ugebued ginn, ass natierlech dee Passage vun enger Filière an déi aner sécher méi einfach wéi an anere Schoulen.

Wat ass anescht am Lycée? Dat éischt ass natierlech d'Organisatioun vum Dag. Evident. Ech mengen, dorobber brauch ech net weider anzegoen.

Dat Zweet, wat anescht ass, dat ass, dass dee Lycée eng Fräiheet kritt, wat d'Gestaltung vun de Fächer ugeet, déi déi aner Lycéeën net hunn. Dat heescht - dofir hu mer jo missen e Gesetz maache fir verschidde Exceptiounen ze schafen -, si kënnen vill méi fräi mat de Schoulstonnen, a wéi déi op Fächer agedeelt sinn, emgoe wéi aner Lycéeën. Dat ass jo deen Élément-pilote, deen an dësem Lycée dran ass, fir eben och effektiv op engem Terrain expérimentéieren ze kënnen.

Vu dass dat eng kleng Equipe ass, déi zesummeschafft, a motivéiert

ass a sech regelméisseg gesäit - duerfir si se jo laang an der Schoul, dass se kënnen deen Échange organiséieren -, ass dat een Element, vun deem ech soen, wa mer do schlësseg Konklusiounen erauskréien, wéi mer déi Fächeropdeeling, déi traditionell ass, anescht kënnen organiséieren, da wier dat ganz hëllefreich fir déi ganz Schoul.

Mir solle jo net vergiessen, dass eise Schoulsystem eigentlech 200 Joer al ass. Dee baséiert op dem Humboldt sengem Kanon vu Fächer. Dat ass 200 Joer al! Ech mengen net, dass mer am drëtten Jordausend nach musse mat Rezepten vu virun 200 Joer schaffen. Allerdéngs ass et schwéier, eppes Neies anzeféieren, an dofir ass jo d'Iddi vun engem Lycée-pilote fir ze kucken, wou dann déi Piste sinn, wou mer déi nei Saachen, déi ee brauch - ee Schüler, deen haut aus der Schoul erausgeet, ass mat ganz aneren Erausfuereunge konfrontéiert wéi virun 200 Joer -, kënnen erabréngen.

Dat ass déi Fräiheet, déi dee Lycée hei huet, fir doranner ze innovéieren, fächeriwwergräifend d'Saachen ze mixen ouni selbstverständlech d'Objektiv, dat ass de Programm erfüllen, aus den Aen ze verléieren. Mä si kënnen zwëschen deene strikten Trennungen, déi mer soss an der Schoul opgebaut hunn, méi flexibel agéieren.

Dat Drëtt, wat anescht ass... Ah, ee Wuert zu de Sprooche vläicht an deem Kontext, well dat jo wierklech e wichtege Punkt ass: Wéi ass et elo méiglech, wa se esou vill manner Sproochen hunn, dass se awer gutt sinn an de Sproochen? Dat ass jo eng wichtige Fro, déi mir och net egal ass. Also, ech mengen schonn, dass d'Sproochekompetenz eppes ganz, ganz Wichtiges ass, wat mer eise Kanner musse mat op de Wee ginn. An esou vill Sproochekompetenz wéi nëmme méiglech. Dat ass jo och den Objet vun där Etüd, déi mer maache loosse vum Conseil de l'Europe, vun där mer um Enn dëses Joers d'Resultat kréien an iwwert déi mer dann eng grouss Debatt kënnen féieren.

Just, et muss ee wëssen, dass hei elo d'Fräiheet geholl ginn ass, fir effektiv déi Zuel vun deem, wat mer classesche Sproochenunterrecht nennen, erfzesetzen, an dass déi Schüler, déi et brauchen, véier Stonne Perfectionnement eventuell kënnen ganz op eng Sprooch setzen, fir de Retard opzeschaffen, dee se hunn. Dat ass emol dat éischt Element.

Dat Zweet ass, dass mer hei wierklech wëlle probéieren, dass Enseignanten, déi motivéiert sinn, dat maachen, wat mer eigentlech an all eise Schoule missen hunn, dat heescht, dass all Enseignant, deen d'Langue véhiculaire gebraucht, déi a sengem Fach virgeschriwwen ass, net nëmme déi Langue véhiculaire gebraucht, mä dass hie sech eigentlech als Sproocheprof gesäit. Dass an deene Stonnen an der Geo, an der Bio, an der Mathé, am Zeechnen, an der Kongscht, am Sport, wou eng Langue véhiculaire virgeschriwwen ass, net nëmme déi Sprooch gebraucht gëtt, mä dass am Fong och Suergfalt drop geluecht gëtt, dass se richtig gebraucht gëtt.

An deene Projeten, wou d'Schüler mat hiren Enseignanten zesummen Themen erschaffen, do gëtt jo eng Produktioun gemaach. Déi gëtt jo op enger Sprooch gemaach. An déi schreibe se selwer, a waméiglech, an dat ass d'Iddi vum Projet, ëmmer bilingue, dat heescht, en däitschen an e franséschen.

Domadder géife mer jo am Fong deen Exercice, dee mer brauche fir d'Sprooch ze applizéieren an net nëmme Grammairesregelen ze léieren, mä dat ze applizéieren, wat mer geléiert hunn, an deene Projeten esou emsetzen, dass ech der Meinung sinn, dass, wann dat alles klappt, eis Sproochekompetenz méi héich misst ginn, wann

d'Kanner, d'Schüler aus deem Cycle d'orientation erauskommen.

Déi drëtt grouss Differenz ass d'Organisatioun duerch Equipen, dass also net all Proff nëmme sai Fach huet, mä dass ronderëm eng Klass Equipé vu siwen Enseignanten mat zwee Educateurs gradués gebilt ginn, déi déi Schüler dann och begleede während hirer Sclolaritéit. Dat heescht, ech hunn déiselwecht Equipe op der Septième, op der Huitième an op der Neuvième, à moins, dass et organisatoresch net méiglech ass, wat och eng Neierung ass an och eng grouss Erausfuereung, well dat heescht jo, dass ech als Equipe Verantwortung hu vum éischten Dag un, wou déi Schüler a menger Schoul sinn, fir se ze begleede bis se erausginn.

Ech kann net soen, et ass dee vum Joer virun, deen d'Aarbecht, de Programm net fäerdeg gemaach huet. Mä déi Equipe ass eigentlech wéi den Trainer vun engem Sportler, an déi begleet e bis en da virun dee Jury kënnt oder sain Dossier vum de Jury kënnt. Dat ass eng ganz aner Approche an implizéiert natierlech, dass déi Equipen zesummeschaffen, dass se sech échangéieren iwwert d'Schüler, dass si hir Schüler gutt kennen an dass se déi regelméisseg begleeden.

Dat implizéiert och - an dat ass och zur Genüge gesot ginn -, dass d'Aarbeitszäit vun deenen Enseignanten an deem Lycée anescht ass wéi an anere Lycéeën, an dat implizéiert natierlech, dass sech alleguerten déi, déi sech do gemellt hunn, fräiwëlleg mellen, well se méi Prezanz an der Schoul hunn. An ech sinn immens frou an ech soen all deene Merci, déi sech gemellt hunn, a mir hunn der genuch, fir dëst Joer a fir d'nächst Joer, an ech soen deenen alleguerten Merci, déi sech voller Energie a Begeeschterung an dee Projet do geheien.

Déi véiert grouss Differenz, wahrenleech déi gréisst, ass déi vun den Zensuren. Dat ass jo och hei laang diskutéiert ginn. Elo gëtt et keng Prüfung méi a keng Punkten, an dat ass dann den Untergang vun eise Schoulsystem. Also, ech wëll d'Leit berouegen: Et ginn och Prüfung gemaach am Neie Lycée, well selbstverständlech och Wësse muss ofgefrot a getest ginn. Et ginn awer net nëmme Prüfung gemaach, an ee vun de groussen Ennerscheeder ass, dass anescht gepréift gëtt; esou stellen ech mer dat emol vir, ech gi jo net dohinner enseignéieren, mä ech ka mer et awer ganz gutt virstellen, wéi et fonctionnéiert.

Dat heescht, wann ech an enger classescher Schoul eng Prüfung maachen, huele mer emol un iwwert den Accord vum Participe passé, an ech hunn doranner eng Datz, an dat ass jo heefeg, well dat ass op jidde Fall meng Erfahrung, den Accord vum Participe passé ass ongeféier dat Schwéierst, wat een am Franséische kann üben, an et kann een esou vill Schwierigkeiten drasetzen, dass keen eng Genügend an der ganzer Klass kritt, an dann hu mer dat Kapitel awer fäerdeg, an da kucke mer, bon, dann haten ebe 15 Kanner vun 20 oder 25 eng Datz, an da gi mer un dat nächst Kapitel. Domadder kënnen d'Kanner awer den Accord vum Participe passé nach net besser!

Hei misst et jo esou sinn, dass een, wann een deen Test do, dee soll d'Kompetenz definéieren, gemaach huet, soe kann, dee kann elo den Accord vum Participe passé. Da gëtt e Schwierigkeetsgrad festgeluecht. Wann deen dat net kann, muss en déi Prüfung nach eng Kéier maachen. Et huet jo kee Wäert da weiderzegoen.

Et ass awer esou, dass dat net limitéiert gëtt op déi Tester, mä u sech ass dat grousst Element vun deem Portfolio jo déi Produktiounen, déi d'Kanner an der Schoul maachen zesummen, entweder an den Equi-

pen oder individuell, an dat alles kennt an deen Dossier fir éischtens de Progrès - Wat sinn d'Progrèsse vun de Schüler? Wat kënnen se? - ze dokumentéieren. An dat gëtt dann duerch déi Produktiounen, déi an de Portfolio kommen, gemaach. An et ass och dat, wat iwwer Joren opgebaut gëtt, wouvun um Enn vun all Schouljoer den Enseignant mam Schüler zesummen en Tri mécht a seet: „Dat do loosse mer dran, dat dokumentéiert am Fong gutt d'Wëssensstand vum Moment.“ An et ass dat, wat dann herno bei de Jury geet.

Doniewent ass et jo esou, dass deen Neie Lycée selbstverständlich déi Épreuves communes, déi op der Neuvième respektiv op der Cinquième an alle Klassen, an alle Schoule gemaache gëtt, och mécht, an dat ass jo och een Element vum Dossier, wat jo da weist, wéi de Schüler sech situéiert par rapport zu deenen anere Schüler am Lëtzebuurger Land.

An da kennt déi grouss Innovation. Dat ass déi, dass de Jury dann herno d'Orientatioun decidéiert, an dass mer also kloer déi Equipe dovunner trennen, déi Schoul hält an déi de Schüler begleet, déi am Fong eben hir Roll huet als Trainer. Si maachen eng Recommendation. Si soen: „Mir mengen dat do ass e Schüler fir eng Troisième B, an dat do ass ee fir eng Dixième paramédicale.“ Mä de Jury muss dat analyséieren a soen, esou ass et, oder esou ass et net.

Déi fënneft grouss Neuerung, dat ass effektiv, wéiwäit d'Elteren do mat era kënnen schwätzen. Dat ass jo och hei vun deenen engen als ganz gutt fonnt ginn, an déi aner fannen dat eng Katastroph. Och dat ass mengen ech een Element, duerch dat mer soen, mir hätte gär, dass d'Elteren ganz enk mat der Schoul zesummeschaffen. Ech mengen, dat ass wichteg. An ech mengen dat net nëmme: All d'Experimenter weisen och, dass, wann eng gutt Zesummenaarbecht zwëschen der Schoul an dem Elterehaus besteet, dat fir d'Kanner immens wichteg ass fir hir Entwécklung, well se gesinn, dass do e gemeinsaamt Zil an e gemeinsaamt Objektiv ass.

Dofir sinn ech frou, dass mer hei och eng Manéier fannen, fir auszuprobéieren, wéi et dann ass, wa mer d'Eltere méi no bei d'Orientatioun, bei d'Evaluatioun associéieren a wa mer se matschwätze loosse.

Ech ginn dovunner aus, dass wann do e regelméisseg Echange stattfënt a wann d'Elteren ëmmer erëm Zensur kréien, wou eng Description drop ass, wou beschriwwen ass, wat effektiv dem Kand seng Progrès sinn, wou seng Schwierigkeete sinn, wou seng Stärkte sinn, dass et da vill méi einfach gëtt fir zesummen eng Décisioun ze huelen, wéi dass dat all Kéier - net all Kéier, mä a ville Fäll - eng dramatesch Konfrontatioun gëtt zwëschen der Schoul an den Elteren.

An ech froe mech oft: Wou hu mer de Kanner dann do an Dénsgcht gelescht, wa mer déi Konfrontatioun solle komme loosse? An eigentlech wëllt jo jiddfereen, dass dat Kand sech an der Schoul gutt entwéckelt. Dat ass jo d'Objektiv, an ech sinn esouguer dovunner iwwerzeegt, dass doriwwer eigentlech keen Désaccord besteet. Mir hätte jo gär, dass eis Schüler sou vill wéi méiglech vun der Schoul profitéieren, fir esou wäit wéi méiglech ze kommen a sou héich wéi méiglech Kompetenzen ze entwéckelen. An do gëtt et dach eigentlech keng Divergence de vue.

D'Fro ass just: Wéi bréngt mer et fäerdeg, d'Schüler an d'Enseignanten esou ze motivéieren, dass se dat Objektiv wëllen zesummen errechen?

Wann een de Kanner eng Offer mécht a seet, dir dierft oder dir

musst - jee wéi een et dréit - vu moies aacht bis hallwer fënnef all Dag an der Schoul sinn, da mengen ech schon, dass d'Schoul sech muss Méi gi fir eng interessant Offer unzébiden, fir dass d'Kanner gären dohinner ginn, dass se motivéiert sinn, well soss kann dat net fonctionnéieren. Wann een an deene Stonne mat motivéierten Enseignanten a motivéierte Kanner keng formidabel Resultater erauskritt, da weess ech net méi, wat mer müssen an der Schoul setzen, fir dass et fonctionnéiert.

Dee leschte Punkt, deen dann nei ass bei dësem Lycée, mä deen awer Retombéent huet op all déi aner Schoulen, dat ass d'Evaluatioun duerch d'Uni Lëtzebuerg.

Ech mengen, dat wär e wichteg Element. Et ass fir eis wichteg ze wëssen, wa mer eng experimental Schoul maachen, dass mer déi vun Ufank un evaluéieren. Et ass awer grad esou wichteg, wa mer wëllen e Verglach hunn a wa mer wëllen Aussoen hunn, déi och iwwert den Dag eraus eppes wäert sinn, dass mer dann École-témoins hunn. Dat heescht, dass déi Evaluatioun net nëmme am Neie Lycée gemaach gëtt, mä dass se och parallel an anere Lycéee gemaach gëtt, fir dass ee ka vergläichen. Sou dass mer vum September un am Neie Lycée mat der Uni Lëtzebuerg eng Evaluatioun maachen an nach an anere Lycéeen, fir ee Verglach ze hunn iwwert d'Joren, wéi dat soll fonctionnéieren.

Oft ginn ech gefrot: Wat gëtt dann elo? Wat ass do pilote a wat ass unique an där Schoul?

Ech mengen, dass ech déi Ausso haut net esou ka maachen. Dat Eenzeit, wat ech ka soen, dat ass: Et ass net geduecht de Modell vun enger Ganzdagsschoul iwwert d'ganz Land ze generaliséieren. Dat wäert wuel unique bleiwen an deser Schoul. Wann nach aner Schoulen déi Demande maachen, fir hir Horaire anescht ze organiséieren, dann hunn ech domadder kee Problem. Dass an all Région soll eng Offre scolaire bestoen, wou d'Kanner no de Schoulstonen nach kënnen bleiwen, schéngt mer richtig, ouni dass doduerch awer hire ganzen Horaire muss a Ganzdagsschoul ëmgewandelt ginn.

Wou ech grouss Erwaardungen druckn, dat ass dat Probéiere vun enger neier Evaluatioun. Ech ka mech erënneren, dass mer iwwer Joren hei soen: „Déi Punkten, dat ass jo schwierig. Zwar si mer dru gewinnt, awer vläicht misst een nach accessoire Saachen ofréieren.“ Ier mer dat kënnen soen, mengen ech, solle mer deem Neie Lycée eng Chance ginn, fir déi Saachen auszuprobéieren, se ze evaluéieren, se ze dokumentéieren, se ze diskutéieren, ier ee kann dohinner goen a soen, dat eent oder anert Element vun där Schoul do sollte mer generaliséieren.

Hei ass e puermol d'Suerg ausgedrückt ginn, dass ech iwwert dem Neie Lycée déi aner Schoulen net soll vergiessen. Also, ech weess net, ech fannen et normal, dass en Unterrechtsminister fir allegerenten d'Schoulen do ass. An ech fannen et och normal, dass d'Politik dofir suert, dass all Schoulen eng convenabel Infrastruktur kréien, an dat ass jo dee Programm, un deem mer mam Bauteminister zesummen amgang sinn ze schaffe fir weiderzkommen.

Dat Zweet ass, dass mat deem Vote vun engem Neie Lycée a mam Ufank vun enger Schoul, déi dann eng experimentell Schoul hei zu Lëtzebuerg ass, d'Reformen an der Éducation nationale net zu Enn sinn. Deen éischte groussen Dossier, dee mer elo diskutéieren, ass dee vun de Sproochkompetenzen, iwwert déi mir eben déi Expertise vum Conseil de l'Europe ofwaarden. Dat ass sécher eppes, wat sämtlech Schoulen ueegt, vun de Primärschoulen iwwert d'Lycéeeën, an iwwer wat mer eng

grouss Diskussioun mat hinne mussen féieren.

Mir haten dëst Joer fir d'éischt am Mee eng Journée des projets vun de Lycéeeën, an ech muss soen, et war immens interessant, wéi all Lycée seng Projekte virgestallt huet. Mir wëllen déi Tradition och weiderféieren a se ausdehnen, fir dass eben en Echange entsteet an dass mer och dokumentéieren, wat vun Initiativen an de Lycéee besteet, fir dass net all Lycée alles nei ausprobéiert, mä dass mer dat dokumentéieren, échangéieren an eventuell generaliséieren, wat sech bewäert - jee wéi déi Dokumentatioun dann ausfällt.

Ech hunn nach eng Fro kritt zum Transport. Den Här Henckes hat mech gefrot. Den Transport ass organiséiert zesumme mam Ministère vum Transport, an zwar mëttels enger Navette vun der Gare bis op Hollerech, respektiv vum Geesseknäppche bis op Hollerech zu deene Stonnen, wou déi Kanner müssen dohinner kommen.

Wat de Coût uegt, sou ass dat natierlech ganz schwéier ze soen. Sous toute réserve hu mer probéiert deen auszurechnen. Verglach mat engem comparabele Lycée, wann dee bis fonctionnéiert, mat ongeféier 600 Schüler, hu mer ausgerechent, dass mer da 4,6 Enseignant manner brauche wéi an engem comparabele Lycée; par contre hu mer jo dann awer Educateurs. Mir hu jo 13 Educateurs fir de Lycée. No där Berechnung, déi ech do virleien hunn, entsprechen déi 4,6 Enseignanten dem Coût vun néng Educateurs, sou dass mer nach e Surcoût vu véier Educateurs hätten.

Dat ass awer alles äusserst hypothetesch a just fir ze soen, dass mer eis beméit hunn, fir där Demande do entgéintzekommen. Vu dass mer jo och, besonnesch wa mer d'Offre scolaire, den Encadrement ausserhalb vun de Schoule wëllen ausdehnen, an anere Schoulen Educateurs mussen astellen, mengen ech, soll ee vläicht déi Schoulen eng Rei Jore fonctionnéiere loosse an dann d'Evaluatioun maachen, fir ze kucke wéi et mam Coût ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll nach eng Kéier soen, dass ech immens frou sinn, och fir dee Support, deen den Neie Lycée hei an der Chamber féint. Et ass normal, wann esou eppes diskutéiert an gestëmmt gëtt, dass déi eng Leit dat mat immensen Erwaardungen ukucken an déi aner mat enger riseger Skepsis. Ech kann dat alles verstoen. Ech huelen un, deem wéi een Dag dass een huet, dass deeselwechten deen een Dag Skepsis huet an deen aneren eng riseg Hoffnung.

Mir bleift, Iech Merci ze soen. Ech wëll där Equipe, déi den Neie Lycée iwwerhëlt, soen, dass op si eng ganz riseg Erwaardung laascht, an ech wënschen hir vill Asaz. An ech wëll hinnen allegueren och just soen, dass mir allegerente wëssen, dass et een immensen Défi ass, dee mir uginn. E puer vun den Défi sinn opgezielt ginn - Projektunterricht, Teamteaching, nei Horairen - also, deen Défi fir d'Equipe ass riseg.

Ech wënschen hinnen an eis allegueren, dass si där Saach gewuess sinn, an ech sinn iwwerzeegt, dass dat och esou ass.

Merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Madame Minister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss. Mir bleiwe bei deem, wat ugekënnegt ass. D'Vote gi gruppéiert zum Schluss vun deser Sétzung.

Une voix. - Dat ass mir ganz nei!

(Interruptions)

M. le Président. - Dat war vir d'vir éischte President proposéiert ginn an och esou uegholl ginn.

(Brouhaha général)

Mir kommen dann zum nächste Projet de loi, an zwar zum Projet de loi 5395 iwwert d'Personal vum Service rééducatif ambulatoire. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen, als éischt Riednerin d'Madame Gantenbein, d'Madame Brasseur, den Här Adam an den Här Henckes. D'Wuert huet dann den Här Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här John Castegnaro. Här Castegnaro, Dir hutt d'Wuert.

4. 5395 - Projet de loi portant engagement à durée indéterminée du personnel du Service rééducatif ambulatoire (SREA)

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. John Castegnaro (LSAP), rapporteur. - Här President, Madame Minister, Här Minister, Kolléeginnen a Kolléegen, mir sollen haut dem Projet de loi 5395 betreffend dem SREA (Service rééducatif ambulatoire) eis Zoustëmmung ginn. Dëst, no deem déi zoustänneg Parlamentskommissioun den 28. Juni dëst Joer, de Statsrot de 24. Juni - zwar mat enger Opposition formelle, där mir awer Rechnung gedroen hunn -, an déi zoustänneg Beruffschamber schonn den 12. Dezember 2004 hir Zoustëmmung ginn hunn.

Et ass kee grousst Gesetz - et geet em en Artikel -, mä et ass e Gesetz, wat bedeutend ass fir déi 107 Beschäftegt, dovun 105 Fraen, déi elo endlech gesinn, dass hiert prekär Aarbechtsverhältnis an e festen Aarbechtsvertrag als „employé de l'État à durée indéterminée“ ëmgewandelt gëtt.

An et kann ee soen: Net ze fréi a souwisou war et iwwerfällig, well et eigentlech eng noutwendeg Regularisierum vum Artikel 13 vum Gesetz vum 24. November 1989 iwwert den Aarbechtsvertrag respektéieren deet, an domat dann, well mir dann awer extra légiféiere mussen, enger peinelcher Situation een Enn gesat gëtt.

Et muss een och soen, dass dëst mat vill Verspéidung eng Unerkennung ass fir eng bedeutend Aarbecht am Interesse vun der Integratioun vu Kanner an eise Primärschoulen. Vu Kanner, déi zu deene Schwächste gehéieren an déi just dofir een Usproch op dës Integratioun an domat och op Chancéglichheit an Zukunftsperspektiven duerch eng gezielte professionnell Ennerstëtzung kréien.

De SREA ass 1994 gegrënt ginn, wat méiglech war duerch d'Basisgesetz iwwert d'Éducation différenciée vum 24. März 1973 an ass mat ronn zéng Educateurs gestart ginn. Déi positiv Resultater vun der Aarbecht an déi unerkannten Noutwendegkeet vun enger gezielter Begleedung vun deene Kanner, déi zu deene Schwächste gehéieren, huet zu engem permanenten Ausbau vun deem Service gefouert an och zu enger Reorganisatioun vun där Dénsgschstell, ouni dass - leider soen ech - gläichzäitig déi noutwendeg Regularisierum ageleet gouf.

Et huet een zënter 2003 erkannt, dass et endlech eng politesch Zoustëmmung géif ginn, fir déi prekär Situatioun an een normaalt Aarbechtsverhältnis ëmzewandelen. An dach huet et bis den 10. November 2004 gedauert, bis d'Schoulministerin Mady Delvaux-

Stehres dee Gesetzesprojet depouéiert huet an dass mir et fäerdeg bruecht hunn, ebe vum Statsrot de 14. Juni 2005 een Avis ze kréien an et als Kommissioun den 28. Juni eestëmmege verabschiede konnten.

Erlaabt mir, Kolléeginnen a Kolléegen, awer e puer zousätzlech an och kritesch Bemierkungen.

Ech gi jo dovun aus, dass dëst héicht Haus haut seng Zoustëmmung gëtt, wéinst der Regularisierum an awer och der Tatsaach, dass mir domat endlech eng kloer Situatioun fir d'Rentrée scolaire 2005 an 2006 hunn. Dat ass ee positive Punkt an domat verschwennt en onnéidege Schéinheitsfleck.

Mä, mat dësem Gesetz - an dat muss een och ënnersträchen - maache mir eigentlech nëmme Vergaangenheitsbewälteung an nëmme e klenge Schrétt a Richtung Zukunft an dat, well de Stat a senger starrer, onflexibler Organisatioun, echten, erkannten a festgestellte Bedierfnisse nëmme schwéierfällig an da mat Jore Verspéidung nokënt an net ëmmer senger Responsabilitéit, besonnesch de Bedierfnisse vun deene Schwächsten an eiser Gesellschaft géigeniwwer, gerecht gëtt.

Dann, een aneren negative Punkt: Dee besteenden Numerus clausus, deen oft en héije Schiedlechkeitseffekt huet, well e reell Besoinen net oder nëmme ganz spéit erkennt a befriddet, respektiv da Léisungen iwwer Emweeër gesicht ginn, wéi an dësem Fall, wou d'Gemeen, souwäit si déi finanziell Moyenen hann an och déi politesch Responsabilitéit, parallel Dénsgschstelle schafen, déi nëtzlech sinn a mat Sécherheet gutt Aarbecht maachen, mä déi net onbedéngt an de System integréiert sinn.

Mir dierfen a kengem Fall vergiesse, Kolléeginnen a Kolléegen, dass et och hei, wéi bei allem, wat mat der Schoul ze dinn huet, em d'Interesse vun eise Kanner geet an do sollt eis keng Ustrennung ze vill sinn, respektiv muss mir bereet sinn - a mir hunn dat jo vir drun an dem Projet Neie Lycée festgestallt - ëmzedenken an ze innovéieren an domat och besteend Gesetz an deem Sënn ze moderniséieren.

An dofir soen ech: Firwat sollt een net bei der ustehender Reform vum Schoulgesetz vun 1912 en neien a méi e breede Kader setzen, fir all deenen Uspréich, déi eis Gesellschaft och un d'Schoul stellt, an deenen Erausforderungen, déi d'Zukunft un eis alleguer stellt, gerecht ze ginn?

Dat géng bedeuten, dass d'Schoul an hirer Organisatioun méi villfällig, an domat menger Meenung no méi effikass kéint ginn, duerch zum Beispill wéi an dësem Fall eng enk Zesummenaarbecht vu Schoulmeeschterinnen a Schoulmeeschter an Educateurs, an dat géng am Endeffekt och bedeute méi effikass souwuel fir d'Leierpersonal wéi och - a besonnesch - fir d'Kanner. Ass dat Zukunftsmusek? Neen, soen ech. D'Reform vum Schoulgesetz, och am Sënn vun eiser aller Interpretatioun vun deene PISA-Studen, muss eng éischt Prioritéit hunn an deenen Erausforderungen an och där heiter Rechnung droen.

Wann ech gesot hunn, dass dëst Gesetz virrangeg Vergaangenheitsbewälteung bedeute, dann ass dat, fir dorop hinzeweisen, dass mir zur Zäit 135 Unitéiten un Assistenz am Asaz hunn, an zënter 2001 op 2.377 Stonne begrenzter Assistenzarbeits kommen, e Problem, deen eigentlech entstanden ass aus der Précaritéit vun der Situatioun an duerch d'Noutwendegkeet, dass iwwert de Statsbudget jo all Joer huet misse e gréngt Licht kommen, fir iwwerhaapt kënnen dee Service do unzébiden.

Mä déi Begrenzung, déi eng Flucht no vir war, fir eppes a Bewegung

ze setzen, dréit natierlech net der Realität, der wierklecher Realitéit um Terrain Rechnung. Am Kloertext heescht dat, dass d'Zuel vun de Kanner, déi betreit mussen ginn, permanent an d'Luucht geet, an dass domat déi 2.377 Stonne längst net méi duerginn. Dat heescht mat anere Wieder ausgedréckt, et besteet also nach ëmmer e grousse Handlungsbedarf.

Nach eng Kéier, Kolleeginnen a Kolleegen, dësse Gesetzesprojekt soll eng definitiv Ustellung vum SREA-Personal erméiglechen an domat éischtens, fest, permanent, geschoulten Equipen, déi duerch e fest Aarbechtsverhältnis och d'Rou an d'Ausgeglichenheet kréien, fir weiderhi wäertvoll, nëtzlech an noutwendeg Aarbecht leeschten ze kënnen; zweetens, ginn iwwert d'Gesetz - och widderhuele mech - d'Aarbechtsvertrag endlech reguläriséiert an d'Gesetz respektéiert; an dréitens, mat dësem Gesetz gétt onmëssverständlech, wann och leider mat Verspéidung, de politesche Wellen erneiert an dokumentéiert, deene Kanner, déi Hëllef brauchen, déi och zoukommen ze loosse, esou wéi et de Légitimateur am Basisgesetz iwwert d'Éducation différenciée vum 14. März 1973 virgesinn, awer nëmmen hallefährzeg ëmgesat huet.

Erlaabt mer alle Kommissionsmitglieder Merci ze soe fir déi gutt an déi schnell an effikass Aarbecht, an och all deenen aneren, déi un der Virbereedung vun deem Ganzen deelgeholl hunn. Ech bieden lech ëm Zoustëmmung an och benützen d'Geleechenheet, fir och d'Zoustëmmung vun der LSAP-Fraktioun elo schonn unzemellen.

Merci.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Merci, Hâr Castegnaro. Als éischt Riednerin ass d'Madame Gantenbein ageschriwwen.

Discussion générale

■ Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullén (CSV).- Hâr President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, fir d'éischt un éischter Stell e grouse Merci un den Hâr John Castegnaro, dee sai schréfflechen a mëndleche Rapport mat Engagement virgedroen huet. Hien huet am Fong geholl alles gesot, wat et iwwert dësse Projet ze soe gétt. Et ass sécherlech a senger parlamentarescher Envergiure kee ganz grouse Projet, awer e ganz nëtzlechen, a fir déi Betraffen e wäertvollen. Ech denken och, datt dësen Text eng gewësse Signalwierkung huet, souwuel fir déi Leit, déi an dësem Beräich schaffen, wéi och fir déi Kanner, déi an der Éducation différenciée ënnerbruecht sinn, a fir hir Familjen.

De Rapporteur, an och de Statsrot hu korrektweis dorobber higewisen, datt déi Betraffen an dësem Secteur opgrond vum Gesetz vum 24. Mee 1989 iwwert den Aarbechtsvertrag schonn de facto en onbefristete Vertrag hunn. Duerch de virleienden Text gétt u sech dës Situation reguläriséiert, wat fir déi, déi am socio-éducativ Secteur schaffen, sécherlech eng Unerkennung an eng Valorisation vun hirer Aarbecht duerstellt. Wie sech e bëssen an dësem Beräich auskennt, weess, datt et grad dës Kanner a Schüler sinn, déi op e motivéiert an engagéiert Personal mussen ziele kënnen, an de Rapporteur huet dat jo och ganz ausdrécklech ënnerstrach.

Wa mir haut déi berufflech Situation vun deene sëlleschen Educateuren, Infirmieren, Infirmiären, Ergotherapeuten, Kinésithérapeuten, Orthophonisten, Psychologen, Psychomotriciennen an esou weider am SREA reguläriséieren, dann dréit dat sécherlech zur Motivatioun bäi, déi sech schlussendlech och op d'Aarbecht mat de Kanner wäert néierschloen. Duerch dës Regulariséierung ass et méiglech, an deene verschidde Secteuren

Equipen op d'Been ze stelle mat spezifesche ausgebildeten Personal, déi stabel sinn. Eng ganz wichteg Viraussetzung fir gutt edukativ Aarbecht kënnen ze leeschten. Mat dëser Regulariséierung signaliséiert d'Politik awer och, datt se d'Integratioun vun de Kanner mat Besoins spéciaux ganz eescht hält an hir Integratioun an den normalen Unterrecht wëllt favoriséieren.

Ech wëllt awer och nach eng Kéier op dësse Plaz dorun erënneren, datt d'Madame Minister am Kontext vun der Debatt vum 1. Juni 2005 iwwert de Gesetzesprojekt 5275 iwwert de personelle Kader an eise Lycéien an Aussicht gestallt huet, fir de Chargéen am Secondaire eng ähnlech gelagert Lösung virzeleeë wéi déi, déi mer an der leschter Legislaturperiod am Primär ausgeschafft haten. Meng Fraktioun an ech hoffen, datt mer am Hierscht dësen Text kënnen op de parlamentaresche Leescht huelen.

D'Problematik ass nämlech ähnlech gelagert wéi déi beim SREA. Den Enseignement secondaire ass an deenen nächste Joren nach op Chargéen ugewisen. Dat géllt virun allem am Cycle inférieur vum Technique, am Préparatoire an am Modulair. Et sinn dat Klassen, wou d'Schüler eng besonnesch Opmierksamkeet brauchen. Et si Klassen, déi dacks vu Chargéen betreit ginn. Och hei kann eng Regulariséierung e positiven Effet hunn op d'Motivatioun vum Léierpersonal.

Wann ech richteg an der Debatt nogelies hunn, ass de Projet sou wäit fäerdeg a kann zesumme mat dem entspreche Règlement grand-ducal iwwert d'Konditiounen vun der Formation an de Regierungsrot.

Dëst gesot, Dir Dammen an Dir Hären, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Merci, Madame Gantenbein. Als nächst Riednerin ass d'Madame Brasseur ageschriwwen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

■ Mme Anne Brasseur (DP).- Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Projet kann ech soen „endlech“! Mir hunn hei e Fall vum Fonctionnement vum Stat, wou mer ons all mussen Froe stellen. 1973 ass d'gesetzlech Basis geschaf ginn, fir esou Interventiounen vu spezialiséierte Leit an de Schoulen ze erméiglechen, wann de Besoin sech bei Kanner géng stellen. Dat huet da bis 1994 gedauert bis dat an d'Praxis ëmgesat ginn ass a bis dee Service rééducatif ambulatoire geschaf ginn ass, well de Besoin effektiv do war.

De Problem war awer, dass de Stat engersäits de Besoin erkannt huet, e Service geschaf huet, sech d'Moyenen an de Ressources humaines awer net ginn huet, fir deem Besoin nozekommen. An dann ass op en Trick zréckgegraff ginn, an dat hunn déi sukzessiv Regierungen gemaach. Ech attackéieren hei keen, mä et muss ee sech d'Fro stellen: Funktionéieren mer richteg, esou wéi mer organiséiert sinn?

Et ass nämlech iwwert d'Loi budgétaire dann all Joers eng Stonnenzuel festgesat ginn, déi dee Service zur Verfügung hätt, fir kënnen ze funktionéieren. Dat heescht, d'Dépense ass vum Stat getäteg ginn, mä op där anerer Säit sinn awer keng Leit fest agestallt ginn, obwuel mer se gebraucht hunn. Dat ass menger Meenung no e Wee, dee mer an Zukunft net méi dierfe goen.

Mir hunn nach aner Beispiller vu Servicer, déi de Stat schafft duerch e Gesetz, well e Besoin do ass, an op där anerer Säit gétt hie sech net d'Ressources humaines, an da gétt probéiert iwwer Zäitkontrakter oder hei iwwer Stonnenzuelen iwwert d'Ronnen ze kommen.

An dat éischtens au détrimment vun deene Leit, déi esou beschäftigt ginn. Et ass jo och konträr zum Aarbechtsgesetz, an ech wëll dem Rapporteur félicitéieren fir déi kritesch Téin, déi hien och ugeschloen huet.

Et ass och net gutt fir de Service selwer a fir d'Kanner, déi betreit ginn, well ëm déi geet et jo schliesslech hei. Et huet een nämlech festgestallt, dass an deem Service e ganz grousse Turnover war. Well déi Leit, déi do geschaff hunn, an enger prekärer Situatioun waren, hu se da probéiert eppes aneschtens ze fannen, a soubal si an engem anere Secteur e richtegen Aarbechtskontrakt kruten, si se fortgaang, wat mat sech bruecht huet, dass dauernd Fluktuatiounen an deem Service waren, wat net gutt war fir de Service, mä et war virun allem net gutt fir d'Kanner.

Duerfir mussen mir ons iwwerleeë bei all neiem Gesetz, wat mer stëmmen, dass mer do zur Situation kommen, dass mer ons dann och d'Ressources humaines ginn, quitte dass dann de Numerus clausus muss an d'Luucht goen. Well, mir léien ons an déi eegen Täsche mir fuddelen am Fong, well d'Dépense fir de Stat, déi bleift awer iwwert de Budget, well déi Leit mussen rémunéréiert ginn. Mir contournéieren d'Aarbechtsgesetz a mir dreiwien d'Leit an eng Prekaritéit, déi mer awer wierklech net kënnen zouloossen.

Dofir sinn ech frou, dass dee Projet endlech op den Ordre du jour kënn, well, gleeft mer et, et ass eng Situatioun, mat där ech och konfrontéiert war, an et war net esou einfach - legislativ gesäit et einfach aus, well et ass just een Artikel -, mä et war net esou einfach, dat hei deblockéiert ze kréien, fir dass een déi Stonnenzuel, déi am Budget steet, a Poste géng ëmwandelen.

2001 - an de Rapporteur huet dat och ervirgetrach - ass d'Stonnenzuel agefruer ginn, an dat war net well kee Besoin do war, mä, wéi de Rapporteur et och gesot huet, fir net virunzefueren nach méi Leit an déi prekär Situatioun ze bréngen, well ee soss als Arbeitgeber net seng Responsabilitéit iwwerholl hätt. An ech wor der Meenung, dass fir d'éischt misst de Problem geléist ginn am Intérêt vun de Leit, am Intérêt vum System an am Intérêt vun de Kanner, déi betreit ginn.

De Projet de loi, dee konnt érischt finaliséiert ginn no de Wahlen, dass e prett wor, an no de Wahle konnt ech kee Projet méi déposéieren. Dofir sinn ech frou, dass dat dunn am November duerch d'Madame Delvaux geschitt ass an dass mer elo dee Projet hei um Ordre du jour hunn.

Menger Meenung no solle mer ons dat hei och virun Aen halen, wa mer aner Servicer beim Stat schaffen, och an aneren Domänen, dofir riicht et sech un all d'Deputéierten, dass mer oppassen, dass dat do net nach eng Kéier passéiert.

D'Madame Gantenbein huet zu Recht de Problem opgeworf vun de Chargés de cours, am Secondaire, do hu mer eng ähnlech Situatioun. Mir haten se am Primaire. Mir hunn do Leit gebraucht. Mir hunn awer refuséiert hinnen e Statut ze ginn, eng Aarbechtssécherheet. Wann de Stat Leit brauch, da muss en och als Patron, wéi de Privatpatron dobaussen och, sengen Obligatiounen nokommen an net soen: „Der Mohr hat seine Schuldigkeit getan, der Mohr kann gehen.“ Dofir mussen mer och eng Solutioun am Secondaire fir d'Chargés de cours fannen.

Mä erlaabt mer, Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, fir nach ee Wuert ze soen iwwert de Service vum SREA an d'Éducation différenciée. Eng Zäitchen ass déi Diskussioun net gutt gelaf. Et wor näm-

lech eng Spannung, dass gesot ginn ass: Hei sinn d'Centres d'éducation différenciée an do sinn déi integréiert Kanner. An da goufen et Leit, déi hu gemengt, all handicapéiert Kand misst onbedéngt integréiert ginn an et misst alles gemaach ginn. An aner Leit hu gesot: Ah neen, dat geet dann au détrimment vun der Éducation différenciée.

Mir hunn awer nëmmen eng Zort vu Kanner, déi Problemer hunn, an déi sinn heira regroupéiert. Dofir ass et menger Meenung no net e Richtungssträit, deen ee muss féieren - Muss integréiert oder deelintegréiert ginn? -, mä et muss een ëmmer vun der Situatioun vum einzelnen Kand ausgoen. A wann au départ d'Integratioun bei klengen Kan- neren sech vläicht relativ llicht mécht, well do d'Differenze mat deenen aneren net esou grous sinn a well se do nach akzeptéiert ginn am Grupp, an opgrond vun hire Capacitéiten och vill kënnen mat ewech- huelen, a well déi aner Kanner an der Klass och ganz vill kënnen dobäi léieren, esou ass dat awer, wann d'Kanner e bësse méi al ginn, net onbedéngt de Fall.

Dofir muss een differenzéieren a fir all Kand e Projet maachen, deen dauernd muss ugepasst ginn, an dass een dat muss als Lösung fannen, wat dat Besch vum Kand ass, an net drun erugee mat den Aen, dass gesot ginn ass: „Dat do ass ee fir eng Ediffklass“, an ze maachen, wéi wann déi Aarbecht net esou gutt wier.

Ech si frou, dass déi Diskussioun elo Gott sei Dank e bëssen nogeloes huet. Well ech ka mech erënneren, dass mer an der leschter Legislatur eng Kéier eng Visite gemaach hunn an e Centre d'éducation différenciée. Ech hat gefrot dat kënnen ze organiséieren, well ech der Meenung wor, dass d'Deputéierte mol solle kucken, wat do mat de Kanner geschaff gétt. Do gétt jo ebe just fir Kanner, déi Schwierigkeeten hunn, spezifesch op hir Schwierigkeeten e Programm développéiert an doduerch maachen se Progrèsen, mä et ass ee Moment dergestallt ginn, wéi wann déi Kanner um Ofstellgleis wieren. Or, dat ass op kee Fall richteg.

Dofir sinn ech frou, dass déi ganz Diskussioun sech elo, Integratioun oder net Integratioun, méi entkrampft huet. Menger Meenung no mussen mer ons virun d'Moyenë ginn an dat hei ass ee Schrëtt an déi Richtung fir déi Kanner, wou et méiglech ass, kënnen ze integréieren. Mä wann een se wëllt sënnavoll integréieren, da muss een och deen néidegen Encadrement hunn.

Wat den Encadrement ubelaangt, esou géng ech mer wënschen, dass, nodeem de Problem hei geléist ass, ee géng fäerdeg bréngen Equipen ze schafen - et si jo scho regional Strukturen elo geschaf ginn -, mä dass kënnen gréisser Schoulgebaier op stabelt Personal zréckgräifen, déi ganz an d'Gebai och integréiert ginn an esou sënnavoll als Ressourcé fir d'ganz Gebai kënnen ugesi ginn.

Ech wëll och hei ënnersträichen, dass déi Aarbecht, déi déi Leit leeschten a geleescht hunn, souwuel am SREA wéi an de Centres d'éducation différenciée, eng formidabel Aarbecht ass. Eng Aarbecht, déi net llicht ass. Eng Aarbecht, wou een och heiansdo u seng Limité stéisst a wou ee gesäit, dass een net alles kann erreeche mat deene Kanner, wat ee sech virgestallt huet, wou et Réckschléi och gouf. A wann ech dann déi Leit kucken, ënner deene schwierigste Bedingungen, a beim SREA och nach ënner prekäre Bedingungen schaffen, an ech froen se: „Wéi maacht Der dat, Är Aarbecht mat esou engem Engagement ze maachen?“ Da soe se: „Mir kréien enorm vill vun deene Kanner erëm.“

An ech mengen dat muss een erliewen. Et muss ee gesinn, wéi

esou Centrë funktionéieren. An ech wëll hei meng Unerkennung all deenen ausdrécken, déi an deem Secteur schaffen a sech enorm asetze fir d'Scolarisation vun deene Kanner, déi d'Chance net hunn esou kënnen ze evolüéieren wéi all déi aner Kanner.

No deene puer Remarquen, Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, wollt ech den Accord vun der DP-Fraktioun ginn an nach eng Kéier en Appel un ons maachen, wa mer an Zukunft Servicer schafe beim Stat, egal a wellechem Domän, da mussen mer och dofir suergen ons d'Moyenen ze ginn en ressources humaines, fir dat kënnen nozevollzéien. Well soss si mer muer an engem aneren Domän erëm op deemselwechte Punkt wéi hei, an dat ass net gutt, weder fir de Fonctionnement vum Stat, nach fir déi Betraffen, nach besonnesch fir de Service, dee mer um Bierger mussen leeschten.

Ech soen lech Merci.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Dann huet den Hâr Claude Adam d'Wuert.

■ M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).- Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, den honorablen Hâr Castegnaro huet et scho gesot fir unzefänken: Mir maachen haut e Stéck Vergaangenheitsbewältigung.

Als gréng Fraktioun bedauere mir et selbstverständlech och, datt dat esou laang gedauert huet, bis datt mer endlech esou wäit sinn, datt déi Leit, déi beim SREA schaffen, kënnen fest agestallt sinn.

Ee Service schafen a géréieren, wou een de Leit keng fest Ustellung ka ginn, ass en Nodeel fir deen, deen e Service géieret. Et ass en Nodeel fir déi Leit, déi do schaffen. Et ass dovou geschwat ginn, datt ganz vill Leit, déi, wa se d'Méiglechkeet haten an enere Service ze kommen, wou se besser Konditiounen kriit hunn, dann och dovou Gebrauch gemaach hunn. A schlussendlech ass dat och fir déi Kanner, déi vun deem Service profitéieren, net glécklech.

Duerfir: Gutt, datt mer haut dee Projet hunn. Mir wäerten als gréng Fraktioun dee Projet selbstverständlech och mat Jo stëmmen.

Erlaabt mer just kuertz ze soen, an den Hâr Castegnaro huet dat och schonn ugeschneiden: Et ass awer nach keng Antwort op déi zukünftig Entwicklung. An ech mengen, och do misst ee sech Gedanke maachen. Et ass ugeschwat ginn, ob een dat vläicht am neie Schoulgesetz kéint mat verschaffen. Op alle Fall ass dat eng gutt Geleechenheet fir ze diskutéieren.

Firwat? Majo et gétt um Terrain ganz vill Servicer. Et gétt scho laang de Service de guidance de l'enfance an et gétt de SREA, an da gétt et och nach esou eppes wéi en Appui communal, deen op ënnerschiddleche Gemenge ganz wäit geet, fir dann net iwwert d'Logo an esou weider nach ze schwätzen.

An ech mengen, do misst mer eis och nach Gedanke maachen, wann een d'Entwécklung vum SREA kuckt, wou ee seet, si hu '94 ugefaange mat 135 Unitéiten, 2001 ass et agefruer ginn op 2.377 Unitéiten, da kann et jo elo net sinn, datt dat een exponentiell Wuessstum gétt. Dat heescht, mir mussen eis schonn iwwerleeë, wéi eis Servicé fir d'Enfants a besoins spécifiques an de Schoulen an Zukunft organiséiert ginn.

Ech freeë mech op déi Diskussioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Merci, Hâr Adam. Den Hâr Gibéryen freet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Merci, Hâr President. Mâi Kolleeg Jacques-Yves Henckes sollt am Fong zum Projet schwätzen, mä en ass an enger Sitzung, mengen ech, an der Gemeng Lëtzebuerg. Dofir wëll ech am Numm vun eiser Fraktioun awer d'Zoustëmmung zu dësem Projet bréngen.

(Interruption)

Et ass schwéier hien ze ersetzen, mä ech versichen et awer.

Ech wëll d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun bréngen. Ech wëll dem Kolleeg Castegnaro Merci soe fir säi gudden Rapport, deen en hei gemaach huet. An et ass, mengen ech, vu menge Virriedner alles, wat am Zesammenhang mat dësem Projet ze soen ass, gesot ginn.

Ech mengen et ass wichteg, nodeem datt mer bei de Chargéen am Primaire, wou mer eng ähnlech Situatioun haten, am Secondaire besteet se nach, datt mer hei déi Onsécherheet eraushuelen an duerch dës Gesetz d'Situatioun vun deene Leit regelen. Ech mengen, dat wat mer dem Privatsecteur am Fong mat Recht virschreien, datt d'Leit mussen a festen Aarbechtsverhältnissen sinn, do misst de Stat am Fong och bei sech esou eng Situatioun schafen.

Et ass ëmmer ongesond, wa mer virun allem an der Education op verschiddenen Niveaue déi Situatioun hunn an haten, wou Leit keng fest Aarbechtsverträge hunn. Ech mengen dat ass net gutt fir eng Situatioun an der Schoul. Déi Leit hunn eng grouss Responsabilitéit, virun allem déi heite Leit, an duerfir soll een och deene Leit déi Garantie ginn, déi se brauchen, fir esou eng Aarbecht kënnen ze maachen. Duerfir ass dat hei e gudden Projet, deen eis Zoustëmmung féint.

M. le Président.- Merci, Hâr Gibéryen. Dann huet elo d'Madame Unterrichtsministerin d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Merci, Hâr President. Dir Dammen an Dir Hären, ech freee mech haut fir d'zweet,...

(Hilarité)

...well mer dat Gesetz vum SREA haut stëmmen, well och déi grouss Unanimitéit hei an der Chamber besteet a wat jo u sech net erstaunlech ass, well dee Projet ass Iwwerzeidung an et ass héich Zäit, dass déi Leit, déi als Chargés iwwer Joren am SREA agestellt sinn, e feste Kontrakt kréien.

Ech muss soen - ech huelen u menger Virgängerin ass et esou gaangen a mir geet et och esou -, dass ee sech schummt, wann een deene Leit begéint a wann ee weess, dass hir Aarbechtskontrakter net an der Rei sinn, an ech si frou, datt ech hinnen elo ka mat manner Gene begéinen, well se dann endlech regulariséiert sinn.

Ech sinn och mat all deenen d'accord, dass mer eis mussen Moyeréngi fir esou Situatioun wéi där do an Zukunft ze vermeiden an awer déi Servicer, déi mer brauchen, kënnen unzëbidden - a mir brauchen déi Servicer!

Wa mer elo soen, mir sinn um Niveau vun 2001 - do hu mer eigentlech d'SREAs-Stonnen agefruer - a mir sinn elo 2005, an deemools sinn eigentlech Kanner betreit gi bis an d'sechst Schouljoer, dat heescht, et war geduecht vun 1994 un, wou de SREA gegrënt ginn ass, fir dat dann ëmmer wuessen ze loossen, dass een dann eng Kéier dee ganze Curriculum vun de Kanner, sou laang wéi se schoufflichteg sinn, dat war also bis 15, 16 Joer, géif gesinn, wat ongeféier de Besoin war an dann hätt een eng Iddi vum Ordre de grandeur.

Vu dass 2001 aus verständleche Grënn d'Stonnenzuel agefruer ginn ass, si mer eigentlech ni op den

Niveau komm, wou mer genau wossten, wat d'Besoin wäre fir eng Population scolaire donnée. En plus wësse mer jo, dass mer all Joer méi Kanner an eis Primärschoule kréien a mir kréien och Kanner, deenen hir Besoinen och wahrscheinlech an d'Luucht ginn. Et ass net esou, dass d'Zuel vun den Enfants à besoins spécifiques proportionnell zu eiser Population scolaire ofhëlt; si bleift pour le moins constant. Dat heescht, ech ginn dovunner aus, dass mer elo eng Situatioun regulariséieren - wouriwwer ech frou sinn -, mä dass mer an Zukunft awer nach Leit brauche fir all déi Servicer, déi déi Enfants à besoins spécifiques do a charge huelen.

Déi Diskussioun, wéi mer déi Servicer sollen organiséieren, wärte mer am Hierscht féieren am Kader vun deem neie Schoulesgesetz, wou ech déi Servicer gäre géif dran integréieren.

D'Madame Gantenbein huet gefrot, fir et ähnlech bei de Chargés de cours am Enseignement postprimaire ze maachen, wat elo net direkt eppes heimadder ze dinn huet, mä wat awer eng ähnlech Problematik ass, wou d'Zuel och immens ugeklommen ass a wou mer och fir den Hierscht e Projet an d'Regierung ginn, fir deenen och eng Solutioun unzëbidden, dass se e feste Kontrakt kënnen kréien.

Fir op d'Kanner à besoins spécifiques zrëckzucken. Ech hunn eigentlech déi Iwwerleeung net richteg verstanen, mä fir mech ass et awer kloer, dass Kanner mat Besoinen spécifiques Kanner sinn, déi der Obligation scolaire ënnerleien an deene mer mussen an der öffentlecher Schoul eng Scolarisatioun bidden, déi hinnen et erlaabt och hir Potentialitéiten esou ze entwéckelen, well och fir Kanner à besoins spécifiques oder enfants à handicap muss et e Förderplang ginn, muss et en Enseignement ginn, deen se esou wäit bréngt, wéi et méiglech ass.

An elo weess ech net ob et ubruecht ass iwwert déi beschte Manéier, wat ass den Avantage vun där enger Form vu Scolarisatioun par rapport zu där aner, ze streiden. Fir mech ass et zimlech kloer, de Prinzip ass d'Integratioun. Nëmme wann d'Integratioun schwierig ass, da muss mer kucke Léisungen ze fannen, an an all Fall muss mer Léisunge fannen, déi op d'Besoinen vun all Kand zougesechnen sinn an em déi an eiser Schoul offréieren.

Ech soen lech alleguete Merci, dass Dir dat Gesetz hei stëmmt.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet de loi 5403 iwwert de Code des assurances sociales. Et sinn ageschriwe bis elo den Hâr Wagner an den Hâr Jaerling. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Hâr Romain Schneider.

5. 5403 - Projet de loi modifiant

1) le Code des assurances sociales;

2) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3) la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Romain Schneider (LSAP), *rapporteur*.- Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Ofschluss vun dësem Schouldag nach e klengen technesche Projet vun der Sécurité sociale. Dat ass de Projet de loi 5403 iwwert d'Modifikatioun vum Code des assurances sociales, awer och vum modifizéierte Gesetz vum 3. August 1998 iwwert d'spezial Pensiounsregimer vun de Statsbeamten, vun de Gemengen a vun de Beamten vum CFL, an derniewent d'modifizéiert Gesetz vum 28. Juli 2000 iwwert d'Koordinatioun zwëschen deenen eenzelen Regimer vun de Pensiounswesen.

Dëse Projet de loi gouf vum Sécurité-sociale-s-Minister Mars Di Bartolomeo de 24. November 2004 an der Chambre des Députés déposéiert. De Conseil d'État huet een éischten Avis den 22. Februar ginn an een zweeten Avis, nodeem d'Parlament dräi Amendementer eragereecht hat, de 14. Juni. D'Kommissioun huet iwwert dës Avisen an och iwwert de Projet de loi befont an enger Sitzung vum 21. Juni eestëmmeg de Rapport uegoholl.

Em wat geet et elo an dësem Projet de loi, deen een am Prinzip an dräi Punkte kann zesummeffaassen?

Den éischte Punkt ass deen, de Projet de loi probéiert virun allem fir eng Rei vun Effets malencontreux, déi generéiert goufen duerch Interferenze vun zwee Gesetze, ze klären, ze redresséieren. Dat ass éischtens d'Gesetz vum 9. Juli 2004 iwwert d'Effets légaux vun dem PACS-Gesetz, dat en vigueur getrueden ass den 1. November 2004, an zweetens d'modifizéiert Gesetz vum 28. Dezember 1988 iwwert d'Reglementatioun vun dem Accès op verschidde Professionen: Artisan, Commerçant, Industriel, awer och liberal Professionen an déi natierlech och Agréff haten an de Code des assurances sociales. E Gesetz, dat also gestëmmt gouf den 9. Juli 2004, mä dat en vigueur getrueden ass de 15. August 2004.

Virun allem viséiert an dësem Projet de loi sinn eng Rei Punkten, an dat sinn d'Punkten 1), 2), 7), 8), 13), 14), 16), 18), 19), 20) an 21), déi direkt iwwerholl ginn am Code des assurances sociales an déi do Bezuch hunn op d'Artikelen 1, 5, 85, 95, 171 an 180, an déi eis also erlaben déi Problemer, déi opgetaucht sinn, d'Effeten dovun, wat d'Loi d'établissement ubetrëft, de Volet sécurité sociale virun allem, ze évitéieren, fir datt net eng Mise à néant vun deenen zwee Gesetze an dësem Volet géng geschéien. Dës Modifikatiounen erlaaben et eis aus där doter Situatioun erauszekommen.

Am zweete Fall ass et dann och den Artikel 293 vum CAS, deen emgéännert gëtt an dat wat d'Delegéierte vun de Juridictions sociales ubetrëft, dat virun allem och no engem Avis vum Conseil d'État, deen hei kloer an engem Projet de loi gesot huet, datt d'Organer vun der Union des Caisses de Maladie misste modifizéiert ginn an dat mécht deen heite Projet de loi andeem en de Mode de nomination, virun allem och d'Zuel an d'Durée vun de Funtioneun vun dësen Delegéierten, determinéiert.

An dann drëtens gouf profitéiert vun dësem Gesetz, fir en Toilettage ze maache vun enger Rei vun Artikelen vum CAS.

Dëse Projet de loi, wéi gesot, gouf analyséiert vum Conseil d'État, deen eng Rei Propositionen hat, déi d'Kommissioun iwwerholl huet. An zu deenen dräi zousätzlechen Amendementer, déi nach eng Kéier eragereecht goufen de 26. Abrëll 2005, wou bei deenen zwee éischten Amendementer, wou et sech ëm eng Erreur d'interligne gehandelt huet, wou am Prinzip dee ganzen Text eng aner Bedéitung kritt hätt, keen Asproch war vum Conseil d'État.

Och am drëtten Amendement, wou mer een Artikel 5 bäigefügt hunn, fir och hei ze évitéieren, datt d'A-Kraaft-Triede vum Gesetz Changementer géng bréngen op bestehend Affiliatiounen, och hei gouf dat transitoire dra gesat, datt et keng Ännerungen dierft op bestehend Affiliatiounen hunn, ausser wann d'Personen dat géinge selwer froen, respektiv wa Circonstances juridiques do wieren, déi deem géifen entgéint goen.

An deem Sënn, no mengen éischer techneschen Erklärungen vun deem wierklech technesche Projet hei, géng ech mäin Accord ginn zu dësem Projet de loi an an engem och dee vun eiser Fraktioun erdeelen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Hâr Rapporteur. Als éischt Riednerin ass d'Madame Stein-Mergen ageschriwwen. Madame Stein, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Stein-Mergen (CSV).- Merci, Hâr President. Ech géif wëllen am Numm vun eiser Fraktioun dem Rapporteur villmools Merci soen, dass hien dat effektiv eminent technescht Gesetz esou gutt rapportéiert huet an och hei erkläert huet an ech géif wëllen den Accord vu menger Fraktioun bréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Stein. Den Hâr Wagner!

M. Carlo Wagner (DP).- Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och selbstverständlech dem Rapporteur, dem honorabelen Hâr Romain Schneider, félicitéieren fir säi méndlechen an och schrëfleche Rapport. Esou wéi e richtegerweis gesot huet, ass dee Projet de loi hei essentiellelement technescher Natur. Ech muss awer soen, dass en trotzdeem eng Rei vun Ongereimtheeten an Incompatibilitéiten zwëschen verschiddene Gesetze an och dem CAS, dem sou genannte Code des Assurances Sociales, aus der Welt schafft an dofir ouni Zweifel ganz utile ass.

Dofir ginn ech och am Numm vu menger Fraktioun, der Demokratescher Partei, den Accord zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Hâr Wagner. Als leschte Riedner ass den honorabelen Hâr Jaerling ageschriwwen.

M. Aly Jaerling (ADR).- Hâr President, och vun eiser Sait aus dem Rapporteur Merci fir säin detailléierte Rapport. Ech géif mengen, den éischte Schrëtt a Richtung Rentegerechtigkeit ass eng gutt Koordinatioun emol tëschen de Regimer, an nodeem dass mer elo hei all Artikelen dohinner placéiert hunn, wou mer se gäre gehat hätten a wou se och higehéieren, kënnen mir och nëmmen eis Zoustëmmung zu deem Gesetz ginn.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Hâr Jaerling. Dann ass d'Diskussioun ofgeschloss. D'Wuert huet nach d'Regierung, den zoustännege Mi-

nister, den Hâr Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Merci, Hâr President. Ech géif dem Rapporteur Merci soe fir déi effikass Aarbecht, grad wéi der gesamter Kommissioun.

Hei handelt et sech net ëm e spektakuläert Gesetz, mä awer e wichtegt Gesetz, dat Inélegancen an net gewollten Zesammewierke vun anere Gesetze erëm op déi richteg Schinn bréngt. Dofir wollt ech der Chamber e grouse Merci soen, dass se esou schnell geschafft huet, an ech stelle mat Freed fest, dass bei allen Intervenanten Unanimitéit hei bestanen huet.

Merci, Hâr President.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Hâr Minister. Da komme mer zu de Voten.

6. 5434 - Projet de loi portant création d'un lycée-pilote (suite)

Mir stëmme fir d'éischt of iwwert de Projet de loi 5434 iwwert d'Schaffung vum Lycée-pilote.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Une voix.- Passt op, ech hunn hei dee Knäppche fir d'Schleidersëtzer! Déi zweet Rei, dee mam orangen Dëngen...

M. le Président.- De Projet de loi 5434 ass mat 50 Jo-Stëmmen, bei 10 Nee-Stëmmen uegoholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hettogaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt), Marcel Oberweis, Patrick Santer (par Mme Marie-Josée Frank), Marcel Sauber, Jean-Paul SchAAF, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel (par M. Marcel Sauber), Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Camille Gira);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Anne Brasseur), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming (par M. Henri Grethen), Claude Meisch (par Mme Colette Flesch) et Carlo Wagner.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

(Interruption)

Hâr Bettel?

M. Xavier Bettel (DP).- Eis Fraktioun gëtt d'Dispens net, Hâr President!

M. le Président.- Hmmm!

7. 5395 - Projet de loi portant engagement à durée indéterminée du personnel du Service rééducatif ambulatoire (SREA) (suite)

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi «portant engagement à durée indéterminée du personnel du Service rééducatif ambulatoire».

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5395 ass eestëmmeg uegholl mat 60 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koulen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt), Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Marcel Oberweis), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel (par M. Marc Spautz), Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Anne Brasseur), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Colette Flesch), Claude

Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Camille Gira);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

8. 5403 - Projet de loi modifiant

1) le Code des assurances sociales;

2) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3) la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension (suite)

Sou, da komme mer zur Ofstëmmung vum leschte Projet de loi, zum 5403, iwwert de Code des assurances sociales.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5403 ass mat 59 Jo-Stëmme uegholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koulen, MM. Marcel Glesener, Norbert

Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt), Marcel Oberweis, Patrick Santer (par Mme Marie-Josée Frank), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel (par M. Marc Spautz), Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Camille Gira);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, da si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Chambersitzung si virgesi fir den 12., 13. a 14. Juli. Den Ordre du jour gëtt lech schréfflech zoukomme ge-looss.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 18.26 heures)

Sommaire des séances publiques

Ordre du jour page 478

5444 - Projet de loi relative aux prospectus pour valeurs mobilières et

- portant transposition de la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation, et modifiant la directive 2001/34/CE;

- portant modification de la loi du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de surveillance du secteur financier;

- portant modification de la loi du 23 décembre 1998 concernant la surveillance des marchés d'actifs financiers;

- portant modification de la loi du 30 mars 1988 concernant les organismes de placement collectif;

- portant modification de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;

- portant modification de la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque;

- portant modification de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales pages 478-479 page 481

5409 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances page 479 page 481

5360 - Projet de loi concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle

et

5361 - Projet de loi relatif aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) et portant modification de l'article 167, alinéa 1 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu pages 479-481 pages 481-482

Interpellation de M. Jean Huss au sujet du projet de réglementation «REACH» proposé par la Commission européenne pages 482-490

Question urgente N°488 de M. Gast Gibéryen concernant la réunion d'information dans l'enceinte du Lycée technique des Arts et Métiers sur le traité établissant une Constitution européenne pages 490-491

Question avec débat N°3 de M. Marco Schank relative aux eaux de baignade au Luxembourg pages 491-492

5449 - Projet de loi portant modification:

1. de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;

2. de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

3. de la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire;

4. de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles pages 492-499

5455 - Projet de loi portant fusion des communes de Kautenbach et de Wilwerwiltz pages 499-501

Communications page 502

Retrait du rôle des affaires page 502

5434 - Projet de loi portant création d'un lycée-pilote pages 502-510 page 512

5395 - Projet de loi portant engagement à durée indéterminée du personnel du Service rééducatif ambulatoire (SREA) pages 510-512 page 513

5403 - Projet de loi modifiant

1) le Code des assurances sociales;

2) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3) la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension page 512 page 513



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

d'Chamber online op www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 12 / 2004-2005

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0356	M. Marc Spautz	Délivrance des permis de travail
0370	Mme Vera Spautz	Indemnité de formation
0378	M. Jacques-Yves Henckes	Le cycle universitaire complet dans le cadre du processus de Bologne
0388	Mme Colette Flesch	Expulsion de familles et ressortissants kosovares
0398	M. Aly Jaerling	Allocations familiales
0403	M. Jean Huss	Mise à disposition de l'église d'Ernster au culte orthodoxe serbo-croate
0404	M. Alex Bodry	Listes électorales
0406	M. Jacques-Yves Henckes	Regroupement de la Bibliothèque nationale et de la Bibliothèque universitaire
0408	M. Félix Braz	Rapport du «European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia» (EUMC)
0409 cf. 0411	M. Marc Spautz	Transposition de la directive européenne sur le temps de travail du personnel roulant
0410	M. Aly Jaerling	Réaménagement du virage du CR110 entre Bascharage et Clemency
0411 cf. 0409	M. John Castegnaro	Transposition de la directive 2002/15/CE relative à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier
0412	M. Jacques-Yves Henckes	Annulation de l'autorisation de bâtir des dépôts pétroliers à proximité de la zone d'activité «Bourmicht»
0414	M. Ben Fayot	Incapacité de travail et réinsertion professionnelle
0420	M. François Bausch	État de l'enquête dans l'affaire «Bommeleer»
0422	M. Ben Fayot	Harcèlement moral sur les lieux de travail
0426	Mme Françoise Hetto-Gaasch	Déchets en bordure de route
0427	M. Robert Mehlen	Circulation interdite sur le CR188 entre Canach et Schuttrange
0429	Mme Viviane Loschetter	Création d'une cellule de compétence en genre
0430	M. Marcel Oberweis	Site unique pour les facultés universitaires
0431	M. Marco Schank, M. Jean-Paul Schaaf et M. Ali Kaes	Construction d'un lycée pour le canton de Clervaux
0433	M. Jean Huss	Irradiation des aliments
0434	M. Jean Huss	Commission Internationale de la Protection Radiologique (CIPR)
0435	M. Jean Huss	Codex alimentarius
0439	Mme Claudia Dall'Agnol	Création de commissions consultatives à l'égalité des chances au niveau communal
0452 urgente	Mme Anne Brasseur	Bâtiment scolaire du «Neie Lycée»
0459	M. Jean-Pierre Koepf	Formation des animateurs touristiques
0466	M. Aly Jaerling	Compétences du Grand-Duc
0476	M. Aly Jaerling	Référendum sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe

Question 0356 (15.3.2005) de M. Marc Spautz (CSV) concernant la délivrance des permis de travail:

Selon la loi du 28 mars 1972 concernant l'entrée et le séjour des étrangers, aucun travailleur non communautaire ne peut occuper un emploi salarié, manuel ou intellectuel sans y être autorisé. Suite à l'accord de coalition 2004, l'arrêté grand-ducal du 7 août 2004 portant constitution des ministères a transféré les compétences de la délivrance de ces permis de travail du Ministère du Travail et de l'Emploi vers le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration.

Tout en sachant que la mise en service du Service des Permis de Travail au sein du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration a nécessité un certain temps, il me revient qu'une bonne centaine de dossiers sont toujours en suspens. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

1. Combien de demandes de permis de travail émanant de citoyens communautaires et non communautaires ont été reçues?
2. Combien de permis de travail ont déjà été accordés par le nouveau service?

Réponse (8.6.2005) M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*:

Le nombre de demandes de permis de travail émanant de citoyens communautaires et non communautaires n'est pas déterminable, alors que les demandes sont adressées à l'Administration de l'Emploi conformément au vœu du législateur et que bon nombre sont retournées à l'expéditeur quand elles ne sont pas complètes.

Parmi celles qui sont complètes et avisées par l'Administration de l'Emploi, le Service des permis de travail a pris, depuis son déplacement matériel vers la direction de l'Immigration, c'est-à-dire depuis le 15 février 2005, quelque 1.369 décisions, dont 1.189 constituent des décisions d'octroi, 75 des décisions de refus, 105 des décisions de dispense du permis de travail.

Des 1.369 décisions, 159 se rapportent aux ressortissants communautaires des nouveaux États membres, dont 128 se sont vu octroyer un permis de travail.

Question 0370 (23.3.2005) de Mme Vera Spautz (LSAP) concernant l'indemnité de formation:

Depuis le début des années 90, une indemnité de formation a été payée aux demandeurs d'emploi inscrits au CNFPC. À part un arrêté du Ministre du Travail, ce paiement n'avait pas de base légale. Notons qu'en moyenne entre 450 et 500 personnes assignées par l'ADEM à une mesure de formation bénéficiaient d'une indemnité de formation.

Aujourd'hui, l'article 2, paragraphe 2, alinéa 4 de la loi du 19 décembre 2003 portant modification de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du Plan d'action national en faveur de l'emploi 1998 prévoit la disposition suivante: «Une indemnité de formation respectivement un complément de formation peut être attribué aux demandeurs d'emploi qui participent à une mesure de formation (...). Les modalités d'attribution ainsi que le montant de l'indemnité seront déterminés par règlement grand-ducal.»

Le règlement grand-ducal en question suscitait des difficultés: Alors qu'il n'était pas encore en vigueur en janvier 2004, les montants et les dispositions y insérés furent appliqués afin de garantir le paiement des indemnités. Or, en juin 2004, les avis du Conseil d'État

et des Chambres professionnelles étaient disponibles et rien ne s'opposait à l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal. Tel n'est malheureusement pas le cas, de sorte qu'actuellement environ 330 personnes concernées ne profitent plus ou pas de l'indemnité qui leur était promise.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quels sont les éléments qui expliquent les difficultés liées au règlement grand-ducal susmentionné?
- Quelles sont les raisons qui expliquent que le paiement de l'indemnité de formation a été suspendu?
- Est-ce qu'il est exact que les personnes concernées n'ont pas été informées des raisons du non-paiement?
- Qu'est-ce que Monsieur le Ministre entend faire pour remédier à cette situation et dans quels délais est-ce que les demandeurs d'emploi continueront à bénéficier de cette indemnité?

Réponse (31.5.2005) de M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

Par sa question N°0370, l'honorable Députée Vera Spautz voudrait avoir certaines précisions sur les difficultés rencontrées pour continuer le paiement des indemnités de formation revenant à des demandeurs d'emploi inscrits au CNFPC.

Je voudrais tout d'abord relever que la question me laisse perplexe alors que l'honorable Députée est certainement au courant des problèmes rencontrés par mes services en la matière alors qu'elle se trouve engagée dans des projets financés par le Fonds pour l'Emploi.

En effet, comme elle le souligne dans sa question parlementaire, l'article 2, paragraphe 2, alinéa 4 de la loi du 19 décembre 2003 portant modification de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du Plan d'action national en faveur de l'emploi 1998 dispose qu'une «indemnité de formation respectivement un complément de formation peut être attribué aux demandeurs d'emploi qui participent à une mesure de formation (...). Les modalités d'attribution ainsi que le montant de l'indemnité seront déterminés par règlement grand-ducal.» C'est d'ailleurs par le Ministre du Travail que cette modification a été proposée.

Or, un tel règlement grand-ducal n'existe pas encore alors qu'un consensus sur le champ d'application personnel et le niveau des indemnités de formation à charge du Fonds pour l'Emploi n'a pas encore été trouvé. Un groupe de travail est entrain de réviser un projet de texte qui a d'ailleurs fait l'objet d'un avis du Conseil d'État.

Quant aux indemnités de formation, il est à noter que leur paiement n'a pas été suspendu, mais que la proposition d'engagement budgétaire a fait l'objet d'un visa de la part du contrôle financier. Contrairement à l'allégation erronée relatée dans certains organes de presse, l'opposition de paiement n'a donc pas son origine dans l'attitude du Ministre du Travail ni d'un quelconque fonctionnaire de ce Ministère. L'honorable Députée devrait savoir que dans un tel cas soit il n'y a pas de paiement, soit le Ministre doit faire usage de la procédure dite du «passer outre».

Comme en l'espèce le Ministre du Travail et de l'Emploi n'est que le dernier maillon dans la chaîne et que sa fonction se limite à celle d'un ordonnateur, il voulait explorer toutes les pistes possibles avant

de recourir à cette procédure ultime qui l'oblige d'ailleurs à se justifier devant la commission compétente de la Chambre des Députés. J'entends d'ailleurs en référer à la Comexbu du Parlement sous peu.

Malheureusement, malgré tous pourparlers, notamment avec la direction du Contrôle

financier, la situation n'a pu être débloquée que moyennant un «passer outre» afin de permettre la continuation du paiement des indemnités de formation jusqu'à la fin de l'année scolaire, c'est-à-dire jusqu'au 15 juillet 2005.

Pour cette date le groupe de travail ministériel est appelé à déposer ses propositions. Sans vouloir anticiper les conclusions de ce groupe, il me semble cependant nécessaire de limiter dorénavant l'indemnité de formation à ceux qui en ont vraiment besoin et qui sont disponibles pour le marché de l'emploi. En effet, la mesure en question n'est pas une mesure de soutien social, mais une mesure visant à renforcer l'employabilité, donc la disponibilité des personnes en question pour le marché de l'emploi.

Entre-temps les indemnités de formation du premier trimestre de 2005 ont été ordonnancées.

Question 0378 (23.3.2005) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant le cycle universitaire complet dans le cadre du processus de Bologne:

Actuellement le Règlement grand-ducal du 27 février 1987 portant organisation des examens-concours pour l'admission au stage des fonctions administratives de la carrière supérieure des administrations de l'État et des établissements publics exige dans son article 3 que les candidats à l'examen d'aptitude générale doivent être titulaires d'un diplôme universitaire délivré après un cycle d'études d'au moins quatre années.

Or dans le cadre du processus de Bologne un cycle universitaire complet correspond à un degré master avec 300 crédits ECTS. Les exigences de la législation en vigueur au Luxembourg ne se situent cependant qu'au niveau de 240 crédits ECTS.

La législation relative au recrutement et au statut des fonctionnaires devrait être modifiée par ailleurs.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Le Gouvernement ne devrait-il pas exiger dans le cadre des examens-concours pour le recrutement dans la carrière supérieure que les candidats à l'examen d'aptitude générale soient titulaires d'un diplôme universitaire délivré après un cycle d'études d'au moins cinq années (correspondant à un degré master de 300 crédits ECTS) conformément aux dispositions du processus de Bologne?
2. Dans l'affirmative, est-ce que le Gouvernement procèdera à la modification du Règlement grand-ducal du 27 février 1987 portant organisation des examens-concours pour l'admission au stage des fonctions administratives de la carrière supérieure des administrations de l'État et des établissements publics et aux lois relatives aux conditions de recrutement et au statut des fonctionnaires?

3. À partir de quelle date ces nouvelles dispositions légales et réglementaires seront-elles applicables alors que les étudiants qui s'engagent actuellement dans des études universitaires doivent pouvoir prendre leurs dispositions de même que les administrations concernées qui risquent de devoir reporter d'une année le personnel à recruter durant l'exercice concerné?

Réponse (10.6.2005) de M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

En réponse à la question parlementaire posée par Monsieur le Député Jacques-Yves Henckes, il y a tout d'abord lieu de rappeler que le classement dans une carrière déterminée auprès des administrations et services de l'État ne dépend pas seulement de la formation ou des études que les candidats ont accomplies, mais également des attributions attachées aux fonctions à exercer et des sujétions particulières auxquelles sont soumis les fonctionnaires classés dans cette carrière.

Dans ce contexte il n'est pas inutile de mentionner que le Gouvernement a institué un groupe d'experts appelé à faire une analyse générale, entre autres, du recrutement du personnel de l'État. Il est évident que ce groupe d'experts devra englober dans ses réflexions les conséquences que le processus de Bologne pourra notamment avoir sur le recrutement dans la carrière supérieure des administrations de l'État. Le Gouvernement attendra les conclusions du groupe de travail à ce titre avant toute décision de changer la réglementation actuelle en matière de recrutement pour tenir compte du processus de Bologne.

Le Gouvernement tient encore à préciser qu'indépendamment des conséquences à attacher au processus de Bologne, la réglementation en matière de recrutement a déjà dû être adaptée plus récemment pour prendre en considération certaines évolutions qui se sont dégagées au niveau européen en matière de diplômes d'études universitaires ou supérieures. C'est ainsi que la pratique en Europe consiste désormais à ne plus exiger un cycle complet d'études universitaires dans une spécialité précise, mais il suffit que le diplômé final obtenu par le candidat sanctionne un cycle d'études complet quel que soit le cursus universitaire suivi par le candidat. De même sont dorénavant admis aux examens-concours de la carrière supérieure des lauréats pouvant se prévaloir d'études d'enseignement supérieur de très haut niveau sans qu'il ne s'agisse d'études universitaires proprement dites, sous la réserve de remplir des conditions très précises quant à la durée des études et quant à la valeur du diplôme.

Ces nouvelles dispositions relatives à la formation exigée pour les candidats aux emplois de la carrière supérieure sont fixées par le règlement grand-ducal du 30 janvier 2004 portant organisation des examens-concours pour l'admission au stage des fonctions administratives et scientifiques de la carrière supérieure des administrations de l'État et des établissements publics. En effet, le Gouvernement entend assurer un suivi régulier de l'évolution des formations au niveau européen dans la mesure où ce domaine se trouve en constante évolution.

Il est entendu qu'au moment où la réglementation sera adaptée aux nouvelles données issues du processus de Bologne, une solution transitoire devra être mise en place pour les étudiants déjà engagés dans un cursus universitaire respectivement pour les candidats aux examens-concours ayant accompli leurs études avant la mise en place du nouveau système d'études.

Question 0388 (5.4.2005) de Mme Colette Flesch (DP) concernant l'expulsion de familles et ressortissants kosovares:

Un député a critiqué dans la presse (Le quotidien, 2 et 3 avril 2005) les expulsions de familles et ressortissants kosovares faisant observer que «même l'accord de coalition gouvernementale n'est plus observé» qui «préconise un traitement cas par cas et prévoit de nombreuses situations d'exception en faveur des personnes à expulser» et donne au Ministre et au Ministre délégué «tous les moyens pour faire appliquer une politique de manière généreuse» et que «tout a été fait pour éconduire» les responsables politiques venues assister les expulsés à l'aéroport.

Dans ce contexte j'aimerais donc savoir de Monsieur le Ministre:

- Le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration partage-t-il cette analyse?
- Est-il d'avis que les expulsions du 1^{er} avril 2005 ont été effectuées conformément aux dispositions de l'accord de coalition gouvernementale et que toutes les possibilités de traitement cas par cas et de situation d'exception en faveur des personnes à expulser ont été épuisées?
- Peut-il préciser les situations de famille (y compris scolarité) des intéressés et les circonstances exactes motivant chacune des expulsions?

Réponse (8.6.2005) de M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*:

En complément à mes réponses données aux questions de l'honorable Député lors de la séance de la Chambre des Députés en date du 12 avril 2005, j'aimerais lui confirmer:

1. qu'a priori il ne m'appartient pas de commenter des articles de presse mais que je ne peux pas partager les affirmations de l'extrait cité;
2. que les rapatriements entrepris début avril l'ont été en pleine conformité avec les dispositions de l'accord de coalition gouvernementale et après réexamen au cas par cas des situations des familles en cause;
3. que le Gouvernement reste dans l'obligation de respecter la logique de la loi qui veut que des demandeurs d'asile déboutés doivent quitter le pays si le statut de réfugié ne leur a pas été reconnu, et ce même de manière forcée s'ils refusent, contrairement à la majorité d'entre eux, d'accepter l'aide de l'État pour un retour assisté et sans escorte.

Question 0398 (12.4.2005) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant les allocations familiales:

Mengen Informationen no schéngt et Problemer ze gi beim Ausbezuale vum Kannergeld. Sou hätte Leit hiert Kannergeld vum November an Dezember nach net kritt.

Wann ee versicht, bei der Kannergeldkeess nozefroen, da leeft do e Band, wat een opfuert hinnen ze schreiwen oder laanschtzekommen.

Wann een awer bei der Kannergeldkeess virspriche wëllt, ass de Wartesall esou voll, datt een alt eréischt no Stonnen un den Tour kënnt, an och déi zoustänneg Beamte schéngt mat der Situation iwwerfuert ze sinn.

Duerfir dès Froen:

1. Gëtt et Problemer beim Ausbezuale vum Kannergeld, a wa jo, wéi eng respektiv firwat mussen d'Leit op hiert Kannergeld bis zu zwee oder dräi Méint waarden?
2. Wat gedenkt d'Madame Ministesch ze ennerhuelen, fir datt ee wéinstens kann op d'Kannergeldkeess telefonéiere respektiv net méi esou laang brauch ze waarden, wann een do virsprécht?
3. Gëtt et Personalproblemer an der Kannergeldkeess, a wa jo, wat gedenkt d'Madame Ministesch ze ennerhuelen, fir datt d'Dossiere méi séier kënne behandelt ginn?

Réponse (9.6.2005) de Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Ad 1.

Op Ufo un d'Kannergeldskeess hunn ech matgedeelt kritt, datt keng extra oder speziell Problemer an dem Etablissement public opgetaucht sinn. D'Bezuale vum Kannergeld, dat iwwert d'Chaîne de traitement vum Centre informatique de la Sécurité sociale leeft, huet och keng besonnesch Problemer dokumentéiert. Dat normaalt Kannergeld fir e Montant vu 44,5 Milliounen Euro fir den November ass de 17. November vun der Keess ausbezuelt ginn an et goung u 96.185 Familiën. Ech hunn also keng Erklärung, wéi sou verschidde Leit hiert normaalt Kannergeld vum November eréischt am Dezember kritt hätten.

Ad 2.

Wat besonnesch d'Kommunikatioun mam Public ubelaangt, sou ass dat scho säit Joren e grousst Uleies vun der Keess, déi an deem Domän vill Efforté gemaach huet. Besonnesch d'Téléfonszentral an dat laangt Waarden, ier ee verbonne gëtt, hunn der Keess grouss Suerge gemaach. Nieft Verbesserungen am Accueil vun de Leit, ass d'Keess momentan drun, e Serveur vocal mat hirer neier Banque de données ze verbannen. Dësen Déngscht erlaabt de Leit Informationen op 24 Stonnen ofzefroen, och iwwert hiren Dossier, nodeems se sech speziell identifiziéiert hunn. D'Keess kann net egal wien, deen urifft, Informationen oft vu perséinlecher Natur iwwer Téléphone erausginn, ouni kënne ze iwwerpräiwen, dass de Géigeniwwer och deen ass, fir deen hie sech ausgëtt. Dëst wäert deelweis mam Serveur vocal geschéien. Ech hoffen also, dass dann de Problem mam Téléphone zu engem gudden Enn kënnt.

Wat d'Waarde bei de Guicheten ubetrëfft, sou passéieren an deene fénnef Guicheten zesummen en moyenne a pro Dag 218 Leit, awer mat Spéte vu bis iwwer 300 Leit. D'Keess befénnt sech momentan an Négociatioun mat dem Propriétaire vum Gebai, fir nei Raimlechkeeten um Rez-de-chaussée ze kréien an esou d'Zuel vun de Guicheten ze erhéien a méi e schnellen Oflof ze erméiglechen.

Ad 3.

Wat e Personalproblem bei der Keess betrëfft, sou weisen ech drop hin, datt 1998 eng Evaluatioun stattfont huet, déi der Keess deemools eng Produktivitéit bescheinigt huet, déi méi héich louch wéi beim Finanzsektor. An der Zwëschenzäit ass d'Zuel vun den Dossiere kontinuierlech geklommen, mä och d'Efforté vun de Leit vun der Keess, well d'Zuel vun Personal ass ganz lues eropgaang, net awer mat der Zuel vun den Dossiere gewuess. Mat den Erneuerungen an der Informatik wäert d'Keess ugangs dem nächste Joer eng nei Evaluatioun vum Personalstand/Aarbecht maachen, an da

wäert et sech weisen, op Personal doriwwer eraus néideg ass. Momentan stellt d'Direktioun fest, dass generell keng Verspéidungen an den Dossiere sinn.

Question 0403 (14.4.2005) de M. Jean Huss (DÉI GRENG) concernant la mise à disposition de l'église d'Ernster au culte orthodoxe serbo-croate:

Suite à la décision de la paroisse d'Ernster de mettre à la disposition de l'église orthodoxe serbo-croate, entre-temps officiellement reconnue par la signature d'une convention avec l'État luxembourgeois, les locaux de l'église d'Ernster tout autant que l'exposition d'icônes de ce culte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- 1) Quelle est la base légale de cette décision, compte tenu du fait que la législation actuellement en vigueur sur les fabriques des églises, qui sont responsables de l'administration des églises, parle exclusivement du culte catholique?

(article 76 de la convention du 26 messidor an IX, «Il sera établi des fabriques pour veiller à l'entretien et la conservation des temples...», la loi du 18 du germinal an X relative à l'organisation des cultes, respectivement le décret du 30 décembre 1809 sur les fabriques des églises)

- 2) Qui devra prendre en charge les frais découlant de cette «sous-location» sachant que les frais pourront, selon la législation actuellement en vigueur, être à charge des communes (articles 37 et 92 du décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises)?

Réponse commune (31.5.2005) de M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire* et de M. François Biltgen, *Ministre des Cultes*:

L'Église catholique étant chez soi dans tout édifice religieux affecté au culte catholique, il revient tout naturellement à ses représentants compétents de déterminer le bon usage qui sera fait de ces bâtiments.

Renseignements pris auprès de l'Archevêché de Luxembourg, il convient de retenir, dans le cas particulier de la mise à disposition temporaire et partielle de l'église d'Ernster à la communauté orthodoxe serbe, la volonté de l'autorité ecclésiastique compétente de faire bénéficier l'Église orthodoxe serbe d'une aide que l'Église catholique est tenue d'offrir à ses Églises sœurs conformément aux principes d'hospitalité et de collaboration œcuménique qu'elle s'est données.

L'usage conforme de l'église d'Ernster étant en l'occurrence établi, il y a lieu de présumer que les frais en découlant seront pris en charge par application des dispositions du décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises.

Question 0404 (18.4.2005) de M. Alex Bodry (LSAP) concernant les listes électorales:

Comme plusieurs échéances électorales se dessinent à l'horizon, les administrations communales sont confrontées à des demandes émanant de partis politiques pour obtenir copie en tout ou en partie des listes électorales.

D'après l'article 20 de la loi électorale, «chacun peut prendre inspec-

tion et copie des listes électorales (...) au secrétariat de la commune».

Il est encore prescrit que préalablement les listes provisoirement arrêtées sont déposées à l'inspection du public du 1^{er} au 10 mai inclusivement.

- J'aimerais savoir si le Gouvernement estime que le droit d'inspection et de copie implique le droit de se voir remettre une liste partielle ou complète des électeurs inscrits par les services communaux compétents?

- Qu'en est-il si une telle demande de copie émane d'un particulier? Le Ministre n'envisage-t-il pas de veiller à une interprétation uniforme de la loi à travers la communication d'une circulaire aux administrations communales?

- Ne faudrait-il pas préciser le texte de loi sur le point évoqué par la présente question?

Réponse (2.6.2005) de M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

Les deux dispositions mentionnées par Monsieur le Député Alex Bodry figurent depuis longtemps déjà dans notre loi électorale. Pour en interpréter correctement la portée il convient de les mettre dans le contexte dans lequel elles sont placées par la loi électorale. En effet, les deux dispositions sont inscrites aux articles 11 et 20, au chapitre intitulé «De la révision annuelle des listes (électorales)». Leur finalité consiste donc à servir la tenue régulière des listes électorales.

L'article 11 de la loi électorale vise les listes provisoirement arrêtées par le collège des bourgmestre et échevins le 30 avril. Ces listes sont déposées à l'inspection du public du 1^{er} au 10 mai inclusivement. Ce dépôt a pour but de permettre aux citoyens de prendre connaissance des listes électorales afin de présenter ensuite au collège électoral toutes réclamations auxquelles ces listes peuvent donner lieu. En ce qui concerne les listes provisoires la loi ne prévoit d'ailleurs pas que les citoyens peuvent en prendre copie. Ceci n'est pas non plus nécessaire étant donné que le seul but du dépôt à l'inspection du public de ces listes est de donner à toute personne intéressée la possibilité de consulter les listes pour être en mesure par la suite de formuler des réclamations contre une ou plusieurs inscriptions ou omissions d'inscription d'électeurs.

Lorsque les listes électorales sont définitivement arrêtées, l'original de ces listes est retenu au secrétariat de l'administration communale. L'article 20 de la loi électorale dispose que chacun peut prendre inspection et copie des listes actualisées ainsi que des pièces justificatives au secrétariat de la commune. Cette disposition a pour but de permettre à toute personne intéressée de prendre connaissance des listes définitivement établies après la révision annuelle. Ce droit à l'information est d'ailleurs complètement - ou même le préliminaire - indispensable au droit reconnu par l'article 22 de la loi électorale à toute personne jouissant des droits civils et politiques d'exercer, quant aux listes de sa commune, un recours contre les inscriptions, radiations ou omissions de noms d'électeurs. Mais l'article 20 ne limite pas la prise d'inspection et de copie aux personnes envisageant éventuellement de faire un recours. Il ouvre le droit à l'information à chaque personne intéressée.

On peut déduire des considérations qui précèdent que les deux textes visés de la loi électorale confèrent aux listes électorales un caractère public. Il découle de leur formulation que pendant les heures d'ouverture normales des bureaux de l'administration communale l'inspection des listes ne peut être refusée à personne. Il en va de

même de la prise de copie des listes actualisées visée par l'article 20.

La loi accorde ainsi au public le droit de prendre inspection - et copie dans le cas visé par l'article 20 - des listes électorales. Il faut cependant préciser que l'initiative de prendre copie conformément à l'article 20 appartient à celui qui souhaite obtenir la copie. L'article 20 n'oblige pas l'administration communale - et donc non plus le personnel communal - à confectionner et à délivrer des copies de tout ou partie des listes électorales à des tiers, qu'il s'agisse de partis politiques ou de personnes privées. La seule obligation de l'administration communale est de mettre les listes à la disposition des personnes qui veulent exercer leur droit de consultation. Celui qui veut également faire usage de son droit de prendre copie doit le faire par ses propres moyens au lieu où l'administration communale tient les listes à l'inspection du public. Au cas où une administration communale est disposée de son propre gré à fournir les copies de tout ou partie des listes lui demandées dans le cas visé par l'article 20 de la loi électorale, elle est en droit de réclamer pour ce service une taxe appropriée que son conseil communal aura fixée au préalable dans un règlement-taxe dûment approuvé.

Pour être complet il faut préciser encore une fois que l'inspection par le public des listes électorales s'inscrit dans la procédure prévue par la loi électorale pour garantir la tenue régulière des listes électorales. Sa finalité ne consiste certainement pas à servir de fichier d'adresses à quelque fin que ce soit. Aussi convient-il de veiller lors de la prise de copie de ces listes à ne pas enfreindre la législation relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Au cas où des difficultés d'interprétation concrètes des textes concernés me seraient signalées, je ne manquerais pas de prendre les mesures qui s'imposent pour tirer les choses au clair.

Question 0406 (18.4.2005) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant le regroupement de la Bibliothèque nationale et de la Bibliothèque universitaire:

En février 2002, le Conseil de Gouvernement PCS-DP avait décidé que toutes les activités de la Bibliothèque nationale seraient regroupées sur un site unique, le bâtiment Robert Schuman à Kirchberg.

Le programme gouvernemental du nouveau Gouvernement prévoit pour sa part que les «travaux de planification d'une nouvelle Bibliothèque nationale avec Bibliothèque universitaire seront poursuivis». Afin de tenir compte de cette nouvelle orientation un concours international d'architectes a été organisé en vue de l'adaptation du bâtiment Robert Schuman. Le jury du concours a élu un bureau d'architectes allemand.

Selon une réponse de Monsieur le Ministre de la Culture (février 2005) à une question parlementaire, un groupe de travail serait actuellement en train de finaliser l'avant-projet y relatif.

Pourtant, selon mes informations la Direction générale (DG8) du Parlement européen devrait, en raison de travaux d'extension effectués au bâtiment Konrad Adenauer, déménager sous peu dans le bâtiment Robert Schuman et ce pour une durée prolongée ce qui mettrait - de facto - à plat le projet gouvernemental d'un site unique pour la Bibliothèque nationale et la Bibliothèque universitaire à réaliser dans un proche avenir. Or, une solution doit être trouvée d'urgence.

Par ailleurs, l'idée de réunir Bibliothèque nationale et Bibliothèque universitaire est de plus en plus contestée par les étudiants universitaires.

Dès lors les questions suivantes s'imposent:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer et préciser mes informations quant au déménagement de la DG8 du Parlement européen au bâtiment Robert Schuman? Si oui, quelle sera la durée prévisible d'occupation?
2. Est-ce que le Gouvernement entend maintenir dans ces conditions son idée d'un site unique au bâtiment Schuman ou est-ce qu'il optera, vu l'urgence, pour une autre solution au niveau bibliothèques, telle un site unique pour la Bibliothèque nationale et des sites de Bibliothèque universitaire plus proches des étudiants?

Réponse commune (31.5.2004) de M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics et de M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

Selon les informations de l'honorable Député Jacques-Yves Henckes «la Direction générale (DG8) du Parlement européen devrait, en raison de travaux d'extension effectués au bâtiment Konrad Adenauer, déménager sous peu dans le bâtiment Robert Schuman et ce pour une durée prolongée ce qui mettrait - de facto - à plat le projet gouvernemental d'un site unique pour la Bibliothèque nationale et la Bibliothèque universitaire à réaliser dans un proche avenir. Or, une solution devrait être trouvée d'urgence.»

Par conséquent, l'honorable Député voudrait savoir en l'occurrence si Monsieur le Ministre peut confirmer et préciser ces informations quant au déménagement de la DG8 du Parlement européen au bâtiment Robert Schuman et la durée prévisible d'occupation, ainsi que si le Gouvernement entend maintenir dans ces conditions son idée d'un site unique dans le bâtiment Schuman ou s'il optera, vu l'urgence, pour une autre solution au niveau bibliothèques, telle un site unique pour la Bibliothèque nationale et des sites de Bibliothèque universitaire plus proches des étudiants.

En premier lieu, il échet de préciser que le bâtiment Schuman est actuellement occupé par le Secrétaire général du Parlement européen. Or, au motif que le Service de la DG8 du Parlement européen a été renforcé de 30 personnes, son déménagement vers le bâtiment Schuman s'imposait, faute d'espace dans le bâtiment Konrad Adenauer qui ne pourrait plus assurer l'hébergement de la totalité du service en question. Le personnel en question occupera ce bâtiment jusqu'à son déménagement vers le bâtiment Konrad Adenauer dont l'extension est déjà programmée.

En deuxième lieu, il échet de noter que le Conseil de Gouvernement, en sa séance du 4 juin 2004, a confirmé la décision de principe prise à l'époque par le Conseil de Gouvernement en date du 22 février 2002, en se prononçant en faveur d'un site unique pour l'institution de la Bibliothèque nationale. D'ailleurs, cette position a déjà été confirmée par le Gouvernement en date du 24 février 2005 à l'occasion de la question parlementaire posée par Madame la Députée Claudia Dall'Agnol. En effet, il s'avère judicieux de combiner des services Bibliothèque nationale et universitaire en vue de réaliser davantage de synergies, notamment dans l'intérêt des étudiants de l'Université de Luxembourg. À cet effet, la Bibliothèque nationale et universitaire à créer sera dotée du statut d'établissement public qui aura son siège sur la Place de l'Eu-

rope, à l'emplacement de l'actuel bâtiment Robert Schuman. Le site de la Place de l'Europe assurera la double mission de Bibliothèque nationale et de Bibliothèque universitaire centrale. En outre, des bibliothèques de proximité seront installées sur les sites des Facultés de l'Université de Luxembourg à Luxembourg-ville et à la Cité des Sciences à Esch-Belval. Les sites de la Bibliothèque nationale et universitaire travailleront en réseau, notamment par l'utilisation de systèmes de gestion électroniques communs, par le recours systématique à la documentation numérique et à la consultation et la communication en ligne.

Question 0408 (19.4.2005) de M. Félix Braz (DÉI GRÉNG) concernant le rapport du «European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia» (EUMC):

Le European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia (EUMC) vient de publier un rapport duquel il ressort que le Luxembourg fait partie des pays de l'Union européenne enregistrant le moins de plaintes pour discrimination à caractère raciste et/ou xénophobe.

S'il est vrai qu'il faudrait a priori se réjouir de ces chiffres, il semble ne pas être moins vrai qu'ils pourraient s'expliquer - en partie du moins - par une certaine réticence dans le chef des victimes de ces actes à déposer plainte.

- Quelle est l'analyse faite par le Gouvernement des chiffres publiés par l'EUMC?

L'article 13 point 2 (Chapitre III - Organismes de promotion de l'égalité de traitement) de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique stipule que «Les États membres font en sorte que ces organismes (= organismes chargés de promouvoir l'égalité de traitement entre toutes les personnes sans discrimination fondée sur la race ou l'origine ethnique) aient pour compétence (...) d'apporter aux personnes victimes d'une discrimination une aide indépendante pour engager une procédure pour discrimination».

Un projet de loi (N°5248) portant transposition de cette directive a été déposé en décembre 2003 par le Gouvernement précédent. Ce projet de loi ne prévoit pas la création d'une structure indépendante pour répondre aux exigences de l'article 13 de la directive précitée.

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement envisage de prendre afin d'écartier toutes les entraves pratiques et psychologiques au dépôt d'une plainte par les victimes d'actes de discrimination à caractère raciste ou xénophobe?

- Ne faudrait-il pas créer une structure indépendante chargée d'apporter une aide aux personnes victimes d'une discrimination conformément aux dispositions de l'article 13 de la directive 2000/43/CE?

Réponse commune (9.6.2005) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice et de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

1. En matière de discrimination le Parquet de Luxembourg a été saisi durant l'année 2004 de dix-huit plaintes, rapports ou procès-verbaux.

Dans l'une de ces affaires l'auteur de l'infraction a été condamné à une amende de police.

Dans deux affaires le Parquet a décidé de citer les auteurs de l'infraction à comparaître à l'audience du tribunal correctionnel, citation non encore émise à ce jour (étant donné que des faits remontant à 2004 sont utilisés dans les statistiques demandées en février 2005).

Le Parquet a procédé dans trois affaires à l'ouverture d'une information judiciaire auprès de l'un des juges d'instructions.

Une affaire a été classée pour cause de doute.

Dans deux autres affaires l'auteur et la victime de l'infraction ont eu recours à la médiation pénale, moyen qui semble bien avoir porté ses fruits dans les deux cas.

Aucune décision n'a encore été prise au niveau du Parquet dans quatre dossiers.

Dans trois affaires l'identité de l'auteur de l'infraction n'a pu être déterminée à ce jour.

Enfin, le Parquet a procédé au classement de deux affaires qui, en raison des circonstances particulières qui les entouraient, ne justifiaient pas de poursuites pénales.

En ce qui concerne les actes de racisme, le Parquet de Luxembourg a été saisi en 2004 de treize plaintes, rapports ou procès-verbaux.

Une affaire s'est soldée par un jugement de condamnation à une peine correctionnelle.

Trois affaires se trouvent en cours de fixation à l'audience.

Dans le cadre d'un dossier le Parquet a eu recours à un rappel de la loi à l'encontre de l'auteur de l'infraction.

Grâce à la médiation, deux affaires ont pu être réglées avec succès.

L'identité de l'auteur de l'infraction n'a pu être établie dans deux affaires.

Le Parquet a procédé au classement d'une affaire pour cause de trouble minime. L'auteur a cependant reçu une lettre d'avertissement.

Finalement, aucune décision n'avait encore été prise par le Parquet au sujet de trois affaires au moment de l'établissement des statistiques.

Il résulte de ces données que les personnes qui se sont senties lésées du fait d'un acte discriminatoire ou raciste ont recouru à la possibilité de saisir le Parquet et ont déposé plainte.

2. En ce qui concerne la structure indépendante prévue par la directive 2000/43/CE, le Gouvernement a décidé de la créer par la voie d'un amendement au projet de loi N°5248 dont la Chambre des Députés est actuellement saisi.

Question 0409 (19.4.2005) de M. Marc Spautz (CSV) concernant la transposition de la directive européenne sur le temps de travail du personnel:

La directive 2002/15/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2002 relative à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier a pour objectif de fixer des normes minimales afin de protéger la santé et la sécurité des travailleurs routiers, d'éviter les distorsions de concurrence au sein de la Communauté et d'améliorer la sécurité routière. Selon mes informations, les États membres devaient se conformer aux nouvelles dispositions pour le 23 mars 2005 au plus tard.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports et à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Au vu de l'importance de la directive en la matière, quel est l'état d'avancement du processus de transposition y relatif?
- Existe-t-il déjà un avant-projet?
- Dans l'affirmative, la date de dépôt à la Chambre des Députés est-elle déjà arrêtée?

Question 0411 (20.4.2005) de M. John Castegnaro (LSAP) concernant la transposition de la directive 2002/15/CE relative à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier:

La directive 2002/15/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2002 relative à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier n'a pas encore été transposée en droit luxembourgeois. Or, selon l'article 14, les États membres auraient dû se conformer aux dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires à la prédictive directive au plus tard le 23 mars 2005. Cette situation désagréable pour les personnes exécutant des activités mobiles de transport routier pèse lourd, notamment sur les discussions du renouvellement des conventions collectives de travail du secteur du transport professionnel de marchandises par route et du secteur des entreprises d'autobus privées et risque fortement de déstabiliser la paix sociale dans notre pays.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

1. Le Gouvernement a-t-il entamé la procédure de transposition dans la législation luxembourgeoise de la directive en question?
2. Quel est l'état d'avancement de ces travaux?
3. Quand et comment le Luxembourg entend-il donner suite à cette directive?

Réponse commune (16.6.2005) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports et de M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:

À titre préliminaire il y a lieu de souligner que la présente constitue une réponse unique aux deux questions parlementaires émarquées étant donné que toutes les deux concernent les travaux de transposition de la directive 2002/15/CE du Parlement et du Conseil du 11 mars 2002 relative à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier.

Dans une première étape, suite à une réunion tripartite dans laquelle les partenaires sociaux ont exprimé leur souhait de voir transposer ladite directive par un texte de loi, un groupe de travail interministériel composé de représentants du Ministère des Transports et du Ministère du Travail et de l'Emploi, plus précisément de l'Inspection du Travail et des Mines, a été constitué.

Ce groupe a élaboré un avant-projet de loi qu'il a communiqué aux partenaires sociaux pour information et en vue d'une réunion de consultation.

En janvier 2005 ont eu lieu deux réunions entre l'ITM et respectivement les syndicats concernés et le Groupement Transports.

Suite à ces entrevues, les parties intéressées ont fait parvenir des positions écrites au groupe de travail dont ce dernier a essayé de tenir compte dans la mesure du possible.

Ainsi a été élaborée une deuxième version du texte qui vient d'être

discutée au sein du Ministère du Travail et de l'Emploi et au sujet de laquelle les deux Ministres compétents se rencontreront, avec leurs agents concernés respectifs, dans les prochains jours.

Lors de cette entrevue interministérielle, un avant-projet de loi portant transposition de la directive 2002/15/CE sera arrêté pour être soumis une deuxième fois aux partenaires sociaux pour consultation.

Après cette consultation un projet de loi sera déposé à la Chambre des Députés.

Question 0410 (20.4.2005) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant le réaménagement du virage du CR110 entre Bascharage et Clemency:

D'Strooss (CR110) tëscht Käerjeng a Kënzeg ass als «gefëierlech» bekannt. Et ass virun allem eng Kéier, bei der «am Schack» genannten Plaz - tëscht der Vélospist PC12 an der Kräizung CR110/CR111 -, wou et regelméisseg zu deelweis schwéieren Accidenter kënnt. Gëschit ass leider nees e ganz schwéiert Accident geschitt - eng jonk Fra huet hiert Liewe gelooss, eng aner Fra gouf schwéier blesséiert.

Iwwregens gouf an dëser Saach schonns virun engem Joer vum engem Süddeputéierten interveiniert.

Den deemolege Minister hat do ënner anerem geäntwert:

«...l'Administration des Ponts et Chaussées a déjà réalisé un levé topographique de ces lieux pour étudier la faisabilité d'un éventuel réaménagement de ce virage. Cette étude est en cours d'élaboration. Il est d'ores et déjà acquis que si cette étude est concluante, le réaménagement sera réalisé, présupposant toutefois l'acquisition des emprises nécessaires.»

Dofir dës Froen:

1. Ass déi genannt Etüd antëscht ofgeschloss a wat huet se erginn?
2. Wier et net héich Zait, fir datt dës Plaz prioritär réaméngéiert gëtt, fir weider Accidenter ze verhënneren a firwat goufe bis haut keng aschneidend Mesuren ergraff?
3. Wat gedenkt de Minister konkret ze ënnerhuelen, fir datt weider Onglécker op der genannten Plaz an Zukunft kënne verhënnert ginn?
4. Sinn an dësem Kontext weider Mesurë virgesinn, fir déi kéieräräich a gefëierlech CR110-Streck, Käerjeng-Kënzeg-Grass, ze entschäerfen?

Réponse (31.5.2005) de M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics:

D'Etüd fir déi gefëierlech Kéier «op der Schack» op der Streck zwëschen Käerjeng a Kënzeg ze ernéieren ass ofgeschloss an ass am Moment an der Genehmigungsprozedur.

Et ass eis Absicht, direkt wann all Genehmigunge virleien a wann d'Gemeng zesumme mam Stat déi néideg Emprisen hunn, mat den Aarbechten unzefänken.

Wann de Réaménagement vun der Kéier ofgeschloss ass, hoffe mir, datt esou schwéier Accidenter der Vergaangenheet ugehéieren.

Et ass och richtig, datt net nëmmen d'Kéier «op der Schack» gefëierlech ass, mä datt ee groussen Deel vun der Streck Kënzeg-Grass net de leschte Sécherheetsnormen entsprécht.

An dësem Sënn wäert d'Verwaltung vun de Ponts et Chaussées een neie Projet ausschaffen an esou séier wéi méiglech op den Instanzeweeg ginn.

Question 0412 (20.4.2005) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant l'annulation de l'autorisation de bâtir de dépôts pétroliers à proximité de la zone d'activité «Bourmicht»:

Les divers Ministères concernés et la commune de Bertrange ont accordé en 2001 une autorisation de bâtir d'un bâtiment administratif à proximité immédiate de la zone d'activité «Bourmicht» et de ses réservoirs d'essence et de fuel.

En date du 5 février 2002 le Ministre du Travail et de l'Emploi a pris un arrêté annulant son autorisation du 18 février 2001 et refusant l'autorisation de construire et d'exploiter l'immeuble administratif projeté. Le conseil communal de Bertrange dans sa séance du 14 juin 2002 a admis également l'existence de risques liés à la présence des dépôts pétroliers.

Par arrêté du 23 mars 2005 la Cour d'Appel a retenu la responsabilité solidaire du Grand-Duché de Luxembourg et de la commune de Bertrange dans cette annulation. Il est relevé dans cet arrêt que tant les Ministères et administrations concernées que la commune de Bertrange ne pouvaient ignorer les risques courus par l'immeuble autorisé et qu'ils n'auraient jamais dû de ce fait autoriser ladite construction.

L'État et la commune de Bertrange risquent d'être condamnés à la somme de 30 millions d'euros si l'on prend en compte le principal (27.117.137,30 euros) demandé par la société lésée, les intérêts courus et les frais judiciaires sans parler des frais d'avocats.

Dans ce contexte j'aimerais, Monsieur le Ministre, vous poser les questions suivantes:

1. L'État entend-il accepter l'arrêt et ses conséquences et chercher un arrangement amiable entre les parties concernées quant au montant du dommage à payer et quant au paiement du montant retenu par l'État respectivement par la commune de Bertrange, ou bien entend-il poursuivre la procédure judiciaire?
2. Le montant afférent sera-t-il répercuté au projet de budget de l'État pour l'année 2006 ou peut-il être imputé au compte de l'exercice 2005?
3. L'État peut-il expliquer le dysfonctionnement constaté alors bien qu'il était en possession dès 2001 de toutes les données et expertises pour refuser en 2001 l'autorisation de bâtir demandée et d'éviter ainsi la condamnation au paiement d'un montant élevé résultant du dommage causé?
4. Quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre pour éviter à l'avenir une telle méconnaissance du dossier?

Réponse (6.6.2005) de M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:

L'État s'est entre-temps pourvu en cassation dans l'affaire «Baumeister Haus c/État du Grand-Duché de Luxembourg».

Les réponses aux questions soulevées sont depuis lors entre les mains de la Justice.

Question 0414 (22.4.2005) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle:

Le chapitre 1^{er} de la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle se consacre au reclassement interne respectivement externe des

travailleurs incapables à exercer leur dernier poste de travail. Alors que le reclassement interne consiste dans un reclassement au sein de l'entreprise, éventuellement à un autre poste ou à un autre régime de travail, le reclassement externe se traduit par un reclassement sur le marché du travail.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Combien de salariés ont fait l'objet d'un reclassement interne jusqu'à cette date? Combien de ces reclassements internes ont entraîné une diminution de la rémunération, de sorte que le Fonds pour l'Emploi a dû payer une indemnité compensatoire?
- Quel est le nombre de reclassements externes qui ont pu être réalisés depuis l'entrée en vigueur de la loi susmentionnée? Combien de personnes concernées ont pu trouver un nouvel emploi sur le territoire du Grand-Duché, respectivement combien de salariés ont été reclassés à l'étranger?

Réponse (9.6.2005) de M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle et jusqu'au 30 avril 2005, la commission mixte a pris 723 décisions de reclassement interne.

Dans le cadre de ces reclassements internes, l'indemnité compensatoire est payée à 423 personnes.

Pendant la même période la commission mixte a pris 1.491 décisions de reclassement externe.

Parmi les personnes bénéficiaires d'une décision de reclassement externe, à la date du 30 avril 2005:

- 1.107 restaient inscrites comme demandeurs d'emploi à l'Administration de l'Emploi;
- 109 bénéficiaient de la pension d'invalidité ou de la pension de vieillesse;
- 110 avaient trouvé un nouvel emploi auprès d'un employeur établi au Grand-Duché de Luxembourg.

Il y a lieu de retenir que les chiffres concernant l'engagement de personnes par des patrons établis hors du territoire du Grand-Duché de Luxembourg ne peuvent, pour l'instant, être fournis par l'Administration de l'Emploi.

Dans le cadre du reclassement externe, l'indemnité compensatoire est payée à 52 personnes.

Question 0420 (28.4.2005) de M. François Bausch (DÉI GRÉNG) concernant l'état de l'enquête dans l'affaire «Bommeleeër»:

Un reportage à la Télé luxembourgeoise au sujet de la série d'attentats à la bombe des années 1985 et 1986 a relevé certains nouveaux aspects dans cette affaire.

Comme l'enquête des dix-neuf attentats à l'explosif est toujours en cours, Monsieur le Ministre de la Justice peut-il me confirmer:

1. Que des perquisitions ont été effectuées auprès de hauts responsables de la Force publique, à savoir le directeur de la Police judiciaire et le directeur général de la Police?
2. Que des perquisitions ont aussi été effectuées auprès du Service de Renseignement?

3. Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer les raisons de la délocalisation de l'équipe d'enquête «Bommeleeër» au Centre-ville?

Réponse (31.5.2005) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

Selon les informations qui m'ont été transmises par les autorités judiciaires, il est exact que dans le cadre de l'affaire de la série d'attentats à l'explosif des années 1985 et 1986 des perquisitions ont été opérées il y a plus d'un an auprès de la Direction générale de la Police, de la Direction du Service de Police judiciaire et auprès du Service de Renseignement.

Ces perquisitions ont déjà eu lieu en décembre 2003 et ne concernent pas les dirigeants actuels de ces organes. Elles ont été ordonnées par le juge d'instruction afin de rechercher certaines informations relatives à la réaction de ces organes dans les années quarantevingt.

Pour des raisons d'organisation du travail, il a été jugé plus rationnel de regrouper les bureaux des enquêteurs en un seul endroit, comme cela a été le cas par le passé dans certaines autres affaires d'envergure.

Question 0422 (28.4.2005) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant le harcèlement moral sur les lieux de travail:

En date du 4 juillet 2002, l'ancien Député socialiste Lucien Lux avait déposé une proposition de loi relative à la protection contre le harcèlement moral à l'occasion des relations de travail. L'objet en était d'instaurer un cadre législatif pour ce phénomène qui touche bon nombre de salariés.

Dans sa prise de position du 4 novembre 2002, le Gouvernement n'excluait pas de légiférer en la matière, mais voyait cette intervention comme étape finale d'un processus s'étalant dans le temps: «Le Gouvernement proposerait donc, au lieu de légiférer sans délai, et surtout, sans avoir dûment 'labouré' auparavant le terrain (...), un plan d'action à quatre étapes: sensibilisation, prévention, médiation, répression.»

Apparemment, en 2002, «le Ministre était en train de travailler, voire de mettre en oeuvre pratiquement les premières phases de ce plan d'action».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer sur la situation actuelle du harcèlement moral sur les lieux de travail? Est-ce que des chiffres et statistiques fiables existent?
- Est-ce que la mise en place des trois phases précédant la répression a été achevée? Sinon, à quel stade se trouve le plan d'action susmentionné?

Réponse (13.6.2005) de M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:

En ce qui concerne la situation actuelle du harcèlement moral sur les lieux de travail le Ministère du Travail et de l'Emploi dispose uniquement de données chiffrées relatives aux activités de l'Inspection du Travail et des Mines.

Dans ce contexte il y a lieu de relever que l'ITM a enregistré sept réclamations concernant le harcèlement moral durant les années 2002, 2003 et 2004. Ces demandes ont été traitées de concert avec la Division de la santé au travail.

Comme l'honorable Député l'a fait remarquer dans sa question parlementaire le Gouvernement avait proposé un plan d'action en quatre

étapes pour combattre toute forme de harcèlement sur le lieu de travail, à savoir la sensibilisation, la prévention, la médiation et la lutte répressive.

Les deux premières étapes étant de la compétence du dialogue social national et/ou interprofessionnel, la loi du 30 juin 2004 sur les relations collectives de travail stipule que toute convention collective de travail doit obligatoirement prévoir l'inscription des modalités concernant la lutte contre le harcèlement sexuel et moral, dont le mobbing, dans le champ d'application de la convention collective de travail et des sanctions notamment disciplinaires qui peuvent être prises dans ce cadre.

De même, la loi précitée a introduit la possibilité de conclure des accords en matière de dialogue social interprofessionnel qui permet aux partenaires sociaux de conclure des accords notamment nationaux ou interprofessionnels qui peuvent porter entre autre sur les mesures à prendre contre le harcèlement moral et sexuel au travail.

Ces accords peuvent également être déclarés d'obligation générale pour l'ensemble des entreprises légalement établies sur le territoire national et les travailleurs y occupés.

En matière de prévention il y a lieu de retenir en outre qu'en date du 18 novembre 2004 le projet de loi N°5241 modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 a été déposé à la Chambre des Députés. Ce projet de loi tend à définir le harcèlement moral comme toute conduite, qui, par sa répétition ou sa systématisation, porte atteinte à la dignité ou à l'intégrité psychique, sociale ou physique d'une personne.

Le projet prévoit également que l'employeur devra élaborer un concept visant à sensibiliser et former le personnel respectivement à organiser les relations de travail afin que l'entreprise soit exempte de risques de harcèlement moral.

En ce qui concerne la médiation je tiens à renvoyer au projet de loi N°5242 portant création d'un comité permanent du travail et de l'emploi et d'une instance de médiation tripartite, déposé à la Chambre des Députés en date du 18 novembre 2004.

Ce projet prévoit l'institution d'une instance de médiation pour tout litige individuel, relevant du droit du travail ou de la sécurité et de la santé des travailleurs, et susceptible d'être porté en justice.

Par ailleurs et également dans le contexte de la médiation, une convention lie depuis deux années le Ministère du Travail et de l'Emploi à «Mobbing asbl» qui a pour objet de soutenir des victimes du harcèlement moral et du stress au travail.

Parallèlement le Ministère de la Santé a signé une convention avec «STRESS asbl» ayant le même objet que l'association visée ci-dessus.

Concernant la quatrième étape, à savoir celle de la répression, je tiens à rappeler les propos déjà tenus lors de la réponse à une question parlementaire précédente, dans laquelle le Gouvernement mettait en garde contre un traitement du phénomène se limitant à la répression alors qu'une telle approche risque d'avoir les conséquences suivantes:

- L'adoption d'une loi risque d'épuiser simplement le sujet. Ainsi par exemple, tout en continuant d'exister, le harcèlement sexuel a quasiment disparu du débat public depuis l'adoption de la loi du 26 mai 2000.

- La répression ne commence à jouer que quand le mal est fait. En effet, même un droit à réintégration n'aidera guère la victime lors de sa réapparition sur son lieu de travail. Certes, une loi pourrait avoir un potentiel dissuasif, mais notre but doit

être de prévenir le phénomène et ses conséquences comme notamment le licenciement ou la démission.

- Il y aura systématiquement des discussions sur la définition du phénomène et la qualification des faits, notamment devant les juridictions. Il en résultera des procédures difficiles et des jugements de débouter ce qui va davantage décourager les victimes à saisir les tribunaux.

Finalement et de manière plus générale, je me permets de souligner que je suis tout à fait disposé à rediscuter le sujet de la présente à l'occasion de la future «loi anti-discrimination» portant transposition de la directive 2000/43/CE relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique et la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail.

Question 0426 (2.5.2005) de Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV) concernant les déchets en bordure de route:

Il me revient par voie de presse que le problème de la multiplication des déchets dans notre environnement proche s'est accentué ces derniers temps. À titre d'exemple, le personnel de l'Administration des Ponts et Chaussées a ramassé dans le canton de Capellen près de 40 tonnes d'ordures et de déchets sur un réseau routier d'à peine 200 kilomètres. Les espaces publics et les fossés le long des routes sont les endroits les plus touchés par ce phénomène inacceptable. Les contrevenants trouvent ainsi une solution de facilité pour se débarrasser de leurs déchets.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Quel est le volume total des déchets enlevés le long des routes par les services régionaux de l'Administration des Ponts et Chaussées?
- Notre législation érige-t-elle de tels comportements en infraction?
- Dans l'affirmative, quelles sont les peines éventuelles encourues par leurs auteurs?

Réponse (6.6.2005) de M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement:

ad 1: L'Administration de l'Environnement ne dispose pas de chiffres concernant le volume total de déchets enlevés le long des routes par les services régionaux de l'Administration des Ponts et Chaussées.

ad 2: L'article 7 de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets stipule entre autre que le détenteur de déchets est obligé de remettre les déchets à un collecteur privé ou public ou à une entreprise qui exécute les opérations de valorisation et d'élimination des déchets en se conformant aux dispositions de la loi.

Par ailleurs, il est précisé à l'article 1 que la valorisation ou l'élimination des déchets sont à effectuer notamment de façon à ne pas porter atteinte aux paysages et aux sites.

L'abandon de déchets le long des bords des routes n'est pas conforme à ces exigences légales et constitue donc une infraction.

ad 3: La loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets fixe dans son article 35 les sanctions pénales. Toute infraction aux dispositions de

cette loi est punie d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 62 € à 123.947 € ou d'une de ces peines seulement.

Il faut cependant remarquer qu'il est difficile voire impossible de déterminer leurs responsables et par conséquent de les citer en justice.

Question 0427 (2.5.2005) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant la circulation interdite sur le CR188 entre Canach et Schuttrange:

An der Äntwert vun der Madame Minister vun den öffentleche Bauten op meng parlamentaresch Fro vum 20. Juni 2002 betreffend den CR188 téschent Kanech a Schëtter, dee méttlerweil zënter iwwer véier Joer fir de Verkéier gespaart ass, huet et geheescht, datt d'Bauverwaltung Enn 2002 e Projet géing op den Instanzewee bréngt fir d'Bréck iwwer d'Albaach zu Kanech ze erneieren (cf. compte rendu N°11/2001-2002).

Et géif da vum Ëmweltminister an de verschiddene Propriétaires ofhänken, wéini dëse Projet kéint réaliséiert ginn. An der Tëschenzäit wier et och net méiglech, den CR188 provisoeresch opzemaachen. Bis haut ass awer nach net mat den Aarbechten ugefaange ginn.

Duerfir dës Froen un déi Häre Ministeren:

- 1) Wéini ass de Projet fir d'Erneuerung vun der Bréck iwwer d'Albaach zu Kanech op den Instanzewee bruecht ginn a wou ass dee Projet méttlerweil drun?
- 2) Wéi ass dee betreffende Projet vum Ëmweltminister aviséiert ginn?
- 3) Fir wéini ass mam Ufank vun den Aarbechten un dëser Bréck ze rechnen a wéi laang wäerten dës Aarbechte viraussichtlech daueren?
- 4) Beschränke sech d'Aarbechten op dës Bréck oder ass doriwwe ous eraus eng komplett Erneuerung vum CR188 geplangt?

Réponse commune (16.6.2005) de M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement et de M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics:

De Projet fir d'Erneuerung vun der Bréck (déi net iwwer d'Albaach zu Kanech, mä iwwer d'Bauschebaach geet) ass Métt Abrëll 2004 op den Instanzewee bruecht ginn.

Déi neideg Ufroen un den Ëmweltminister sinn am Kader vum Projet agereecht ginn.

D'Genehmegung vum Ëmweltminister ass de 14. Februar 2005 ausgestallt ginn, mat deenen normalen Oploue fir e Projet vun där Grëssenuerdnung.

D'Eröffnung vun der Soumissioun war den 23. Mäerz 2005, an d'Aarbechte fänken Enn August 2005 un.

Deen éischten Deel vun den Aarbechte betrëfft nëmmen den Neibau vun der Bréck iwwer d'Bauschebaach an den Neibau vun der Strooss bis op d'Kräizung téschent dem CR188 Kanech-Schëtter an dem CR144 téschent Éiter a Kanech.

De Projet fir d'Instandsetzung vum CR188 téschent der Bréck iwwer d'Bauschebaach a Schëtter gétt am Laf vun dësem Joer als Avant-projet un déi zoustänneg Autoritéite geschéckt.

Question 0429 (4.5.2005) de Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG) concernant la création d'une cellule de compétence en genre:

Dans le programme gouvernemental sous le chapitre «Ministère de l'Égalité des chances» il est écrit: «Il (le Gouvernement) se propose de renforcer l'action du Comité interministériel pour l'égalité entre les femmes et les hommes par la création d'une cellule de compétence en genre dans chaque département ministériel».

J'aimerais poser les questions suivantes relatives aux cellules de compétence en genre à Madame la Ministre:

- Où en est la formation de ces cellules de compétence?
- Quelles sont les compétences de ces cellules?
- Quelle est la composition de ces cellules?
- Quel est le fonctionnement de ces cellules?

Réponse (8.6.2005) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de l'Égalité des chances:

Lors du Conseil de Gouvernement du 27 mai il a été décidé de créer dans chaque département ministériel une cellule de compétence en genre. Ces cellules participeront à l'analyse des actions politiques sous l'aspect du genre ainsi qu'à l'élaboration du plan d'action national d'égalité des femmes et des hommes. Le Gouvernement avait déjà initié une première série de formation pour quatre Ministères pilotes, à savoir le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le Ministère de la Famille et de l'Intégration, le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative et le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale.

Ces formations seront poursuivies en octobre par une deuxième offre de formation à l'intention des autres Ministères. Elles sont organisées par l'Institut National de l'Administration Publique (INAP) en collaboration avec le Ministère de l'Égalité des chances.

La mission des cellules de compétence en genre est:

- d'établir un état des lieux de la situation des femmes et des hommes dans les Ministères;
- d'analyser les actions politiques sous l'aspect du genre;
- d'élaborer un plan de travail (pluriannuel) d'égalité des femmes et des hommes.

La cellule de compétence en genre sera composée de supérieur-e-s hiérarchiques, de membres des sous-départements des Ministères, d'expert-e-s en genre et de délégué-e-s à l'égalité.

Concernant le fonctionnement des cellules de compétence en genre, les critères suivants ont été retenus:

- coordination assurée au plus haut niveau hiérarchique,
- définition de la périodicité des réunions,
- obligation de rapport,
- collaboration interne et externe.

La mise en place des cellules de compétence en genre dans les Ministères se fera en collaboration avec le Ministère de l'Égalité des chances.

Question 0430 (4.5.2005) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant le site unique pour les facultés universitaires:

L'accord de coalition d'août 2004 dispose dans son chapitre relatif à l'enseignement supérieur qu'«à côté du site de la Cité des Sciences à Belval-Ouest, le Gouvernement

s'efforcera, dans un souci d'optimisation des ressources, de rassembler à moyen terme sur un site unique, situé sur le territoire de la Ville de Luxembourg, la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance ainsi que la Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'éducation». Il me semble en effet que la création d'un site unique pour les facultés réparties sur le territoire de la Ville de Luxembourg et de la commune de Walferdange contribue indubitablement à augmenter l'atmosphère universitaire et à rationaliser l'organisation administrative de l'UdL.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de l'Enseignement supérieur:

- Quel est l'état d'avancement des travaux préparatoires en vue d'un site unique pour l'UdL sur le territoire de la Ville de Luxembourg?
- Est-ce que le Gouvernement a déjà détecté un site potentiel qui pourrait rassembler les facultés susmentionnées?

Réponse (24.5.2005) de M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

En réponse à la question parlementaire N°0430 de Monsieur le Député Marcel Oberweis concernant l'implantation de l'Université du Luxembourg, j'ai l'honneur d'apporter les éléments de réponse suivants:

Lors de sa réunion du 20 décembre 2004, le Gouvernement en Conseil a décidé de mettre en place un groupe de travail relatif à la recherche d'un site unique pour l'Université du Luxembourg sur le territoire de la Ville de Luxembourg, à côté de celui d'Esch-Belval.

Le groupe de travail, dont la mission est d'identifier les différents emplacements possibles, d'en analyser les avantages et les inconvénients et d'évaluer l'impact financier des différentes solutions, est composé de représentants du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, du Ministère des Travaux publics, du Ministère de l'Intérieur, Direction de l'Aménagement du Territoire, de la Ville de Luxembourg, du Président de la Commission des Loyers et du Recteur de l'Université du Luxembourg.

Le groupe de travail en question a entamé ses travaux et est en train d'analyser l'impact urbanistique que l'implantation d'une ou de deux facultés pourrait avoir sur un certain nombre de sites possibles sur le territoire de la Ville de Luxembourg.

Question 0431 (4.5.2005) de MM. Marco Schank, Jean-Paul Schaaf et Ali Kaes (CSV) concernant la construction d'un lycée pour le canton de Clervaux:

Le plan sectoriel «Lycées» a découpé le pays en quatre grands pôles - Nord, Centre, Est et Sud - qui, chacun, devrait offrir l'ensemble des formations qui ne sont pas soumises à des contraintes de rareté, telles que des formations spécialisées. L'idée du principe de «lycées de proximité» a été de désengorger les centres scolaires actuels, tels que Luxembourg-Limpertsberg, Campus Geesseknäppchen, Esch ou Echternach et de faciliter le transport scolaire.

Le plan sectoriel prévoit entre autres qu'il faudrait ainsi prioritairement implanter dans une première phase des lycées dans les zones de Junglinster, de Redange et d'Esch-Belval. Ensuite ce serait dans une deuxième phase, avec deux ans de décalage au tour du vide scolaire relatif du Sud-est fortement peuplé en termes d'élèves, de recevoir un lycée. Cette implan-

tation devrait précéder celle d'un lycée dans le vide scolaire relatif de l'extrême Nord, qui est probablement à écarter pour cette décennie du fait du double désavantage de sa faiblesse démographique-scolaire en termes absolus et de son large empiètement sur l'aire de recrutement du LN. Néanmoins au vu de l'estimation des futurs besoins en infrastructures réalisée plus haut, un lycée pourrait y être implanté pour l'horizon 2011, à condition toutefois que l'actuel accroissement démographique continue dans la moitié septentrionale du pôle Nord.»

Dans la réponse à une question parlementaire du 13 octobre 2000, l'ancienne Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle Anne Brasseur a compté 956 élèves pour le canton de Clervaux fréquentant l'enseignement secondaire et secondaire technique (cf. compte rendu N°4/2000-2001 - question parlementaire N°0753).

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Est-il prévu de faire construire dans les années à venir un lycée d'enseignement secondaire pour des élèves qui sont aujourd'hui obligés de se rendre à Diekirch, Wiltz, Ettelbruck ou Luxembourg pour poursuivre leurs études secondaires?

Réponse (9.6.2005) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Selon les dispositions du plan directeur sectoriel, la création de trois nouveaux lycées dans les zones de Junglinster, de Redange et de Belval-Est est prioritaire.

Une deuxième phase prévoit l'implantation de trois lycées supplémentaires dans les vides scolaires de l'extrême Nord et du Sud-est ainsi que dans le pôle Sud, sous condition cependant que l'évolution démographique des régions concernées le justifie.

En ce qui concerne la région de Clervaux, on compte à l'heure actuelle 990 élèves provenant de la région en question qui fréquentent un établissement d'enseignement postprimaire du pôle Nord (Lycée du Nord, Lycée technique d'Ettelbruck, Lycée classique Diekirch).

En novembre 2000 le comptage des élèves effectué pour préparer la réponse à une question analogue du Député Georges Wohlfart avait atteint 956 ce qui ne constitue pas une différence significative (cf. compte rendu N°4/2000-2001 - question parlementaire N°0753).

Je vous informe également qu'à l'heure actuelle le dossier est soumis au groupe de travail interministériel chargé d'assurer le suivi continu de la mise en œuvre du plan directeur sectoriel à moyen et à long terme.

Question 0433 (4.5.2005) de M. Jean Huss (DÉI GRÉNG) concernant l'irradiation des aliments:

Lors de l'irradiation alimentaire, des aliments sont exposés à de hautes doses de radiation ionisante qui suppriment les bactéries et insectes présents sur les aliments. Cette technique permet ainsi d'allonger la durée de conservation des aliments, mais détruit parallèlement une grande partie des vitamines et nutriments. D'autres effets indésirables, surtout au niveau moléculaire des aliments, sont encore mal connus, mais des tests sur des animaux ont déjà montrés que l'ingestion d'aliments irradiés peut provoquer des maladies génétiques, des problèmes de reproduction et une mortalité précoce.

Au Luxembourg les aliments qui peuvent être irradiés sont limités à trois catégories de produits: herbes aromatiques séchées, épices et condiments végétaux. Or, huit États membres de l'UE autorisent nettement plus de catégories et notamment la France et nos partenaires du Benelux.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Quels sont les produits que nos différents pays voisins autorisent pour l'irradiation?
- Est-ce que les produits irradiés non conformes aux trois catégories susmentionnées peuvent être commercialisés à Luxembourg?
- Comment est-ce que le Gouvernement contrôle la commercialisation ainsi que l'obligation d'étiquetage des aliments irradiés au Luxembourg? Et à quelle fréquence?
- Est-ce que la «Présidence» n'est pas une occasion de choix pour relancer le débat sur l'irradiation alimentaire au niveau européen, pour appliquer le principe de précaution et pour une harmonisation accrue?

Réponse (2.6.2005) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Les aliments «irradiés» sont des aliments qui ont subi un traitement ionisant. Des faisceaux d'électrons sont produits par des générateurs électriques. Ces électrons hautement énergétiques constituent un rayonnement ionisant de type bêta ou gamma. Le temps d'exposition est très bref et la dose absorbée est exprimée en kilo Gray (kGy).

Ce traitement peut avoir pour but d'inhiber la germination d'un produit, de prolonger la durée de conservation en éliminant partiellement les microorganismes qui provoquent la décomposition, de réduire voire d'éliminer la contamination microbienne.

Le Luxembourg ne dispose à ce jour pas d'installation permettant un tel traitement. Au Luxembourg, le traitement ionisant est régi par le règlement grand-ducal du 17 juillet 2000 relatif aux denrées et ingrédients alimentaires traités par ionisation. En terme de produits traités par ionisation, seuls les herbes aromatiques séchées, les épices et les condiments végétaux peuvent être commercialisés et à condition que la dose moyenne absorbée ne dépasse pas 10 kGy. Tout autre produit ayant subi un tel traitement ne peut pas être commercialisé au Luxembourg. Cela étant la réglementation nationale n'autorise pour l'irradiation que le strict minimum de produits imposés par la directive communautaire en la matière.

La situation de nos pays voisins est quelque peu différente et est résumée sur le tableau ci-dessous:

Depuis le 20 mars 2001 toutes les denrées alimentaires irradiées disponibles sur le marché doivent être conformes aux dispositions de la directive 1999/2/CE du 22 février 1999. En vertu de son article 7, paragraphe 3, les États membres transmettent chaque année à la Commission les résultats des contrôles effectués dans les unités d'irradiation et les résultats des contrôles effectués au stade de la commercialisation des produits.

La division du Contrôle des denrées alimentaires du Laboratoire national de santé a contrôlé aux fins susvisées en 2004 50 échantillons prélevés dans les commerces du Luxembourg. Il s'agissait de vérifier si seules les denrées visées par la réglementation luxembourgeoise avaient subi une irradiation, et cela dans les conditions de dosage et d'étiquetage réglementaires.

Ces 50 échantillons se composaient de dix échantillons d'épices, dix échantillons de thé et infusions, dix échantillons d'oignons, dix échantillons de pommes de terre et dix échantillons de crevettes. Les 50 analyses ont révélé qu'aucun de ces produits n'avait subi un traitement ionisant.

À titre indicatif on peut lire dans le rapport de la Commission relatif à l'année 2002 que la Belgique, l'Espagne et l'Italie n'avaient pas communiqué de données pour cette période.

L'Autriche avait effectué 60 analyses et la Suède cinq analyses; aucune de ces analyses n'avait mis en évidence un traitement par ionisation. L'Allemagne avait quant à elle effectué 3.351 analyses, dont 0,8% avaient révélé un traitement ionisant.

Quant à l'opportunité d'œuvrer en vue d'une réglementation communautaire plus contraignante en la matière, la Commission a traité du sujet dans un avis C 241/6 publié au Journal officiel du 29 août 2001, résumé au tableau ci-après. Comme l'honorable Parlementaire peut s'en rendre compte il y a des arguments dans les deux sens.

Arguments pour	Arguments contre
Destruction des organismes nocifs dans les aliments.	L'irradiation pourrait être utilisée pour remplacer des mesures d'hygiène.
Remplacement de la fumigation des fruits et légumes pour éliminer les organismes nuisibles.	L'irradiation visant à freiner la germination et à retarder le mûrissement pourrait tromper le consommateur quant à l'âge et à la fraîcheur des produits.
Substitution à des traitements chimiques.	Manque de confiance du consommateur.
Soutien de nombreuses associations et institutions du Groupe consultatif international OAA/OMS.	Diverses études non prises en compte dans cet avis, qui font état d'études réalisées sur des animaux de laboratoire.

Aliments pouvant subir un traitement ionisant				
	France	Belgique	Pays-bas	Allemagne ¹
Herbes aromatiques séchées, épices, condiments	+	+	+	(+)
Pommes de terre crues non épluchées		+		(+)
Oignons, aulx, échalotes	+	+		(+)
Fraises fraîches	+	+		
Gomme arabique	+	+	+	
Légumes/fruits déshydratés ou séchés	+	+	+	(+)
Crevettes cuites, épluchées, surgelées	+	+	+	
Cuisses de grenouilles congelées	+	+	+	
Viande de volaille désossée surgelée	+	+		
Viande de poulet			+	
Blancs d'œufs	+	+	+	
Flocons et germes de céréales	+		+	
Farine de riz	+			
Abats de volailles	+			
Sang animal séché	+			
Caséine	+			
Camembert au lait cru	+			

¹ Des produits ayant subi un traitement ionisant peuvent être commercialisés sur le territoire après obtention d'une autorisation exceptionnelle et sous condition que l'étiquetage en fasse clairement mention.

Question 0434 (4.5.2005) de M. Jean Huss (*DÉI GRÉNG*) concernant la Commission Internationale de la Protection Radiologique (CIPR):

Dans ses recommandations 2005, la Commission Internationale de la Protection Radiologique (CIPR) suggère entre autres l'instauration de «seuils d'exclusion» en dessous desquels la contamination de notre environnement ne serait plus prise en compte. Le terme «environnement» se rapportant ici à tout ce qui nous entoure, nos aliments sont également concernés. En dessous de ces seuils, les aliments seraient donc considérés comme non radioactifs et consommables sans restriction. En vue de ce scénario, le laboratoire indépendant du CRIIRAD (France) a effectué des calculs qui montrent que la consommation chronique de tels aliments exposerait les consommateurs dans certains cas à des doses de 1.000 à 10.000 fois supérieures au seuil à partir duquel les autorités considèrent qu'une exposition n'est plus négligeable.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Comment le Luxembourg participe-t-il à l'élaboration des recommandations de la CIPR?
- Quelle est la position du Gouvernement face aux recommandations de la CIPR d'instaurer des seuils d'exclusion?
- Est-ce que ces recommandations ne violent pas le principe de précaution?

Réponse (2.6.2005) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

La CIPR (Commission Internationale de la Protection Radiologique) est une commission internationale d'experts en matière de radioprotection. Cette commission est indépendante des Gouvernements et elle coopte ses nouveaux membres, qui sont indépendants. Il n'y a pas de ressortissant luxembour-

geois au sein de cette commission. La Commission européenne a un statut d'observateur auprès de la CIPR.

La CIPR émet des recommandations à l'attention de toute personne, institution ou Gouvernement. C'est ainsi que la Commission européenne est attentive aux travaux de cette Commission.

Le document évoqué par l'honorable Parlementaire n'est pas encore définitivement arrêté par la CIPR. Le groupe d'experts prévu à l'article 31 du traité EURATOM a remis à la Commission européenne un avis critique sur le projet de recommandation en question. La CIPR a prévu de finaliser le document pour 2007.

Il faudra voir si les recommandations de la CIPR seront reprises par la Commission dans un projet de révision des normes de base, qui en principe ne devrait pas intervenir avant 2010. C'est à ce moment que le Luxembourg sera de toute façon officiellement appelé à prendre position.

Question 0435 (4.5.2005) de M. Jean Huss (*DÉI GRÉNG*) concernant le Codex Alimentarius:

La Commission du Codex Alimentarius, une structure placée sous la double responsabilité de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), fixe les normes sur les denrées alimentaires destinées au commerce international. Cette Commission du Codex est actuellement en train de décider des seuils de contamination radioactive à tolérer dans les produits alimentaires importés ou exportés. Jusqu'ici la norme est l'absence de contamination et l'anomalie la présence de polluants radioactifs, bien qu'en 1989 - suite à la catastrophe de Tchernobyl - des seuils de contamination postaccidentels et limités dans le temps (un an) furent décidés.

- Quelle est la position de la «Présidence luxembourgeoise de l'UE» quant à la révision des normes susmentionnées?

- Est-ce que le Gouvernement n'entend pas s'opposer à un changement de normes alimentaires contraire au principe de précaution, voire qui légaliserait de fait le commerce avec des aliments radioactivement contaminés?

- Quelle fut la position luxembourgeoise lors de l'adoption du projet de modification en juillet 2004 à Genève?

- Quand est-ce que ces nouvelles normes seront définitivement adoptées par la Commission du Codex?

Réponse (2.6.2005) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Lors de la 35^e session du Comité du Codex sur les Additifs Alimentaires et Contaminants (CCFAC) en mars 2003, il a été proposé sous l'initiative de l'IAEA de réviser les niveaux de référence de contamination dans les denrées alimentaires suite à un accident nucléaire. En juillet 2003 la Commission du Codex Alimentarius a approuvé cette proposition. Or, il est entendu qu'il s'agit d'harmoniser sur le plan mondial les niveaux de contamination qui ne s'appliquent qu'en situation de crise nucléaire et sur une durée limitée. Donc l'absence de contamination restera aussi dans l'avenir la norme et la présence de polluants radioactifs artificiels une anomalie, dont il faut chercher l'origine. Les discussions concernant le projet de modification des normes du Codex Alimentarius se sont poursuivies dans les réunions suivantes:

- réunion d'un groupe d'experts en janvier 2004 organisé par l'IAEA,
- 36^e session du CCFAC en mars 2004,
- 27^e session de la Commission du Codex Alimentarius en juin 2004,
- 37^e session du CCFAC en avril 2005.

En conclusion il ne s'agit pas d'un changement du principe de précaution ou de protection du consommateur. L'initiative quant à la révision des normes dans le cadre de la Présidence a été cédée aux Pays-Bas qui suivent ce dossier pour le Luxembourg. Actuellement un nouveau texte est en préparation au niveau communautaire en collaboration avec l'IAEA. Ce texte sera proposé aux États membres au mois d'octobre 2005.

Question 0439 (11.5.2005) de Mme Claudia Dall'Agnol (*LSAP*) concernant la création de commissions consultatives à l'égalité des chances au niveau communal:

Dans sa prise de position du 14 mai 2004 relative à la proposition de loi 5252 concernant l'action en faveur de la promotion de l'égalité des chances entre femmes et hommes au niveau communal et modifiant la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, le Gouvernement s'est exprimé contre l'obligation d'instituer une commission à l'égalité des chances dans chaque commune, soulignant ainsi sa préférence pour la voie consensuelle.

Le Gouvernement s'est par ailleurs prononcé pour la promotion de l'information et de la sensibilisation des administrations communales sur le bien-fondé des commissions consultatives à l'égalité des chances et sur l'importance de leur composition paritaire. Dans ce contexte la prise de position dispose que «les Ministres de l'Intérieur et de la Promotion féminine

Or, selon mes informations, un projet de modification datant de juillet 2004, entend transformer ces seuils de tolérance exceptionnels et temporaires en seuils permanents. La norme alimentaire ne serait donc plus l'absence de contamination, mais une contamination décriée acceptable. En outre, dû à un changement de la méthode de calcul, ces seuils seraient sensiblement augmentés par rapport aux seuils exceptionnels actuels et pouvant se situer entre 1 Becquerel/kg et 10.000 Bq/kg.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Est-ce que le Ministre peut confirmer ces informations?
- Comment le Luxembourg participe-t-il à l'élaboration des normes du Codex Alimentarius? Quels Ministères sont concernés?
- Est-ce que les consommateurs luxembourgeois sont consultés avant et après les réunions de la Commission du Codex?

adresseront une circulaire commune aux bourgmestres des 118 communes. Ils leur exposeront encore une fois l'opportunité de créer une commission consultative à l'égalité des chances et leur proposeront des voies et moyens pour aboutir à une composition de l'ensemble des commissions consultatives communales qui apporte un meilleur équilibre entre membres féminins et membres masculins.»

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre et Monsieur le Ministre:

- Est-ce que cette circulaire est parvenue à toutes les communes? Dans l'affirmative, quel en a été le contenu? Serait-il possible d'en recevoir une copie?
- Quelles ont été les réactions des responsables communaux, respectivement est-ce que des commissions supplémentaires ont été instituées?
- Pour le cas où ladite circulaire n'aurait pas été adressée aux communes, quelles sont les raisons qui expliquent cet état des choses et dans quel délai est-ce que ce courrier leur sera envoyé?

Réponse commune (8.6.2005) de Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de l'Égalité des chances* et de M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

Étant donné que des élections communales auront lieu le 9 octobre 2005, le Gouvernement se propose d'envoyer une circulaire aux bourgmestres des communes avant les vacances d'été pour leur communiquer des recommandations en vue de la mise en œuvre de la politique d'égalité des femmes et des hommes dans les communes. Les bourgmestres seront invités à communiquer cette circulaire à toutes les candidates et à tous les candidats aux élections. La circulaire renseignera notamment sur l'institution dans les communes de commissions consultatives à l'égalité des chances et sur la parité entre femmes et hommes à aspirer dans la composition des commissions consultatives communales.

Question urgente 0452 (24.5.2005) de Mme Anne Bras-seur (DP) concernant le bâtiment scolaire du «Neie Lycée»:

Il me revient qu'il ne serait plus envisagé d'implanter le «Neie Lycée» dans un bâtiment scolaire appartenant à la Ville de Luxembourg et situé au Kirchberg, mais qu'il serait prévu de faire ériger un nouveau bâtiment abritant le «Neie Lycée» d'ici la rentrée scolaire 2005.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Ces informations sont-elles exactes?
- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?
- Où exactement se trouve le site d'implantation de ce bâtiment?
- Quelles procédures seront invoquées pour aménager un bâtiment scolaire en seulement quelques mois, alors que pour d'autres projets, il faut compter jusqu'à huit ans?
- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas que d'autres priorités auraient dû être fixées alors qu'il existe des urgences en matière d'infrastructures scolaires?
- Quel est le coût estimé de cette construction?
- Est-il envisagé de recourir aux mêmes procédures pour la construction d'autres bâtiments?

Réponse (25.5.2005) de Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Il n'est pas exact de dire que l'État a l'intention d'ériger un nouveau bâtiment pour abriter le lycée-pilote «Neie Lycée» à la rentrée 2005.

L'État a plutôt saisi l'opportunité qui s'est présentée de prendre en location des bâtiments appartenant à la société Paul Wurth, sis sur un terrain verdoyant clos dans la rue de l'Acierie, à Luxembourg-Hollerich. Une partie des bâtiments sera transformée suivant les besoins du lycée. D'autres, les pavillons (containers) qui abritaient des bureaux seront remplacés, opération qui s'avère être moins onéreuse qu'une transformation. À la fin du bail les pavillons (containers) et les équipements deviendront la propriété de l'État et pourront être utilisés ultérieurement.

Pour ceux qui s'inquièteraient de voir un établissement scolaire implanté sur un terrain qui dans le temps a accueilli une activité industrielle, il convient de préciser que les analyses du sol, de l'air ambiant et de l'eau ont été effectuées. Il en ressort que le site se prête à accueillir des infrastructures scolaires, tout comme cela est le cas pour d'autres implantations telles que:

- le nouveau bâtiment du Lycée technique Mathias-Adam;
- le nouveau lycée à construire à Esch-Belval;
- la nouvelle construction pour le Lycée Hubert-Clement sur la lentille Terre Rouge;
- le nouveau bâtiment pour le régime préparatoire du Lycée technique du Centre à Dommeldange à 100 mètres de l'ancienne usine ARBED;
- le terrain choisi au cours de la législature précédente pour implanter un nouveau lycée pour professions de santé sis à l'intersection de la Rocade de Bonnevoie et de la route de Thionville jumelé avec le terrain industriel de l'entreprise Comptoir des Fers et Métaux.

Initialement il était prévu d'implanter le lycée-pilote dans un bâtiment scolaire sis à Kirchberg, appartenant à la Ville de Luxembourg. Ce projet est maintenant abandonné pour les raisons suivantes:

- Le site permet de loger les classes du lycée-pilote au plus pour une année scolaire;
- l'espace à Hollerich est beaucoup plus grand; il inclut des infrastructures sportives, multifonctionnelles et des infrastructures d'accueil;
- les classes du régime préparatoire du lycée technique du Centre qui fonctionnent au Kirchberg ne doivent pas être transférées.

Concernant les priorités en matière de création d'infrastructures scolaires, il faut dire qu'il existe deux types d'urgence. La première résulte de la croissance continue des effectifs scolaires. Elle exige de créer le plus rapidement possible des espaces scolaires supplémentaires. Au regard de cette urgence, toutes les solutions pour trouver dans les années à venir un espace scolaire supplémentaire doivent être envisagées. Les infrastructures dans lesquelles le lycée-pilote sera logé créent donc un espace scolaire supplémentaire. Rappelons que le dernier espace scolaire supplémentaire a été créé avec le Lycée Josy-Barthel à Mamer en 2003 et que le prochain espace scolaire supplémentaire sera créé en 2007 avec le lycée de Dange.

La deuxième urgence consiste à réhabiliter un certain nombre de bâtiments qui se trouvent dans un état déplorable. Très souvent il s'agit de bâtiments où sont logées des classes du régime préparatoire. La mise en œuvre du lycée-pilote n'entrave en rien les pro-

grammes de reconstruction et de réhabilitation qui ont été décidés. Avec le Ministre des Travaux publics je me suis mis d'accord sur l'urgence de réhabiliter le bâtiment du Jenker dans lequel est logé le régime préparatoire du Lycée technique Mathias-Adam. Le projet de loi afférent, que le Gouvernement précédent n'avait pas jugé opportun d'engager dans la procédure, a été déposé à la Chambre des Députés le 23 mars 2005.

En ce qui concerne la question du coût, il est estimé à 7.400.000 € répartis sur cinq années.

La location d'infrastructures est une pratique utilisée par l'État pour les besoins urgents en infrastructures telles que les salles de classe pour le Lycée pour Professions de Santé au CHL à Luxembourg, les locaux pour l'Institut d'études éducatives et sociales à Livange, l'école de la rue des Maraichers à Luxembourg-Kirchberg pour les besoins du Lycée technique du Centre, un hall industriel pour le Lycée agricole à Colmar-Berg.

Question 0459 (31.5.2006) de M. Jean-Pierre Koepp (ADR) concernant la formation des animateurs touristiques:

Een Element am alljährechen Empfang vun eisen Touristen ass d'Animatioun vun eise Gäschter op de Campingen, an de Foussgängerzonen asw. Fir d'est ze erméiglechen, stellt den Tourismusministère de jeeweiligen Ententen oder anere Vereenegungen eng ganz Rei vu Studenten all Joer zur Verfügung, fir d's Animatioun ze gestalten, wat ganz flott an netzlech ass.

Dës Studente bräichten awer och all Joer eng deemtsprechend Ausbildung, well d'Weiderbildung ass och e ganz wichteg Schlüsselement am Tourismus, ee Berufszweig, an deem et haut schwéier genuch ass nach weider ze bestoen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

- 1) Wéi vill Studenten hunn hei zu Lëtzebuerg d'Touristen an de leschte fënnef Joer begleet a wéi verdeelen déi sech op déi verschidde Regiounen an op déi eenzel Ententen?
- 2) Firwat gouf an de leschte Joren (mat Ausnahm vun leschte Joer) dës Ausbildung vun de Studenten net vom Ministère financéiert wéi och organisatoresch iwwerholl, dat besonnesch well déi eenzel Ententé leider net iwwert déi néideg finanziell an organisatoresch Mëttele verfüegen?
- 3) Ass de Ministère bereet, an Zukunft dës Ausbildung ze iwwerhuelen, fir am Tourismus méi Professionalismus ze kréien?

Réponse (15.6.2005) de M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*:

1) Tëschent de Joren 2000 an 2004 huet den Tourismusministère allen touristesche Regiounen am Gesamte 463 Studenten zur Verfügung gestallt. Dovuinner hunn 71,5% an der Regioun vum Norden (26,1% vun alle Studente ware fir d'Entente vum Norden, 24,2% fir d'Entente vum Uewerstausee an 21,2% fir d'Entente vum Mëttersauer an der Our), 13,4% an der Regioun vum Mëllerdall, 8,6% an der Regioun Zentrum a Süden a 6,5% an der Regioun vum Musel gehollef, d'Animatioun ze organisieren. Fir d'est Joer sinn et nach eng Keier am ganzen 122 Studenten, déi de Coordinatore waerten hëllef, Animatioun an allen touristesche Regiounen während der Saison unzëbiden.

2) Den Tourismusministère huet sech nach all Joer un den Ausbildungskäschte vun de Studente bedeelegt. D'Ausbildung vun de Studenten ass bis am Joer 2002 um a vum Institut National des Sports organiséiert ginn. Dës war fir déi eenzel Regiounen net mat Käschte verbonnen, well den Tourismusministère d'Iwwernuechtungsfraisën (d'est waren och déi eenzeg Fraisën, déi ugefall sinn) integral iwwerholl huet. Op Wonsch vun de Regiounen ass ab 2003 awer eng méi spesifesch, op d'Animatioun zougenschidde Formatioun fir Studenten offéiert ginn. Bei dëser méi professioneller Ausbildung, déi vu privaten Entrepreneuren organiséiert gouf, huet den Tourismusministère sech och finanziell bedeelegt. Niewent der finanzieller Participatioun un den Ausbildungskäschten huet de Stat an de Joren 2000 bis 2004 awer och nach am ganzen 100% vun de 510.332,38 € u Salaireskäschten an 100% vun den 51.305,83 € un Déplacementskäschte vun de Studenten iwwerholl.

3) Den Tourismusministère war an ass nach ëmmer der Meenung, datt eng gutt a professionell Ausbildung e Plus um Niveau vun touristeschen Accueil duerstellt. Och an Zukunft ass den Tourismusministère, am Kader vu senger finanzieller Méiglecheeten, weider bereet, sech fir eng professionell touristesch Animatioun an den eenzelne Regiounen anzusetzen.

Question 0466 (7.6.2005) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant les compétences du Grand-Duc:

Haut war op enger Pressekonferenz vun enger Lëtzebuurger Partei gewuer ze ginn, datt de Grand-Duc d'lescht Woch eng Rei Lëtzebuurger Führungspersonalitéiten, dorënner d'Presidente vun de béide gréisste Lëtzebuurger Gewerkschaften, bei sech invitéiert hat a se opgefuerdert huet, «alles, awer och alles» ze maachen, fir datt d'Lëtzebuurger beim Referendum den 10. Juli mat Jo stëmmen. Domadder huet hien net nëmme Partei fir de Camp vun Jo ergraff, mä sech aktiv an eng politesch Sträitfro agemëscht.

D'est verstéisst géint eis Constitution, déi eisem Statschef eng kloer délimitéiert Roll zouweist. Als Symbol vun der Unitéit vun eisem Stat huet hien iwwert de Parteien ze stoen. Den Artikel 33 bestëmmt: «Le Grand-Duc est le chef d'État, symbole de son unité et garant de l'indépendance nationale. Il exerce le pouvoir exécutif conformément à la Constitution et aux lois du pays.»

Den Artikel 45 hält fest: «Les dispositions du Grand-Duc doivent être contresignées par un membre du Gouvernement responsable.» De Sënn vun dësem Artikel ass fir dem Grand-Duc am Exercice vu senger Fonctiounen «toute action personnelle» ze verbidden «qui ne serait pas couverte par son Gouvernement». Schonn mat senger leschter Chrëschtusprooch hat de Grand-Duc iwwer seng Impartialitéit an der Fro vum Referendum iwwert de Verfassungsstrait Zweifel opkomme gelooss, an dat an eischter Linn mat folgender Ausso: «An deem Geescht soen ech lech, léif Matbiirger, datt ech um Referendum deelhuele wäert. Domat wëll ech menger Iwwerzeugung fir en dynamescht a respektéiert Lëtzebuerg an dem neien Europa Ausdruck ginn.»

Dofir folgend Froen:

1. Stëmmt dës Informatioun iwwer e geheimt Spëtzentrefe beim Grand-Duc?
2. Wa jo, war dës Aktioun vum Grand-Duc «couverte par son Gouvernement»?
3. Wa jo, op Basis vu wéi enge Kritäre gouf deen elitäre Krees vu Personalitéite fir déi ge-

annt Geheimréunioun beim Grand-Duc ausgewielt?

4. Wéi eng legal Basis hunn esou Geheimtreffen op héchstem Statsniveau mat den Dirigente vu grouse Lëtzebuurger Organisationsen, wei deenen zwou gréisste Gewerkschaften?
5. Wourëms ass et bei der genannten Geheimréunioun an eischter Linn gaangen?
6. Gouf bei dësem Geheimtreffen op d'Gewerkschaftsdirigenten a Saache Referendumscampagne Drock ausgeübt?
7. Firwat huet de Grand-Duc d'Gewerkschaften opgefuerdert, alles ze maache fir hir Memberen, an d'Lëtzebuurger allgemeng, aktiv zu engem Jo ze drängen?
8. Stellt de Grand-Duc mat dësem aktiven Agréiff an déi laufend politesch Campagne net seng Positioun als Statschef, deen iwwert dem «Parteiesträit» ze stoen huet, selwer a Fro a gouf hie vun der Regierung op dëse Risiko a seng eigentlech Verfassungsroll higewisen?

Réponse (8.6.2005) de M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

1. Comme tout chef d'État, le Grand-Duc reçoit régulièrement en audience des personnalités du monde politique, économique et social.
2. Le contenu des entretiens entre le chef de l'État et ses invités ne fait pas l'objet d'une communication au public.
3. Conformément aux principes qui régissent le fonctionnement de nos institutions, le Gouvernement assume la responsabilité des actes et des propos du chef de l'État.

Question 0476 (14.6.2005) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant le référendum sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe:

An der internationaler Press war gëscht ze liesen, datt de Lëtzebuurger Premier weider Referenden iwwert den EU-Verfassungsvertrag stoppe wëllt.

«Juncker will die EU-Referenden stoppen», war den entsprechenden Artikel am «Handelsblatt» vum 13. Juni iwwerschrifwen. Do heescht et: «Zu Junckers Motiven bei dem Vorsto? gehört nach EVP-Angaben auch, dass die Beliebtheit der Verfassung bei den Dänen rapide schwindet.» A weider: «Die EVP-Fraktion im Europaparlament hatte sich am vergangenen Mittwoch erstmals für eine Aussetzung der noch bevorstehenden zwölf Referenden und parlamentarischen Abstimmungen über die EU-Verfassung ausgesprochen (...) Vor dem überraschenden Meinungsumschwung habe Juncker im Hintergrund die Fäden gezogen, hie? es von EU-Parlamentariern.»

Dofir folgend Froen:

1. Stëmmen déi zitéiert Informatiounen?
2. Wa jo, bedeit dat, datt de Referendum vum 10. Juli zu Lëtzebuerg ofgesot oder ausgesat gëtt - a wa jo, aus wat fir enge Grënn?

Réponse (16.6.2005) de M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Ech weisen drop hin, datt déi Informatiounen, déi an deem vun honoreblen Deputéierten zitéierten Artikel am «Handelsblatt» vum 13. Juni drastinn, net stëmmen.

Richtig ass, datt eng Rei vu Memberstate vun der Europäescher Unioun de Ratifizierungsprozess temporäre wëllen aussetzen, ouni en awer wëllen ze stoppen.